



Rapport annuel 2006



Volume II

Rapport financier

Le **Rapport annuel 2006 du Groupe BEI** est constitué de trois volumes distincts :

- le rapport d'activité présentant les activités du Groupe BEI sur l'année écoulée ainsi que les perspectives futures ;
- le rapport financier présentant les états financiers du Groupe BEI, de la BEI, de la Facilité d'investissement (Cotonou), du Fonds fiduciaire de la FEMIP et du FEI, et leurs annexes explicatives ;
- le rapport statistique présentant sous forme de listes les projets financés et les emprunts levés en 2006 par la BEI, et la liste des projets du FEI. Des tableaux de synthèse pour l'année 2006 et pour les cinq dernières années sont également présentés.

Le Rapport annuel est également disponible sur le Web à l'adresse www.bei.org/report.

Chiffres clés du Groupe BEI

Banque européenne d'investissement

| <i>Activité en 2006</i> | <i>(en millions d'euros)</i> |
|-----------------------------------------------|------------------------------|
| Prêts signés | 45 761 |
| Union européenne | 39 850 |
| Pays partenaires | 5 911 |
| Prêts approuvés | 53 371 |
| Union européenne | 45 559 |
| Pays partenaires | 7 811 |
| Prêts versés | 36 802 |
| Sur ressources de la Banque | 36 535 |
| Sur ressources budgétaires | 267 |
| Ressources collectées (avant échanges) | 48 050* |
| En monnaies communautaires | 26 535 |
| En monnaies non communautaires | 21 515 |
| <i>Situation au 31.12.2006</i> | |
| Encours | |
| Prêts sur ressources de la Banque | 310 911 |
| Garanties accordées | 68 |
| Financements sur ressources budgétaires | 1 982 |
| Emprunts à long, moyen et court terme | 246 576 |
| Fonds propres | 31 172 |
| Total du bilan | 289 158 |
| Résultat net de l'exercice | 2 566 |
| Capital souscrit | 163 654 |
| <i>Dont libéré et versé</i> | <i>8 183</i> |

Fonds européen d'investissement

| | |
|--------------------------------|---------------|
| <i>Activité en 2006</i> | |
| Signatures | 2 728 |
| Capital-risque (34 fonds) | 688** |
| Garanties (54 opérations) | 2 040 |
| <i>Situation au 31.12.2006</i> | |
| Portefeuille | 14 910 |
| Capital-risque (244 fonds) | 3 774** |
| Garanties (188 opérations) | 11 136 |
| Fonds propres | 694 |
| Total du bilan | 771 |
| Résultat de l'exercice | 49 |
| Capital souscrit | 2 000 |
| <i>Dont libéré et versé</i> | <i>400</i> |

* ressources collectées en vertu de l'autorisation globale d'emprunter prévue pour 2006, y compris un montant de 2,9 milliards d'EUR collecté par anticipation en 2005.

** outre ces fonds, il y a deux fonds de fonds (NEOTEC et Dahlia) qui relèvent de mécanismes séparés (RCM et FEI) et dans lesquels la participation du FEI s'élève respectivement à 50 et 75 millions d'EUR.

Sommaire

| | |
|------------------------------------------------------|------------|
| Message du président | 4 |
| Les organes statutaires de la BEI | 6 |
| L'activité de financement de la BEI en 2006 | 8 |
| L'activité d'emprunt de la BEI | 10 |
| L'activité de trésorerie de la BEI | 14 |
| Les organes statutaires du FEI | 16 |
| L'activité du Fonds européen d'investissement | 17 |
| | |
| Groupe BEI | 19 |
| Les résultats de l'exercice | 21 |
| États financiers | 22 |
| Rapport du réviseur d'entreprises | 58 |
| Déclaration du Comité de vérification | 59 |
| | |
| BEI | 61 |
| Les résultats de l'exercice | 63 |
| États financiers au 31 décembre 2006 | 64 |
| Rapport du réviseur d'entreprises | 96 |
| Déclaration du Comité de vérification | 97 |
| Bilan au 1er janvier 2007 | 98 |
| | |
| Facilité d'investissement | 101 |
| États financiers | 102 |
| Rapport du réviseur d'entreprises | 112 |
| Déclaration du Comité de vérification | 113 |
| | |
| Fonds fiduciaire de la FEMIP | 115 |
| États financiers | 116 |
| Rapport du réviseur d'entreprises | 120 |
| Déclaration du Comité de vérification | 121 |
| | |
| FEI | 123 |
| Rapport du réviseur d'entreprises | 124 |
| Rapport du Collège des commissaires aux comptes | 125 |
| États financiers | 126 |
| | |
| Gestion des risques | 149 |
| Audit et contrôle | 155 |
| | |
| Adresses | 156 |



Message du président

En 2006 – à la veille de son cinquantième anniversaire –, la BEI a mené ses activités sur la base de la nouvelle stratégie arrêtée par son Conseil des gouverneurs un an auparavant. Cette nouvelle stratégie privilégie trois objectifs : renforcer l'effet de levier des opérations de la BEI, concentrer les financements à l'intérieur de l'Union sur six priorités européennes et aligner les financements à l'extérieur de l'Union sur les politiques extérieures de l'UE.

L'an dernier, la Banque européenne d'investissement a prêté au total 45,8 milliards d'EUR. Les financements accordés dans les États membres de l'UE – alors au nombre de 25 – ont représenté 87 % de ses activités et se sont élevés à 39,8 milliards d'EUR. Le Fonds européen d'investissement – la filiale du groupe BEI spécialisée dans le capital-risque et l'apport de garanties pour les PME – a investi près de 700 millions d'EUR dans des fonds de capital-risque et a fourni au total 2 milliards d'EUR sous forme de garanties couvrant les portefeuilles de prêts aux PME de banques et d'autres institutions financières. Pour financer ses activités, la BEI a levé un total de 48 milliards d'EUR sur les marchés internationaux des capitaux en lançant plus de 300 émissions obligataires dans 24 monnaies.

Renforcement de l'effet de levier

C'est en intensifiant la coopération avec d'autres institutions publiques ou privées pour exploiter les synergies qu'engendrent la combinaison d'expérience et de savoir-faire et l'association d'aides non remboursables et de prêts que la Banque pourra le mieux renforcer l'effet de levier de ses opérations. À cet égard, la Commission européenne, de par sa maîtrise en matière d'octroi d'aides non remboursables, est un partenaire naturel de la BEI. Trois nouvelles initiatives conjointes ont été lancées en 2006 pour élargir, avec l'aide de la BEI, l'utilisation des Fonds structurels européens de la Commission – dont le montant a été sensiblement augmenté, puisque porté à 308 milliards d'EUR pour la période 2007-2013. Il sera ainsi possible d'affecter une partie de ces fonds structurels à des opérations d'ingénierie financière destinées à appuyer les PME et les microentreprises (JEREMIE) ou à des activités d'aménagement urbain à caractère social (JESSICA). La troisième de ces initiatives (JASPERS) – financée par la Commission, le groupe BEI et la BERD – prévoit l'apport d'une assistance technique gratuite pour l'identification et la réalisation de projets d'infrastructures pouvant bénéficier de financements au titre des Fonds structurels.

La BEI et la Commission ont également uni leurs forces pour encourager l'innovation et la recherche-développement. De nouveaux instruments financiers permettent un plus grand partage des risques et la mobilisation de capitaux publics ou privés supplémentaires. De son côté, le FEI sera chargé, au titre du programme-cadre « Compétitivité et innovation » de la Commission pour la période 2007-2013, d'améliorer l'accès aux financements, notamment pour les PME en phase de démarrage.

Six priorités au sein de l'Union

À l'intérieur de l'Union européenne, le groupe BEI a pour ambition de contribuer efficacement, au travers d'un choix attentif des projets, à la réalisation des objectifs de l'Union et de mobiliser des fonds provenant d'autres sources pour financer ces projets. Cet objectif – fixé par le Conseil des gouverneurs et consistant à préférer la qualité à la quantité des projets – explique le léger recul du volume des prêts en 2006 (39,8 milliards d'EUR contre 42 milliards d'EUR en 2005). Globalement, le groupe BEI estime que ses opérations de prêt en 2006 ont appuyé des investissements représentant au total quelque 120 milliards d'EUR, dont les deux tiers ont été effectués dans les régions les moins développées de l'Union. S'appuyant sur un volume plus stable d'activité de

prêt et sur une croissance modeste de son effectif, le groupe BEI vise avant tout à apporter une valeur ajoutée en se concentrant sur des projets plus complexes et sur des produits financiers plus novateurs. Ce faisant, il est résolu à appuyer l'investissement dans l'ensemble des 27 États membres, même si, relativement, la priorité sera accordée aux nouveaux États membres.

Les six priorités européennes sur lesquelles la BEI a concentré ses opérations de prêt dans l'Union en 2006 sont les suivantes : la cohésion économique et sociale, l'appui à l'innovation, les réseaux transeuropéens (RTE) de transport, la viabilité de l'environnement à long terme, l'appui aux PME et un approvisionnement énergétique sûr, compétitif et durable. Chaque priorité est décrite de manière individuelle et détaillée dans le volume I du Rapport annuel (rapport d'activité), tandis que la liste complète des prêts de la BEI figure dans le volume III (rapport statistique).

L'appui aux politiques extérieures de l'Union européenne

À l'extérieur de l'Union européenne, la contribution de la BEI consiste à mettre en œuvre les volets financiers des politiques d'aide et de coopération de l'Union en faveur de ses pays partenaires. Ces pays se répartissent en trois grandes catégories : les pays candidats et potentiellement candidats à l'entrée dans l'Union, les voisins méridionaux et orientaux de l'UE et les pays partenaires d'Afrique, des Caraïbes, du Pacifique, d'Asie et d'Amérique latine. Dans chacun d'eux, la BEI a un rôle à jouer.

En décembre 2006, le Conseil européen a reconnu concrètement l'importance qu'il attache aux activités de la BEI à l'extérieur de l'UE en confiant à la Banque de nouveaux mandats extérieurs totalisant 27,8 milliards d'EUR pour la période 2007-2013, soit une augmentation de plus d'un tiers par rapport aux mandats précédents. Ces mandats ont pour principaux objectifs de préparer l'adhésion de futurs États membres et d'appuyer la politique de voisinage de l'Union. Les nouveaux mandats concernant les pays de la zone ACP entreront en vigueur en 2008.

Bonne gouvernance

L'ensemble de ces évolutions – nouvelles initiatives et produits financiers nouveaux dans l'Union européenne, nouveaux mandats à l'extérieur de l'UE – témoignent du fait qu'après 49 ans d'activité, la BEI reste une institution financière moderne et dynamique. Dans sa méthode de gouvernance également, la Banque respecte les meilleures pratiques internationales. Ces dernières années, une série de mesures ont été prises pour améliorer les différentes fonctions de contrôle, accroître la transparence et développer les relations avec la société civile. La responsabilité d'entreprise est devenue un souci permanent et, en particulier dans ce domaine, de nouvelles améliorations sont prévues à l'avenir. La deuxième partie du rapport d'activité (volume I du Rapport annuel) traite de la gouvernance d'entreprise, tout comme le rapport de la Banque sur la responsabilité d'entreprise que j'invite tous ceux qu'intéresse ce volet des activités de la Banque à lire parallèlement au présent rapport.



Philippe Maystadt
Président du Groupe Banque européenne d'investissement

Les organes statutaires de la BEI

La composition des organes statutaires de la Banque, le curriculum vitae de leurs membres ainsi que des informations complémentaires sur les modalités de rémunération sont régulièrement mis à jour et publiés sur le site Web de la BEI: www.bei.org.

Conseil des gouverneurs

| | | |
|--------------------|------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|
| Président | Brian COWEN (Irlande) | |
| Belgique | Didier REYNERS | Ministre des Finances |
| Bulgarie | Plamen ORESHARSKI | Ministre des Finances |
| République tchèque | Vlastimil TLUSTÝ | Ministr financí |
| Danemark | Bendt BENDTSEN | Økonomi- og erhvervsminister |
| Allemagne | Peer STEINBRÜCK | Bundesminister der Finanzen |
| Estonie | Aivar SÕERD | Rahandusminister |
| Grèce | Georgios ALOGOSKOUFIS | Minister of Economy and Finance |
| Espagne | Pedro SOLBES MIRA | Vicepresidente Segundo del Gobierno y Ministro de Economía y Hacienda |
| France | Thierry BRETON | Ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie |
| Irlande | Brian COWEN | Minister for Finance |
| Italie | Tommaso PADOA-SCHIOPPA | Ministro dell'Economia e delle Finanze |
| Chypre | Michalis SARRIS | Minister of Finance |
| Lettonie | Oskars SPURDZIŅŠ | Finanšu ministrs |
| Lituanie | Zigmantas BALČYTIS | Finansų ministras |
| Luxembourg | Jean-Claude JUNKER | Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances |
| Hongrie | János VERES | Pénzügyminiszter |
| Malte | Lawrence GONZI | Prim Ministru |
| Pays-Bas | Gerrit ZALM | Minister van Financiën |
| Autriche | Wilhelm MOLTERER | Bundesminister für Finanzen |
| Pologne | Zyta GILOWSKA | Ministra Finansów |
| Portugal | Fernando TEIXEIRA DOS SANTOS | Ministro de Estado e das Finanças |
| Roumanie | Sebastian VLĂDESCU | Ministrul Finanțelor Publice |
| Slovénie | Andrej BAJUK | Minister za finance |
| Slovaquie | Ján POČIATEK | Minister financií |
| Finlande | Ulla-Maj WIDEROOS | Ministeri, Valtiovarainministeriö |
| Suède | Anders BORG | Finansminister |
| Royaume-Uni | Gordon BROWN | Chancellor of the Exchequer |

Comité de vérification

| | | |
|--------------|------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Président | Raimundo POVEDA ANADÓN | Ancien directeur général, direction de la politique bancaire, Banque d'Espagne, Madrid (à la retraite depuis 2000) |
| Membres | Maurizio DALLOCCIO | Doyen de l'École de gestion SDA Bocconi, titulaire de la Lehman Brothers Chair of Corporate Finance, Université Bocconi, Milan |
| | (...) | ... |
| Observateurs | Ortwin KLAPPER | Ancien président-directeur général, Bank Austria Creditanstalt Leasing |
| | | Directeur général, Mizuho Corp. Bank-BA Investment Consulting |
| | Nikolaos PHILIPPAS | Président, Multilease Organization, Bruxelles/Bratislava |
| | | Maître de conférences et membre du Sénat de l'université, Université du Pirée, Grèce, Membre du Conseil d'administration du Port du Pirée |
| | Éric MATHAY | Réviseur d'entreprises, cabinet Bollen, Mathay & Co., Bruxelles |

Comité de direction

| | | |
|-----------------|----------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|
| Président | Philippe MAYSTADT | Le président de la BEI préside le Conseil d'administration de la Banque |
| Vice-présidents | Gerlando GENUARDI | |
| | Philippe de FONTAINE VIVE CURTAZ | |
| | Ivan PILIP | |
| | Torsten GERSFELT | |
| | Simon BROOKS | |
| | Carlos da SILVA COSTA | |
| | Matthias KOLLATZ-AHNEN | |
| | (...) | |

Conseil d'administration

Le Conseil d'administration se compose de 28 administrateurs, à raison d'un administrateur désigné, respectivement, par chacun des États membres et par la Commission européenne. Le nombre d'administrateurs suppléants est de 18, ce qui implique des regroupements d'États pour ces fonctions.

Par ailleurs, afin d'élargir l'expertise professionnelle disponible au Conseil d'administration dans certains domaines, ce dernier pourra coopter un maximum de 6 experts (3 titulaires et 3 suppléants) qui siégeront à titre consultatif, sans droit de vote.

| Administrateurs | |
|------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Olivier HENIN | Directeur adjoint, responsable de la Cellule Marchés financiers internationaux, Ministère des finances, Bruxelles |
| Dimiter IVANOVSKI | Ministre adjoint, ministère des finances, Sofia |
| Zdeněk HRUBÝ | Membre du Conseil d'administration de la BEI, Prague |
| Sigmund LUBANSKI | Kontorchef, Økonomi- og Erhvervsministeriet, Copenhague |
| Carsten PILLATH | Ministerialdirektor, Abteilungsleiter Europapolitik im Bundesministerium der Finanzen, Berlin |
| Aare JÄRVAN | Secrétaire général, département des affaires européennes et internationales, ministère des finances, Tallin |
| Ioannis PAPADAKIS | Conseiller de direction principal, Emporiki Bank, Athènes |
| Isabel RIAÑO | Directora General, Dirección General de Financiación Internacional, Ministerio de Economía y Hacienda, Madrid |
| Claire WAYSAND | Sous-directrice "Affaires européennes", Direction du Trésor et de la politique économique, Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Paris |
| Kevin CARDIFF | Second Secretary, Banking, Finance and International Division, Department of Finance, Dublin |
| Ignazio ANGELONI | Direttore per i Rapporti finanziari internazionali, Dipartimento del Tesoro, Ministero dell'Economia e delle Finanze, Rome |
| Kyriacos KAKOURIS | Haut responsable des affaires économiques, ministère des finances, Nicosie |
| Irena KRUMANE | Secrétaire d'État, ministère des finances de Lettonie, Riga |
| Natalija GUSEVA | Chef adjointe de la division Institutions financières internationales, ministère des finances, Vilnius |
| Gaston REINESCH | Directeur général, Ministère des Finances, Luxembourg |
| János ERŐS | Président-directeur général, Magyar Fejlesztési Bank Rt., Budapest |
| Vince GRECH | Directeur général (Administration financière), ministère des finances et des affaires économiques, La Valette |
| Jan Willem van der KAAIJ | Plaatsvervangend Directeur van de Directie Buitenlandse Financiële Betrekkingen, Ministerie van Financiën, La Haye |
| Kurt BAYER | Stellvertretender Generaldirektor für Wirtschaftspolitik und Internationale Finanzinstitutionen, Bundesministerium für Finanzen, Vienne |
| Marta GAJEČKA | Secrétaire d'État adjoint, ministère des finances, Varsovie |
| M.-Alexandra da COSTA GOMES | Membro do Conselho de Administração do BEI, Lisbonne |
| Eugen TEODOROVICI | Directeur général, ministère des finances publiques, Bucarest |
| Sibíl SVILAN | Membre du Conseil d'administration et président-directeur général, Slovene Export Corporation, Ljubljana |
| Katarina KASZASOVÁ | Directeur général, direction de la déclaration comptable, ministère des finances, Bratislava |
| Tytti NORAS | Lainsäädäntöneuvos, valtiovarainministeriö, Helsinki |
| Kurt Arne HALL | Finansråd, Internationella avdelningen, Finansdepartementet, Stockholm |
| Stephen PICKFORD | Director Europe, H.M. Treasury, Finance Directorate, Londres |
| Klaus REGLING | Directeur général, Direction générale des affaires économiques et financières, Commission européenne, Bruxelles |
| Experts | |
| Pierre RICHARD | Administrateur délégué, DEXIA, Paris |
| Rainer MASERA | Presidente, Rete Ferroviaria Italiana, Rome |
| Timothy STONE | International Chairman, PPP Advisory Services, KPMG Corporate Finance, Londres |
| Suppléants | |
| Karl-Ernst BRAUNER | Ministerialdirektor, Bundesministerium für Wirtschaft und Arbeit, Berlin |
| Ralph MÜLLER | Leiter des Referats Haushalt der Europäischen Union, Bundesministerium der Finanzen, Berlin |
| Benoît de la CHAPELLE BIZOT | Chef du bureau "Stratégie et coordination européenne", Direction du Trésor et de la politique économique, Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Paris |
| Jean-Michel SEVERINO | Directeur général, Groupe Agence Française de Développement, Paris |
| Stefania BAZZONI | Dirigente, Direzione Rapporti Finanziari Internazionali, Dipartimento del Tesoro, Ministero dell'Economia e delle Finanze, Rome |
| Giampaolo BOLOGNA | Dirigente, Direzione del Contenzioso Comunitario, Dipartimento del Tesoro, Ministero dell'Economia e delle Finanze, Rome |
| Jean-Christophe GRAY | Head of EU Coordination and Strategy, H.M. Treasury, Londres |
| (...) | ... |
| Alicia VARELA | Subdirectora General, Subdirección General de Instituciones Financieras Europeas, Madrid |
| Rudolf de KORTE | Plaatsvervangend lid van de Raad van Bewind van de EIB, Wassenaar |
| Michael SOMERS | Chief Executive, National Treasury Management Agency, Dublin |
| (...) | ... |
| Madis ÜURIKE | Conseiller auprès du ministère des finances, ministère des finances, Tallin |
| (...) | ... |
| (...) | ... |
| (...) | ... |
| (...) | ... |
| (...) | Commission européenne, Bruxelles |
| Experts suppléants | |
| Óscar FANJUL | Vicepresidente, Omega Capital S.L., Madrid |
| Antoni SALA | Vice-président, banque Gospodarstwa Krajowego, Varsovie |
| Detlef LEINBERGER | Mitglied des Aufsichtsrats der Deutschen Energie-Agentur GmbH, Berlin |
| | Membre du Conseil d'administration du FEI |

L'activité de financement de la BEI en 2006

En 2006, la Banque européenne d'investissement (BEI) a accordé au total 45,7 milliards d'EUR¹ à l'appui des objectifs de l'Union européenne : 39,8 milliards dans les États membres de l'Union et 5,9 milliards dans les pays partenaires.

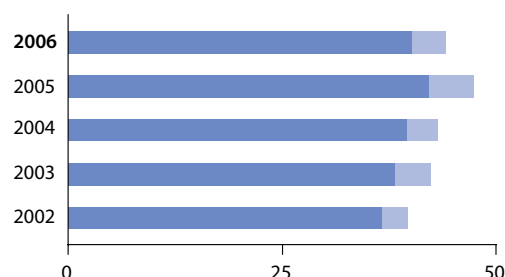
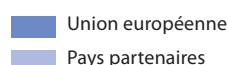
Dans le cadre de sa nouvelle stratégie, la Banque met en œuvre cinq priorités opérationnelles en Europe : la cohésion économique et sociale dans l'Union européenne élargie, le soutien à l'innovation, le développement des réseaux trans-européens et de leurs réseaux d'accès, la protection et l'amélioration de l'environnement, le soutien aux petites et moyennes entreprises (PME).

- La **cohésion économique et sociale** dans l'Union européenne élargie demeure la première priorité opérationnelle de la Banque. En 2006, les financements visant à réduire le déséquilibre économique entre les régions ont représenté près des deux tiers de ses interventions dans l'Union européenne. Le montant des prêts individuels s'est élevé à 20,2 milliards d'EUR dont 11,5 milliards ont été alloués aux régions les plus pauvres relevant de l'Objectif 1. Plus de la moitié des projets ont été réalisés dans le secteur des transports et de l'énergie. Le montant des lignes de crédit ouvertes en faveur de ces régions est estimé à environ 6,5 milliards.
- **En soutenant l'innovation** la BEI contribue au développement d'une économie fondée sur la connaissance. Depuis mai 2000, date du lancement de l'Initiative Innovation 2010 (i2i), 45,7 milliards d'EUR de prêts ont déjà été signés alors que l'objectif est d'atteindre 50 milliards sur la décennie. En 2006, la Banque a accordé au total 10,9 milliards d'EUR en faveur de trois domaines : l'innovation et la recherche-développement (6,7 milliards), l'éducation et la formation (2,1 milliards), la création et la diffusion des technologies de l'information et de la communication (1,7 milliard). Le Fonds européen d'investissement appuie également l'initiative i2i au travers de ses participations dans des fonds de capital-risque.²
- Des réseaux de communication et de transport d'énergie performants constituent un élément essentiel pour l'intégration économique. La Banque a prêté 7,3 milliards d'EUR en faveur des **réseaux transeuropéens** (RTE) de transport dans l'Union européenne, dont 37 % pour des projets prioritaires, ainsi que 740 millions d'EUR pour des axes de transport majeurs dans les pays voisins. En outre, elle a consacré 321 millions d'EUR aux réseaux transeuropéens d'énergie.
- En 2006, les prêts individuels accordés en faveur de projets d'investissement dans le domaine de **l'environnement** se sont élevés à 10,9 milliards d'EUR, soit 24 % de l'ensemble des financements. Les prêts ont été principalement destinés à des investissements dans l'Union européenne (9,6 milliards). Ces financements ont bénéficié à l'environnement urbain (4,6 milliards), au traitement de l'eau et à la réduction de la pollution (2,8 milliards), à la prévention des changements climatiques (2,3 milliards) ainsi qu'à divers projets ayant trait à la protection de la nature, à l'efficacité écologique et à la gestion des déchets (1,1 milliard).
- **Le soutien aux investissements des PME** se concrétise au travers des lignes de crédit accordées à des intermédiaires financiers. En 2006, elles se sont chiffrées à 11,3 milliards d'EUR dans l'Union européenne ; sur ce montant, la part destinée aux PME est estimée à 5,8 milliards. Le FEI soutient cet objectif en investissant dans des fonds de capital-risque qui prennent des participations dans de jeunes PME et en réalisant des opérations de garantie de portefeuilles PME².

¹ Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en euros.

² Voir le chapitre L'activité du FEI.

Financements 2002-2006 : 218 milliards d'EUR



Dans son Plan d'activité pluriannuel, la Banque continue d'accorder une place privilégiée au capital humain. Les financements dans les domaines de **l'éducation et de la santé** ont ainsi atteint 5,3 milliards d'EUR dans l'Union européenne.

Le soutien de la Banque à la politique communautaire d'aide au développement et de coopération dans les **pays partenaires** a représenté 5,9 milliards d'EUR en 2006.

Dans les *pays méditerranéens*, le développement du secteur privé constitue la principale priorité. Les prêts signés au titre de la Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (FEMIP) ont totalisé 1,4 milliard d'EUR. Avec un portefeuille actif d'opérations de capital-risque de 380 millions d'EUR réalisées en faveur du secteur privé dans les pays partenaires méditerranéens, la BEI est devenue, grâce aux fonds budgétaires de l'UE, l'institution financière internationale la plus dynamique dans la région en matière de capital-investissement.

Les prêts en *Europe du Sud-Est*³ ont atteint 3,2 milliards d'EUR, dont 739 millions pour la Bulgarie et la Roumanie. Dans les Balkans occidentaux, la BEI poursuit son action de financement pour la reconstruction des infrastructures de base et en faveur des collectivités locales.

Enfin, la BEI a poursuivi ses interventions dans les *pays d'Amérique latine et d'Asie* (483 millions d'EUR), dans les *pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique – ACP* – (745 millions) et en *Afrique du Sud* (80 millions).

Au cours de l'année, la Banque a pris en compte l'évolution des politiques de l'Union européenne et a adapté les objectifs du PAB 2007-2009 en conséquence :

- Dans le cadre de la politique de cohésion renouvelée 2007-2013, la Banque orientera son activité vers **l'objectif de convergence des régions les moins développées** de l'Union européenne. Ces régions correspondent dans une large mesure aux régions actuellement classées sous l'Objectif 1. Avec un objectif de 40 à 45 % du total des prêts dans l'Union, la convergence restera le premier objectif la Banque.
- **L'énergie** est devenue un objectif spécifique du PAB pour la période 2007-2009. Les projets répondant à cet objectif auront trait à un ou plusieurs des domaines suivants : énergies renouvelables, efficacité énergétique, recherche-développement et innovation, sûreté de l'approvisionnement interne et externe. La Banque s'est fixé comme objectif d'accorder un volume annuel de prêts de l'ordre de 4 milliards à l'appui de projets dans le secteur énergétique, dont 600 à 800 millions pour les énergies renouvelables.

³ Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Monténégro, Roumanie, Serbie, Turquie.

L'activité d'emprunt de la BEI

« Un moyen d'investir dans l'Europe »

Une stratégie créatrice de valeur ajoutée pour les clients

La BEI est restée déterminée à tirer le meilleur parti possible de sa solidité financière, fondée notamment sur le soutien que lui apportent ses actionnaires – les États membres de l'UE –, pour fournir des financements au meilleur coût et créer ainsi de la valeur ajoutée au profit de ses clients. Pour atteindre ces objectifs, elle a continué de mener une stratégie cohérente de collecte de ressources, faisant preuve à la fois de continuité et d'innovation dans ses programmes d'émissions de référence et dans ses émissions ciblées. Les résultats obtenus ont été répercutés sur les prêts à la clientèle, tant dans l'UE que sur les marchés locaux en développement visés par la Banque.

En volume, les ressources collectées ont atteint un niveau similaire à celui de l'année dernière, à savoir 48 milliards d'EUR. Ces fonds ont été levés en 303 opérations (avant échanges) et dans un nombre record de 24 monnaies (dont 6 en format synthétique), les monnaies autres que les monnaies principales (notamment le dollar australien) ayant fait l'objet d'une demande accrue, qui s'est traduite par une collecte de la contre-valeur de 8 milliards d'EUR, contre 6 milliards d'EUR en 2005. C'est néanmoins dans ses monnaies principales (euro, livre sterling et dollar É.-U.) que la Banque a continué à se procurer la majeure partie de ses ressources (40 milliards d'EUR, contre 44 milliards d'EUR en 2005).

L'accueil favorable réservé par le marché à l'activité d'emprunt de la BEI s'est reflété dans les récompenses qui lui ont été décernées à l'issue d'un sondage réalisé par *Euroweek* auprès des acteurs du marché, dont celles d'« emprunteur le plus impressionnant », d'« emprunteur le plus innovant » et de « meilleur emprunteur de la catégorie émetteurs supranationaux/grandes agences » pour la troisième année consécutive. La Banque a également été élue l'« emprunteur le plus prometteur et le plus ambitieux pour l'année à venir ».

Monnaies principales – Un emprunteur innovant de catégorie souveraine

Les programmes d'émissions de référence ont renforcé la position déjà sans égale de la BEI en tant qu'émetteur de référence multidevises de qualité souveraine. La Banque est le seul et unique émetteur à offrir une courbe de rendements aussi complète pour l'EUR, la GBP et l'USD. Les émissions de référence dans ces trois monnaies sont restées la pierre angulaire d'un programme de collecte de ressources offrant un

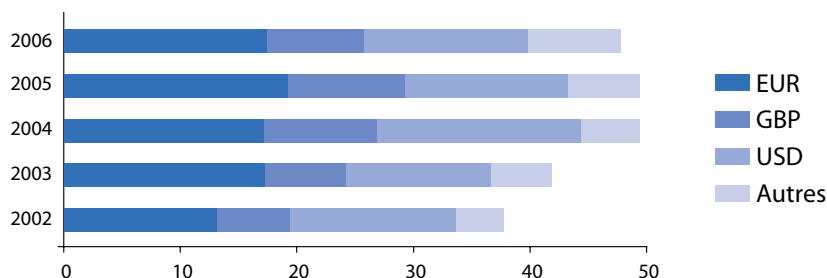
bon rapport coût-efficacité. Elles ont permis de lever l'équivalent de 28 milliards d'EUR (soit 59 % du volume total collecté), dont la majeure partie en EUR (10,6 milliards d'EUR), devant l'USD (l'équivalent de 9,7 milliards d'EUR) et la GBP (l'équivalent de 8 milliards d'EUR).

Dans le cadre de ses programmes d'émissions de référence, la Banque est restée réceptive aux besoins des investisseurs. Elle a donc continué de veiller soigneusement à ce que ses emprunts répondent à l'évolution du marché, notamment pour ce qui est de leur calendrier et de leur taille, de la sélection de leurs échéances et de leur tarification équitable. En accordant une attention aussi particulière à la qualité de la réalisation de ses émissions ainsi qu'au comportement de ses obligations de référence sur le marché secondaire, la Banque a soutenu la solide performance de ses titres sur ce marché. La demande des investisseurs concernant des obligations de référence dans les trois monnaies principales est restée bien diversifiée, les plus fortes demandes en volume émanant d'Europe, d'Asie et des États-Unis.

En 2006, l'activité d'emprunt dans les monnaies principales a présenté un certain nombre d'innovations et de traits distinctifs. Dans le compartiment de l'euro, où elle a levé 17,4 milliards, la Banque a continué d'afficher sa volonté de s'aligner sur les caractéristiques des émissions souveraines – notamment un volume d'émission de 5 milliards d'EUR pour les émissions EARN de référence – en lançant deux nouvelles émissions d'un montant de 5 milliards d'EUR dans les durées de 5 et 10 ans, ce qui lui a permis de répercuter sur ses clients l'avantage financier associé à la solide performance des obligations européennes de catégorie souveraine en 2006. L'attention accrue portée aux titres liquides de qualité souveraine s'est traduite par la réouverture, pour un montant de 580 millions d'EUR, de l'émission EARN à échéance 2008, au travers d'une procédure d'allocation de titres par voie d'adjudication. La Banque demeure le seul emprunteur à pouvoir se positionner en complément des emprunteurs souverains, avec des émissions globales de référence de 5 milliards d'EUR échelonnées sur des durées allant de 3 à 30 ans. À la fin de 2006, l'encours des émissions de référence en EUR s'établissait à 68 milliards d'EUR.

L'un des faits les plus marquants de l'année dans le secteur des émissions obligataires ciblées et structurées en euro (qui ont totalisé 6,9 milliards d'EUR) a été le lancement de la première émission sous la forme d'une offre de valeurs mobilières au public dans l'ensemble des douze pays de la zone

Activité d'emprunt 2002-2006 : la contre-valeur de 228 milliards d'EUR



euro (opération appelée EPOS – *European Public Offering of Securities*). Il s'agissait d'une émission obligataire structurée indexée sur le taux d'inflation de la zone euro, d'un montant de 1 milliard d'EUR, qui a pu se concrétiser grâce au mécanisme de « passeport » prévu par la directive Prospectus de l'UE⁴. C'était la première fois que ce mécanisme était utilisé à une aussi grande échelle sur le marché obligataire. Cette émission se distingue donc par la contribution qu'elle apporte au développement des marchés des capitaux en euro.

Dans le compartiment de la livre sterling, la Banque a vu confirmé le statut de ses obligations en tant que principaux substituts aux titres du Trésor britannique (Gilts), l'encours total de ses émissions dans cette monnaie en fin d'année s'établissant à environ 10 % du marché des emprunts autres que *Gilts*. En 2006, le volume d'émission de la Banque en GBP a atteint 5,7 milliards de GBP (8,4 milliards d'EUR). Ces fonds ont été levés dans 15 durées de référence différentes s'échelonnant jusqu'en 2054, ce qui représente le plus large éventail de durées proposé pour des emprunts de référence autres que *Gilts*. La Banque a également mis en place deux nouvelles lignes de référence à 3 et à 10 ans, qui constituent une preuve supplémentaire des efforts déployés pour maintenir sa courbe de rendements en GBP. S'agissant des opérations structurées, la Banque a lancé une nouvelle émission indexée sur l'inflation et arrivant à échéance en 2016, qu'elle a ensuite rouverte pour la porter à un total de 297 millions de GBP.

En 2006, la Banque a levé un montant de 17,6 milliards d'USD (14,2 milliards d'EUR), ce qui en a fait l'un des plus grands émetteurs dans cette monnaie, hors États-Unis. Elle a lancé 5 émissions de référence en format global couvrant toutes les durées clés, à savoir 3 ans, 5 ans, 10 ans (deux émissions) et 30 ans. L'émission de 1 milliard d'USD à 30 ans, qui a permis d'allonger la courbe de rendements de la BEI, a été la première émission de référence sur cette partie de la courbe depuis la réintroduction des *long bonds* par le Trésor américain. La seconde nouvelle émission de 3 milliards d'USD à 10 ans a représenté la plus grande transaction dans cette durée réalisée par un émetteur en USD, hors États-Unis, noté AAA, ce qui conforte encore le degré de liquidité déjà élevé proposé par la BEI. La Banque a également lancé deux émissions en eurodollars à 7 ans, pour des montants respectifs de 1 mil-

liard et 1,5 milliard d'USD. Pour cette dernière, il s'agissait de la plus grande émission euro-obligataire pour cette catégorie d'actifs lancée durant l'année. Les émissions structurées ont totalisé 1,4 milliard d'USD (1,2 milliard d'EUR).

Diversification des produits

La capacité de réaction à la demande des investisseurs au travers de l'émission de produits – structurés ou non structurés – adaptés à leurs besoins spécifiques est demeurée l'une des grandes caractéristiques de la stratégie de collecte de ressources de la Banque. En 2006, la BEI a introduit une série d'innovations en matière d'émissions structurées. Des obligations indexées sur l'inflation ont notamment été émises dans deux nouvelles monnaies, à savoir la couronne suédoise (SEK) et le dollar australien (AUD), ce qui porte à cinq le nombre de monnaies utilisées à ce jour pour des émissions classiques indexées sur l'inflation (les trois autres étant l'EUR, la GBP et le JPY). Pour ce qui est des émissions structurées indexées sur l'inflation, l'émission EPOS de 1 milliard d'EUR fait figure d'innovation considérable tant par sa taille que par sa large diffusion sur les marchés de la zone euro. La Banque est également à l'origine de la première émission structurée publique en franc suisse (CHF). En 2006, les émissions structurées ont totalisé 5,9 milliards d'EUR en 106 transactions (soit 12 % du volume total collecté).

Diversification des monnaies

En dehors de ses trois monnaies principales, la Banque a levé la contre-valeur de 8,0 milliards d'EUR en 15 nouvelles monnaies. Elle a également lancé des émissions en format synthétique dans six autres monnaies (comptabilisées avec d'autres monnaies de paiement), pour un montant total de 589 millions d'EUR. Ce sont les émissions en dollar australien qui ont enregistré la plus forte croissance, et les trois monnaies, hors monnaies principales, à avoir le plus largement contribué à la collecte de ressources (chacune pour une contre-valeur de plus de 1 milliard d'EUR) sont le dollar australien (1,8 milliard d'EUR), le yen japonais (JPY – 1,3 milliard d'EUR) et la livre turque (TRY – 1,1 milliard d'EUR). Sur le plan géographique, les ressources ont été principalement collectées dans les mon-

⁴ La directive Prospectus instaure un mécanisme efficace de « passeport » pour les prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières dans les États membres de l'Union européenne. Elle stipule qu'un prospectus, une fois visé par l'autorité réglementaire d'un État membre (« État membre d'origine »), peut être valablement utilisé dans n'importe quel autre État membre (« État membre d'accueil ») sans qu'un autre visa soit nécessaire (« reconnaissance mutuelle »).

Le rôle d'emprunteur de la BEI en bref

Forte de son actionnariat – collectivement constitué par les États membres de l'UE et qui lui vaut sa qualité de crédit hors pair –, la BEI offre aux investisseurs un « moyen d'investir dans l'Europe ».

- La BEI ayant pour actionnaires tous les États membres de l'UE, cela signifie que ses obligations constituent un investissement de qualité souveraine tout à la fois sans égal et diversifié.
- La BEI est notée Aaa par Moody's, AAA par Standard & Poor's et AAA par Fitch.
- La stratégie que la Banque applique dans ses rapports avec les marchés est largement fondée sur des critères de liquidité et de transparence. Elle associe des programmes complets d'émissions de référence dans ses trois monnaies principales (EUR, GBP et USD) au lancement d'emprunts sur mesure dans un large éventail de monnaies et de produits.
- La BEI est l'un des plus gros et des plus assidus emprunteurs sur les marchés internationaux des capitaux. En 2006, ses émissions ont totalisé 48 milliards d'EUR.
- La Banque a toujours contribué au développement des marchés des capitaux dans les monnaies des nouveaux États membres, des pays adhérents et en voie d'adhésion et des pays partenaires de l'UE, où les émissions en monnaie locale lui permettent également de développer ses activités de prêt.

naies de la zone Asie-Pacifique (contre-valeur de 4,2 milliards d'EUR), dans diverses monnaies européennes (contre-valeur de 2,2 milliards d'EUR) et dans les monnaies des nouveaux États membres, des pays adhérents et des pays en voie d'adhésion (contre-valeur de 1,4 milliard d'EUR).

Impact sur le développement

La BEI a continué à jouer un rôle important de développement pour les monnaies des nouveaux États membres, des pays adhérents et en voie d'adhésion et des pays partenaires de l'UE. Les emprunts réalisés dans ces monnaies et dans celles d'autres pays visés par des opérations de prêt de la BEI contribuent à supprimer le risque de change dans les cas où il est possible d'adosser les opérations de collecte de ressources et les opérations de prêt.

Parmi les monnaies des nouveaux États membres et des pays adhérents et en voie d'adhésion, la livre turque a une nouvelle fois fait l'objet de la demande la plus forte. Dans cette monnaie, la Banque a levé l'équivalent de 1,1 milliard d'EUR et a continué de développer sa liquidité et sa courbe

de rendements. Par ailleurs, elle a lancé sa première émission de notes à taux variable en lev bulgare (BGN). La Banque a également émis des emprunts dans trois autres monnaies de cette région, à savoir en couronne tchèque (CZK), en forint hongrois (HUF) et en zloty polonais (PLN).

Hors Europe, la BEI a apporté une contribution significative au développement des opérations dans les monnaies des pays partenaires de la Méditerranée et d'Afrique. On relèvera en particulier sa première émission en livre égyptienne (EGP), qui, au moment de son lancement, était également l'émission en format synthétique la plus longue sur ce marché, ainsi qu'une émission en pula du Botswana (BWP) et une autre en dollar namibien (NAD), toutes deux les premières (en format synthétique) de la part d'un émetteur international. En outre, la Banque a maintenu son rôle de premier plan sur le marché du rand sud-africain (ZAR), où elle a emprunté 2,8 milliards de ZAR (312 millions d'EUR), notamment en portant à 4,5 milliards de ZAR l'émission à 8 % arrivant à échéance en janvier 2013, ce qui en fait l'émission obligataire la plus élevée sur l'euro-marché du rand. Par ailleurs, la Banque a lancé sa première émission synthétique en rupiah indonésienne (IDR) et elle a émis, dans le même format, plusieurs emprunts en real brésilien (BRL) et en rouble russe (RUB).

Innovations sur les marchés d'autres monnaies européennes

Sur le marché du franc suisse, la Banque a effectué une nouvelle émission de référence de 300 millions de CHF à 30 ans, ce qui, au moment du lancement, représentait la durée la plus longue jamais proposée sur le marché pour une émission de référence. Sur le marché de la couronne danoise (DKK), elle a lancé la plus longue obligation de type *blue stamped* à 2 % (2,6 milliards de DKK, échéance juin 2026) jamais émise jusque-là, répondant ainsi à la demande des investisseurs à la recherche de durées fiscalement avantageuses sur un segment bénéficiant du soutien de l'État. Dans le compartiment de la couronne suédoise (SEK), la Banque a proposé la première émission d'obligations indexées sur le taux d'inflation jamais lancée par une institution supranationale sur le marché international (1,5 milliard de SEK, échéance 2020). Elle a également été présente sur les marchés des couronnes islandaise (ISK) et norvégienne (NOK).

Croissance dans les monnaies de la région Asie-Pacifique

La BEI a consolidé sa position en tant qu'émetteur de premier plan sur les marchés d'Asie et du Pacifique. C'est sur le marché du dollar australien qu'elle a enregistré sa plus forte croissance et réalisé son plus gros volume d'émission hors monnaies principales (3,0 milliards d'AUD, soit 1,8 milliard d'EUR, contre 1,2 milliard d'AUD, soit 0,8 milliard d'EUR, en 2005), et elle a été le plus grand émetteur (étranger) d'obligations « kangourou » noté AAA. Sur ce marché, la Banque a

Emprunts signés et réalisés⁵ en 2006 et comparaison avec 2005 (en millions d'EUR)

| | Avant échanges : | | | | Après échanges : | | | |
|---------------|------------------|--------------|---------------|--------------|------------------|--------------|---------------|--------------|
| | 2006 | | 2005 | | 2006 | | 2005 | |
| EUR | 17 439 | 36,3 % | 19 311 | 38,8 % | 31 820 | 66,2 % | 32 179 | 64,6 % |
| CZK | 18 | 0,0 % | | | 18 | 0,0 % | 19 | 0,0 % |
| DKK | 235 | 0,5 % | | | 235 | 0,5 % | | |
| GBP | 8 392 | 17,5 % | 10 057 | 20,2 % | 3 067 | 6,4 % | 3 096 | 6,2 % |
| HUF | 110 | 0,2 % | 222 | 0,4 % | 97 | 0,2 % | 53 | 0,1 % |
| PLN | 32 | 0,1 % | 73 | 0,1 % | 32 | 0,1 % | 49 | 0,1 % |
| SEK | 309 | 0,6 % | 174 | 0,4 % | 309 | 0,6 % | 468 | 0,9 % |
| Total EU | 26 535 | 55 % | 29 838 | 60 % | 35 577 | 74 % | 35 864 | 72 % |
| AUD | 1 840 | 3,8 % | 692 | 1,4 % | | | | |
| BGN | 102 | 0,2 % | | | | | | |
| CHF | 703 | 1,5 % | 709 | 1,4 % | | | 259 | 0,5 % |
| HKD | 101 | 0,2 % | | | | | | |
| ISK | 501 | 1,0 % | 162 | 0,3 % | | | | |
| JPY | 1 277 | 2,7 % | 1 352 | 2,7 % | | | | |
| MXN | | | 183 | 0,4 % | | | | |
| NOK | 424 | 0,9 % | 38 | 0,1 % | 88 | 0,2 % | 38 | 0,1 % |
| NZD | 933 | 1,9 % | 1 077 | 2,2 % | | | | |
| TRY | 1 095 | 2,3 % | 1 222 | 2,5 % | | | | |
| USD | 14 225 | 29,6 % | 14 309 | 28,7 % | 12 305 | 25,6 % | 13 581 | 27,3 % |
| ZAR | 312 | 0,7 % | 219 | 0,4 % | 80 | 0,2 % | 63 | 0,1 % |
| Total hors UE | 21 515 | 45 % | 19 962 | 40 % | 12 473 | 26 % | 13 941 | 28 % |
| TOTAL | 48 050 | 100 % | 49 800 | 100 % | 48 050 | 100 % | 49 805 | 100 % |

⁵ ressources collectées en vertu de l'autorisation globale d'emprunter prévue pour 2006, y compris un montant de 2,9 milliards d'EUR collecté par anticipation en 2005.

également émis les premières obligations « kangourou » indexées sur l'inflation ; il s'agit d'un emprunt de 250 millions d'AUD indexé sur l'indice des prix à la consommation qui arrive à échéance en 2020. La BEI a aussi levé la contre-valeur de 0,9 milliard d'EUR sur le marché du dollar néo-zélandais (NZD). Pour ce qui est du yen japonais, on relèvera l'émission globale de 50 milliards de JPY à 20 ans, qui, au moment de son lancement, était la seule émission de référence à cou-

pon courant à 20 ans émanant d'un émetteur de catégorie souveraine sur les marchés internationaux. Sur le marché du dollar de Hong-Kong (HKD), la Banque a lancé une émission à 2 ans de 1 milliard de HKD, la première transaction supranationale réalisée depuis l'assouplissement de la législation de Hong-Kong autorisant le lancement d'émissions d'une durée inférieure à trois ans par des entités supranationales.

L'activité de trésorerie de la BEI

Gestion des liquidités et des portefeuilles

Au 31 décembre 2006, les liquidités nettes globales de la BEI s'élevaient à 16,9 milliards d'EUR (contre 28,2 milliards d'EUR en 2005), ce qui correspondait à 33 % des flux financiers prévisionnels nets pour les douze mois suivants, le ratio de liquidité prévoyant un seuil minimum de 25 %. En 2006, le niveau moyen mensuel des liquidités nettes globales s'est établi à 26,4 milliards d'EUR, niveau pratiquement inchangé par rapport à 2005 (26,3 milliards d'EUR). Les liquidités brutes à court terme détenues dans les portefeuilles monétaires au 31 décembre 2006 ont diminué pour passer de 32,8 milliards d'EUR à la fin de 2005 à 20,8 milliards d'EUR à la fin de 2006 (soit 12,4 milliards d'EUR après déduction des engagements à court terme).

Les actifs à court terme étaient détenus dans douze monnaies, dont celles de quatre États ayant récemment adhéré à l'UE. Les portefeuilles opérationnels obligataires et le portefeuille d'investissement totalisaient 4,5 milliards d'EUR.

En fin d'exercice, les liquidités nettes de la trésorerie se répartissaient comme suit :

- portefeuilles opérationnels monétaires: 73, 3 % (duration de 0,09 an) ;
- portefeuilles opérationnels obligataires: 12,6 % (duration de 0,49 an) ;
- portefeuille obligataire d'investissement 14,1 % (duration de 5,32 ans).

Les portefeuilles composant la trésorerie opérationnelle sont les suivants :

- un portefeuille monétaire à court terme (A1), destiné à la gestion courante des liquidités, dont les indices quotidiens de référence sont le taux EURIBID/LIBID à un mois pour l'actif et le taux EURIBOR/LIBOR à un mois pour le passif ;
- un portefeuille opérationnel monétaire (A2), destiné à diversifier le profil de risque de crédit et à améliorer le rendement des placements sur le marché monétaire dans les monnaies principales (EUR, GBP, USD) ; son indice quotidien de référence est le taux EURIBID/LIBID à trois mois ;
- un portefeuille opérationnel obligataire (B1), dit *Credit spread*, destiné à améliorer la performance globale de la trésorerie et dont l'indice quotidien de référence est l'EURIBOR/LIBOR à trois mois ;
- un portefeuille de placements alternatifs (B2), investi dans des titres structurés à remboursement du principal garanti, dont les coupons sont liés à la performance d'une

sélection de fonds de fonds spéculatifs. Les titres du portefeuille B2 sont disponibles à la vente et comptabilisés à la moins élevée des deux valeurs suivantes : coût d'acquisition ou valeur de marché ;

- un portefeuille appelé *Global Fixed Income* (B3), dont l'indice de référence est l'iBoxx, l'indice des obligations d'État de la zone euro qui ont une durée de vie comprise entre 1 et 3 ans.

Évolution du marché

Après une longue période de stabilité des taux d'intérêt à court terme dans la zone euro, la BCE a commencé à durcir sa politique monétaire en décembre 2005, en relevant de 2 % à 2,25 % son taux de prise en pension pour les principales opérations de refinancement, hausse suivie de cinq autres augmentations de 25 points de base chacune sur l'année 2006. Pendant le premier semestre, la Réserve fédérale a pour sa part poursuivi sa propre stratégie de resserrement monétaire en portant le loyer de l'argent de 4,25 % à 5,25 %, niveau auquel il s'est maintenu jusqu'à la fin de l'année. La Banque d'Angleterre a de son côté relevé ses taux, en deux fois, de 4,50 % à 5 %.

Les graphiques ci-après montrent l'accroissement continu des taux d'intérêt à court terme (1 et 3 mois), principalement en EUR.

La tendance à la contraction des marges de crédit constatée depuis quelque temps s'est poursuivie en 2006. En fin d'année, les marges de crédit relatives aux titres adossés à des actifs et notés AAA s'établissaient, dans de nombreux secteurs, à un niveau en grande partie inchangé par rapport à 2005. Les marges de crédit relatives aux prêts aux entreprises ont également continué d'afficher des niveaux historiquement bas, ce qui témoignait d'un environnement de crédit favorable (les défauts de paiement n'ayant pratiquement jamais été aussi faibles), de bénéfices solides et, par voie de conséquence, d'une amélioration du bilan des entreprises.

Résultats obtenus en 2006

Suite au durcissement de la politique monétaire de la Banque centrale européenne, le taux d'intérêt à court terme sur le marché monétaire pour les trois monnaies principales constituant 87,8 % de la trésorerie de la Banque (EUR, USD et GBP) a augmenté en suivant une tendance presque linéaire, en

particulier pour l'EUR: le taux Euribid à trois mois est passé de 2,36 % au début de l'année à 3,60 % en fin d'année, soit une hausse de 124 points de base. Ce sont les **portefeuilles opérationnels monétaires A1 et A2**, dans lesquels sont investis plus de 70 % des actifs de la trésorerie, qui ont le plus bénéficié de cette évolution.

Pour 2006, l'augmentation générale des taux du marché monétaire, conjuguée à la répartition des actifs et à la stabilité de la part des trois grandes monnaies dans l'activité de trésorerie – en moyenne, 46,9 % des placements de trésorerie de la Banque étaient en EUR (contre 47 % en 2005), 17 % en GBP (contre 15 % en 2005) et 23,7 % en USD (contre 20 % en 2005) –, est à l'origine de la hausse des résultats opérationnels de la trésorerie par rapport à 2005.

Sur le plan comptable, le taux de rendement moyen de la trésorerie opérationnelle est passé de 3,09 % en 2005 à 3,90 % en 2006, sous l'effet de la hausse moyenne des taux du marché monétaire pour les grandes monnaies et des montants moyens détenus dans ces monnaies dans les portefeuilles de trésorerie. Il en est résulté une hausse substantielle du revenu financier des portefeuilles opérationnels, qui est passé de 733 millions d'EUR à 935 millions d'EUR (+ 27 %), tandis que la moyenne des encours est restée quasiment inchangée.

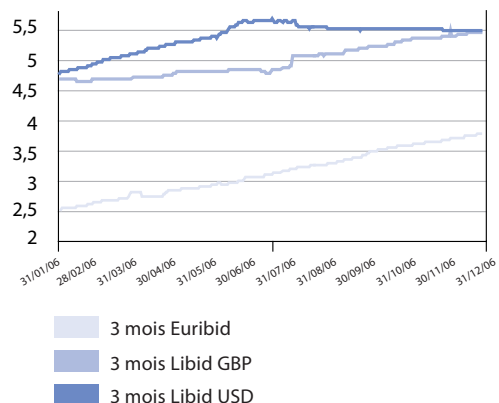
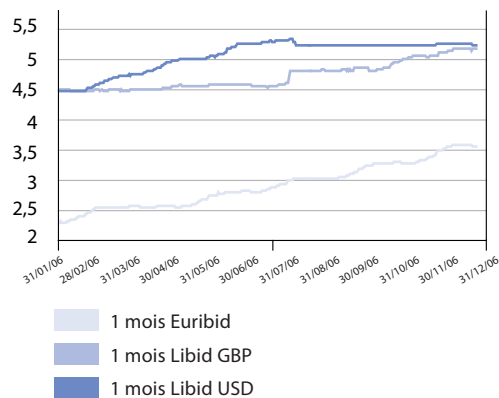
Le volume du **portefeuille opérationnel B1, dit Credit spread**, a augmenté pour passer de 1,1 milliard d'EUR à 1,3 milliard d'EUR dans le courant de 2006, qui aura été une année positive pour l'évolution de ce portefeuille sur les plans de sa composition, de sa taille et de sa gestion. Globalement, cela s'est traduit par une meilleure diversification des actifs et des pays et par un accroissement des rendements.

S'agissant du **portefeuille B3, dit Global Fixed Income**, dans un contexte de hausse des rendements, la décision a été prise de réduire sensiblement le risque de taux d'intérêt associé à ce portefeuille en recourant à des produits dérivés de couverture.

Dans le courant de l'année, la Banque a décidé de clore progressivement le **portefeuille d'investissement**, en cessant d'y placer le produit des remboursements de titres arrivant à échéance. Cette décision a été mise en œuvre au dernier trimestre de 2006, et un total de 116 millions d'EUR de remboursements a été réinvesti dans les portefeuilles opérationnels monétaires.

L'encours du **programme global de papier commercial** a atteint un niveau record en milieu d'année, s'établissant à

11 milliards d'EUR, soit 75 % du montant autorisé du programme fixé à 15 milliards d'EUR. En fin d'année, il se situait à 8 milliards d'EUR, ce qui laissait une capacité d'émission non utilisée, disponible en cas de besoin de liquidités.



Les organes statutaires du FEI

La composition des organes statutaires du Fonds, le curriculum vitae de leurs membres ainsi que des informations complémentaires sur les modalités de rémunération sont régulièrement mis à jour et publiés sur le site internet du FEI : www.eif.org

Le FEI est dirigé et administré par les trois instances suivantes :

- l'Assemblée générale des actionnaires (BEI, Union européenne, 27 institutions financières) ;
- le Conseil d'administration ;
- le Directeur général, M. Francis CARPENTER.

Conseil d'administration

Président

Philippe MAYSTADT

Président, Banque européenne d'investissement, Luxembourg

Membres

Marc AUBERGER

Directeur Général Délégué, CDC Entreprises Capital Investissement, membre du Directoire, CDC Entreprises

Philippe de FONTAINE VIVE CURTAZ

Vice-président, Banque européenne d'investissement, Luxembourg

Kurt Arne HALL

Finansråd, Internationella avdelningen, Finansdepartementet, Stockholm

David McGLUE

Directeur, Direction « Opérations financières, gestion de programmes et liaison avec le Groupe BEI », Direction générale des affaires économiques et financières, Commission européenne, Luxembourg

Ralph MÜLLER

Ministerialrat, Leiter des Referats Haushalt der EU und der EIB Gruppe, Bundesministerium der Finanzen, Berlin

Heinz ZOUREK

Directeur général, Direction générale Entreprises et industrie, Commission européenne, Bruxelles

Suppléants

Mauro CICCHINÈ

Président, DEXIA CREDIOP, Rome

Thomas HACKETT

Directeur général, Direction des financements en Europe, Banque européenne d'investissement, Luxembourg

Rémy JACOB

Directeur général, Direction générale de la stratégie, Banque européenne d'investissement, Luxembourg

Detlef LEINBERGER

Mitglied des Vorstandes, KfW Bankengruppe, Francfort/Main

Jean-Marie MAGNETTE

Chef de l'unité « Liaison avec le Groupe BEI et nouveaux instruments financiers », Direction générale des affaires économiques et financières, Commission européenne, Luxembourg

Gaston REINESCH

Directeur général, ministère des finances, Luxembourg

(...)

...

Collège des commissaires aux comptes

Président

Christian-Johann RÁKOS

Directeur, Département des financements publics en Europe centrale et orientale, Bank Austria Creditanstalt, Vienne

Membres

Raimundo POVEDA ANADÓN

Ancien directeur général, direction de la politique bancaire, Banque d'Espagne, Madrid (à la retraite depuis 2000)

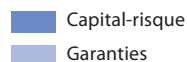
Sylvain SIMONETTI

Chef de l'Audit interne

Direction générale des affaires économiques et financières, Commission européenne (son mandat s'achève le jour de l'Assemblée générale annuelle, le 7 mai 2007)

L'activité du Fonds européen d'investissement

Signatures 2002-2006

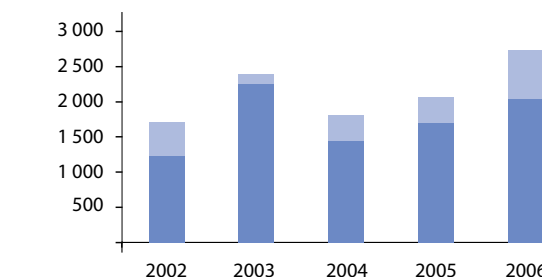


Le Fonds européen d'investissement est le seul organe de l'Union européenne spécialisé dans le financement des PME. La BEI est l'actionnaire majoritaire du Fonds, avec 61,2% des actions, aux côtés de la Commission européenne qui en détient 30% et d'institutions financières issues de 16 pays qui possèdent les 8,8% restants. Les activités du FEI sont centrées sur des instruments de capital-risque et de garantie et des produits connexes. En 2006, le Fonds a soutenu 183 000 PME, dont près du tiers étaient des microentreprises de moins de 10 salariés.

Le FEI agit en tant que fonds de fonds investissant dans le secteur du capital-risque, notamment dans des fonds de haute technologie qui soutiennent les PME aux premiers stades de leur développement. Il propose également aux institutions financières des garanties en faveur de PME et de microcrédits. À l'instar de la BEI, le FEI soutient les PME au travers d'intermédiaires financiers, et ses contreparties sont des fonds de capital-risque et des banques. Le FEI utilise ses ressources propres, qui se montaient à 694 millions d'EUR (conformes IFRS) à la fin de 2006, ainsi que des fonds dont la gestion lui est confiée par ses actionnaires ou par des tierces parties.

Opérations de capital-risque

En 2006, le FEI a signé des accords d'investissement en capital-risque à hauteur de 688 millions d'EUR⁶ et, à la fin de l'année, le total de ses engagements de capital-risque s'élevait à 3,8 milliards d'EUR. Fort de ses investissements dans 244 fonds, le FEI est l'un des principaux acteurs du secteur européen du capital-risque, non seulement en raison de l'ampleur et du champ d'application de ses investissements, mais aussi du fait de son rôle de catalyseur pour des financements en provenance d'autres sources. En prenant des participations minoritaires dans des fonds, ce qui revient à leur conférer son « label de qualité », le FEI incite des investisseurs d'horizons divers, notamment du secteur privé, à s'engager à leur tour. En 2006, le Fonds a continué à élargir son champ d'activité en y faisant entrer, outre les fonds ciblant les entreprises en phase initiale, non seulement des organismes de transfert de technologies, mais aussi des fonds spécialisés dans les stades de développement intermédiaire et avancé, dans l'optique de faciliter la commercialisation des résultats de la recherche. L'année 2006 a également vu le tout premier investissement du FEI dans un fonds à vocation exclusivement environnementale, l'*Environmental Technologies Fund*, sur la base de ressources apportées par la Commission européenne.



Garantie de portefeuilles de prêts

Les opérations de garantie du FEI ont représenté 2 milliards d'EUR en 2006 et, à la fin de l'année, le total du portefeuille de garanties s'élevait à 11,1 milliards d'EUR, répartis sur 188 transactions. Le FEI propose deux grandes lignes de produits dans le cadre de son activité de garantie en faveur des PME : l'assurance-crédit et le rehaussement de crédit pour des opérations de titrisation.

Dans le cadre de son activité d'assurance-crédit, le FEI offre une couverture sous forme de garantie ou de contre-garantie pour le portefeuille de prêts PME, de microcrédits ou d'opérations de crédit-bail d'une contrepartie, le Fonds assumant jusqu'à 50% du risque de crédit sur chacun des prêts ou actifs de crédit-bail en portefeuille. Cela se traduit pour la contrepartie par une économie de capital qui lui permet d'accorder davantage de prêts aux PME. Ces contreparties sont par exemple des banques, des sociétés de crédit-bail, des organismes de garantie ou des investisseurs généralistes. Cette activité est financée pour partie sur les fonds propres du FEI et pour partie, sur mandat, au moyen de fonds mis à disposition par la Commission européenne.

Le FEI soutient également les activités de titrisation de prêts et de crédits-bails aux PME regroupés en portefeuilles par des institutions financières pour être cédés sur les marchés des capitaux. Dix-neuf opérations nouvelles de rehaussement de crédit ont été conclues en 2006, notamment la première opération de titrisation multi-pays et multi-cédants (banques regroupant les actifs de PME), réalisée avec la KfW, Raiffeisenbank en République tchèque et Raiffeisenbank Polska en Pologne. Accessoirement, une partie des actifs a été acquise par la BEI (qui a accordé un financement en faveur de l'activité PME et microcrédit de Raiffeisenbank Polska).

La valeur ajoutée du FEI réside dans l'effet de levier qu'il exerce, grâce à sa note AAA, sur des opérations de garantie ou de titrisation au bénéfice des PME.

L'initiative JEREMIE (*Joint European Resources for Micro-to-Medium Enterprises*)

En 2006, JEREMIE, nouveau mécanisme en faveur des PME, est venu enrichir la palette des produits financiers du Groupe BEI.

JEREMIE est une initiative conjointe de la Commission européenne et du Groupe BEI visant à donner aux États membres la possibilité d'utiliser une partie de leur dotation au titre des Fonds structurels pour la période 2007-2013 afin de

⁶ Les activités du FEI sont comptabilisées séparément et ne sont pas intégrées dans les chiffres des activités de prêt de la Banque.

créer un fonds renouvelable, géré par un intermédiaire et destiné à améliorer, pour les petites entreprises établies dans les zones de développement régional, y compris des entreprises en démarrage et des microentreprises, l'accès aux financements grâce à un éventail de produits financiers adaptés à leurs besoins. Au sein du FEI, une équipe se consacre spécifiquement au dispositif JEREMIE. En collaboration avec les organismes compétents dans les États membres, ces spécialistes évaluent actuellement, cas par cas, et ce jusqu'à fin 2007, la valeur ajoutée que JEREMIE est susceptible d'apporter. Des protocoles d'accord ou des lettres d'entente ont été signés en 2006 avec la Slova-

quie, la Grèce, la Roumanie et le Portugal, et les négociations avec plusieurs autres États membres sont à un stade avancé.

L'initiative JEREMIE représente une innovation dans le domaine du financement des PME dans le sens où elle tire puissamment parti des Fonds structurels pour donner naissance à des ressources renouvelables, par l'intermédiaire d'un fonds de participation. Elle crée ainsi de nouvelles opportunités et représente une avancée importante par rapport à l'approche en vigueur auparavant pour les Fonds structurels, c'est-à-dire le financement par voie d'aides non remboursables exclusivement.

Groupe BEI

États financiers

LES RÉSULTATS DE L'EXERCICE

Pour le Groupe BEI, l'année 2006 a été marquée par une augmentation du résultat à affecter et par une légère diminution du total du bilan (- 2%). Le résultat à affecter au titre de l'exercice 2006 s'établit en effet à 3 235 millions d'EUR, soit une progression de 2 048 millions d'EUR (+ 173%). Il inclut toutefois un montant exceptionnel de 975 millions d'EUR, dû à la reprise du Fonds pour risques bancaires généraux, montant qu'il est proposé au Conseil des gouverneurs d'affecter à la Réserve supplémentaire (voir Note L).

Si l'on exclut ce poste spécial, le résultat avant reprise du Fonds pour risques bancaires généraux se chiffre pour 2006 à 2 260 millions d'EUR, soit une progression de 1 013 millions d'EUR ou 81 %. (En 2005, un montant de 60 millions d'EUR a été transféré au Fonds pour risques bancaires généraux.)

Les principaux facteurs qui expliquent cet accroissement sont les suivants :

- Le résultat sur opérations financières, qui comprend principalement le résultat net sur produits dérivés, prêts et emprunts, ainsi que le résultat de l'application de l'option juste valeur au titre de la norme IAS 39, s'accroît de 949 millions d'EUR (voir Note N).
- La charge enregistrée au titre des pertes sur crédits (Note D.2), associée aux mouvements des provisions spécifiques pour risques de crédit, s'est soldée par un excédent de 101 millions d'EUR, contre une perte de 53 millions d'EUR en 2005, soit une amélioration de 154 millions d'EUR.
- Les pertes de valeur sur les opérations de capital-risque (Note E) ont enregistré une baisse, ce qui s'est traduit par une contribution positive de 13 millions d'EUR au résultat.
- Les charges administratives générales (Note P) ont augmenté, produisant un effet négatif sur le résultat de 82 millions d'EUR. Cette augmentation par rapport à 2005 s'explique principalement par un ajustement à la hausse, du fait de l'application de la norme IAS 19, du montant des dépenses au titre des régimes de prestations définies postérieures à l'emploi qui sont à la charge du Groupe (Note K).
- Le solde net des intérêts et produits et charges assimilés se monte à 1 783 millions d'EUR en 2006, soit une contribution positive au résultat de 34 millions d'EUR (postes 1 et 2 du compte de résultat).

BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2006 (en milliers d'euros)

| ACTIF | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| 1. Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux | 14 676 | 13 168 |
| 2. Effets publics admissibles au refinancement auprès des banques centrales (Note B) | 2 701 696 | 2 798 645 |
| 3. Prêts et avances aux établissements de crédit | | |
| a) à vue | 165 224 | 285 200 |
| b) autres prêts et avances (Note C) | 14 598 326 | 23 567 366 |
| c) prêts (Note D) | 115 846 949 | 114 643 969 |
| | 130 610 499 | 138 496 535 |
| 4. Prêts et avances à la clientèle | | |
| a) prêts (Note D) | 141 866 003 | 133 700 679 |
| b) provisions spécifiques (Note D.2) | - 82 417 | - 292 500 |
| | 141 783 586 | 133 408 179 |
| 5. Obligations et autres titres à revenu fixe (Note B) | | |
| a) d'émetteurs publics | 719 292 | 1 585 300 |
| b) d'autres émetteurs | 10 572 110 | 11 323 079 |
| | 11 291 402 | 12 908 379 |
| 6. Actions et autres titres à revenu variable (Note E) | 1 671 533 | 1 299 762 |
| 7. Actifs incorporels (Note F) | 5 131 | 6 146 |
| 8. Actifs corporels (Note F) | 219 884 | 180 113 |
| 9. Autres élément de l'actif | | |
| a) débiteurs divers (Note H) | 293 211 | 181 326 |
| b) valeurs de remplacement positives (Note R) | 14 315 907 | 20 550 421 |
| | 14 609 118 | 20 731 747 |
| 10. Fraction appelée mais non versée du capital souscrit et des réserves à recevoir (Note V) | 1 444 700 | 1 684 188 |
| 11. Comptes de régularisation | 80 726 | 41 364 |
| TOTAL DE L'ACTIF | 304 432 951 | 311 568 226 |

Les notes entre parenthèses renvoient à l'annexe aux états financiers consolidés.

| PASSIF | | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|--------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| 1. Dettes envers des établissements de crédit (Note I) | | | |
| a) à terme ou à préavis | 218 967 | 393 048 | |
| | 218 967 | | 393 048 |
| 2. Dettes représentées par des titres (Note J) | | | |
| a) bons et obligations en circulation | 251 742 473 | 260 021 070 | |
| b) autres | 1 090 202 | 1 138 266 | |
| | 252 832 675 | | 261 159 336 |
| 3. Autres éléments du passif | | | |
| a) créditeurs divers (Note H) | 1 483 201 | 1 674 677 | |
| b) passifs divers (Note H) | 39 739 | 50 668 | |
| c) valeurs de remplacement négatives (Note R) | 15 437 071 | 16 462 569 | |
| | 16 960 011 | | 18 187 914 |
| 4. Comptes de régularisation (Note G) | | 344 285 | 333 792 |
| 5. Provisions | | | |
| a) fonds de pension du personnel (Note K) | 869 174 | 748 568 | |
| | 869 174 | | 748 568 |
| | 271 225 112 | | 280 822 658 |
| 6. Capital (Note V) | | | |
| - souscrit | 163 653 737 | 163 653 737 | |
| - non appelé | - 155 471 050 | - 155 471 050 | |
| TOTAL DU PASSIF | | 8 182 687 | 8 182 687 |
| 7. Réserves consolidées | | | |
| a) fonds de réserve | 16 365 374 | 16 365 374 | |
| b) réserve supplémentaire | 2 511 342 | 1 856 290 | |
| | 18 876 716 | | 18 221 664 |
| 8. Fonds pour le Mécanisme de financement structuré | | 1 250 000 | 500 000 |
| 9. Fonds pour les opérations de capital-risque | | 1 663 824 | 1 679 333 |
| 10. Fonds pour risques bancaires généraux après transfert (Note L) | | 0 | 975 000 |
| 11. Résultat de l'exercice | | | |
| Avant reprise du Fonds pour risques bancaires généraux | 2 259 612 | 1 246 884 | |
| Reprise du Fonds pour risques bancaires généraux pour l'exercice | 975 000 | - 60 000 | |
| Résultat à affecter | 3 234 612 | | 1 186 884 |
| TOTAL DES CAPITAUX PROPRES | | 33 207 839 | 30 745 568 |
| TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES | | 304 432 951 | 311 568 226 |

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

Exercice clos le 31 décembre 2006 (en milliers d'euros)

| | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|-----------------------------------------------------------------------------|--------------|-------------|
| 1. Intérêts et produits assimilés (Note M) | 12 083 641 | 10 150 405 |
| 2. Intérêts et charges assimilées (Note M) | - 10 393 526 | - 8 474 775 |
| 3. Revenus sur actions et autres titres à revenu variable | 29 869 | 10 245 |
| 4. Revenus de commissions (Note O) | 89 298 | 84 687 |
| 5. Frais de commissions (Note O) | - 589 | - 442 |
| 6. Résultat sur opérations financières (Note N) | 716 303 | - 164 832 |
| 7. Autres produits d'exploitation | 28 881 | 13 058 |
| 8. Charges administratives générales (Note P) | - 372 156 | - 290 064 |
| a) frais de personnel | - 298 220 | - 222 206 |
| b) autres charges administratives | - 73 936 | - 67 858 |
| 9. Dépréciations et amortissements (Note F) | - 18 257 | - 18 037 |
| a) sur actifs incorporels | - 3 250 | - 3 558 |
| b) sur actifs corporels | - 15 007 | - 14 479 |
| 10. Charges pour pertes sur crédits | 102 191 | - 38 240 |
| 11. Perte de valeur sur actions et autres titres à revenu variable (Note E) | - 6 043 | - 25 121 |
| 12. Résultat de l'exercice | 2 259 612 | 1 246 884 |
| 13. Fonds pour risques bancaires généraux (Note L) | 975 000 | - 60 000 |
| 14. Résultat à affecter | 3 234 612 | 1 186 884 |

Les notes entre parenthèses renvoient à l'annexe aux états financiers consolidés.

ÉTAT DES MOUVEMENTS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (en milliers d'euros)

| Exercice clos le 31 décembre 2006 | Capital souscrit | Capital appelable | Fonds pour risques bancaires généralisés ^(*) | Fonds pour le Mécanisme de financement structuré | Fonds pour les opérations de capital-risque | Fonds de réserve | Réserve supplémentaire | | Résultat de l'exercice avant affectation | Total des capitaux propres consolidés |
|--------------------------------------------------------|---------------------|----------------------|------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|---------------------|------------------------|----------------|---------------------------------------------------|------------------------------------------------|
| | | | | | | | Divers | Réserve AFS | | |
| Au 31 décembre 2004 | 163 653 737 | - 155 471 050 | 1 050 000 | 500 000 | 1 755 067 | 16 365 374 | 424 468 | 31 610 | 1 043 797 | 29 353 003 |
| Affectation du résultat de l'exercice précédent | 0 | 0 | - 135 000 | 0 | 0 | 0 | 1 178 797 | 0 | - 1 043 797 | 0 |
| Dotations à la Réserve supplémentaire | 0 | 0 | 0 | 0 | - 75 734 | 0 | 75 734 | 0 | 0 | 0 |
| Variations de juste valeur en cours d'exercice | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 22 424 | 123 257 | 0 | 145 681 |
| Résultat net de l'exercice | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 246 884 | 1 246 884 |
| Au 31 décembre 2005 | 163 653 737 | - 155 471 050 | 915 000 | 500 000 | 1 679 333 | 16 365 374 | 1 701 423 | 154 867 | 1 246 884 | 30 745 568 |
| Affectation du résultat de l'exercice précédent | 0 | 0 | 60 000 | 500 000 | 0 | 0 | 686 884 | 0 | - 1 246 884 | 0 |
| Dotations à la Réserve supplémentaire ^(*) | 0 | 0 | 0 | 0 | - 15 509 | 0 | 15 509 | 0 | 0 | 0 |
| Reprise sur la Réserve supplémentaire ^(***) | 0 | 0 | 0 | 250 000 | 0 | 0 | - 250 000 | 0 | 0 | 0 |
| Variations de juste valeur en cours d'exercice | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 202 659 | 0 | 202 659 |
| Résultat net de l'exercice | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 259 612 | 2 259 612 |
| Au 31 décembre 2006 | 163 653 737 | - 155 471 050 | 975 000 | 1 250 000 | 1 663 824 | 16 365 374 | 2 153 816 | 357 526 | 2 259 612 | 33 207 839 |

(*) Un montant de 15 509 000 EUR, obtenu après ajustement de la valeur d'opérations de capital-risque au 31 décembre 2005, a été transféré du Fonds pour les opérations de capital-risque à la Réserve supplémentaire.

(**) Avant affectation du résultat de l'exercice considéré.

(***) Le 28 avril 2006, le Conseil des gouverneurs a décidé de transférer 250 000 000 EUR de la Réserve supplémentaire au Fonds pour le Mécanisme de financement structuré. Compte tenu de ce transfert, le Fonds pour les opérations de capital-risque se monte à 1 663 824 000 EUR et le Fonds pour le Mécanisme de financement structuré à 1 250 000 000 EUR.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2006
(en milliers d'euros)

| | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|---------------------|
| A. Flux de trésorerie attribuables aux activités d'exploitation: | | |
| Résultat de l'exercice | 2 259 612 | 1 246 884 |
| Ajustements: Reconnaissance de l'ajustement pour actualisation du capital et des réserves (fraction appelée mais non versée) | - 61 508 | - 63 956 |
| Dotation aux provisions pour garanties émises | - 30 969 | - 36 499 |
| Dépreciations et amortissements sur actifs corporels et incorporels | 18 257 | 18 037 |
| Perte de valeur sur opérations de capital-risque | 12 190 | 25 121 |
| Variation comptes de régularisation – passif | 10 493 | - 13 313 |
| Variation comptes de régularisation – actif | - 34 009 | - 34 131 |
| Décote/prime portefeuille d'investissement | - 18 180 | 22 104 |
| Variation des valeurs de remplacement sur instruments dérivés autres que ceux liés aux emprunts et aux prêts | - 272 582 | - 1 257 452 |
| Résultat des activités d'exploitation | 1 883 304 | - 93 205 |
| Versements de prêts nets | - 35 391 121 | - 38 532 747 |
| Remboursements | 21 143 605 | 22 997 158 |
| Effets des variations de change sur les prêts | 3 778 695 | - 6 636 861 |
| Variation comptes de régularisation relatifs aux prêts | - 72 258 | - 97 206 |
| Ajustements sur prêts (option juste valeur) | 1 172 776 | - 607 984 |
| Variation des valeurs de remplacement sur instruments dérivés liés aux prêts | - 1 323 349 | 448 839 |
| Variation portefeuille opérationnel | - 7 200 | - 1 664 599 |
| Variation opérations de capital-risque | - 160 886 | - 151 562 |
| Provisions spécifiques sur prêts et avances | - 210 083 | 53 500 |
| Variation actions et autres titres à revenu variable | - 29 913 | - 1 270 |
| Variation autres éléments d'actif | - 111 887 | - 12 814 |
| Variation autres éléments de passif | - 44 540 | 343 775 |
| Flux de trésorerie nets attribuables aux activités d'exploitation | - 9 372 857 | - 23 954 976 |
| B. Flux de trésorerie attribuables aux activités d'investissement: | | |
| Cessions de titres | 444 272 | 340 259 |
| Acquisitions de titres | - 323 639 | - 408 704 |
| Variation titres adossés à des actifs | - 943 224 | - 868 434 |
| Acquisition d'immobilisations corporelles | - 54 778 | - 55 801 |
| Acquisition d'immobilisations incorporelles | - 2 235 | - 3 135 |
| Flux de trésorerie nets attribuables aux activités d'investissement | - 879 604 | - 995 815 |
| C. Flux de trésorerie attribuables aux activités de collecte de ressources: | | |
| Émissions d'emprunts | 45 549 825 | 52 627 352 |
| Remboursements d'emprunts | - 39 904 317 | - 32 061 496 |
| Effets des variations de change sur emprunts et opérations d'échange | - 4 709 148 | 7 796 711 |
| Ajustements sur emprunts (option juste valeur) | - 6 299 275 | 1 267 904 |
| Variation des valeurs de remplacement sur instruments dérivés liés aux emprunts | 4 302 267 | - 1 463 966 |
| Variation des intérêts échus et produits à recevoir sur emprunts et opérations d'échange | - 253 792 | 357 637 |
| Versements des États membres | 300 996 | 297 637 |
| Variation papier commercial | - 207 278 | 2 734 713 |
| Variation dettes envers les établissements de crédit | - 174 081 | - 2 995 |
| Flux de trésorerie nets attribuables aux activités de collecte de ressources | - 1 394 803 | 31 553 497 |
| État résumé de la trésorerie: | | |
| Liquidités et équivalents de liquidités à l'ouverture de l'exercice | 29 899 127 | 23 296 421 |
| Flux de trésorerie nets attribuables aux: | | |
| (1) activités d'exploitation | - 9 372 857 | - 23 954 976 |
| (2) activités d'investissement | - 879 604 | - 995 815 |
| (3) activités de collecte de ressources | - 1 394 803 | 31 553 497 |
| Liquidités et équivalents de liquidités à la clôture de l'exercice | 18 251 863 | 29 899 127 |
| Analyse des disponibilités: | | |
| Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux | 14 676 | 13 168 |
| Effets avec échéance à l'émission de trois mois au maximum | 3 473 637 | 6 033 393 |
| Prêts et avances aux établissements de crédit: | | |
| Comptes à vue | 165 224 | 285 200 |
| Comptes de dépôts à terme | 14 598 326 | 23 567 366 |
| | 18 251 863 | 29 899 127 |

GROUPE BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT

ANNEXE AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2006

Note A – Principes comptables essentiels

A.1. Principales règles suivies

Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés du Groupe («les états financiers») ont été établis conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'entérinées par l'Union européenne.

Les principes comptables sont appliqués, s'agissant des éléments d'importance significative, en conformité avec les principes généraux de la directive 86/635/CEE du Conseil des Communautés européennes du 8 décembre 1986 concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers, telle que modifiée par la directive 2001/65/CE du 27 septembre 2001 et par la directive 2003/51/CE du 18 juin 2003 concernant les comptes annuels et les comptes consolidés de certaines formes de sociétés ainsi que ceux des banques et autres établissements financiers et ceux des entreprises d'assurances («les directives»). Aucun rapport de gestion ne figure toutefois dans ces états financiers. Le Groupe établit un rapport d'activité qui est présenté séparément des états financiers et dont la cohérence avec ceux-ci n'est pas auditée.

Bases de consolidation

Les états financiers comprennent les comptes de la Banque européenne d'investissement («la Banque» ou «la BEI»), dont le siège est situé 100, boulevard K. Adenauer, et ceux de sa filiale, le Fonds européen d'investissement («le FEI»), établi 43, avenue J.F. Kennedy, à Luxembourg. Les états financiers du FEI sont établis pour le même exercice comptable que pour la Banque, sur la base de principes comptables cohérents.

Après cumul des bilans et comptes de résultat, tous les soldes réciproques, les transactions ainsi que les produits et charges résultant d'opérations entre les deux entités ont été éliminés.

La Banque détient 61,20 % (61,90 % en 2005) du capital souscrit du FEI.

Les participations minoritaires représentent la fraction du résultat et de l'actif net qui «n'appartiennent» ni directement ni indirectement à la Banque; elles sont présentées au poste 6. *Résultat sur opérations financières* du compte de résultat consolidé et au poste 3. *Autres éléments du passif - a) créditeurs divers* (Note A.4.21) du bilan consolidé.

Les actifs détenus sur mandat ou en fiducie ne font pas partie des actifs du Groupe et sont décrits à la Note U.

A.2. Principaux jugements et estimations comptables

La préparation des états financiers exige que le Comité de direction retienne des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants inscrits au titre des produits, charges, éléments d'actif et de passif et sur les renseignements fournis quant aux actifs et aux passifs éventuels. Établir des estimations suppose d'utiliser les informations disponibles et d'exercer un jugement. Les résultats effectifs constatés ultérieurement peuvent différer de ces estimations et les différences peuvent être significatives pour les états financiers.

Les estimations et les jugements ci-après sont ceux qui ont le plus d'importance.

Juste valeur des instruments financiers

Lorsque la juste valeur d'actifs et de passifs financiers enregistrés au bilan ne peut être déterminée sur la base de marchés actifs, on a recours à une série de techniques d'évaluation qui reposent notamment sur l'utilisation de modèles mathématiques. Les données qui alimentent ces modèles sont tirées, lorsque la possibilité existe, de marchés observables; dans le cas contraire, déterminer les justes valeurs implique d'exercer un jugement. Cette appréciation se fondera notamment sur des questions de liquidité et de paramètres de modélisation tels que les corrélations et la volatilité pour les instruments dérivés à long terme.

Perte de valeur sur prêts et avances

Le Groupe passe en revue ses prêts et avances problématiques à chaque date d'arrêté afin de déterminer si une provision pour dépréciation doit être inscrite au compte de résultat consolidé. La direction doit ainsi exercer son jugement pour évaluer le montant et les dates des flux de trésorerie futurs qui permettront de définir le niveau de provision requis. Ces estimations reposent sur des hypothèses concernant plusieurs facteurs, et les résultats effectifs peuvent différer de ces estimations, ce qui donnera lieu à des variations de la provision. Outre des provisions spécifiques destinées à couvrir certains prêts ou avances individuellement significatifs, le Groupe constitue également des provisions collectives pour dépréciation au titre d'engagements qui, s'ils ne sont pas expressément identifiés comme nécessitant une provision spécifique, présentent un risque de défaut plus important que lorsque qu'ils ont été conclus. Cette dépréciation collective est établie dès lors qu'il y a détérioration de la notation interne d'un prêt ou d'une participation depuis leur conclusion. Des facteurs tels que la dégradation du risque-pays, la situation du secteur, l'obsolescence technologique ainsi que des faiblesses structurelles identifiées ou la diminution des cash-flows sont pris en considération dans ces notations internes.

Valorisation des titres non cotés

La valorisation des titres non cotés se fait normalement à l'aide de l'une des techniques suivantes:

- analyse de transactions récentes sur le marché dans des conditions de concurrence normale;
- référence à la juste valeur actuelle d'un autre instrument identique en substance;
- examen des flux de trésorerie prévisionnels actualisés en fonction des taux courants applicables à des positions assorties de modalités et de risques similaires; ou bien
- recours à d'autres modèles de valorisation.

La détermination des cash-flows et des facteurs d'actualisation de titres non cotés nécessite un degré important d'estimation. Le Groupe calibre périodiquement les techniques de valorisation et en teste la validité sur la base soit de transactions courantes observables sur le marché pour le même instrument, soit de toute autre donnée de marché observable disponible.

Dépréciation de participations

Le Groupe juge que ses participations matérialisées par des titres de placement disponibles à la vente doivent faire l'objet d'une dépréciation si elles ont subi une baisse importante ou prolongée de leur juste valeur en deçà de leur coût d'acquisition ou lorsqu'existe d'autres indications objectives de perte de valeur. Pour déterminer si une baisse est importante ou prolongée, on se base sur un jugement où intervient une part d'appréciation. Le Groupe considère généralement qu'une baisse est «importante» à partir d'un seuil de 20 % et «prolongée» lorsqu'elle excède six mois. D'autres facteurs sont en outre évalués par le Groupe, tels que la volatilité normale du prix des titres cotés et les flux de trésorerie futurs, ainsi que les facteurs d'actualisation pour les titres non cotés.

Prestations de pension et autres prestations postérieures à l'emploi

Le coût des régimes de retraite à prestations définies et des prestations médicales postérieures à l'emploi est déterminé au moyen d'évaluations actuarielles. Celles-ci supposent de formuler des hypothèses concernant les taux d'actualisation, les taux de rendement attendus des actifs, les augmentations salariales futures, les taux de mortalité et les augmentations futures des retraites. Compte tenu de la nature à long terme de ces régimes, ces estimations présentent un degré élevé d'incertitude.

A.3. Modification des principes comptables

Les principes comptables adoptés sont identiques à ceux de l'exercice précédent, sauf sur les points qui suivent:

Le Groupe a adopté la modification de la norme IAS 39 *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation* relative aux contrats de garantie financière (publiée en août 2005), stipulant que les contrats de garantie financière qui ne sont pas considérés comme des contrats d'assurance doivent être initialement enregistrés en juste valeur et, par la suite, comptabilisés selon l'IAS 37 *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels* ou à leur montant initial, s'il est plus élevé, déduction faite, le cas échéant, de l'amortissement cumulé comptabilisé selon l'IAS 18 *Produits des activités ordinaires*.

Au 1^{er} janvier 2006, le Groupe a adopté les modifications de l'IAS 19 *Avantages du personnel*. En conséquence, des informations supplémentaires sont communiquées concernant l'évolution des éléments d'actif et de passif des régimes à prestations définies ainsi que les hypothèses qui sous-tendent les composantes du coût des prestations définies. Des précisions ont ainsi été incluses pour les exercices clos les 31 décembre 2006 et 31 décembre 2005, mais ces modifications n'ont pas eu d'impact en termes de comptabilisation et d'évaluation, du fait que le Groupe a choisi de ne pas appliquer la nouvelle option permettant de présenter les pertes et les gains actuariels hors du compte de résultat consolidé.

Plusieurs nouvelles normes, modifications et interprétations de normes existantes ont été publiées et doivent être appliquées pour les exercices comptables du Groupe à compter du 1^{er} mars 2006 et pour les exercices ultérieurs, mais le Groupe ne les a pas adoptées de manière anticipée :

- IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir* (applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2007) ; cette norme impose au Groupe de fournir des informations qui permettent aux utilisateurs de ses états financiers d'évaluer l'importance de ses instruments financiers ainsi que la nature et l'ampleur des risques qui en découlent.
- Modification de l'IAS 1 *Présentation des états financiers* (applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2007) ; cette modification impose au Groupe de fournir des informations supplémentaires qui permettent aux utilisateurs de ses états financiers d'évaluer ses objectifs, ses politiques et ses procédures de gestion de son capital.
- IFRIC 9 *Réévaluation des dérivés incorporés* (applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juin 2006) ; aux termes de cette interprétation, la date à retenir pour évaluer si un dérivé incorporé doit être comptabilisé comme dérivé est celle à laquelle l'entité est devenue partie au contrat ; aucune révision ultérieure de l'évaluation n'est autorisée hormis dans les cas où une modification des clauses du contrat altère de manière substantielle les flux de trésorerie. L'évaluation des conséquences de cette interprétation pour le Groupe est en cours, mais on estime que son adoption, lorsqu'elle sera mise en œuvre en 2007, ne devrait pas avoir d'impact sur les états financiers du Groupe.

A.4. Principes comptables essentiels

A.4.1. Bases de conversion

Les états financiers sont libellés en euros (EUR), monnaie unique des États membres participant à la troisième phase de l'Union économique et monétaire, utilisée comme monnaie opérationnelle et unité de mesure des comptes de capital et pour la présentation des états financiers.

Le Groupe effectue ses opérations en euros, dans les monnaies de ses États membres et dans des monnaies non communautaires.

Ses ressources proviennent de son capital, de ses emprunts et de ses revenus cumulés dans différentes monnaies et sont détenues, investies ou prêtées dans ces mêmes monnaies.

Les transactions en monnaies étrangères sont converties, conformément à l'IAS 21, au taux de change en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés dans des monnaies autres que l'euro sont convertis sur la base des taux de change en vigueur à la date du bilan.

Les gains ou pertes résultant de la conversion sont enregistrés dans le compte de résultat consolidé.

Les postes non monétaires dont le coût historique est libellé en devises sont comptabilisés sur la base du taux de change en vigueur à la date de la transaction initiale. Les postes non monétaires dont la juste valeur est libellée en devises sont comptabilisés sur la base du taux de change en vigueur à la date de détermination de la juste valeur.

Les différences de change résultant du règlement de transactions à des taux différents de ceux en vigueur à la date de ces transactions, ainsi que les différences de change non réalisées sur des postes monétaires d'actif et de passif en devises à régulariser, sont enregistrées dans le compte de résultat consolidé.

Les éléments du compte de résultat consolidé sont convertis en euros mensuellement sur la base des taux de conversion de fin de mois.

A.4.2. Dérivés

Tous les instruments dérivés utilisés par le Groupe sont évalués en juste valeur par le compte de résultat et portés au bilan consolidé sur la base de valeurs de remplacement positives ou négatives. La juste valeur est obtenue à partir des prix du marché, de modèles d'actualisation des flux de trésorerie et de modèles de calcul du prix des options, qui prennent en compte les prix courants du marché et les prix contractuels applicables à l'instrument sous-jacent, ainsi que la valeur temporelle de l'argent, la courbe de rendement et la volatilité de cet instrument.

Le Groupe a recours aux instruments dérivés essentiellement pour couvrir ses positions de marché sur emprunts et sur prêts, ainsi que dans le cadre de ses activités de gestion actif-passif, à des fins de couverture de positions de taux d'intérêt et de change, y compris pour la couverture de transactions prévues. Le Groupe applique l'option «juste valeur» modifiée de l'IAS 39 pour des postes de bilan qui sont couplés à une ou plusieurs transactions dérivées et qui répondent aux critères pertinents, tout particulièrement lorsque cela permet de réduire significativement une incohérence comptable.

Le Groupe a cessé en 2005 d'appliquer la comptabilité de couverture. Les relations de couverture existant au moment de cette décision ont toutes été remplacées par l'application à ce même moment de l'option «juste valeur» modifiée pour les postes de bilan concernés.

La majeure partie des contrats d'échange conclus par le Groupe sont destinés à la couverture d'emprunts obligataires spécifiques. Le Groupe conclut des opérations d'échange de monnaies, principalement dans le cadre de la collecte de ses ressources, de sorte que le produit d'un emprunt dans une monnaie donnée soit converti dès le départ dans une autre monnaie, et il se procure ultérieurement les montants nécessaires au service financier de l'emprunt dans la monnaie d'origine.

Les contrats d'échange conclus à des fins de macro-couverture utilisés dans le cadre de la gestion actif-passif sont comptabilisés à leur valeur de marché (juste valeur) sur la base de modèles internes d'évaluation et ne font pas l'objet d'une comptabilité de couverture. En règle générale, les instruments dérivés utilisés à des fins de couverture de la valeur économique d'une position sont traités de la même manière que les instruments dérivés utilisés à des fins de transactions, c'est-à-dire que les pertes et gains réalisés et non réalisés sont enregistrés dans le *Résultat sur opérations financières*. Les intérêts échus sur dérivés sont inclus dans la juste valeur enregistrée au compte de résultat consolidé et au bilan consolidé.

Un dérivé peut être incorporé à un contrat «hôte». Ces combinaisons constituent des instruments hybrides, issus principalement de l'émission de certains instruments de dette structurés. Si le contrat hôte n'est pas enregistré à sa juste valeur avec passage des variations de cette juste valeur au compte de résultat consolidé, le dérivé incorporé est séparé du contrat hôte et comptabilisé en tant que dérivé autonome à sa juste valeur dans le cas suivant et uniquement dans ce cas : lorsque les caractéristiques économiques et les risques attachés au dérivé incorporé ne sont pas étroitement corrélés aux caractéristiques économiques et aux risques attachés au contrat hôte et lorsque le dérivé incorporé répond effectivement à la définition d'un instrument dérivé.

A.4.3. Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés sur la base de la date de règlement.

A.4.4. Caisse et éléments assimilés

Le Groupe assimile à des avoirs en caisse les titres à court terme très liquides et les dépôts porteurs d'intérêts d'une durée initiale maximale de 90 jours.

A.4.5. Revenus de commissions

Le Groupe perçoit des revenus de commissions sur une gamme diversifiée de services qu'il assure à sa clientèle. Les revenus de commissions peuvent être classés en deux grandes catégories :

- les revenus perçus au titre de prestations de services sur une période donnée, pour lesquelles les clients sont généralement facturés sur une base annuelle ou semestrielle et
- les revenus perçus au titre de prestations de services en rapport avec des transactions.

Les commissions perçues au titre de prestations de services assurées sur une période donnée sont comptabilisées proportionnellement à la durée de la prestation. Les commissions perçues au titre de prestations de services en rapport avec des transactions sont enregistrées lorsque la prestation est achevée. Les commissions ou éléments de commissions liés à un objectif de résultat sont reconnus lorsque les critères correspondants sont remplis. Les commissions d'émission et les primes ou escomptes de remboursement sont amortis sur la période restant à courir jusqu'à l'échéance des emprunts concernés, à moins que ceux-ci ne soient mesurés à leur juste valeur, auquel cas la comptabilisation dans le résultat consolidé est immédiate.

A.4.6. Emprunt et prêt de titres

En avril 2003, le Groupe a signé une convention de prêt de titres avec Northern Trust Global Investment, qui intervient en qualité d'agent pour le prêt de titres du portefeuille d'investissement, du portefeuille B1 *Credit Spread* et du portefeuille B3 *Global Fixed Income*.

Les titres empruntés et les titres prêtés sont enregistrés sur la base du montant de l'instrument liquide fourni ou reçu en garantie, augmenté des intérêts échus. Les titres empruntés et les titres reçus en nantissement dans le cadre d'opérations de prêt de titres ne sont pas inscrits au bilan consolidé, à moins que le contrôle des droits contractuels liés aux titres reçus ne soit transféré au Groupe. Les titres prêtés et les titres fournis en

nantissement dans le cadre d'opérations d'emprunt de titres ne sont pas retirés du bilan consolidé, à moins que le contrôle des droits contractuels liés aux titres transférés ne soit abandonné. Le Groupe surveille journalièrement la valeur de marché des titres empruntés et prêtés et fournit ou exige une sûreté complémentaire en fonction des accords sous-jacents.

Les commissions et intérêts reçus ou versés sont enregistrés en produits ou charges d'intérêts selon le principe de l'étalement.

A.4.7. Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès des banques centrales, obligations et titres à revenu fixe, et autres titres à revenu variable

Dans le but de clarifier la gestion de ses liquidités et de renforcer sa solvabilité, le Groupe a défini les catégories de portefeuilles suivantes :

A.4.7.1. Portefeuille de transaction

Le portefeuille de transaction (cf. Portefeuille opérationnel B3 à la Note B) est constitué de titres cotés en Bourse émis et garantis par des établissements financiers et appartenant au Groupe (positions «longues»). Les titres détenus dans ce portefeuille sont enregistrés au bilan consolidé à leur valeur de marché, tout gain ou perte résultant d'une variation de la juste valeur étant porté au compte de résultat consolidé dans la période où il (elle) survient.

Les gains et les pertes sur cession ou remboursement et les gains et pertes non réalisés sur des variations de la juste valeur des actifs du portefeuille de transaction sont enregistrés dans les recettes de transactions nettes au poste *Résultat sur opérations financières*. Les produits d'intérêts sur les actifs du portefeuille de transaction sont enregistrés dans les revenus d'intérêts.

La détermination des justes valeurs pour les actifs du portefeuille de transaction repose sur des prix cotés sur des marchés actifs ou sur les cotations des intermédiaires, sur des modèles fonctionnant à partir d'hypothèses fondées sur la situation du marché et de l'économie, ou encore sur les estimations de la direction, selon le cas.

A.4.7.2. Portefeuille de titres conservés jusqu'à l'échéance

Le portefeuille de titres conservés jusqu'à l'échéance comprend le portefeuille d'investissement du Groupe et le portefeuille opérationnel A1 de la BEI (voir la Note B).

Le portefeuille d'investissement est composé de titres acquis dans l'intention de les conserver jusqu'à leur échéance. Ce sont des titres émis ou garantis par :

- des États de l'Union européenne, des pays du G10 ou des organismes publics de ces pays ;
- des institutions publiques supranationales, y compris des banques de développement multinationales.

Ces titres sont initialement enregistrés à leur coût d'acquisition ou, plus exceptionnellement, à leur coût de transfert. La différence entre le prix d'entrée et la valeur de remboursement est étalée prorata temporis sur la durée de vie restante des titres.

Le Groupe a décidé de clore le portefeuille d'investissement, en cessant d'y placer le produit des remboursements de titres parvenus à échéance.

Le portefeuille opérationnel A1 est destiné à assurer au Groupe un niveau de liquidité suffisant ; il comprend des produits du marché monétaire à échéance maximale de 12 mois, notamment des bons du Trésor et des titres de créances négociables d'établissements de crédit. Les titres sont détenus jusqu'à l'échéance finale et présentés dans les états financiers à leur coût amorti.

A.4.7.3. Portefeuille disponible à la vente

Le portefeuille disponible à la vente comprend le portefeuille monétaire opérationnel A2 et les portefeuilles opérationnels obligataires B1 et B2 (voir la Note B), le portefeuille opérationnel du FEI, des actions, d'autres titres à revenu variable et des participations (voir la Note B également). Les titres sont considérés comme étant disponibles à la vente s'ils ne peuvent être classés de façon appropriée dans l'une des autres catégories d'instruments financiers reconnus aux termes de l'IAS 39, c'est-à-dire celle des titres détenus à des fins de transaction ou celle des titres acquis pour être conservés jusqu'à leur échéance. Le Comité de direction détermine la classification appropriée de ses placements au moment de la constitution d'un portefeuille et les instruments financiers conservent toujours la même classification au sein d'un portefeuille. Les placements financiers disponibles à la vente peuvent être cédés soit pour faire face à des besoins de liquidité ou à des variations des taux d'intérêt, des taux de change ou des prix des valeurs mobilières, soit en prévision de ces besoins ou variations.

Les placements financiers disponibles à la vente sont enregistrés à leur juste valeur. Les gains ou les pertes non réalisés sont enregistrés dans les réserves consolidées jusqu'à ce que les titres concernés soient vendus, collectés ou cédés d'une autre manière, ou jusqu'à ce qu'ils soient considérés comme dépréciés. Lorsqu'un titre disponible à la vente est considéré comme déprécié, la perte ou le gain cumulé non réalisé qui était jusque là comptabilisé dans les fonds propres est enregistré dans le résultat consolidé pour la période considérée. Un placement financier est considéré comme déprécié si sa valeur comptable est supérieure au montant recouvrable. Les placements financiers cotés sont considérés comme dépréciés si la baisse du prix de marché en deçà de la valeur d'acquisition est d'une ampleur telle que le recouvrement de cette valeur ne peut être raisonnablement attendu dans un avenir prévisible. Pour les titres non cotés, le montant recouvrable est déterminé au moyen de techniques d'évaluation reconnues.

Lors de la cession d'un titre disponible à la vente, la perte ou le gain cumulé non réalisé inclus dans les fonds propres est transféré au résultat consolidé pour la période considérée. Les gains et les pertes sur cession sont déterminés selon la méthode du coût moyen. Les produits d'intérêts et dividendes sur placements financiers disponibles à la vente sont inclus dans les *Intérêts et produits assimilés* et dans les *Revenus sur titres à rendement variable*.

La détermination des justes valeurs pour les placements financiers disponibles à la vente repose généralement sur des prix cotés sur des marchés actifs, sur les cotations des intermédiaires, sur des flux de trésorerie prévisionnels actualisés fondés sur des taux de marché correspondant à la qualité de crédit et à la durée du placement ou encore sur l'examen des résultats financiers, de la situation et des perspectives de la société concernée, y compris par des comparaisons avec des sociétés similaires pour lesquelles des prix de marché sont disponibles.

Les opérations de capital-risque et les participations détenues représentent des investissements à moyen et long terme et sont mesurées en juste valeur au moyen de techniques couramment utilisées par la profession et faisant intervenir notamment, en l'absence de cotations de prix sur des marchés liquides, des données fournies par l'entité concernée. Certaines de ces opérations et de ces participations sont toutefois comptabilisées à leur coût d'acquisition lorsque leur juste valeur ne peut être mesurée avec fiabilité. La nature de ces investissements fait que leur juste valeur ne peut être déterminée avec exactitude qu'à leur cession. L'estimation par le Groupe de la juste valeur d'investissements de capital-risque pour lesquels la méthode et la date de sortie n'ont pas été déterminées est par conséquent considérée comme inappropriée dans ces cas précis. Toutes les opérations de capital-risque font l'objet de tests de dépréciation.

Le Groupe vérifie à la clôture de chaque exercice s'il existe des indications objectives de perte de valeur sur un actif financier ou un groupe d'actifs financiers. Un actif financier (ou un groupe d'actifs financiers) est considéré comme ayant subi une perte de valeur si, et seulement si, il existe une indication objective de sa dépréciation résultant d'un (ou plusieurs) événement survenu après la comptabilisation initiale de l'actif («événement générateur de pertes» avéré) et que cet événement générateur de pertes a sur les cash-flows futurs estimés de l'actif financier ou du groupe d'actifs financiers des conséquences qui peuvent être estimées de façon fiable.

S'agissant des titres de participation disponibles à la vente, cela concernerait notamment une baisse importante ou prolongée de leur juste valeur en deçà de leur coût d'acquisition. Lorsqu'il existe une indication objective de dépréciation de l'actif, le montant de la perte cumulée (égal à la différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur actuelle, diminuée de toute perte de valeur sur cet actif préalablement comptabilisée dans le compte de résultat consolidé) est sorti des capitaux propres et comptabilisé en résultat. Les pertes de valeur sur prises de participation ne font pas l'objet de reprises au compte de résultat consolidé ; les augmentations de juste valeur après dépréciation sont enregistrées directement dans les capitaux propres.

A.4.8. Prêts et avances aux établissements de crédit et à la clientèle

Les prêts et créances à recevoir englobent les prêts dont le produit est versé directement à l'emprunteur. Une participation à un prêt accordé par un autre bailleur est considérée comme étant une opération du Groupe si elle est financée à la date d'émission dudit prêt par le bailleur.

Les prêts et créances à recevoir sont reconnus dans les actifs du Groupe au moment du versement aux emprunteurs. Ils sont initialement comptabilisés à leur coût de revient (montants décaissés nets), qui est la juste valeur du montant versé, y inclus les coûts de transaction, et ils sont ensuite mesurés par le coût restant à amortir sur la base de la méthode de l'intérêt effectif.

Les prêts qui répondent aux critères d'application de l'option «juste valeur» modifiée et qui ont été désignés comme tels en résultat sont comptabilisés à leur juste valeur. La technique de mesure de juste valeur utilisée est un modèle d'actualisation des flux de trésorerie prenant en compte des courbes de rendements courants et un écart égal à celui enregistré lors de l'entrée des instruments dans les comptes, à moins que leur qualité de crédit n'ait varié.

A.4.8.1. Intérêts sur prêts

Les intérêts sur les prêts émis par le Groupe sont enregistrés dans le compte de résultat consolidé (intérêts et produits assimilés) et dans le bilan consolidé (prêts et avances) selon le principe de l'étalement.

A.4.8.2. Opérations de prise en pension (Reverse repo) et de mise en pension (Repo)

Par opération de prise (mise) en pension, on entend une opération par laquelle le Groupe prête (emprunte) des liquidités à un établissement de crédit qui fournit (reçoit) une sûreté réelle sous forme de titres. Les deux parties s'engagent irrévocablement à mettre fin à l'opération à une date et à un prix déterminés dès le départ.

L'opération repose sur le principe de la livraison contre paiement : l'emprunteur (le prêteur) des liquidités transmet les titres au dépositaire du Groupe (reçoit les titres du dépositaire de la contrepartie) en échange du règlement au prix convenu, ce qui génère pour le Groupe un rendement (un coût) lié au marché monétaire.

Le Groupe assimile les opérations de ce type à un prêt (un emprunt) à taux d'intérêt garanti. Généralement considérées comme des opérations de financement avec nantissement, elles sont comptabilisées, sur la base du montant des liquidités fournies ou reçues augmenté des intérêts échus, à l'actif du bilan consolidé au poste 3. *Prêts et avances aux établissements de crédit – b) autres prêts et avances* (au passif du bilan consolidé au poste 1. *Dettes envers des établissements de crédit – b) à terme ou à préavis*). Les titres donnés en nantissement sont maintenus dans les comptes du bilan consolidé.

Les titres reçus dans le cadre d'accords de prise en pension et les titres livrés dans le cadre d'accords de mise en pension ne sont inscrits au bilan consolidé ou retirés du bilan consolidé que s'il y a cession du contrôle des droits contractuels liés à ces titres. Le Groupe surveille journalièrement la valeur de marché des titres reçus ou livrés et fournit ou exige une sûreté complémentaire en fonction des accords sous-jacents.

Les intérêts perçus au titre des accords de prise en pension et les intérêts versés au titre des accords de mise en pension sont comptabilisés en produits ou charges d'intérêts, sur la durée de vie de chaque accord.

A.4.8.3. Commissions sur prêts

Les commissions d'ouverture de crédit et les commissions d'engagement sont différées conformément à l'IAS 18, de même que les coûts directs afférents à l'émission et au maintien de l'engagement, et sont reconnues dans le résultat consolidé, en tant qu'ajustement du rendement effectif, sur la période allant du versement au remboursement du prêt concerné. Si l'engagement arrive à expiration sans que le prêt ait été versé, la commission est enregistrée en tant que revenu sur opérations expirées.

A.4.8.4. Bonifications d'intérêt

Les bonifications d'intérêt reçues d'avance (voir la Note G) sont différées conformément à l'IAS 18, et sont reconnues dans le résultat consolidé, en tant qu'ajustement du rendement effectif, sur la période allant du versement au remboursement du prêt bonifié concerné.

A.4.9. Charges pour pertes sur crédits

Une dotation pour pertes sur crédit est établie s'il existe une indication objective que le Groupe ne sera pas en mesure de recouvrer la totalité des montants échus au titre d'une créance conformément aux dispositions contractuelles initiales ou une valeur équivalente. Une «créance» peut correspondre à un prêt, un engagement tel qu'une lettre de crédit, une garantie, un engagement d'octroi de crédit, ou tout autre instrument de crédit.

Une dotation pour pertes sur crédit est portée au bilan consolidé en réduction de la valeur comptable d'une créance, tandis que, pour un poste hors bilan tel qu'un engagement, une provision pour pertes sur crédit est enregistrée à la rubrique *Autres éléments du passif*. Les dotations et provisions pour pertes sur crédits sont imputées aux charges pour pertes sur crédits.

A.4.9.1. Pertes sur prêts et avances considérés individuellement

Des provisions individuelles spécifiques ont été constituées sur les prêts et avances en cours à la clôture de l'exercice pour lesquels on a des indications objectives de risque de non-recouvrement d'une partie ou de la totalité des montants par rapport aux dispositions contractuelles initiales ou d'une valeur équivalente. Les variations de ces provisions sont enregistrées dans le compte de résultat consolidé à la rubrique *Charges pour pertes sur crédits*. Les dotations et provisions pour pertes sur crédits sont évaluées selon le principe de la spécificité des contreparties, comme exposé ci-après.

Une créance est considérée comme dépréciée lorsque, pour le Comité de direction, il est probable que le Groupe ne sera pas en mesure de recouvrer la totalité des montants échus conformément aux dispositions contractuelles initiales ou une valeur équivalente. Les encours individuels sont évalués en fonction de la nature de l'emprunteur, de sa situation financière globale, de ses antécédents en termes de ressources et de paiements, des perspectives de soutien de la part de garants financièrement solides et, le cas échéant, de la valeur réalisable de sûretés éventuelles. Le montant recouvrable estimatif est la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs prévisionnels qui seraient susceptibles de résulter de restructurations ou de liquidations. La dépréciation est mesurée et des provisions pour pertes sur crédit constituées par rapport à la différence entre le montant comptabilisé et le montant recouvrable estimatif de chaque créance considérée comme dépréciée. Le montant de la perte est la différence entre le montant comptabilisé de l'actif et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs attendus calculée sur la base du taux d'intérêt effectif initial de l'instrument financier.

Toutes les créances dépréciées sont examinées et analysées au minimum une fois par semestre. Toute modification apportée dans ce contexte aux montants et à l'échéancier des flux de trésorerie futurs attendus par rapport aux estimations antérieures se traduit par une modification de la provision pour pertes sur crédits et est portée au crédit ou au débit des charges pour pertes sur crédits. Une provision pour dépréciation n'est reprise que lorsque la qualité de crédit s'est améliorée de telle manière que l'on ait l'assurance raisonnable de recouvrer principal et intérêts conformément aux dispositions contractuelles initiales de l'opération. Une annulation de créance est constatée lorsque celle-ci, en totalité ou en partie, est jugée irrécouvrable ou fait l'objet d'une renonciation. Les montants annulés sont portés au débit des provisions pour pertes sur crédits constituées antérieurement ou directement imputés aux charges pour pertes sur crédits, en déduction du montant en principal de la créance. Les recouvrements en partie ou en totalité de montants précédemment annulés sont portés au crédit des charges pour pertes sur crédits.

En cas de dépréciation, les produits d'intérêts calculés sur la base des conditions initiales de la créance cessent de courir et sont remplacés par un intérêt calculé à partir de la valeur dépréciée ; par ailleurs, l'augmentation de la valeur actuelle des créances dépréciées du fait du passage du temps est enregistrée en produit d'intérêt.

A.4.9.2. Dépréciation collective

Outre des provisions spécifiques au titre de prêts et avances individuellement significatifs, le Groupe constitue également des provisions pour dépréciation collective au titre d'engagements qui, s'ils ne sont pas expressément identifiés comme nécessitant une provision spécifique, présentent un risque de défaut plus important qu'au moment où ils ont été conclus. Cette provision collective est établie dès lors qu'il y a détérioration de la notation interne d'un prêt ou d'une participation depuis leur conclusion. Toute dégradation du risque de contrepartie, de la valeur des sûretés réelles et autres sûretés reçues et des perspectives sectorielles, ainsi que les faiblesses structurelles identifiées ou les dégradations de flux de trésorerie sont des facteurs pris en considération dans ces notations internes. Au 31 décembre 2006, la constitution de provisions pour dépréciation collective n'était pas nécessaire compte tenu du processus décrit ci-avant.

A.4.9.3. Garanties

Dans le cadre normal de ses activités, le Groupe émet diverses formes de garanties au bénéfice de certaines institutions.

Au sens des règles en vigueur, ces garanties ne répondent pas à la définition des contrats d'assurance (IFRS 4 *Contrats d'assurance*) et sont comptabilisées, conformément à l'IAS 39 *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, soit en tant que *Produits dérivés*, soit en tant que *Garanties financières*, en fonction de leurs modalités et caractéristiques telles que définies par l'IAS 39.

Le principe comptable appliqué aux produits dérivés est présenté au point A.4.2.

Les garanties financières sont initialement enregistrées en juste valeur (primes perçues) dans le bilan consolidé à la rubrique 3. *Autres éléments du passif – b) passifs divers*.

Après la comptabilisation initiale, la mesure retenue pour les éléments de passif du Groupe au titre de chaque garantie financière correspond au plus élevé des deux montants suivants 1) celui initialement enregistré, déduction faite le cas échéant de l'amortissement cumulé conformément à l'IAS 18, et 2) celui de la meilleure estimation des dépenses requises pour exécuter toute obligation financière actuelle découlant de la garantie aux termes de l'IAS 37.

Tout accroissement des engagements relatifs aux garanties financières est enregistré dans le compte de résultat consolidé à la rubrique *Charges pour pertes sur crédits*. La prime perçue est reconnue dans le compte de résultat consolidé à la rubrique *Revenus de commissions* sur la base d'un plan d'amortissement établi en conformité avec l'IAS 18 sur la durée de la garantie financière.

A.4.10. Actifs corporels

Les actifs corporels comprennent les terrains, les immeubles occupés par le Groupe ainsi que des installations et équipements.

Ils sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition diminuée de l'amortissement cumulé et des moins-values cumulées.

Les actifs corporels font périodiquement l'objet de tests de dépréciation.

Les terrains et immeubles sont enregistrés à leur valeur d'acquisition diminuée du cumul des amortissements. La valeur de l'immeuble du siège du Groupe à Luxembourg-Kirchberg et de ses immeubles de Luxembourg-Hamm, Luxembourg-Weimershof et Lisbonne fait l'objet d'un amortissement linéaire comme exposé ci-dessous.

Les installations et le matériel de bureau étaient, jusqu'à la fin de 1997, amortis intégralement l'année d'acquisition. Depuis 1998, les équipements permanents, les agencements et accessoires, le mobilier, le matériel de bureau et les véhicules figurent au bilan consolidé à leur coût d'acquisition diminué de l'amortissement cumulé.

L'amortissement est calculé linéairement sur la durée de vie estimative de chaque bien acquis, comme ci-après :

| | |
|------------------------------------------------------|--------|
| – Immeubles de Kirchberg, Hamm et Weimershof | 30 ans |
| – Immeuble de Lisbonne | 25 ans |
| – Équipements permanents, agencements et accessoires | 10 ans |
| – Mobilier | 5 ans |
| – Matériel de bureau et véhicules | 3 ans |

A.4.11. Actifs incorporels

Les actifs incorporels comprennent les logiciels informatiques. Les coûts de développement de logiciels sont capitalisés dès lors que les produits répondent à certains critères concernant leur identifiabilité, la probabilité qu'ils procureront au Groupe des avantages économiques futurs et la fiabilité de la mesure de leur coût.

Les actifs incorporels sont portés à l'actif et soumis à un amortissement linéaire sur la durée estimative de leur vie économique utile. À chaque date d'arrêt du bilan consolidé, les actifs incorporels font l'objet d'un examen visant à détecter des signes de dépréciation ou de changement dans les bénéfices futurs prévisionnels. En cas d'indications dans ce sens, une analyse est effectuée afin de déterminer si la valeur comptable est intégralement recouvrable. Une décote est appliquée si la valeur comptable est supérieure au montant recouvrable.

Les logiciels mis au point en interne et remplissant les critères susmentionnés sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué de l'amortissement cumulé calculé linéairement sur trois ans à compter de leur achèvement.

Les logiciels achetés font l'objet d'un amortissement linéaire sur leur durée de vie estimative (2 à 5 ans).

A.4.12. Fonds de pension du personnel et régime d'assurance-maladie

Le Groupe administre des régimes de pension à prestations définies destinés à assurer des prestations de retraite à la quasi-totalité de son personnel. Il assure également, au bénéfice des anciens employés de la BEI, certaines prestations supplémentaires d'assurance-maladie après la fin de la période d'emploi. Au sens de l'IAS 19, ces prestations ne sont pas financées. Le coût des prestations au titre des différents régimes est déterminé séparément pour chaque régime selon la méthode d'évaluation actuarielle des unités de crédit projetées. Les écarts actuariels sont enregistrés en produits ou en charges sur la base de la durée moyenne estimée de service restant à accomplir par les affiliés à chaque régime. Les montants inscrits en charge au compte de résultat consolidé au titre des régimes de pension à prestations définies reposent sur le coût des services rendus au cours de l'exercice et sur d'autres ajustements actuariels déterminés par des actuaires externes compétents.

A.4.12.1. Fonds de pension

Le régime général de retraite de la Banque est un régime à prestations définies alimenté par les cotisations des membres du personnel et de la Banque et couvrant l'ensemble du personnel.

Les engagements en matière de prestations de retraite sont évalués au moins une fois par an sur la base de la méthode des unités de crédit projetées, l'objectif étant de s'assurer que l'engagement comptabilisé est adéquat. Les résultats de la dernière évaluation concernent la situation au 30 septembre 2006, avec extrapolation jusqu'au 31 décembre 2006. Les principales hypothèses actuarielles utilisées par l'actuaire sont exposées à la Note K. Les écarts actuariels sont répartis sur la base de la durée moyenne estimée de service restant à accomplir par les affiliés à chaque régime.

Le régime général de retraite du FEI est un régime à prestations définies alimenté par les cotisations des membres du personnel et du FEI et couvrant l'ensemble du personnel du FEI. Il a pris effet en mars 2003, remplaçant le régime précédent de retraite à contributions définies. Les cotisations du FEI et de son personnel sont intégralement transférées à la BEI qui en assure la gestion. Les ressources affectées au fonds de pension du FEI sont investies par le Groupe conformément aux règles et principes appliqués par la BEI pour son propre régime de retraite.

A.4.12.2. Régime d'assurance-maladie

La Banque a institué au profit des membres du personnel et du Comité de direction son propre régime d'assurance-maladie, au financement duquel contribuent la Banque et le personnel. Le régime d'assurance-maladie fait l'objet d'évaluations actuarielles aux mêmes dates que le fonds de pension. Une provision spécifique est inscrite au passif du bilan consolidé. Le FEI a établi sa propre couverture maladie en souscrivant un contrat d'assurance externe auprès d'une compagnie d'assurance.

A.4.12.3. Fonds de pension des membres du Comité de direction

La provision correspondante inscrite au passif du bilan du Groupe est déterminée, comme pour tous les autres régimes, en conformité avec l'IAS 19. Les prestations reposent sur les années de service et sur un pourcentage, défini dans le régime, du dernier traitement de base brut.

A.4.13. Dettes représentées par des titres

Les dettes représentées par des titres sont mesurées initialement par le coût d'acquisition de ces titres, qui représente la juste valeur du crédit dont ils bénéficient. Les coûts de transaction et les primes nettes (ou les décotes) sont pris en compte dans le calcul initial. Les mesures ultérieures s'effectuent sur la base du coût amorti et toute différence entre les produits nets et la valeur de remboursement est portée au compte de résultat consolidé sur la durée de vie des emprunts suivant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les emprunts qui répondent aux critères d'application de l'option «juste valeur» modifiée et qui ont été désignés comme tels par le biais du compte de résultat sont comptabilisés à leur juste valeur. La technique de mesure de la juste valeur utilisée, en l'absence de cotations de prix sur des marchés liquides, est un modèle d'actualisation des flux de trésorerie prenant en compte des courbes de rendements courants.

Les instruments de dette composés relatifs à des instruments de fonds propres non-BEI, à des taux de change ou à des indices sont considérés comme des instruments structurés. Pour tous les instruments de dette avec dérivé incorporé, le Groupe a conclu un accord d'échange inversé de façon à couvrir intégralement sa position.

Le Groupe a pour principe de se prémunir contre les risques liés aux taux d'intérêt fixes sur ses emprunts obligataires et d'appliquer l'option «juste valeur» modifiée lorsque cela permet de réduire significativement une incohérence comptable. Il en résulte que la valeur comptable des titres sélectionnés, plutôt que de refléter le coût d'acquisition, est ajustée en fonction des variations de juste valeur (on trouvera un complément d'information à ce sujet à la Note R *Produits dérivés*).

Les charges d'intérêts sur les instruments de dette sont enregistrées à la rubrique *Intérêts et charges assimilées* du compte de résultat consolidé et au poste de passif du bilan consolidé reprenant les instruments de dette sous-jacents.

A.4.14. Fonds pour risques bancaires généraux

Jusqu'au 31 décembre 2005, le Groupe identifiait dans un poste distinct du bilan les montants qu'il décidait d'affecter à la couverture des risques associés aux opérations de prêt et autres opérations financières, eu égard aux risques particuliers inhérents à ces opérations.

À compter de 2006, le Groupe ne distingue plus dans son bilan un tel poste séparé. Cette décision n'influe en rien sur la capacité du Groupe à couvrir ses risques. Le Groupe continuera de calculer le montant correspondant aux risques bancaires généraux, pour ses propres besoins et à des fins de communication externe (voir la Note L), conformément à la méthode existante (voir les Notes Q et R).

Le montant correspondant aux risques bancaires généraux relatifs aux opérations du Mécanisme de financement structuré est présenté dans le bilan consolidé au compte *Fonds pour le Mécanisme de financement structuré*.

A.4.15. Fonds pour les opérations de capital-risque et pour le Mécanisme de financement structuré

A.4.15.1. Fonds pour les opérations de capital-risque

Ce poste comprend le montant des affectations du résultat annuel du Groupe déterminé chaque année par le Conseil des gouverneurs en faveur de mécanismes de fourniture de capital-risque dans le cadre de la mise en œuvre de la résolution du Conseil européen sur la croissance et l'emploi.

A.4.15.2. Fonds pour le Mécanisme de financement structuré

Ce poste comprend le montant des affectations du résultat annuel du Groupe déterminé chaque année par le Conseil des gouverneurs en faveur de la mise en œuvre d'opérations à caractère plus risqué pour ce nouveau type d'instrument. Les ajustements de valeur sur les opérations de capital-risque et les opérations au titre du Mécanisme de financement structuré sont enregistrés en résultat. Lors de l'affectation du résultat du Groupe,

ces ajustements de valeur sont pris en considération pour déterminer les montants à enregistrer dans les comptes *Fonds pour les opérations de capital-risque* et *Fonds pour le Mécanisme de financement structuré*.

A.4.16. Imposition

Le protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes annexé au traité du 8 avril 1965 instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes dispose que les avoirs, revenus et autres biens du Groupe sont exonérés de tous impôts directs.

A.4.17. Comptes de régularisation (actif - passif)

Ces comptes comprennent :

À l'actif : les charges comptabilisées durant l'exercice mais qui concernent un exercice ultérieur, ainsi que les produits qui, bien que se rapportant à l'exercice mais non reconnus dans la valeur comptable de l'instrument financier sous-jacent, ne seront exigibles que postérieurement à la clôture de ce dernier.

Au passif : les produits perçus avant la date de clôture du bilan mais imputables à un exercice ultérieur, ainsi que les charges qui, bien que se rapportant à l'exercice mais non reconnues dans la valeur comptable de l'instrument financier sous-jacent, ne seront dues qu'au cours d'un exercice ultérieur (principalement intérêts sur emprunts).

A.4.18. Intérêts et produits assimilés

Les intérêts sont comptabilisés selon le principe de l'étalement et suivant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les intérêts sur prêts dépréciés sont reconnus sur la base de l'actualisation de la valeur nette des flux de trésorerie futurs attendus.

Outre les intérêts et commissions sur prêts, sur dépôts et autres produits du portefeuille de titres, cette rubrique comprend les indemnités perçues par le Groupe au titre des remboursements anticipés de prêts effectués par ses emprunteurs.

Conformément aux dispositions de la norme comptable internationale IAS 39 *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, le Groupe enregistre désormais immédiatement, c'est-à-dire à la date de la décomptabilisation des prêts, dans le compte de résultat consolidé, les indemnités perçues au titre de leur remboursement anticipé, au lieu d'amortir ces indemnités sur la durée de vie restante des prêts.

A.4.19. Opérations fiduciaires

En vertu de l'article 28 de ses Statuts, le FEI acquiert, gère et cède des participations dans des sociétés de capital-risque, en son nom propre, mais pour le compte et aux risques de la Communauté européenne, conformément à l'accord fiduciaire et de gestion conclu avec cette dernière («MET – Création d'entreprises»).

Le FEI est également habilité à émettre des garanties en son nom propre, mais pour le compte et aux risques de la Communauté européenne, dans le cadre de l'accord fiduciaire et de gestion conclu avec celle-ci («Mécanisme de garantie pour les PME»).

A.4.20. Actifs détenus pour le compte de tiers

Les actifs détenus pour le compte de tiers tels que présentés ci-après correspondent à des comptes fiduciaires ouverts et gérés au nom des entités du Groupe mais au bénéfice de la Commission. Les sommes déposées sur ces comptes continuent d'appartenir à la Commission tant qu'elles ne sont pas décaissées aux fins déterminées pour chaque projet.

– Dans le cadre du projet pilote «Croissance et environnement», le FEI fournit aux intermédiaires financiers, à titre gratuit, une garantie sur des prêts accordés aux PME pour financer des investissements favorisant la protection de l'environnement. Le FEI assume la garantie de dernier ressort et la commission de garantie est financée sur les ressources budgétaires de l'Union européenne.

– Au titre du Mécanisme de garantie pour les PME et du volet «garanties» du programme pluriannuel pour les entreprises (MAP), le FEI est habilité à émettre des garanties en son nom propre, mais pour le compte et aux risques de la Commission.

– Au titre du MET – Création d'entreprises et du volet «participations» («MAP Equity») du programme pluriannuel pour les entreprises, le FEI est habilité à acquérir, gérer et céder des participations répondant aux critères de ce mécanisme, en son nom propre, mais pour le compte et aux risques de la Commission.

L'action «Capital d'amorçage» vise à soutenir le recrutement à long terme par les fonds de capital-risque de nouveaux gestionnaires d'investissements afin d'accroître leur effectif en personnel qualifié et de renforcer la capacité du secteur du capital-risque et des pépinières d'entreprises à faire face aux besoins d'investissements en matière de capital d'amorçage.

La Facilité d'investissement, qui est gérée par la BEI, a été établie le 23 juin 2000 dans le cadre de l'Accord de Cotonou sur la coopération et l'aide au développement conclu entre le groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et l'Union européenne et ses États membres, d'autre part. La BEI établit pour la Facilité d'investissement des états financiers séparés.

La Commission a confié la gestion financière du Fonds de garantie à la BEI dans le cadre d'une convention signée entre les deux parties en novembre 1994.

Le Fonds fiduciaire de la FEMIP, dont la BEI assure également la gestion, a été créé pour intensifier les activités existantes de la Banque dans les pays partenaires méditerranéens, avec le soutien de plusieurs pays donateurs et dans le but d'acheminer des ressources vers des projets relevant de secteurs prioritaires pour ces pays, grâce à la mise à disposition d'une assistance technique et de capitaux à risques. La BEI établit pour le Fonds fiduciaire de la FEMIP des états financiers séparés.

A.4.21. Engagement d'achat des actions du FEI

Suite au renouvellement de l'engagement de rachat concernant les 776 actions restantes du FEI (2005 : 762 actions), la BEI propose aux autres actionnaires du FEI de leur racheter ces actions à un prix unitaire qui correspondra à la quotité de capital appelé du FEI représentée par chaque action, augmentée de la prime d'émission d'actions, des réserves statutaires, des plus-values latentes reconnues sur opérations de capital-risque, des résultats reportés et du résultat de l'exercice. L'engagement d'achat est enregistré en charges au bilan consolidé dans le poste *Créditeurs divers* (voir aussi la Note H).

A.4.22. Retraitements concernant l'exercice précédent

Le cas échéant, certains chiffres concernant l'exercice précédent ont été retraités afin d'assurer leur comparabilité compte tenu des modifications apportées à la présentation du présent exercice. Les principaux reclassements sont les suivants :

– le résultat sur participations minoritaires pour l'exercice, enregistré pour un montant de 16 330 000 EUR au 31 décembre 2005, est présenté au poste 6. *Résultat sur opérations financières* du compte de résultat consolidé ;

– les débiteurs divers en rapport avec des dérivés enregistrés pour 325 051 000 EUR au 31 décembre 2005 sont reclassés à la rubrique *valeurs de remplacement positives sur produits dérivés* ;

– les bonifications d'intérêt perçues d'avance enregistrées pour un montant de 237 765 000 EUR au 31 décembre 2005 sont reclassées au poste 4. *Comptes de régularisation du bilan consolidé* ;

– les produits et charges en rapport avec les primes ou décotes sur transactions en devises enregistrés pour un montant net de 132 111 000 EUR au 31 décembre 2005 sont reclassés au poste 6. *Résultat sur opérations financières* du compte de résultat consolidé ;

– la provision pour garanties émises au titre d'opérations de capital-risque, soit 36 750 000 EUR au 31 décembre 2005, est reclassée au poste 3. *Autres éléments du passif – b) passifs divers*.

A.4.23. Comptabilisation des contrats de location-exploitation

Les opérations de location d'actifs dans le cadre desquelles l'ensemble des risques et avantages se rattachant à la propriété des actifs sont effectivement conservés par le bailleur sont considérées comme des opérations de location-exploitation. Les paiements effectués au titre d'opérations de location-exploitation sont inscrits au compte de résultat consolidé sur la base d'un étalement linéaire sur la durée de la location. Lorsqu'un contrat de location-exploitation est résilié avant la fin de la période de location, tout versement dû au bailleur à titre de pénalité est reconnu comme charge pour la période au cours de laquelle la résiliation intervient.

Note B – Portefeuille de titres (en milliers d'euros)

Outre les titres adossés à des actifs, qui correspondent à l'acquisition de participations dans des portefeuilles de prêts ou de créances à recevoir en relation avec des opérations de titrisation, le portefeuille de titres comprend des actifs financiers négociables (portefeuille B3), des actifs financiers disponibles à la vente (portefeuilles A2, B1 et B2 et portefeuille opérationnel du FEI) et des actifs financiers conservés jusqu'à l'échéance (portefeuille A1 et portefeuille d'investissement). Le détail de chacun de ces portefeuilles au 31 décembre 2006 et au 31 décembre 2005 se présente comme suit :

| | | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|--------------------------|-------------------|
| Effets publics admissibles au refinancement auprès des banques centrales (dont 12 711 000 EUR non cotés en 2006 et 12 701 000 EUR en 2005) | | 2 701 696 | 2 798 645 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe (admis à la cote) | | 11 291 402 | 12 908 379 |
| | | 13 993 098 | 15 707 024 |
| Au 31.12.2006 | Répartition | Valeur comptable | Valeur de marché |
| Portefeuille d'investissement – Groupe | Conservés jusqu'à l'échéance | 2 895 917 | 2 896 500 |
| Portefeuilles opérationnels monétaires : | | | |
| - titres monétaires à échéance maximum de 3 mois (A1) | Conservés jusqu'à l'échéance | 3 473 637 | 3 473 637 |
| - titres monétaires à échéance maximum de 18 mois (A2) | Disponibles à la vente | 2 685 855 ⁽¹⁾ | 2 685 855 |
| Portefeuilles opérationnels obligataires : | | | |
| - B1 <i>Credit Spread</i> | Disponibles à la vente | 1 305 043 | 1 305 043 |
| - B2 Placements alternatifs | Disponibles à la vente | 155 315 ⁽²⁾ | 155 315 |
| - B3 <i>Global Fixed Income</i> | Détenus à des fins de transaction | 691 918 ⁽³⁾ | 691 918 |
| Portefeuille opérationnel – FEI | Disponibles à la vente | 51 092 ⁽⁴⁾ | 51 092 |
| Titres adossés à des actifs (Note D) | Conservés jusqu'à l'échéance | 2 734 321 | 2 734 321 |
| | | 13 993 098 | 13 993 681 |

(1) dont perte non réalisée de 864 000 EUR

(2) dont perte non réalisée de 356 000 EUR

(3) dont gain non réalisé de 5 315 000 EUR

(4) dont gain non réalisé de 149 000 EUR

| | | Valeur comptable | Valeur de marché |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------|--------------------------|-------------------|
| Au 31.12.2005 | Répartition | | |
| Portefeuille d'investissement – Groupe | Conservés jusqu'à l'échéance | 3 003 719 | 3 124 366 |
| Portefeuilles opérationnels monétaires : | | | |
| - titres monétaires à échéance maximum de 3 mois (A1) | Conservés jusqu'à l'échéance | 6 033 393 | 6 033 393 |
| - titres monétaires à échéance maximum de 18 mois (A2) | Disponibles à la vente | 3 101 493 ⁽¹⁾ | 3 101 493 |
| Portefeuilles opérationnels obligataires | | | |
| - B1 <i>Credit Spread</i> | Conservés jusqu'à l'échéance | 1 113 195 ⁽²⁾ | 1 113 195 |
| - B2 Placements alternatifs | Disponibles à la vente | 150 655 ⁽³⁾ | 150 655 |
| - B3 <i>Global Fixed Income</i> | Détenus à des fins de transaction | 464 596 | 464 596 |
| Portefeuille opérationnel – FEI | Disponibles à la vente | 48 877 ⁽⁴⁾ | 48 877 |
| Titres adossés à des actifs (Note D) | Conservés jusqu'à l'échéance | 1 791 096 | 1 791 096 |
| | | 15 707 024 | 15 827 671 |

(1) dont perte non réalisée de 888 000 EUR

(2) dont gain non réalisé de 2 001 000 EUR

(3) dont gain non réalisé de 655 000 EUR

(4) dont gain non réalisé de 226 000 EUR

Le Groupe conclut des opérations de prêt de titres avec cautionnement qui peuvent présenter un risque si la contrepartie se trouve dans l'impossibilité de remplir ses obligations contractuelles. Le Groupe maîtrise les risques de crédit associés à ces activités en surveillant les encours sur ses contreparties et la valeur des instruments de cautionnement sur une base journalière, en exigeant si nécessaire qu'une sûreté réelle complémentaire lui soit fournie ou restituée.

L'activité de prêt de titres représente un montant de 927 972 000 EUR à la fin de décembre 2006 (2005 : 836 768 000 EUR).

Note C – Prêts et avances aux établissements de crédit (Autres prêts et avances) (en milliers d'euros)

Le Groupe conclut des opérations de prise en pension et de mise en pension avec cautionnement qui peuvent présenter un risque si la contrepartie se trouve dans l'impossibilité de remplir ses obligations contractuelles. Le Groupe maîtrise les risques de crédit associés à ces activités en surveillant les encours sur ses contreparties et la valeur des instruments de cautionnement sur une base journalière, en exigeant si nécessaire qu'une sûreté réelle complémentaire lui soit fournie ou restituée.

| | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Dépôts à terme | 9 027 130 | 12 767 471 |
| Opérations de prise en pension (Reverse repos) tripartites ^(*) | 5 571 196 | 10 799 895 |
| | 14 598 326 | 23 567 366 |

(*) Ces opérations sont réalisées avec un dépositaire tiers qui s'engage, sur la base d'un contrat-cadre, à garantir le respect des conditions contractuelles, notamment en ce qui concerne :

- la livraison contre paiement,
- la vérification du nantissement,
- la marge de nantissement requise par le prêteur, qui doit toujours être présente et suffisante, ce qui suppose pour le dépositaire de vérifier quotidiennement la valeur des titres sur le marché,
- l'organisation de la substitution du nantissement sous réserve que toutes les exigences stipulées dans le contrat soient respectées.

Note D – État résumé des prêts (en milliers d'euros)

D.1. Total des prêts accordés

Le total des prêts accordés englobe la partie décaissée des prêts accordés et celle qui reste à décaisser. La ventilation se présente comme suit :

| | Prêts à des établissements de crédit faisant fonction d'intermédiaires | Prêts accordés directement aux bénéficiaires finals | Total 2006 | Total 2005 |
|-------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| Partie décaissée | 115 846 949 | 141 866 003 | 257 712 952 | 248 344 648 |
| Partie non décaissée | 11 247 729 | 42 324 173 | 53 571 902 | 48 268 241 |
| Total des prêts accordés | 127 094 678 | 184 190 176 | 311 284 854 | 296 612 889 |
| | | | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
| Total des prêts accordés | | | 311 284 854 | 296 612 889 |
| Titres adossés à des actifs (Note B) | | | 2 734 321 | 1 791 096 |
| Total des prêts y compris titres adossés à des actifs (Note D.3) | | | 314 019 175 | 298 403 985 |

D.2. Provision spécifique pour pertes sur prêts et avances à la clientèle

Cette provision spécifique a évolué comme suit :

| | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|--------------------------------------------------------|-------------------------|-----------------------|
| Provision spécifique à l'ouverture de l'exercice | 292 500 | 239 000 |
| Dotation (+) ou reprise (-) durant l'exercice | -210 404 ^(*) | 53 500 ^(*) |
| Ajustements de change | 321 | 0 |
| Provision spécifique à la clôture de l'exercice | 82 417 | 292 500 |

(*) Ce montant de 53 500 000 EUR se décompose comme suit : 36 000 000 EUR de provisions spécifiques complémentaires sur prêts existants et 17 500 000 EUR au titre d'une provision existante sur des garanties émises qui ont été converties en prêts dans le courant de 2005.

(**) Ce montant de 210 404 000 EUR comprend une reprise de 189 171 000 EUR suite à la cession, en 2006, d'actifs sous forme de prêts pour lesquels une provision spécifique avait été constituée antérieurement. La cession de ces actifs a donné lieu à une perte réalisée de 109 816 000 EUR.

D.3. Ventilation des prêts par pays de localisation des projets (en milliers d'euros)

D.3.1. Prêts pour des projets à l'intérieur de l'Union et prêts assimilés

| Localisation des projets | Nombre de prêts | Total des prêts accordés | Partie non décaissée | Partie décaissée | % du montant nominal 2006 | % du montant nominal 2005 |
|--------------------------|-----------------|--------------------------|----------------------|--------------------|---------------------------|---------------------------|
| Allemagne | 817 | 46 610 173 | 1 925 396 | 44 684 777 | 15,00 | 15,07 |
| France | 384 | 33 607 617 | 4 661 459 | 28 946 158 | 10,81 | 10,87 |
| Italie | 626 | 38 892 321 | 5 133 135 | 33 759 186 | 12,51 | 12,91 |
| Royaume-Uni | 214 | 27 619 656 | 6 007 019 | 21 612 637 | 8,88 | 8,76 |
| Espagne | 585 | 45 525 030 | 4 103 173 | 41 421 857 | 14,65 | 14,12 |
| Belgique | 74 | 4 752 683 | 797 080 | 3 955 603 | 1,53 | 1,50 |
| Pays-Bas | 56 | 4 577 622 | 1 600 850 | 2 976 772 | 1,47 | 1,30 |
| Suède | 82 | 3 393 690 | 924 981 | 2 468 709 | 1,09 | 1,47 |
| Danemark | 68 | 3 407 578 | 471 011 | 2 936 567 | 1,10 | 1,55 |
| Autriche | 178 | 6 429 389 | 450 000 | 5 979 389 | 2,07 | 1,92 |
| Pologne | 112 | 10 614 149 | 4 404 188 | 6 209 961 | 3,41 | 3,04 |
| Finlande | 98 | 5 515 513 | 716 910 | 4 798 603 | 1,77 | 1,76 |
| Grèce | 137 | 12 695 647 | 1 317 133 | 11 378 514 | 4,08 | 4,09 |
| Portugal | 239 | 16 695 212 | 1 572 517 | 15 122 695 | 5,37 | 5,85 |
| République tchèque | 80 | 6 602 858 | 1 730 116 | 4 872 742 | 2,12 | 1,97 |
| Hongrie | 74 | 5 334 848 | 1 785 198 | 3 549 650 | 1,72 | 1,48 |
| Irlande | 58 | 3 427 148 | 899 208 | 2 527 940 | 1,10 | 1,05 |
| Slovaquie | 35 | 1 188 719 | 454 559 | 734 160 | 0,38 | 0,45 |
| Slovénie | 33 | 1 756 282 | 552 488 | 1 203 794 | 0,56 | 0,51 |
| Lituanie | 15 | 187 158 | 62 775 | 124 383 | 0,06 | 0,06 |
| Luxembourg | 32 | 818 788 | 172 952 | 645 836 | 0,26 | 0,32 |
| Chypre | 25 | 1 249 353 | 580 000 | 669 353 | 0,40 | 0,41 |
| Lettonie | 22 | 492 104 | 155 000 | 337 104 | 0,16 | 0,18 |
| Estonie | 13 | 255 432 | 105 000 | 150 432 | 0,08 | 0,09 |
| Malte | 3 | 16 943 | 10 200 | 6 743 | 0,01 | 0,01 |
| TOTAL | 4 060 | 281 665 913 | 40 592 348 | 241 073 565 | 90,59 | 90,74 |

D.3.2. Prêts pour des projets à l'extérieur de l'Union

| Localisation des projets | Nombre de prêts | Total des prêts accordés | Partie non décaissée | Partie décaissée | % du montant nominal 2006 | % du montant nominal 2005 |
|---------------------------------------------------|-----------------|--------------------------|----------------------|-------------------|---------------------------|---------------------------|
| Pays ACP et PTOM | 126 | 1 335 794 | 455 388 | 880 406 | 0,43 | 0,51 |
| Afrique du Sud | 32 | 993 980 | 268 287 | 725 693 | 0,32 | 0,38 |
| Pays du Partenariat euro-méditerranéen et Balkans | 351 | 17 736 366 | 8 160 109 | 9 576 257 | 5,71 | 5,41 |
| Fédération de Russie | 3 | 84 246 | 20 375 | 63 871 | 0,03 | 0,03 |
| Pays adhérents | 81 | 4 944 478 | 2 863 835 | 2 080 643 | 1,59 | 1,51 |
| Pays de l'AELE | 21 | 1 565 672 | 278 379 | 1 287 293 | 0,50 | 0,51 |
| Pays d'Amérique latine et d'Asie | 71 | 2 584 095 | 933 181 | 1 650 914 | 0,83 | 0,91 |
| TOTAL | 685 | 29 244 631 | 12 979 554 | 16 265 077 | 9,41 % | 9,26 % |

D.3.3. Ventilation des prêts par région de localisation des projets

| Localisation des projets | Nombre de prêts | Total des prêts accordés | Partie non décaissée | Partie décaissée | % du montant nominal 2006 | % du montant nominal 2005 |
|--------------------------------------------------------------------|-----------------|-----------------------------------|----------------------|--------------------|---------------------------|---------------------------|
| Prêts pour des projets à l'intérieur de l'Union et prêts assimilés | 4 060 | 281 665 913 | 40 592 348 | 241 073 565 | 90,59 % | 90,74 % |
| Prêts pour des projets à l'extérieur de l'Union | 685 | 29 244 631 | 12 979 554 | 16 265 077 | 9,41 % | 9,26 % |
| Norme comptable internationale (IAS) 39 | | 3 108 631 | 0 | 3 108 631 | | |
| TOTAL 2006 | 4 745 | 314 019 175 ^(*) | 53 571 902 | 260 447 273 | 100,00 % | |
| TOTAL 2005 | 4 776 | 298 403 985 | 48 268 241 | 250 135 744 | | 100,00 % |

(*) Total des prêts y compris titres adossés à des actifs

Note E – Actions et autres titres à revenu variable (en milliers d'euros)

Ce poste comprend :

| | Opérations de capital-risque | Actions BERD | Actions acquises pour garantir le recouvrement de prêts et avances | Fonds d'infrastructure | TOTAL |
|----------------------------------|------------------------------|------------------------|--------------------------------------------------------------------|------------------------------|------------------|
| <i>Coût</i> | | | | | |
| Au 1 ^{er} janvier 2006 | 1 338 948 | 157 500 ⁽¹⁾ | 42 794 | 0 | 1 539 242 |
| Acquisitions nettes | 151 314 | 0 | 0 | 23 447 | 174 761 |
| Ajustements de change | 0 | 0 | 319 | 0 | 319 |
| Au 31 décembre 2006 | 1 490 262 | 157 500 | 43 113 | 23 447 | 1 714 322 |
| <i>Pertes/gains non réalisés</i> | | | | | |
| Au 1 ^{er} janvier 2006 | 99 758 | 54 130 | 0 | 0 | 153 888 |
| Solde net | 115 824 | 86 910 | 0 | 0 | 202 734 |
| Au 31 décembre 2006 | 215 582 | 141 040 | 0 | 0 | 356 622 |
| <i>Dépréciation</i> | | | | | |
| Au 1 ^{er} janvier 2006 | -366 063 | 0 | -27 305 | 0 | -393 368 |
| Acquisitions nettes | -12 190 | 0 | 6 147 | 0 | -6 043 |
| Au 31 décembre 2006 | -378 253 | 0 | -21 158 | 0 | -399 411 |
| <i>Valeur comptable nette</i> | | | | | |
| Au 31 décembre 2006 | 1 327 591 | 298 540 | 21 955 ⁽²⁾ | 23 447 ⁽³⁾ | 1 671 533 |
| Au 31 décembre 2005 | 1 072 643 | 211 630 | 15 489 | 0 | 1 299 762 |

(1) Le capital effectivement versé par le Groupe au titre de sa souscription de 600 000 000 EUR au capital de la BERD se monte à 157 500 000 EUR au 31 décembre 2006 (2005: 157 500 000 EUR). Le Groupe détient 3,03 % du capital souscrit.

(2) Le nombre total des actions Eurotunnel détenues par le Groupe au 31 décembre 2006 est de 58 971 193, ce qui correspond à 21 955 000 EUR. Au 31 décembre 2006, la dépréciation de la juste valeur de marché des actions Eurotunnel détenues est enregistrée au compte de résultat consolidé car l'investissement est considéré comme déprécié.

(3) Le total de 23 447 000 EUR d'acquisitions nettes en 2006 comprend un montant de 850 000 EUR qui était auparavant comptabilisé au poste Prêts et avances aux établissements de crédit.

Note F – Actifs corporels et incorporels (en milliers d'euros)

| | Terrains | Immeubles Luxembourg | Immeuble Lisbonne | Installations et matériel | Total actifs corporels | Total actifs incorporels |
|---------------------------------|---------------|-------------------------|----------------------|------------------------------|---------------------------|-----------------------------|
| <i>Coût historique</i> | | | | | | |
| Au 1 ^{er} janvier 2006 | 10 415 | 211 973 | 349 | 47 817 | 270 554 | 11 155 |
| Acquisitions | 0 | 40 709 | 0 | 14 069 | 54 778 | 2 235 |
| Cessions | 0 | 0 | 0 | -4 643 | -4 643 | -6 350 |
| Au 31 décembre 2006 | 10 415 | 252 682 | 349 | 57 243 | 320 689 | 7 040 |
| <i>Amortissements cumulés</i> | | | | | | |
| Au 1 ^{er} janvier 2006 | 0 | -72 285 | -280 | -17 876 | -90 441 | -5 009 |
| Amortissements | 0 | -4 895 | -14 | -10 098 | -15 007 | -3 250 |
| Cessions | 0 | 0 | 0 | 4 643 | 4 643 | 6 350 |
| Au 31 décembre 2006 | 0 | -77 180 | -294 | -23 331 | -100 805 | -1 909 |
| <i>Valeur comptable nette</i> | | | | | | |
| Au 31 décembre 2006 | 10 415 | 175 502 | 55 | 33 912 | 219 884 | 5 131 |
| Au 31 décembre 2005 | 10 415 | 139 688 | 69 | 29 941 | 180 113 | 6 146 |

L'ensemble des terrains et immeubles est utilisé par le Groupe pour ses propres activités. Le poste Immeubles Luxembourg comprend des coûts (105 843 000 EUR, contre 65 134 000 EUR en 2005) relatifs à la construction du nouveau bâtiment, dont l'achèvement est prévu en 2008.

Les mesures ultérieures sont effectuées par le Groupe sur la base du modèle de coût aux termes de l'IAS 16.

Note G – Comptes de régularisation (en milliers d'euros)

| Comptes de régularisation | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|--------------------------------------------------------|----------------|----------------|
| Bonifications d'intérêt reçues d'avance ⁽¹⁾ | 209 438 | 237 765 |
| – Divers | 134 847 | 96 027 |
| | 344 285 | 333 792 |

⁽¹⁾ Une partie des montants reçus de la Commission européenne dans le cadre du SME (Système monétaire européen) a fait l'objet d'une avance à long terme qui est enregistrée au passif au poste *Comptes de régularisation*, comprenant :

- les montants des bonifications d'intérêt relatives aux prêts accordés pour des projets à l'extérieur de l'Union au titre des conventions signées avec les États ACP et des protocoles conclus avec les pays méditerranéens ;
- les bonifications d'intérêt afférentes à certaines opérations de prêt sur ressources propres du Groupe à l'intérieur de l'Union, mises à sa disposition dans le cadre du Système monétaire européen conformément au règlement (CEE) n° 1736/79 du Conseil des Communautés européennes du 3 août 1979 et dans le cadre du mécanisme financier établi par les États de l'AELE conformément à l'accord AELE signé le 2 mai 1992 ;
- les montants reçus à titre de bonifications d'intérêt pour les prêts accordés sur ressources de la CE dans le cadre des décisions du Conseil des Communautés européennes 78/870 du 16 octobre 1978 (Nouvel instrument communautaire), 82/169 du 15 mars 1982 et 83/200 du 19 avril 1983, ainsi qu'en application du règlement (CEE) n° 1736/79 du Conseil des Communautés européennes du 3 août 1979, modifié par le règlement (CEE) n° 2790/82 du Conseil des Communautés européennes du 18 octobre 1982.

Note H – Débiteurs divers, créditeurs divers et passifs divers (en milliers d'euros)

| Débiteurs divers | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|---------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|
| – Prêts immobiliers et avances accordés au personnel ^(*) | 26 406 | 31 533 |
| – Échéances à recevoir sur prêts | 167 797 | 76 182 |
| – Compte courant Capital-risque | 44 528 | 35 280 |
| – Avances sur traitements et émoluments | 10 492 | 10 078 |
| – Divers | 43 988 | 28 253 |
| | 293 211 | 181 326 |

| Créditeurs divers | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|
| – Comptes de la Communauté européenne : • pour les opérations dans le cadre de la Section spéciale et divers montants y afférents à régulariser | 416 478 | 589 147 |
| • comptes de dépôts | 428 025 | 514 019 |
| – Régime complémentaire volontaire de prévoyance (Note K) | 187 532 | 184 176 |
| – Régime d'assurance-maladie (Note K) | 74 830 | 67 451 |
| – Engagement d'achat de participations minoritaires (Note A.4.21) | 266 149 | 235 674 |
| – Revenus sur prêts à identifier | 95 694 | 36 313 |
| – Divers | 14 493 | 47 897 |
| | 1 483 201 | 1 674 677 |
| Passifs divers | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
| – Garanties financières émises au titre d'opérations de capital-risque | 24 407 | 36 750 |
| – Provision pour indemnités de départ des employés | 15 332 | 13 918 |
| | 39 739 | 50 668 |

^(*) Le Groupe a conclu avec une institution financière extérieure un accord aux termes duquel les membres du personnel employés à titre permanent peuvent bénéficier de prêts conformément au règlement du personnel de la Banque. Les mêmes taux d'intérêt, modalités et conditions s'appliquent à tous les employés dans cette situation.

Note I – Dettes envers des établissements de crédit à terme ou à préavis (en milliers d'euros)

| | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|
| Emprunts à court terme | 212 892 | 382 923 |
| Montants dus à la BERD, y compris billets à ordre détenus pour libérer le capital de la BERD | 6 075 | 10 125 |
| | 218 967 | 393 048 |

Note J – Dettes représentées par des titres au 31 décembre (en milliers d'euros)

L'un des objectifs du Groupe dans le cadre de son activité de collecte de ressources est de faire concorder sa stratégie en la matière avec les caractéristiques des fonds nécessaires pour les prêts qu'il accorde, notamment sur le plan des monnaies. Le tableau ci-dessous donne les encours d'emprunts par monnaie au 31 décembre 2006, ainsi que le montant notionnel cumulé des échanges de monnaies y associés, lesquels ont pour but de convertir la monnaie d'une émission dans la monnaie du prêt qu'elle sert à financer. La dernière colonne de ce tableau indique le montant total des emprunts par monnaie, compte tenu de l'effet économique engendré par les échanges de monnaies afin de présenter l'encours net par monnaie des emprunts existants au 31 décembre 2006.

| Payables en | EMPRUNTS | | | | | ÉCHANGES DE MONNAIES | | | | MONTANT NET | |
|-------------------------|-----------------------|------------|-----------------------|------------|-----------|------------------------------------------|------------|--------------|------------|-----------------------|-----------------------|
| | Encours au 31.12.2005 | Taux moyen | Encours au 31.12.2006 | Taux moyen | Échéances | montants à payer (+) / ou à recevoir (-) | | | | Encours au 31.12.2005 | Encours au 31.12.2006 |
| | | | | | | 31.12.2005 | Taux moyen | 31.12.2006 | Taux moyen | | |
| EUR | 97 603 483 | 4,30 | 101 037 680 | 4,12 | 2007/2045 | 38 997 550 + | 2,51 | 48 677 053 + | 3,50 | 136 601 033 | 149 714 733 |
| GBP | 58 797 480 | 5,40 | 58 233 751 | 5,28 | 2007/2054 | 16 770 035 - | 5,25 | 17 192 832 - | 5,40 | 42 027 445 | 41 040 919 |
| DKK | 53 616 | 5,00 | 402 360 | 2,40 | 2010/2026 | 510 722 + | 2,16 | 252 499 + | 3,52 | 564 338 | 654 859 |
| SEK | 954 892 | 4,34 | 1 235 012 | 4,31 | 2007/2025 | 809 960 + | 1,67 | 563 888 + | 3,01 | 1 764 852 | 1 798 900 |
| USD | 67 957 589 | 4,03 | 60 291 687 | 4,40 | 2007/2045 | 10 975 898 - | 4,19 | 12 528 476 - | 5,05 | 56 981 691 | 47 763 211 |
| CHF | 2 958 009 | 3,35 | 3 288 692 | 3,12 | 2007/2036 | 368 555 - | 0,00 | 1 063 521 - | 0,00 | 2 589 454 | 2 225 171 |
| JPY | 7 082 923 | 1,87 | 6 619 308 | 1,15 | 2007/2036 | 1 856 928 - | 0,17 | 5 826 549 - | 0,27 | 5 225 995 | 792 759 |
| NOK | 425 798 | 6,03 | 782 957 | 4,99 | 2007/2025 | 226 675 - | 2,41 | 410 529 - | 3,56 | 199 123 | 372 428 |
| CAD | 400 729 | 6,20 | 261 763 | 5,80 | 2008/2045 | 69 289 - | 0,00 | 55 625 - | 0,00 | 331 440 | 206 138 |
| AUD | 2 365 138 | 5,29 | 3 592 062 | 5,45 | 2007/2021 | 2 325 719 - | 0,00 | 3 545 929 - | 0,00 | 39 419 | 46 133 |
| CZK | 1 232 383 | 4,73 | 1 193 006 | 4,68 | 2007/2030 | 1 177 699 + | 2,01 | 1 837 287 + | 2,43 | 2 410 082 | 3 030 293 |
| HKD | 714 961 | 5,57 | 1 038 975 | 4,24 | 2007/2019 | 714 961 - | 0,00 | 1 030 698 - | 0,00 | 0 | 8 277 |
| NZD | 1 576 144 | 6,22 | 2 142 056 | 6,25 | 2007/2014 | 1 576 144 - | 0,00 | 2 142 056 - | 0,00 | 0 | 0 |
| ZAR | 1 501 592 | 9,36 | 1 254 633 | 8,97 | 2007/2018 | 846 867 - | 9,53 | 697 015 - | 10,64 | 654 725 | 557 618 |
| HUF | 1 265 472 | 7,59 | 1 187 592 | 7,57 | 2007/2015 | 966 721 - | 6,09 | 725 837 - | 7,98 | 298 751 | 461 755 |
| PLN | 621 526 | 6,43 | 594 075 | 6,12 | 2008/2026 | 116 726 + | 4,40 | 307 098 + | 4,04 | 738 252 | 901 173 |
| MXN | 190 973 | 9,25 | 135 967 | 9,13 | 2007/2015 | 190 973 - | 0,00 | 135 967 - | 0,00 | 0 | 0 |
| TWD | 693 026 | 2,25 | 375 134 | 1,03 | 2007/2013 | 693 026 - | 0,00 | 375 134 - | 0,00 | 0 | 0 |
| TRY | 1 449 861 | 12,70 | 2 034 897 | 12,64 | 2007/2016 | 1 449 861 - | 0,00 | 2 034 897 - | 0,00 | 0 | 0 |
| ISK | 241 384 | 7,17 | 563 728 | 7,53 | 2007/2011 | 241 384 - | 0,00 | 563 728 - | 0,00 | 0 | 0 |
| BGN | 51 117 | 4,88 | 153 390 | 4,14 | 2009/2009 | 51 117 - | 0,00 | 153 390 - | 0,00 | 0 | 0 |
| MTL | 23 294 | 3,80 | 23 294 | 3,80 | 2009/2009 | 23 294 - | 0,00 | 23 294 - | 0,00 | 0 | 0 |
| SIT | 16 701 | 4,75 | 16 692 | 4,75 | 2014/2014 | 16 701 - | 0,00 | 16 692 - | 0,00 | 0 | 0 |
| SKK | 105 138 | 4,90 | 116 926 | 4,84 | 2023/2028 | 124 076 + | 8,29 | 53 492 - | 0,00 | 229 214 | 63 434 |
| Ajustement juste valeur | | | | | | | | | | | |
| (IAS 39): | 12 876 107 | | 6 257 038 | | | | | | | | |
| Total | 261 159 336 | | 252 832 675 | | | | | | | | |

Note K – Régimes de prestations postérieures à l'emploi (en milliers d'euros)

Le Groupe administre trois régimes de pension à prestations définies. Il assure également, au bénéfice des anciens employés de la BEI, certaines prestations d'assurance-maladie après la fin de la période d'emploi. Au sens de la norme IAS 19, ces prestations ne sont pas financées. Le coût des prestations au titre des différents régimes est déterminé séparément pour chaque régime selon la méthode d'évaluation actuarielle des unités de crédit projetées. L'évaluation actuarielle a eu lieu le 30 septembre 2006 et a été extrapolée jusqu'au 31 décembre 2006.

Il existe un autre régime, qui n'est pas repris dans les chiffres ci-dessous : le Régime complémentaire volontaire de prévoyance (régime à prestations définies alimenté par les cotisations de ses membres). Le montant correspondant à ce régime (188 millions d'EUR en 2006, 184 millions d'EUR en 2005) est compris dans la rubrique *Créditeurs divers* (Note H).

Charge nette au titre des prestations (inscrite au compte de résultat consolidé) au 31 décembre 2006:

| | Pension personnel BEI | Pension Comité de direction | Pension FEI | Assurance-maladie | Total 2006 |
|---------------------------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------------|--------------|-------------------|----------------|
| Coût net des services rendus au cours de l'exercice ⁽¹⁾ | 28 507 | 1 549 | 867 | 3 853 | 34 776 |
| Frais financiers sur obligation de prestations ⁽²⁾ | 41 517 | 1 205 | 376 | 3 782 | 46 880 |
| Amortissement du coût non comptabilisé des services passés ⁽¹⁾ | 28 484 | 631 | 0 | 0 | 29 115 |
| Indemnités spéciales de fin de contrat de travail ⁽¹⁾ | 3 363 | 0 | 0 | 0 | 3 363 |
| Comptabilisation des écarts actuariels ⁽¹⁾ | 18 828 | 582 | 133 | 1 420 | 20 963 |
| Charge nette au titre des prestations | 120 699 | 3 967 | 1 376 | 9 055 | 135 097 |

Charge nette au titre des prestations (inscrite au compte de résultat consolidé) au 31 décembre 2005 :

| | Pension personnel BEI | Pension Comité de direction | Pension FEI | Assurance- maladie | Total 2005 |
|--------------------------------------------------------------------|--------------------------|--------------------------------|-------------|-----------------------|---------------|
| Coût net des services rendus au cours de l'exercice ⁽¹⁾ | 22 861 | 1 213 | 609 | 3 558 | 28 241 |
| Frais financiers sur obligation de prestations ⁽²⁾ | 38 330 | 1 218 | 295 | 3 756 | 43 599 |
| Comptabilisation des écarts actuariels ⁽¹⁾ | 10 133 | 315 | 45 | - 2 534 | 7 959 |
| Charge nette au titre des prestations | 71 324 | 2 746 | 949 | 4 780 | 79 799 |

(1) comptabilisé en charges administratives générales

(2) comptabilisés en intérêts et charges assimilées

Passif au titre des prestations au 31 décembre 2006 :

| | Pension personnel BEI | Pension Comité de direction | Pension FEI | Assurance- maladie | Total 2006 |
|-----------------------------------------------|--------------------------|--------------------------------|--------------|-----------------------|------------------|
| Obligation au titre des prestations | 1 031 399 | 29 202 | 9 928 | 88 546 | 1 159 075 |
| Pertes actuarielles nettes non comptabilisées | -202 839 | -1 734 | -999 | -13 716 | -219 288 |
| Passif net | 828 560 | 27 468 | 8 929 | 74 830 | 939 787 |

À partir de 2007, les pertes actuarielles nettes non comptabilisées seront prises en compte sur la base de la durée moyenne estimée de service restant à accomplir par les affiliés à chaque régime, conformément à la norme IAS 19.

Passif au titre des prestations au 31 décembre 2005 :

| | Pension personnel BEI | Pension Comité de direction | Pension FEI | Assurance- maladie | Total 2005 |
|-----------------------------------------------|--------------------------|--------------------------------|--------------|-----------------------|------------------|
| Obligation au titre des prestations | 972 273 | 28 606 | 9 166 | 88 751 | 1 098 796 |
| Pertes actuarielles nettes non comptabilisées | - 255 493 | - 3 636 | - 2 348 | - 21 300 | - 282 777 |
| Passif net | 716 780 | 24 970 | 6 818 | 67 451 | 816 019 |

Le bilan des régimes a évolué comme suit pendant l'exercice clos le 31 décembre 2006 (en milliers d'euros) :

| | Régime de pension personnel BEI | Régime de pension du Comité de direction | Régime de pension personnel FEI | Total des régimes de pension | Caisse d'assurance- maladie |
|-----------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------------------|---------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------|
| Au 1 ^{er} janvier 2006 | 716 780 | 24 970 | 6 818 | 748 568 | 67 451 |
| Charge au titre des prestations | 120 699 | 3 967 | 1 376 | 126 042 | 9 055 |
| Versements au titre des prestations, nets des contributions des affiliés | -8 919 | -1 469 | 735 | -9 653 | - 1 676 |
| Au 31 décembre 2006 | 828 560 | 27 468 | 8 929 | 864 957 ⁽²⁾ | 74 830 ⁽¹⁾ |
| Au 31 décembre 2005 | 716 780 | 24 970 | 6 818 | 748 568 | 67 451 ⁽¹⁾ |

(1) L'obligation relative au régime d'assurance-maladie est comprise dans la rubrique Créiteurs divers (Note H).

(2) Ce montant exclut les indemnités (d'un montant de 4 217 000 EUR) qui ne sont pas soumises à l'évaluation actuarielle au titre de la norme IAS 19.

Les principales hypothèses utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations de pension et des autres prestations postérieures à l'emploi au titre des régimes du Groupe figurent ci-dessous :

| | 2006 | 2005 |
|----------------------------------------------------|----------|----------|
| | % | % |
| Taux d'actualisation des régimes de pension | 4,76 | 4,31 |
| Taux d'actualisation du régime d'assurance-maladie | 4,76 | 4,31 |
| Hausses de salaires futures (inflation comprise) | 3,50 | 3,50 |
| Hausses des pensions futures | 1,50 | 1,50 |
| Taux de progression des frais médicaux | 3,50 | 3,50 |
| Tables actuarielles | LPP 2000 | LPP 2000 |

Le tableau ci-dessous montre la sensibilité de la charge au titre des prestations pour 2006 et de l'obligation (au 31 décembre 2006) au titre des prestations du régime d'assurance-maladie à une hausse et à une baisse de 1 % du taux de progression des coûts médicaux.

| | Hausse de 1 % | Baisse de 1 % |
|----------------------------------------------|---------------|---------------|
| Charge au titre des prestations | 2 791 | -2 079 |
| Obligation au titre des prestations définies | 23 033 | -17 988 |

Le tableau ci-dessous montre les écarts actuariels effectifs correspondant aux différents régimes pour les exercices 2006 et 2005.

| | Pension personnel BEI | Pension Comité de direction | Pension FEI | Assurance- maladie | Total |
|-------------|--------------------------|--------------------------------|-------------|-----------------------|---------------|
| 2006 | 35 011 | (197) | 430 | 1 629 | 36 873 |
| 2005 | 38 652 | 1 625 | 447 | 5 665 | 46 389 |

Le tableau ci-dessous montre l'évolution de l'obligation au titre des prestations définies au cours de l'exercice considéré :

| | Pension personnel BEI | Pension Comité de direction | Pension FEI | Assurance- maladie | Total 2006 |
|----------------------------------------------------------|--------------------------|--------------------------------|--------------|-----------------------|------------------|
| Obligation à l'ouverture de l'exercice | 972 273 | 28 606 | 8 635 | 88 751 | 1 098 265 |
| Coût net des services rendus au cours de l'exercice | 28 507 | 1 549 | 867 | 3 853 | 34 776 |
| Contributions des affiliés | 9 546 | 0 | 513 | 0 | 10 059 |
| Coût des intérêts | 41 517 | 1 205 | 376 | 3 782 | 46 880 |
| Paievements de prestations | - 18 465 | - 1 469 | 185 | - 1 676 | - 21 425 |
| Ajustement lié à l'expérience | 35 011 | - 177 | 430 | 1 629 | 36 893 |
| Ajustement lié aux changements d'hypothèses actuarielles | - 68 837 | - 1 143 | - 1 078 | - 7 793 | - 78 851 |
| Effet des changements apportés au régime | 28 484 | 631 | 0 | 0 | 29 115 |
| Indemnités spéciales de fin de contrat de travail | 3 363 | 0 | 0 | 0 | 3 363 |
| Obligation à la clôture de l'exercice | 1 031 399 | 29 202 | 9 928 | 88 546 | 1 159 075 |

Note L – Fonds pour risques bancaires généraux (en milliers d'euros)

Le Fonds pour risques bancaires généraux a évolué de la façon suivante :

| | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|-----------------------------------------|------------|----------------|
| Fonds à l'ouverture de l'exercice | 975 000 | 915 000 |
| Mouvement pour l'exercice | -975 000 | 60 000 |
| Fonds à la clôture de l'exercice | 0 | 975 000 |

Comme indiqué à la Note A.14.1, le Fonds pour risques bancaires généraux ne figure plus au bilan en tant que poste séparé, mais le Groupe continue, à des fins d'informations, à en calculer le montant selon la méthode utilisée lors de l'exercice précédent.

Évaluation du montant correspondant aux risques bancaires généraux :

| | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|--|--------------------------|-------------------------|
| | 1 000 000 ^(*) | 975 000 ^(**) |

(*) Dont 35 700 000 EUR pour les opérations au titre du Mécanisme de financement structuré

(**) Dont 40 000 000 EUR pour les opérations au titre du Mécanisme de financement structuré

Note M – Intérêts et produits assimilés et Intérêts et charges assimilées (en milliers d'euros)

M.1. Produits d'intérêts nets

| | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Intérêts et produits assimilés | | |
| Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux | 1 975 | 428 |
| Effets publics admissibles au refinancement auprès des banques centrales et obligations et autres titres à revenu fixe | 501 830 | 380 180 |
| Prêts et avances aux établissements de crédit et à la clientèle | 11 463 582 | 9 645 076 |
| Bonification d'intérêt de l'UE | 53 857 | 58 086 |
| Divers | 62 397 | 66 635 |
| TOTAL | 12 083 641 | 10 150 405 |
| Intérêts et charges assimilées | | |
| Dettes envers des établissements de crédit | 9 782 | 13 624 |
| Dettes représentées par des titres et instruments dérivés | 10 286 744 | 8 368 903 |
| Intérêts sur mandats de tiers | 39 955 | 32 558 |
| Divers | 57 045 | 59 690 |
| TOTAL | 10 393 526 | 8 474 775 |

M.2. Ventilation géographique des Intérêts et produits assimilés

| | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|--------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Allemagne | 2 064 696 | 1 700 037 |
| France | 1 268 043 | 1 105 099 |
| Italie | 1 109 762 | 916 899 |
| Royaume-Uni | 1 049 415 | 1 046 542 |
| Espagne | 1 383 077 | 1 074 982 |
| Belgique | 156 679 | 137 666 |
| Pays-Bas | 148 943 | 128 037 |
| Suède | 106 849 | 108 983 |
| Danemark | 157 826 | 153 270 |
| Autriche | 231 919 | 164 940 |
| Pologne | 213 364 | 143 044 |
| Finlande | 183 542 | 148 818 |
| Grèce | 514 423 | 487 562 |
| Portugal | 637 323 | 589 135 |
| République tchèque | 145 099 | 117 627 |
| Hongrie | 124 049 | 73 339 |
| Irlande | 124 705 | 100 789 |
| Slovaquie | 41 617 | 40 898 |
| Slovénie | 43 865 | 38 336 |
| Lituanie | 7 621 | 8 150 |
| Luxembourg | 36 915 | 24 732 |
| Chypre | 25 426 | 20 969 |
| Lettonie | 11 773 | 7 126 |
| Estonie | 5 688 | 5 078 |
| Malte | 339 | 366 |
| | 9 792 958 | 8 342 424 |
| À l'extérieur de l'Union européenne | 792 035 | 719 131 |
| | 10 584 993 | 9 061 555 |
| Produits non ventilés ⁽¹⁾ | 1 498 648 | 1 088 850 |
| | 12 083 641 | 10 150 405 |

⁽¹⁾ Produits non ventilés:

| | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|
| Produits du portefeuille de titres d'investissement | 223 062 | 196 248 |
| Produits des titres à court terme | 353 650 | 256 135 |
| Produits d'opérations sur le marché monétaire | 934 269 | 605 418 |
| Reconnaissance des revenus d'intérêts découlant de l'ajustement de la valeur actuelle du capital versé et des réserves à recevoir | 61 508 | 63 956 |
| Ajustement pour remboursements anticipés sur prêts | -73 841 | -32 907 |
| | 1 498 648 | 1 088 850 |

Note N – Résultat sur opérations financières (en milliers d'euros)

Les éléments suivants sont inclus dans le résultat:

| | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|--------------------------------------------------------------------------------------|----------------|------------------|
| Résultat net sur produits dérivés au titre de l'option «juste valeur» | - 4 307 091 | 317 350 |
| Résultat net sur prêts au titre de l'option «juste valeur» | - 1 180 487 | 649 834 |
| Résultat net sur emprunts au titre de l'option «juste valeur» | 6 136 450 | - 1 250 133 |
| Résultat net sur autres actifs et autres passifs au titre de l'option «juste valeur» | 1 830 | - 903 |
| | 650 702 | - 283 852 |
| Décotes/primes sur transactions de change | 87 586 | 132 111 |
| Participations minoritaires | - 18 955 | - 16 330 |
| Gains / pertes de change | 5 530 | 914 |
| Autres opérations financières | - 8 560 | 2 325 |
| | 716 303 | - 164 832 |

Note O – Revenus de commissions et Frais de commissions (en milliers d'euros)

| | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|-------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| O.1. Revenus de commissions | | |
| Facilité d'investissement – Cotonou | 33 912 | 32 455 |
| Autres institutions communautaires et États membres de l'UE | 38 539 | 36 015 |
| Garanties financières | 16 847 | 16 217 |
| | 89 298 | 84 687 |

O.2. Frais de commissions

| | | |
|----------------------|-----|-----|
| Frais de commissions | 589 | 442 |
|----------------------|-----|-----|

Note P – Charges administratives générales (en milliers d'euros)

| | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|------------------------------------------------------------|----------------|----------------|
| Traitements et émoluments ^(*) | 173 330 | 147 504 |
| Cotisations sociales et autres dépenses à caractère social | 124 890 | 74 702 |
| Frais de personnel | 298 220 | 222 206 |
| Autres charges administratives et générales | 73 936 | 67 858 |
| | 372 156 | 290 064 |

^(*) dont 2 597 000 EUR au 31 décembre 2006 et 2 634 000 EUR au 31 décembre 2005 pour les membres du Comité de direction.

L'effectif du Groupe était de 1 475 employés au 31 décembre 2006 (1 405 employés au 31 décembre 2005).

Note Q – Gestion des risques financiers

La présente note fournit des informations sur les risques auxquels le Groupe est exposé ainsi que sur la façon dont il les gère et les maîtrise, en particulier les risques primaires associés aux instruments financiers qu'il utilise. Ces risques sont les suivants :

- risque de marché : exposition à des variables de marché observables telles que taux d'intérêt, taux de change et cours des valeurs mobilières ;
- risque de crédit : risque de perte résultant de la défaillance d'un client ou d'une contrepartie, et attaché aux encours de crédit sous toutes leurs formes, y compris le risque de règlement ;
- risque de liquidité et de collecte : risque que le Groupe soit incapable de financer des actifs ou d'honorer des obligations en payant un prix raisonnable ou, dans des situations extrêmes, quel que soit le prix.

Q.1. Risque de crédit

Le risque de crédit concerne principalement les activités de prêt du Groupe et, dans une moindre mesure, les instruments de trésorerie tels que les titres à revenu fixe détenus dans les portefeuilles d'investissement et opérationnels, les certificats de dépôt et les dépôts interbancaires à terme.

Le risque de crédit associé à l'emploi des produits dérivés sera analysé également ci-après (Note R).

La gestion du risque de crédit est basée, d'une part, sur la mesure du risque de crédit vis-à-vis des contreparties et, d'autre part, sur l'analyse de la solvabilité de ces dernières.

Pour ce qui concerne l'activité de prêt, de trésorerie et sur produits dérivés, le risque de crédit est géré par une direction «Gestion des risques» indépendante, directement placée sous la responsabilité du Comité de direction. Le Groupe a ainsi mis en place une structure opérationnellement indépendante pour la définition et la surveillance du risque de crédit.

Q.1.1. Prêts

Pour limiter le risque de crédit sur son portefeuille de prêts, le Groupe ne prête qu'à des contreparties dont la solvabilité sur le long terme est démontrée et qui offrent des garanties solides.

Pour mesurer et gérer efficacement le risque de crédit en matière de prêts, le Groupe a classé ses crédits selon des critères généralement reconnus, basés sur la qualité de l'emprunteur, la garantie ou, le cas échéant, le garant.

La structure, en fonction des garants et des emprunteurs, du portefeuille de prêts accordés au 31 décembre 2006 s'analyse comme suit, hors ajustements juste valeur (IAS 39), y compris les fractions non décaissées (en millions d'euros) :

À l'intérieur de l'Union européenne

| Emprunteurs | Garants ⁽¹⁾ | | | | Total 2006 | Total 2005 |
|----------------------------------|------------------------|------------------------|------------------|---------------|------------------------------|----------------|
| | États membres | Institutions publiques | Banques «zone A» | Entreprises | | |
| États membres | 20 867 | 0 | 0 | 0 | 20 867 | 21 342 |
| Institutions publiques | 17 498 | 30 505 | 1 585 | 3 938 | 53 526 | 52 487 |
| Banques «zone A» | 12 462 | 43 809 | 43 823 | 17 023 | 117 117 | 114 015 |
| Entreprises | 16 949 | 5 498 | 28 881 | 39 269 | 90 597 | 78 785 |
| Total 2006 ⁽¹⁾ | 67 776 | 79 812 | 74 289 | 60 230 | 282 107⁽²⁾ | |
| Total 2005 ⁽¹⁾ | 67 182 | 78 354 | 68 067 | 53 026 | | 266 629 |

(1) Ce montant inclut les prêts pour lesquels aucune garantie formelle, indépendante de l'emprunteur et du prêt lui-même, n'a été requise – soit au total 73 905 millions d'EUR au 31 décembre 2006 (49 108 millions d'EUR pour 2005) – compte tenu du degré de solvabilité de l'emprunteur, qui représente par lui-même une garantie adéquate. Des clauses contractuelles appropriées garantissent les droits d'accès du Groupe à des sûretés indépendantes lors du déclenchement de certains événements.

(2) Ce montant inclut les prêts (2 911 millions d'EUR) accordés en vertu du deuxième alinéa de l'article 18(1) des Statuts pour des projets localisés en dehors du territoire des pays de l'Union et présentant un intérêt pour cette dernière ; ils sont assimilés à des prêts à l'intérieur de celle-ci.

Il exclut par ailleurs 2 470 millions d'EUR au titre de prêts dans les dix nouveaux États membres qui restent couverts par des mandats CE (3 064 millions d'EUR pour 2005).

À l'extérieur de l'Union européenne

| Garanties données par : | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|-------------------------|-------------------------------|-------------------------------|
| États membres | 1 339 | 1 503 |
| Budget communautaire | 24 735 ^(*) | 25 233 ^(*) |
| Mécanismes | 2 730 | 835 |
| Total | 28 804 ^(**) | 27 571 ^(**) |

(*) dont 2 763 millions d'EUR correspondent à des opérations avec partage des risques comme expliqué ci-dessous (2 862 millions d'EUR pour 2005).

(**) dont 2 470 millions d'EUR au titre de prêts dans les dix nouveaux États membres qui restent couverts par des mandats CE (2005 : 3 064 millions d'EUR).

Les prêts à l'extérieur de la Communauté (à l'exception des prêts au titre du Mécanisme préadhésion et du Mécanisme de partenariat euro-méditerranéen – «les mécanismes») bénéficient en dernier ressort de la garantie du budget communautaire ou des États membres (prêts ACP et PTOM). Pour les prêts bénéficiant d'une garantie souveraine, dans toutes les régions (Afrique du Sud, pays partenaires méditerranéens, Europe centrale et orientale, Asie et Amérique latine), à l'exception des zones ACP et PTOM, tous les risques sont couverts en dernier ressort par le budget communautaire.

Les accords décidés par le Conseil de l'Union européenne du 14 avril 1997 (Décision 97/256/CE) introduisaient le concept du partage de risques, dans le cadre duquel certains prêts de la Banque sont garantis par des sûretés de tierces parties pour le risque commercial, la garantie budgétaire s'exerçant pour les seuls risques politiques ayant pour origine le non-transfert de monnaies, l'expropriation, les conflits armés ou les troubles civils.

Les prêts accordés dans le cadre des mécanismes (2 730 millions d'EUR) ne bénéficient pas de la garantie du budget communautaire ni de celle des États membres. Ces opérations sont par conséquent financées sur les ressources propres du Groupe et à ses risques.

PRÊTS POUR INVESTISSEMENTS À L'EXTÉRIEUR DE L'UNION (en millions d'euros)

(y compris les prêts dans les nouveaux États membres avant leur adhésion)

VENTILATION DES PRÊTS PAR CATÉGORIE DE GARANTIE AU 31 DÉCEMBRE

| ACCORD FINANCIER | Encours 31.12.2006 | Encours 31.12.2005 | ACCORD FINANCIER | Encours 31.12.2006 | Encours 31.12.2005 |
|------------------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|--------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Garantie globale des États membres à 75 % | | | Garantie du budget communautaire à 70 % | | |
| – Ensemble des pays ACP/PTOM – Lomé – Convention 3 | 12 | 31 | – Afrique du Sud – 375 Mio – Décision 29.01.97 | 197 | 239 |
| – Ensemble des pays ACP/PTOM – Lomé – Convention 4 | 290 | 390 | – ALA II – 900 Mio | 313 | 428 |
| – Ensemble des pays ACP/PTOM – Lomé – Convention 4 – Protocole 2 | 657 | 862 | – ALA intérimaire (Gar. partage des risques) – 122 Mio | 35 | 52 |
| Total Garantie globale des États membres à 75 % | 959 | 1 283 | – Bosnie-Herzégovine – 100 Mio – 1999-2001 | 97 | 99 |
| Garantie des États membres à 75 % | | | – Euromed (BEI) – 2 310 Mio – Décision 29.01.97 | 1 162 | 1 355 |
| – Accord de partenariat de Cotonou | 380 | 220 | – ARYM – 150 Mio – 1998-2000 | 133 | 139 |
| Total Garantie des États membres à 75 % | 380 | 220 | – PECO – 3 520 Mio – Décision 29.01.97 | 2 022 | 2 276 |
| Total Garantie des États membres | 1 339 | 1 503 | Total Garantie du budget communautaire à 70 % | 3 959 | 4 588 |
| Garantie du budget communautaire à 100 % | | | Garantie du budget communautaire à 65 % | | |
| – Afrique du Sud – 300 Mio – Décision CG 19.06.95 | 103 | 130 | – Afrique du Sud – 825 Mio – 7/2000-7/2007 | 690 | 736 |
| – ALA I – 750 Mio | 177 | 244 | – ALA III – 2 480 Mio – 2/2000-7/2007 | 1 528 | 1 374 |
| – ALA intérimaire (Gar. 100%) – 153 Mio | 40 | 65 | – Euromed II – 6 520 Mio – 2/2000-1/2007 | 6 024 | 6 019 |
| – PECO – 1 Mrd – Décision CG 29.11.89 | 169 | 226 | – Pays voisins du Sud-Est – 9 185 Mio – 2/2000-7/2007 | 8 458 | 7 477 |
| – PECO – 3 Mrd – Décision CG 02.05.94 | 930 | 1 092 | – Turquie Action spéciale – 450 Mio – 2001-2006 | 356 | 424 |
| – PECO – 700 Mio – Décision CG 18.04.91 | 36 | 71 | – Turquie TERRA – 600 Mio – 11/1999-11/2002 | 589 | 596 |
| – Russie – 100 Mio – 2/2002-2/2004 | 84 | 85 | Total Garantie du budget communautaire à 65 % | 17 645 | 16 626 |
| Total Garantie du budget communautaire à 100 % | 1 539 | 1 913 | Total Garantie du budget communautaire | 24 735 | 25 233 |
| Garantie du budget communautaire à 75 % | | | Mécanismes | | |
| – Protocoles méditerranéens | 1 431 | 1 906 | – Mécanisme préadhésion II – 2000/2006 | 2 730 | 835 |
| – Yougoslavie – Art. 18 (1984) | 3 | 4 | Total Mécanismes | 2 730 | 835 |
| – Yougoslavie – Protocole 1 | 6 | 7 | TOTAL | | |
| – Yougoslavie – Protocole 2 | 71 | 98 | | 28 804 | 27 571 |
| – Slovénie – Protocole 1 | 81 | 91 | | | |
| Total Garantie du budget communautaire à 75 % | 1 592 | 2 106 | | | |

Sûretés réelles relatives aux prêts (en millions d'euros)

Entre autres instruments d'atténuation des risques, le Groupe utilise aussi le nantissement de titres financiers. La procédure est officialisée par un accord de nantissement, applicable sur le territoire concerné. Le portefeuille de sûretés réelles reçues en nantissement se monte à 8 940 millions d'EUR, et se répartit comme suit:

| Sûretés financières sur prêts (en millions d'euros) ⁽¹⁾ | | | | | | | | | |
|--------------------------------------------------------------------|--------------|----------------------------|------------|--------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|-----------------------------------|------------|------------|--------------|
| Notation Moody's ou équivalent | Obligations | | | | Participations et fonds | | | | Total 2006 |
| | État | Entité supra- nationale | «Agence» | Obligations sécurisées (Pfandbriefe, Cedulas) | Obligations de banques et d'entreprises | Titres adossés à des actifs | Liquidités | | |
| Aaa | 1 192 | 6 | 77 | 139 | 336 | 610 | 0 | 0 | 2 360 |
| De Aa1 à Aa3 | 1 168 | 0 | 0 | 0 | 913 | 0 | 0 | 0 | 2 081 |
| A1 | 1 668 | 0 | 576 | 0 | 658 | 0 | 0 | 0 | 2 902 |
| Inférieure à A1 | 1 002 | 0 | 0 | 0 | 55 | 0 | 0 | 0 | 1 057 |
| Pas de notation | 0 | 0 | 0 | 0 | 236 | 0 | 151 | 153 | 540 |
| Total 2006 | 5 030 | 6 | 653 | 139 | 2 198 | 610 | 151 | 153 | 8 940 |

(1) Les obligations sont prises en compte à leur valeur de marché.

Sûretés financières sur prêts (en millions d'euros) ⁽¹⁾

| Notation Moody's ou équivalent | Obligations | | | | | | Participations et fonds | Liquidités | Total 2005 |
|-----------------------------------|--------------|----------------------------|------------|--------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|-----------------------------------|----------------------------|------------|--------------|
| | État | Entité supra- nationale | «Agence» | Obligations sécurisées (Pfandbriefe, Cedulas) | Obligations de banques et d'entreprises | Titres adossés à des actifs | | | |
| Aaa | 1 136 | 229 | 91 | 119 | 310 | 2 397 | 0 | 0 | 4 282 |
| De Aa1 à Aa3 | 2 245 | 0 | 666 | 14 | 117 | 0 | 0 | 0 | 3 042 |
| A1 | 96 | 0 | 0 | 0 | 8 | 0 | 0 | 0 | 104 |
| Inférieure à A1 | 1 162 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 162 |
| Pas de notation | 155 | 0 | 0 | 0 | 276 | 0 | 141 | 172 | 744 |
| Total 2005 | 4 794 | 229 | 757 | 133 | 711 | 2 397 | 141 | 172 | 9 334 |

(1) Les obligations sont prises en compte à leur valeur de marché.

La répartition des prêts en cours décaissés (en millions d'EUR), y compris les titres adossés à des actifs, au 31 décembre par secteur d'activité de l'emprunteur est présentée ci-dessous :

| Secteur | Échéance | | | Total 2006 | Total 2005 |
|------------------------------------------|---------------|-----------------|----------------|----------------|----------------|
| | jusqu'à 1 an | de 1 an à 5 ans | plus de 5 ans | | |
| Énergie | 2 288 | 9 464 | 12 906 | 24 658 | 24 983 |
| Transports | 3 276 | 16 486 | 60 651 | 80 413 | 75 893 |
| Télécommunications | 1 748 | 4 186 | 1 927 | 7 861 | 7 714 |
| Eau, assainissement | 1 175 | 4 744 | 9 776 | 15 695 | 14 391 |
| Infrastructures diverses | 769 | 3 553 | 11 317 | 15 639 | 15 388 |
| Agriculture, sylviculture, pêche | 19 | 113 | 106 | 238 | 295 |
| Industrie | 1 804 | 8 902 | 4 432 | 15 138 | 15 262 |
| Services | 202 | 1 829 | 6 438 | 8 469 | 7 800 |
| Prêts globaux | 5 425 | 30 470 | 39 737 | 75 632 | 72 108 |
| Santé, éducation | 175 | 2 231 | 11 190 | 13 596 | 12 098 |
| TOTAL 2006 | 16 881 | 81 978 | 158 480 | 257 339 | |
| TOTAL 2005 | 17 280 | 78 503 | 150 149 | | 245 932 |
| Ajustement positif juste valeur (IAS 39) | | | | 3 108 | 4 204 |
| TOTAL 2006 | | | | 260 447 | |
| TOTAL 2005 | | | | | 250 136 |

Q.1.2. Trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie (portefeuille de titres, papier commercial, comptes à terme, etc.) est rigoureusement géré au travers du choix de contreparties ou d'émetteurs de premier ordre.

Des limites dans la structure des portefeuilles de titres et sur les encours des instruments de trésorerie ont été définies par la direction de la Banque, notamment en fonction de la note attribuée aux contreparties par les agences de notation (ces limites sont régulièrement revues par la direction «Gestion des risques»).

Le tableau ci-dessous présente, en pourcentage, le risque de crédit associé aux portefeuilles de titres et aux instruments de trésorerie en fonction de la qualité de crédit des contreparties ou des émetteurs (au 31 décembre) :

| Notation Moody's ou équivalent | Portefeuille de titres en % | | Instruments de trésorerie en % | |
|--------------------------------|-----------------------------|------|--------------------------------|------|
| | 2006 | 2005 | 2006 | 2005 |
| Note à long terme : | | | | |
| Aaa | 53 | 58 | 2 | 5 |
| De Aa1 à Aa3 | 39 | 32 | 68 | 51 |
| A1 | 6 | 3 | 18 | 16 |
| Inférieure à A1 | 2 | 5 | 0 | 20 |
| Note à court terme : | | | | |
| A-1+P-1 | 0 | 2 | 12 | 8 |
| Total | 100 | 100 | 100 | 100 |

Dans le cadre de ses activités de gestion de trésorerie, le Groupe détient des obligations à capital garanti, dont les coupons intègrent des options sur la performance d'une sélection de fonds de fonds spéculatifs. Au 31 décembre 2006, ces obligations se montaient à un total nominal de 150 millions d'EUR et faisaient partie du portefeuille de titres.

Sûretés réelles relatives aux opérations de trésorerie (millions d'euros)

Les opérations de trésorerie sont pour partie des prises en pension («reverse repos») tripartites, à hauteur de 5 571 millions d'EUR (10 800 millions d'EUR pour 2005). Ces transactions sont régies par un accord tripartite et l'encours est entièrement couvert par des sûretés réelles, avec appel de marge quotidien. Au 31 décembre 2006, la valeur de marché du portefeuille de sûretés se montait à 5 886 millions d'EUR (11 610 millions d'EUR pour 2005), répartie comme suit :

| Sûretés relatives à des accords tripartites (en millions d'euros) | | | | | | | |
|-------------------------------------------------------------------|------------|-----------------------|------------|-----------------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------|--------------|
| Obligations | | | | | | | |
| Notation Moody's ou équivalent | État | Entité supranationale | «Agence» | Obligations sécurisées (Pfandbriefe, Cédulas) | Obligations de banques et d'entreprises | Titres adossés à des actifs | Total 2006 |
| Aaa | 281 | 699 | 68 | 40 | 806 | 1 243 | 3 137 |
| De Aa1 à Aa3 | 206 | 0 | 113 | 0 | 2 094 | 7 | 2 420 |
| A1 | 12 | 0 | 0 | 0 | 226 | 1 | 239 |
| Inférieure à A1 | 30 | 0 | 0 | 0 | 60 | 0 | 90 |
| Pas de notation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total 2006 | 529 | 699 | 181 | 40 | 3 186 | 1 251 | 5 886 |

| Sûretés relatives à des accords tripartites (en millions d'euros) | | | | | | | |
|-------------------------------------------------------------------|--------------|-----------------------|------------|-----------------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------|---------------|
| Obligations | | | | | | | |
| Notation Moody's ou équivalent | État | Entité supranationale | «Agence» | Obligations sécurisées (Pfandbriefe, Cédulas) | Obligations de banques et d'entreprises | Titres adossés à des actifs | Total 2005 |
| Aaa | 729 | 780 | 324 | 150 | 2 021 | 2 083 | 6 087 |
| De Aa1 à Aa3 | 927 | 0 | 520 | 22 | 2 246 | 46 | 3 761 |
| A1 | 288 | 0 | 1 | 0 | 760 | 4 | 1 053 |
| Inférieure à A1 | 603 | 0 | 0 | 0 | 104 | 2 | 709 |
| Pas de notation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total 2005 | 2 547 | 780 | 845 | 172 | 5 131 | 2 135 | 11 610 |

Q.1.3. Prêts de titres

La valeur de marché des obligations prêtées dans le cadre des activités de prêt de titres se montait à 936 millions d'EUR à la fin de 2006 (891 millions d'EUR pour 2005). Ces transactions sont régies par un accord signé avec Northern Trust, et l'encours est entièrement couvert par des sûretés réelles, avec appel de marge quotidien. Au 31 décembre 2006, la valeur de marché du portefeuille de sûretés se montait à 964 millions d'EUR (901 millions d'EUR pour 2005), répartie comme suit :

| Sûretés sur prêts de titres (en millions d'euros) | | | | | | | |
|---------------------------------------------------|------|--------------------------|----------|--------------------------------------------------|-------------------------|----------------|------------|
| Obligations | | | | | | Dépôts à terme | Total 2006 |
| Au 31.12.06 | | | | | | | |
| Notation Moody's ou équivalent | État | Entité supranationale | «Agence» | Obligations sécurisées (Pfandbriefe, Cédulas) | Certificats de dépôt | | |
| Aaa | 503 | 0 | 0 | 0 | 30 | 10 | 543 |
| De Aa1 à Aa3 | 14 | 0 | 0 | 0 | 19 | 247 | 280 |
| A1 | 2 | 0 | 0 | 0 | 29 | 110 | 141 |
| Inférieure à A1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pas de notation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total 2006 | 519 | 0 | 0 | 0 | 78 | 367 | 964 |

| Sûretés sur prêts de titres (en millions d'euros) | | | | | | | |
|---------------------------------------------------|------|--------------------------|----------|--------------------------------------------------|-------------------------|----------------|------------|
| Obligations | | | | | | Dépôts à terme | Total 2005 |
| Au 31.12.05 | | | | | | | |
| Notation Moody's ou équivalent | État | Entité supranationale | «Agence» | Obligations sécurisées (Pfandbriefe, Cédulas) | Certificats de dépôt | | |
| Aaa | 542 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 542 |
| De Aa1 à Aa3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 68 | 266 | 334 |
| A1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 25 | 0 | 25 |
| Inférieure à A1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pas de notation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total 2005 | 542 | 0 | 0 | 0 | 93 | 266 | 901 |

Q.2. Risque de taux d'intérêt

Le Groupe a mis en place une organisation générale de la fonction actif-passif qui observe les meilleures pratiques du secteur financier et comprend notamment un comité de gestion actif-passif (ALCO), placé sous la responsabilité directe du Comité de direction du Groupe. À cet effet, il a décidé une stratégie de gestion actif-passif qui consiste à maintenir la durée des fonds propres à environ 5 ans, ce qui protège le Groupe contre une variation importante de ses revenus sur le long terme.

Compte tenu de l'objectif susmentionné d'une durée des fonds propres égale à environ 5 ans, une augmentation des taux d'intérêt de 0,01 % sur l'ensemble des monnaies se traduirait par une diminution de 15,5 millions d'EUR de la valeur actualisée nette des fonds propres du Groupe.

Le tableau ci-après illustre l'exposition du Groupe au risque de taux. Il présente, pour les principaux postes du bilan soumis à réindexation, les montants nominaux en fonction des échéances subissant l'influence de changements de taux d'intérêt :

Intervalle de réindexation (en millions d'euros) :

| | jusqu'à 3 mois | de 3 mois à 6 mois | de 6 mois à 1 an | de 1 an à 5 ans | plus de 5 ans | Total 31.12.2006 |
|---------------------------------|-------------------|-----------------------|---------------------|--------------------|------------------|-----------------------------|
| Au 31.12.2006 | | | | | | |
| Actif : | | | | | | |
| Prêts | 165 487 | 6 169 | 5 075 | 33 479 | 50 237 | 260 447 |
| Trésorerie nette | 14 789 | - 322 | 161 | 1 865 | 1 162 | 17 655 |
| | 180 276 | 5 847 | 5 236 | 35 344 | 51 399 | 278 102 |
| Passif : | | | | | | |
| Emprunts après échanges | 183 487 | 4 381 | 1 791 | 24 168 | 34 263 | 248 090 |
| Risque de taux d'intérêt | - 3 211 | 1 466 | 3 445 | 11 176 | 17 136 | |
| Au 31.12.2005 | | | | | | |
| Actif : | | | | | | |
| Prêts | 159 671 | 3 709 | 6 138 | 35 651 | 44 967 | 250 136 |
| Trésorerie nette | 26 574 | -586 | 179 | 1 619 | 1 134 | 28 920 |
| | 186 245 | 3 123 | 6 317 | 37 270 | 46 101 | 279 056 |
| Passif : | | | | | | |
| Emprunts après échanges | 190 551 | 3 610 | 4 858 | 27 215 | 29 321 | 255 555 |
| Risque de taux d'intérêt | - 4 306 | -487 | 1 459 | 10 055 | 16 780 | |

Q.3. Risque de liquidité

Le tableau ci-après présente une analyse des actifs et des passifs regroupés par échéance en fonction de la durée restant à courir entre la date de clôture de l'exercice et la date contractuelle d'échéance.

Les actifs et passifs pour lesquels il n'existe pas de date contractuelle d'échéance sont regroupés dans la catégorie *Échéance non définie*.

Risque de liquidité (en millions d'euros)

| Échéance (au 31.12.2006) | jusqu'à 3 mois | de 3 mois à 1 an | de 1 an à 5 ans | plus de 5 ans | Échéance non définie | Ajustement juste valeur | Total 2006 |
|--------------------------------------------------------------------------|-------------------|---------------------|--------------------|------------------|-------------------------|----------------------------|-----------------------|
| ACTIF | | | | | | | |
| Caisse, banques centrales et offices des chèques postaux | 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 15 |
| Effets publics admissibles au refinancement auprès des banques centrales | 119 | 169 | 1 253 | 1 161 | 0 | 0 | 2 702 |
| Autres prêts et avances : | | | | | | | |
| – Comptes courants | 165 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 165 |
| – Divers | 14 570 | 28 | 0 | 0 | 0 | 0 | 14 598 |
| | 14 735 | 28 | 0 | 0 | 0 | 0 | 14 763 |
| Prêts : | | | | | | | |
| – Établissements de crédit | 2 226 | 6 051 | 41 002 | 65 303 | 0 | 1 265 | 115 847 |
| – Clientèle | 1 555 | 7 046 | 39 935 | 91 411 | 0 | 1 837 | 141 784 |
| | 3 781 | 13 097 | 80 937 | 156 714 | 0 | 3 102 | 257 631 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 4 157 | 1 543 | 3 138 | 2 447 | 0 | 6 | 11 291 |
| Valeur de remplacement positive | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 14 316 | 14 316 |
| Autres éléments de l'actif | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 715 | 0 | 3 715 |
| TOTAL de l'actif | 22 807 | 14 837 | 85 328 | 160 322 | 3 715 | 17 424 | 304 433 |
| PASSIF | | | | | | | |
| Dettes envers des établissements de crédit | 213 | 3 | 3 | 0 | 0 | 0 | 219 |
| Dettes représentées par des titres | 20 123 | 21 579 | 97 551 | 107 323 | 0 | 6 257 | 252 833 |
| Valeur de remplacement négative | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 15 437 | 15 437 |
| Capital, réserves et résultat | 0 | 0 | 0 | 0 | 33 208 | 0 | 33 208 |
| Autres éléments du passif | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 736 | 0 | 2 736 |
| TOTAL du passif | 20 336 | 21 582 | 97 554 | 107 323 | 35 944 | 21 694 | 304 433 |

| Échéance (au 31.12.2005) | jusqu'à 3 mois | de 3 mois à 1 an | de 1 an à 5 ans | plus de 5 ans | Échéance non définie | Ajustement juste valeur | Total 2005 |
|-----------------------------------------------------------------------------|-------------------|---------------------|--------------------|------------------|-------------------------|----------------------------|-----------------------|
| ACTIF | | | | | | | |
| Caisse, banques centrales et offices des chèques postaux | 13 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 13 |
| Effets publics admissibles au refinancement auprès des banques centrales | 150 | 266 | 1 248 | 1 063 | 0 | 72 | 2 799 |
| Autres prêts et avances : | | | | | | | |
| – Comptes courants | 285 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 285 |
| – Divers | 23 460 | 28 | 0 | 0 | 0 | 79 | 23 567 |
| | 23 745 | 28 | 0 | 0 | 0 | 79 | 23 852 |
| Prêts | | | | | | | |
| – Établissements de crédit | 1 712 | 6 013 | 38 683 | 66 692 | 0 | 1 544 | 114 644 |
| – Clientèle | 1 426 | 8 126 | 39 170 | 82 053 | 0 | 2 633 | 133 408 |
| | 3 138 | 14 139 | 77 853 | 148 745 | 0 | 4 177 | 248 052 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 6 698 | 1 702 | 2 854 | 1 628 | 0 | 26 | 12 908 |
| Valeur de remplacement positive | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 20 550 | 20 550 |
| Autres éléments de l'actif | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 394 | 0 | 3 394 |
| TOTAL de l'actif | 33 744 | 16 135 | 81 955 | 151 436 | 3 394 | 24 904 | 311 568 |
| PASSIF | | | | | | | |
| Dettes envers des établissements de crédit | 383 | 4 | 6 | 0 | 0 | 0 | 393 |
| Dettes représentées par des titres | 14 537 | 32 327 | 109 361 | 92 058 | 0 | 12 876 | 261 159 |
| Valeur de remplacement négative | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 16 463 | 16 463 |
| Capital, réserves et résultat | 0 | 0 | 0 | 0 | 30 746 | 0 | 30 746 |
| Autres éléments du passif | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 807 | 0 | 2 807 |
| TOTAL du passif | 14 920 | 32 331 | 109 367 | 92 058 | 33 553 | 29 339 | 311 568 |

Le portefeuille d'investissement (Note B) est composé de titres principalement à revenu fixe émis par des contreparties de premier ordre, en grande partie des obligations émises par les États membres, et acquis dans l'intention de les garder jusqu'à leur échéance finale. Voir aussi la Note A.4.7.

Certains des emprunts et des contrats d'échange associés sont assortis de clauses de résiliation anticipée ou d'options de remboursement anticipé accordées aux investisseurs ou aux contreparties des swaps de couverture. Certains engagements pourraient donc être remboursés avant leur date d'échéance.

Si toutes ces options étaient exercées à leur prochaine date contractuelle d'exercice, le total cumulé des remboursements anticipés pour la période 2007-2009 se monterait à 12,3 milliards d'EUR.

Q.4. Risque de change

Les sources du risque de change se trouvent dans les marges sur opérations et les charges générales en monnaies autres que l'euro. Le Groupe a pour objectif d'éliminer le risque de change en réduisant les positions nettes par devise grâce à des opérations conduites sur les marchés internationaux des changes.

Un programme de couverture du risque de change a été mis en place en 2004 pour protéger les marges sur prêts connues, libellées en dollars É.-U. et en livres sterling, sur les trois prochaines années.

Position de change (en millions d'euros)

| Monnaie (au 31.12.2006) | Euro | Livre Sterling | Dollar É.-U. | Autres monnaies | Sous-total hors euro | Total 2006 |
|--------------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|---------------|-----------------|----------------------|----------------|
| ACTIF | | | | | | |
| Caisse, banques centrales et offices des chèques postaux | 1 | 14 | 0 | 0 | 14 | 15 |
| Effets publics admissibles au refinancement auprès des banques centrales | 2 702 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 702 |
| Autres prêts et avances : | | | | | | |
| – Comptes courants | 125 | 5 | 16 | 19 | 40 | 165 |
| – Divers | 8 126 | 196 | 4 772 | 1 504 | 6 472 | 14 598 |
| | 8 251 | 201 | 4 788 | 1 523 | 6 512 | 14 763 |
| Prêts : | | | | | | |
| – Établissements de crédit | 62 318 | 21 997 | 29 438 | 2 094 | 53 529 | 115 847 |
| – Clientèle | 105 089 | 17 371 | 11 778 | 7 546 | 36 695 | 141 784 |
| | 167 407 | 39 368 | 41 216 | 9 640 | 90 224 | 257 631 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 7 313 | 1 876 | 2 053 | 49 | 3 978 | 11 291 |
| Valeur de remplacement positive | 12 881 | 614 | 380 | 441 | 1 435 | 14 316 |
| Autres éléments de l'actif | 3 153 | 300 | 197 | 65 | 562 | 3 715 |
| TOTAL de l'actif | 201 708 | 42 373 | 48 634 | 11 718 | 102 725 | 304 433 |
| PASSIF | | | | | | |
| Dettes envers des établissements de crédit | 215 | 0 | 4 | 0 | 4 | 219 |
| Dettes représentées par des titres | | | | | | |
| – Bons et obligations en circulation | 104 117 | 58 985 | 61 200 | 27 441 | 147 626 | 251 743 |
| – Divers | 305 | 599 | 0 | 186 | 785 | 1 090 |
| | 104 422 | 59 584 | 61 200 | 27 627 | 148 411 | 252 833 |
| Valeur de remplacement négative | 61 472 | -17 302 | -12 668 | -16 065 | -46 035 | 15 437 |
| Capital, réserves et résultat | 33 208 | 0 | 0 | 0 | 0 | 33 208 |
| Autres éléments du passif | 2 395 | 88 | 98 | 155 | 341 | 2 736 |
| TOTAL du passif | 201 712 | 42 370 | 48 634 | 11 717 | 102 721 | 304 433 |
| Position nette au 31.12.2006 | -4 | 3 | 0 | 1 | 4 | |

| Monnaie (au 31.12.2005) | Euro | Livre Sterling | Dollar É.-U. | Autres monnaies | Sous-total hors euro | Total 2005 |
|--------------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|---------------|-----------------|----------------------|----------------|
| ACTIF | | | | | | |
| Caisse, banques centrales et offices des chèques postaux | 1 | 12 | 0 | 0 | 12 | 13 |
| Effets publics admissibles au refinancement auprès des banques centrales | 2 799 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 799 |
| Autres prêts et avances : | | | | | | |
| – Comptes courants | 237 | 11 | 17 | 20 | 48 | 285 |
| – Divers | 5 883 | 1 419 | 11 170 | 5 095 | 17 684 | 23 567 |
| | 6 120 | 1 430 | 11 187 | 5 115 | 17 732 | 23 852 |
| Prêts : | | | | | | |
| – Établissements de crédit | 59 704 | 21 865 | 31 255 | 1 820 | 54 940 | 114 644 |
| – Clientèle | 96 573 | 16 060 | 13 554 | 7 221 | 36 835 | 133 408 |
| | 156 277 | 37 925 | 44 809 | 9 041 | 91 775 | 248 052 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 7 577 | 3 087 | 1 204 | 1 040 | 5 331 | 12 908 |
| Valeur de remplacement positive | 19 142 | 556 | 409 | 443 | 1 408 | 20 550 |
| Autres éléments de l'actif | 2 854 | 261 | 222 | 57 | 540 | 3 394 |
| TOTAL de l'actif | 194 770 | 43 271 | 57 831 | 15 696 | 116 798 | 311 568 |
| PASSIF | | | | | | |
| Dettes envers des établissements de crédit | 393 | 0 | 0 | 0 | 0 | 393 |
| Dettes représentées par des titres | | | | | | |
| – Bons et obligations en circulation | 107 439 | 59 353 | 68 917 | 24 312 | 152 582 | 260 021 |
| – Divers | 305 | 587 | 0 | 246 | 833 | 1 138 |
| | 107 744 | 59 940 | 68 917 | 24 558 | 153 415 | 261 159 |
| Valeur de remplacement négative | 53 320 | -16 759 | -11 166 | -8 932 | -36 857 | 16 463 |
| Capital, réserves et résultat | 30 746 | 0 | 0 | 0 | 0 | 30 746 |
| Autres éléments du passif | 2 577 | 91 | 74 | 65 | 230 | 2 807 |
| TOTAL du passif | 194 780 | 43 272 | 57 825 | 15 691 | 116 788 | 311 568 |
| Position nette au 31.12.2005 | - 10 | -1 | 6 | 5 | 10 | |

Note R – Produits dérivés

Les produits dérivés sont des contrats dont la valeur fluctue en fonction de l'évolution des actifs, des taux d'intérêt, des cours de change ou des indices sous-jacents.

R.1. Dans le cadre de la collecte de fonds

Le Groupe utilise principalement les produits dérivés dans sa stratégie de collecte de fonds pour, d'une part, rapprocher les caractéristiques des fonds collectés, en termes de devises et de taux d'intérêt, de celles des prêts octroyés et, d'autre part, abaisser le coût des fonds collectés.

Les opérations à long terme sur produits dérivés ne sont pas utilisées à des fins de prise de position mais uniquement pour les besoins de la collecte de ressources ou pour atténuer le risque de marché.

Tous les contrats d'échange de taux d'intérêt et de monnaies liés au portefeuille d'emprunts ont des durées de même ordre que celle des emprunts correspondants et sont par conséquent conclus à long terme.

Les produits dérivés les plus utilisés sont les suivants :

- contrats d'échange de monnaies
- contrats d'échange de taux d'intérêt
- opérations d'échange d'actifs.

R.1.1. Contrats d'échange de monnaies

Les opérations d'échange de monnaies sont des contrats par lesquels il est convenu de convertir dans une autre monnaie les fonds collectés par emprunt, en concluant simultanément un contrat de change à terme de manière à obtenir un échange futur inverse des deux monnaies pour être ainsi en mesure de rembourser, aux échéances prévues, les fonds collectés.

R.1.2. Contrats d'échange de taux d'intérêt

Les opérations d'échange de taux d'intérêt sont des contrats par lesquels, en règle générale, il est convenu d'échanger des intérêts à taux variable contre des intérêts à taux fixe ou vice-versa.

R.1.3. Opérations d'échange d'actifs

Les échanges d'actifs sont prévus pour les placements en obligations qui ne présentent pas les caractéristiques voulues en termes de cash-flows. Plus précisément, ces opérations d'échange servent à convertir certains placements en instruments à taux variable assortis d'un coupon trimestriel et d'une fréquence révisable. Le Groupe peut ainsi éliminer les risques de taux et de change, tout en gardant à sa charge, comme prévu, le risque de crédit.

Les contrats d'échange de taux d'intérêt ou de monnaies permettent au Groupe de modifier la structure de son portefeuille d'emprunts en termes de taux d'intérêt et de monnaies, d'une part pour répondre aux demandes de ses clients et d'autre part pour réduire le coût de sa collecte de ressources en échangeant avec des contreparties ses conditions avantageuses d'accès à certains marchés des capitaux.

– Politique d'atténuation du risque de crédit sur les produits dérivés :

Le risque de crédit est la perte que le Groupe subirait si une contrepartie se trouvait dans l'incapacité d'honorer ses obligations contractuelles.

Compte tenu de la spécificité et de la complexité des opérations sur produits dérivés, une série de procédures a été mise en place pour prémunir le Groupe contre les pertes liées à l'utilisation de ces produits.

– Cadre contractuel :

Toutes les opérations à long terme réalisées par le Groupe sur des produits dérivés sont régies sur le plan contractuel par les Conventions-cadres relatives aux opérations de marché à terme et, lorsqu'il s'agit de structures non classiques, par les Annexes de remise en garantie, qui spécifient les conditions de constitution de sûretés au titre des engagements. Ces types de contrats sont communément acceptés et utilisés.

– Sélection des contreparties :

La note minimale de départ est fixée à A1, le Groupe ayant le droit de mettre un terme au contrat de manière anticipée si la note tombe en deçà d'un certain niveau.

– Des limites ont été fixées pour :

- le total de la valeur actuelle nette des engagements sur produits dérivés avec une contrepartie donnée ;
- les engagements non garantis sur une contrepartie ;
- la concentration : limites spécifiques exprimées en montants nominaux.

Toutes les limites sont adaptées de manière dynamique à la qualité de crédit des contreparties.

– Suivi :

Le portefeuille de produits dérivés est régulièrement évalué et comparé aux limites prévues.

– Constitution de sûretés :

- les engagements sur produits dérivés excédant le plafond fixé pour les engagements non garantis sont couverts par des sûretés liquides ou des obligations de premier rang ;
- les transactions très complexes et non liquides nécessitent la constitution de sûretés supérieures à la valeur de marché au moment considéré ;
- le portefeuille de produits dérivés faisant intervenir des contreparties individuelles, d'une part, et les sûretés constituées, d'autre part, font l'objet d'une évaluation régulière qui peut ensuite donner lieu à la constitution de sûretés complémentaires ou à une levée de sûreté.

Le risque de crédit associé aux produits dérivés varie en fonction de plusieurs facteurs (taux d'intérêt, cours de change, etc.), et n'est généralement représenté que par une petite partie de leur montant notionnel.

Le montant notionnel est le montant du contrat sous-jacent du produit dérivé et sert de base pour mesurer les variations de valeur des produits dérivés. Il constitue une indication du volume sous-jacent des transactions opérées par le Groupe mais ne fournit aucune mesure du risque. Le montant, la durée et le prix de la majorité des produits dérivés sont négociés (de gré à gré) entre le Groupe et ses contreparties, qu'il s'agisse d'autres professionnels ou de clients.

Dans le cas du Groupe, où seuls des produits dérivés de gré à gré sont négociés, le risque de crédit est évalué d'après la méthode du risque courant recommandée par la Banque des règlements internationaux (BRI). Ainsi le risque de crédit est exprimé comme la valeur de remplacement ou « juste valeur » positive desdits contrats, augmentée des risques potentiels (majoration), lesquels dépendent de la durée et du type de transaction et sont pondérés par un coefficient lié à la catégorie de la contrepartie (risque pondéré selon BRI I).

La valeur de remplacement positive représente ce qu'il en coûterait au Groupe de remplacer toutes les transactions par leur juste valeur en faveur du Groupe si toutes les contreparties concernées du Groupe faisaient défaut en même temps, et si toutes les transactions pouvaient être remplacées simultanément. La valeur de remplacement négative représente ce qu'il en coûterait aux contreparties du Groupe de remplacer toutes leurs transactions avec le Groupe par la juste valeur de celles-ci en leur faveur, si le Groupe venait à faire défaut. Le total des valeurs positives et celui des valeurs négatives de remplacement figurent séparément dans le bilan consolidé.

Les tableaux suivants présentent les échéances des opérations d'échange de monnaies (sauf échanges de monnaies à court terme – voir Note S.2 .ci-après) et celles des opérations sur taux et DRS confondues, réparties en fonction de leur montant notionnel et du risque de crédit associé.

| Échanges de monnaies au 31.12.2006 (en millions d'euros) | à moins d'un an | de 1 an à 5 ans | de 5 ans à 10 ans | plus de 10 ans | Total 2006 |
|-----------------------------------------------------------------|-----------------|-----------------|-------------------|----------------|-------------------|
| Montant notionnel | 8 888 | 23 471 | 15 784 | 11 148 | 59 291 |
| Valeur actualisée nette | - 1 215 | - 908 | - 447 | - 6 | - 2 576 |
| Risque de crédit (pondéré selon BRI I) | 49 | 250 | 256 | 289 | 844 |

| Échanges de monnaies au 31.12.2005 (en millions d'euros) | à moins d'un an | de 1 an à 5 ans | de 5 ans à 10 ans | plus de 10 ans | Total 2005 |
|-----------------------------------------------------------------|-----------------|-----------------|-------------------|----------------|-------------------|
| Montant notionnel | 13 951 | 24 858 | 8 144 | 9 443 | 56 396 |
| Valeur actualisée nette | -1 135 | -429 | 168 | 66 | - 1 330 |
| Risque de crédit (pondéré selon BRI I) | 81 | 416 | 166 | 251 | 914 |

| Échanges de taux au 31.12.2006 (en millions d'euros) | à moins d'un an | de 1 an à 5 ans | de 5 ans à 10 ans | plus de 10 ans | Total 2006 |
|-------------------------------------------------------------|-----------------|-----------------|-------------------|----------------|-------------------|
| Montant notionnel | 37 278 | 84 434 | 60 180 | 59 313 | 241 205 |
| Valeur actualisée nette ^(*) | 178 | 156 | - 1 175 | 2 148 | 1 307 |
| Risque de crédit (pondéré selon BRI I) | 70 | 334 | 327 | 1 085 | 1 816 |

| Échanges de taux au 31.12.2005 (en millions d'euros) | à moins d'un an | de 1 an à 5 ans | de 5 ans à 10 ans | plus de 10 ans | Total 2005 |
|-------------------------------------------------------------|-----------------|-----------------|-------------------|----------------|-------------------|
| Montant notionnel | 26 921 | 91 742 | 49 637 | 51 549 | 219 849 |
| Valeur actualisée nette | 412 | 943 | 473 | 3 271 | 5 099 |
| Risque de crédit (pondéré selon BRI I) | 105 | 470 | 479 | 1 360 | 2 414 |

^(*) La valeur actualisée nette des contrats d'échange de défaut de paiement (Credit Default Swaps - CDS) est incluse dans les produits dérivés puisque, aux termes de l'IAS 39, les CDS sont traités comme des produits dérivés; cependant, ces transactions ne sont pas incluses dans les calculs BRI, car dans l'Accord de Bâle I, elles sont assimilées à des garanties et les fonds propres exigés à ce titre sont comptabilisés dans le portefeuille de prêts.

L'encours au titre des contrats à terme normalisés d'une durée inférieure à un an représentait au 31 décembre 2006 un montant notionnel de 540 millions d'EUR, pour une juste valeur de 2,6 millions d'EUR. L'encours au titre des contrats de garantie de taux d'intérêt d'une durée inférieure à un an représentait au 31 décembre 2006 un montant notionnel de 823 millions d'EUR, pour une juste valeur de 0,2 million d'EUR.

Généralement, le Groupe ne conclut pas de contrats d'options dans le cadre de sa politique de couverture des risques. Toutefois, dans sa stratégie de collecte de fonds à moindre coût sur les marchés financiers, le Groupe souscrit des contrats d'emprunt incluant notamment des options sur taux ou indices boursiers. Ces emprunts sont intégralement associés à des contrats d'échange assortis du risque de marché inverse.

Le tableau suivant présente le nombre et le montant notionnel associés aux différents types d'options intégrées aux emprunts :

| | Option intégrée | | Indice boursier | | Coupon à structure spéciale ou assimilé | |
|-----------------------------------------------|------------------------|-------------|------------------------|-------------|------------------------------------------------|-------------|
| | 2006 | 2005 | 2006 | 2005 | 2006 | 2005 |
| Nombre de transactions | 448 | 439 | 1 | 7 | 282 | 211 |
| Montant notionnel (en millions d'euros) | 19 523 | 21 442 | 30 | 450 | 18 533 | 14 554 |
| Valeur actualisée nette (en millions d'euros) | - 739 | - 153 | 2 | 25 | - 452 | 450 |

La juste valeur des opérations d'échange classiques est leur valeur de marché. Pour les transactions structurées, on calcule la juste valeur au moyen de l'approche par le résultat, en utilisant des techniques d'évaluation pour convertir les montants futurs en un montant actuel unique (actualisé). L'estimation de la juste valeur est fondée sur la valeur indiquée par les attentes du marché au sujet de ces montants futurs. Lorsque les informations en provenance du marché ne sont pas directement accessibles, on peut utiliser des estimations et hypothèses internes dans ces techniques d'évaluation.

Tous ces contrats d'option intégrés ou adossés à des emprunts sont négociés de gré à gré.

Sur l'ensemble du portefeuille d'opérations structurées avec options intégrées, 261 contrats d'échange, d'un montant notionnel de 3 791 millions d'EUR, sont des «power reverse dual currency», dont la juste valeur est de 306 millions d'EUR. Ces transactions dépendent fortement du taux de change dollar/yen. Une appréciation de 5 % du dollar par rapport au yen impliquerait une juste valeur de 330 millions d'EUR, soit une diminution de 25 millions d'EUR, et une probabilité accrue d'exercice anticipé de l'option. Le reste des transactions se compose de divers types de contrats dépendant des taux d'intérêt, des taux de change, des taux d'inflation, des indices boursiers et de la fluctuation des taux d'intérêt.

Sûretés (en millions d'euros)

Les sûretés reçues pour couvrir des transactions sur produits dérivés se montent à 2 002 millions d'EUR et se décomposent comme suit :

| Sûretés relatives à des contrats d'échange (en millions d'euros) | | | | | | |
|-------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|----------|--------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Notation Moody's ou équivalent | Obligations | | | | Liquidités | Total 2006 |
| | État | Entité supranationale | «Agence» | Obligations sécurisées (Pfandbriefe) | | |
| Aaa | 1 095 | 28 | 0 | 5 | 0 | 1 128 |
| De Aa1 à Aa3 | 21 | 0 | 0 | 0 | 0 | 21 |
| A1 | 590 | 0 | 0 | 0 | 0 | 590 |
| Inférieure à A1 | 50 | 0 | 0 | 0 | 0 | 50 |
| Pas de notation | 0 | 0 | 0 | 0 | 213 | 213 |
| Total 2006 | 1 756 | 28 | 0 | 5 | 213 | 2 002 |

| Sûretés relatives à des contrats d'échange (en millions d'euros) | | | | | | |
|------------------------------------------------------------------|--------------|-----------------------|------------|--------------------------------------|------------|--------------|
| Notation Moody's ou équivalent | Obligations | | | | Liquidités | Total 2005 |
| | État | Entité supranationale | «Agence» | Obligations sécurisées (Pfandbriefe) | | |
| Aaa | 2 491 | 21 | 381 | 19 | 0 | 2 912 |
| De Aa1 à Aa3 | 1 108 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 108 |
| A1 | 412 | 0 | 0 | 0 | 0 | 412 |
| Inférieure à A1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pas de notation | 0 | 0 | 0 | 0 | 386 | 386 |
| Total 2005 | 4 011 | 21 | 381 | 19 | 386 | 4 818 |

Tableau des risques en fonction de la notation :

La majeure partie des nouvelles transactions sur produits dérivés sont signées avec des contreparties notées au minimum A1. Sous réserve de conditions exceptionnelles en matière de surcouverture, des contreparties notées A2 ou A3 sont également acceptées. Par conséquent, la majorité du portefeuille est concentrée sur des contreparties dont la note est A1 ou au-dessus.

| Tranches de notation | Pourcentage du nominal | | Valeur de marché nette (en millions d'euros) | | Équivalent risques de crédit BRI II sur échanges | |
|--------------------------------|------------------------|---------|----------------------------------------------|------|--------------------------------------------------|-------|
| | 2006 | 2005 | 2006 | 2005 | 2006 | 2005 |
| Notation Moody's ou équivalent | | | | | | |
| Aaa | 5,5 % | 4,6 % | 0 | 80 | 186 | 425 |
| De Aa1 à Aa3 | 74,2 % | 61,7 % | 563 | 792 | 3 843 | 3 591 |
| A1 | 16,0 % | 28,6 % | 41 | 64 | 601 | 3 562 |
| De A2 à A3 | 4,3 % | 5,0 % | 2 | 4 | 370 | 694 |
| Pas de notation | 0,0 % | 0,1 % | 0 | 8 | 2 | 17 |
| Total | 100,0 % | 100,0 % | 606 | 948 | 5 002 | 8 289 |

La valeur de marché nette est la valeur actuelle nette d'un portefeuille de contrats d'échange, net des sûretés, si elle est positive (zéro si elle est négative). Elle donne la mesure des pertes que le Groupe pourrait subir en cas de défaut de la contrepartie, après compensation et mise en jeu des sûretés.

L'équivalent risque de crédit au sens de la BRI est la valeur actuelle nette de l'opération d'échange, plus une majoration, égale au montant notionnel multiplié par un coefficient dépendant de la structure de l'opération d'échange et de son échéance (conformément à l'Accord de Bâle) ; il est destiné à couvrir l'augmentation future potentielle de l'exposition au risque du fait d'une évolution des conditions de marché sur la durée de vie restante de l'opération d'échange.

R.2. Dans le cadre de la gestion des liquidités

Le Groupe passe des contrats d'échange de monnaies à court terme pour ajuster les positions en devises sur sa trésorerie opérationnelle par rapport à sa monnaie de référence, l'euro, mais également pour faire face à la demande de monnaies liée aux déboursements de prêts.

Le montant notionnel des contrats d'échange de monnaies à court terme et des contrats de change à court terme s'élevait à 5 602 millions d'EUR au 31 décembre 2006 contre 7 739 millions d'EUR au 31 décembre 2005.

De plus, le Groupe a recours à des contrats à long terme normalisés pour ajuster l'exposition au risque de taux d'intérêt à moyen terme (2 ans) de ses portefeuilles obligataires de trésorerie. Le montant notionnel de ces contrats à long terme s'élevait à 540 millions d'EUR au 31 décembre 2006 (429 millions d'EUR pour 2005).

R.3. Dans le cadre de la GAP et autres usages

R.3.1. Produits dérivés aux fins de la GAP

La politique du Groupe vise à maintenir un niveau de revenus stable et élevé ainsi qu'à protéger la valeur économique du Groupe.

Pour cela le Groupe :

- a adopté un profil d'investissement de ses fonds propres lui assurant un flux de revenus stables et élevés,
- gère les risques de taux résiduels par rapport à ce profil d'investissement.

Pour gérer les risques de taux résiduels, le Groupe procède à des couvertures naturelles pour ses prêts et ses emprunts ou conclut des opérations financières de couverture globale (opérations d'échange de taux d'intérêt).

Les contrats d'échange conclus à des fins de macro-couverture dans le cadre de la gestion actif-passif sont comptabilisés à leur valeur de marché (juste valeur) conformément à la norme IAS 39.

Les variations de juste valeur sont enregistrées dans le compte de résultat consolidé.

R.3.2. Produits dérivés

La grande majorité des contrats d'échange conclus par le Groupe sont destinés à être associés aux emprunts émis. Ces produits dérivés et les emprunts associés sont comptabilisés à leur juste valeur, comme le prévoit l'option «juste valeur».

Le tableau ci-dessous présente sous une forme détaillée les produits dérivés et les instruments financiers faisant l'objet de l'option «juste valeur» au 31 décembre 2006 (en millions d'euros).

| Produits dérivés | | | | Impact cumulé sur le compte de résultat |
|-----------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|--------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| | Juste valeur positive | Juste valeur négative | dont position de change sur échanges de monnaies | |
| Produits dérivés relatifs aux emprunts | 5 429 | -6 126 | -920 | 223 |
| Produits dérivés relatifs aux prêts | 352 | -1 081 | 15 | -744 |
| Produits dérivés relatifs au portefeuille B1 | 1 | 0 | 0 | 1 |
| Produits dérivés relatifs à la gestion actif-passif | 178 | -2 736 | -2 105 | -453 |
| Contrats de change à terme | 5 556 | - 5 604 | -53 | 5 |
| Contrats à terme normalisés | | 0 | 0 | 3 |
| Produits dérivés relatifs aux titres adossés à des actifs | 1 | 0 | 0 | 1 |
| Paievements finals relatifs à des contrats d'échange | 306 | -115 | 0 | 0 |
| Garanties associées aux produits dérivés | 0 | -1 | 0 | -1 |
| Total | 11 826 | -15 663 | | |
| Intérêts cumulés | 2 490 | 226 | | |
| Valeurs de remplacement | 14 316 | -15 437 | | |
| Autres instruments financiers | | | | |
| | Juste valeur nette | | | |
| Emprunts | | -319 | | -319 |
| Prêts | | 1 107 | | 1 107 |
| Portefeuille B1 | | 2 | | 2 |

Présentation détaillée des produits dérivés et des instruments financiers faisant l'objet de l'option «juste valeur» au 31 décembre 2005 (en millions d'euros):

| Produits dérivés | | | | Impact cumulé sur le compte de résultat |
|------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|--------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| | Juste valeur positive | Juste valeur négative | dont position de change sur échanges de monnaies | |
| Produits dérivés relatifs aux emprunts | 9 472 | -5 867 | -2 355 | 5 960 |
| Produits dérivés relatifs aux prêts | 34 | -2 085 | 9 | -2 060 |
| Produits dérivés relatifs au portefeuille B1 | 7 | -1 | 7 | -1 |
| Produits dérivés relatifs à la gestion actif-passif | 179 | -753 | -15 | -559 |
| Contrats de change à terme | 7 702 | -7 707 | -6 | 1 |
| Paievements finals relatifs à des contrats d'échange | 325 | 0 | 0 | 0 |
| Contrats à terme normalisés | | 0 | 0 | 1 |
| Total | 17 720 | -16 413 | | |
| Intérêts cumulés | 2 830 | -50 | | |
| Valeurs de remplacement | 20 550 | -16 463 | | |
| Autres instruments financiers | | | | |
| | Juste valeur nette | | | |
| Emprunts | | -6 455 | | -6 455 |
| Prêts | | 2 287 | | 2 287 |
| Portefeuille B1 | | 1 | | 1 |

Note S – Classement comptable et juste valeur des actifs et passifs financiers (en millions d'euros)

Le tableau ci-dessous présente la répartition des actifs et passifs financiers du Groupe dans les différentes catégories comptables ainsi que leur juste valeur (en millions d'euros).

| | Note | Détenus à des fins de transaction | Enregistrés en juste valeur | Conservés jusqu'à l'échéance | Prêts et créances à recevoir | Disponibles à la vente | Autres exigibilités financières | Valeur comptable totale | Juste valeur |
|-------------------------------------------------------------------------------|--------|-----------------------------------|-----------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------|---------------------------------|-------------------------|--------------|
| 31 décembre 2006 | | | | | | | | | |
| Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux | | 0 | 0 | 0 | 15 | 0 | 0 | 15 | 15 |
| Portefeuille de titres | B | 692 | 0 | 9 104 | 0 | 4 197 | 0 | 13 993 | 13 994 |
| Prêts et avances aux établissements de crédit et à la clientèle | C et D | 0 | 31 868 | 0 | 240 526 | 0 | 0 | 272 394 | 256 728 |
| Actions et autres titres à revenu variable | E | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 671 | 0 | 1 671 | 1 671 |
| Valeur de remplacement positive | R | 14 316 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 14 316 | 14 316 |
| | | 15 008 | 31 868 | 9 104 | 240 541 | 5 868 | 0 | 302 389 | 286 724 |
| Dettes envers des établissements de crédit | | 0 | 0 | 219 | 0 | 0 | 0 | 219 | 219 |
| Dettes représentées par des titres | J | 0 | 216 305 | 0 | 0 | 0 | 36 528 | 252 833 | 247 825 |
| Valeur de remplacement négative | R | 15 437 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 15 437 | 15 437 |
| | | 15 437 | 216 305 | 219 | 0 | 0 | 36 528 | 268 489 | 263 481 |
| 31 décembre 2005 | | | | | | | | | |
| Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux | | 0 | 0 | 0 | 13 | 0 | 0 | 13 | 13 |
| Portefeuille de titres | B | 465 | 0 | 11 941 | 0 | 3 301 | 0 | 15 707 | 15 828 |
| Prêts et avances aux établissements de crédit et à la clientèle | C et D | 0 | 26 008 | 0 | 245 897 | 0 | 0 | 271 905 | 250 767 |
| Actions et autres titres à revenu variable | E | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 300 | 0 | 1 300 | 1 300 |
| Valeur de remplacement positive | R | 20 550 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 20 550 | 20 550 |
| | | 21 015 | 26 008 | 11 941 | 245 910 | 4 601 | 0 | 309 475 | 288 458 |
| Dettes envers des établissements de crédit | | 0 | 0 | 393 | 0 | 0 | 0 | 393 | 393 |
| Dettes représentées par des titres | J | 0 | 216 646 | 0 | 0 | 0 | 44 513 | 261 159 | 258 303 |
| Valeur de remplacement négative | R | 16 463 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 16 463 | 16 463 |
| | | 16 463 | 216 646 | 393 | 0 | 0 | 44 513 | 278 015 | 275 159 |

Note T – Information sectorielle

Le Groupe considère que l'activité de prêt constitue son principal métier: son organisation et l'ensemble de ses systèmes de gestion sont conçus aux fins de cette activité.

Par conséquent, les critères de segmentation ont été définis comme suit:

- critère primaire: le prêt en tant que produit principal;
- critère secondaire: sa distribution géographique.

Dès lors, les informations à fournir sur la segmentation géographique se trouvent dans les notes suivantes:

- intérêts et produits assimilés par marché géographique: Note M.2;
- prêts par pays de localisation des projets: Note D.3;
- actifs corporels et incorporels par pays de localisation de ceux-ci: Note F.

Note U – Engagements, passifs éventuels et autres postes pour mémoire (en milliers d'euros)

Pour répondre aux besoins financiers de ses clients, le Groupe utilise divers instruments financiers en rapport avec ses prêts. Il émet des engagements d'octroi de crédits, des lettres de crédit, notamment de soutien, des garanties, des engagements de conclure des conventions de rachat, des facilités d'émission d'effets et facilités de prise ferme renouvelables. Les garanties représentent l'assurance irrévocable que le Groupe, sous réserve que certaines conditions soient remplies, assurera le paiement au cas où le client manquerait à ses obligations envers une tierce partie.

Le montant contractuel de ces instruments est le montant maximal qui est soumis à risque pour le Groupe si le client manque à ses obligations. Ce risque est similaire au risque associé à l'octroi de prêts et est suivi à l'aide des mêmes procédures de maîtrise des risques et des mêmes politiques spécifiques en matière de risque de crédit.

Au 31 décembre 2006 et au 31 décembre 2005, les engagements, passifs éventuels et autres postes pour mémoire s'établissaient comme suit (en valeur nominale):

| | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
| Engagements | | |
| – Capital BERD (Note E) | | |
| • non appelé | 442 500 | 442 500 |
| – Prêts non décaissés (Note D) | | |
| • établissements de crédit | 11 247 729 | 11 313 668 |
| • clientèle | 42 324 173 | 36 954 573 |
| | 53 571 902 | 48 268 241 |
| – Opérations de capital-risque non décaissées | 1 406 469 | 1 088 401 |
| – Montants non décaissés sur fonds d'infrastructure | 121 283 | 0 |
| Garanties: | | |
| – au titre de prêts accordés par des tiers | 2 534 984 | 2 452 122 |
| – au titre d'opérations de capital-risque | 19 056 | 18 468 |
| Opérations fiduciaires (Note A.4.19) | 7 671 940 | 6 548 447 |
| Actifs détenus pour le compte de tiers (Note A.4.20) | | |
| – Mécanisme de garantie pour les PME | 80 051 | 84 901 |
| – Mécanisme européen pour les technologies | 79 689 | 111 096 |
| – Volet <i>Participations</i> du programme pluriannuel pour les entreprises | 121 348 | 74 416 |
| – Gestion de trésorerie du Fonds de garantie | 1 379 698 | 1 324 664 |
| – Facilité d'investissement (Cotonou) | 709 977 | 515 339 |
| – Volet <i>Garanties</i> du programme pluriannuel pour les entreprises | 115 906 | 98 053 |
| – Action Capital d'amorçage | 185 | 234 |
| – Action préparatoire | 2 035 | 1 984 |
| – Section spéciale | 1 982 216 | 2 169 497 |
| – FEMIP | 29 841 | 28 025 |
| – BMWi | 7 | 117 |
| | 4 500 953 | 4 408 326 |
| Dépôts spéciaux pour service d'emprunts (*) | 193 872 | 121 199 |
| Portefeuille de titres | | |
| – Titres à recevoir | 146 285 | 16 639 |
| Contrats d'échange de taux d'intérêt et de fixation différée des taux d'intérêt (Note R) | 241 204 991 | 219 849 460 |
| Contrats d'échange de monnaies à payer | 67 706 110 | 66 249 027 |
| Contrats d'échange de monnaies à recevoir | 64 658 046 | 63 908 357 |
| Option de vente émise en faveur des actionnaires minoritaires du FEI (Note A.4.21) | 237 141 | 223 490 |
| Emprunts lancés mais non encore signés | 313 396 | 122 707 |
| Contrats d'échange conclus mais non encore signés | 0 | 359 |
| Titres prêtés (Note A.4.6) | 927 972 | 836 768 |
| Contrats à terme normalisés | 540 000 | 429 361 |
| Contrats de garantie de taux d'intérêt | 822 861 | 839 450 |
| Contrats de change à terme | 234 647 | 226 318 |

(*) Ce poste représente le montant des coupons et obligations échus payés par le Groupe aux agents payeurs mais non encore présentés à l'encaissement par les détenteurs d'obligations émises par le Groupe.

Note V – Capital et réserves

V.1. Capital-actions et prime d'émission d'actions

La Banque européenne d'investissement (BEI), l'institution financière de l'Union européenne, a été créée par le Traité de Rome du 25 mars 1957. Les membres de la BEI sont les États membres de l'Union européenne, qui ont tous souscrit le capital de la Banque.

Les États membres, nouveaux ou non, qui accroissent leur part du capital souscrit de la Banque acquittent normalement leur quote-part du capital appelé plus leur part des réserves, des provisions équivalentes à des réserves et des montants connexes en plusieurs versements constants sur une période de plusieurs années. Les décisions d'augmentation du capital de la Banque, résultant des traités d'adhésion ou de décisions du Conseil des gouverneurs, comportent les modalités précises de tels versements, y compris le calcul de la quote-part des nouveaux États membres dans le capital de la Banque, laquelle repose en principe sur le montant officiel du PIB des pays concernés, tel que publié par Eurostat.

La répartition des voix au Conseil des gouverneurs et au Conseil d'administration de la Banque dépend en partie de la quote-part du capital souscrite par chaque État membre, et en partie d'autres critères, qui sont stipulés aux articles 10 et 12 des Statuts de la Banque, et appliqués collectivement ou séparément selon les scrutins concernés. La pondération des voix au Comité de direction de la Banque ne dépend pas de la répartition du capital de la Banque.

La déchéance du statut d'État membre et la diminution de la quote-part du capital souscrite par un État membre ne sont pas prévues par les dispositions statutaires actuellement en vigueur.

V.2. Fraction appelée mais non versée du capital souscrit et des réserves à recevoir

En conséquence de l'augmentation du capital souscrit, qui est passé de 150 000 000 000 EUR à 163 653 737 000 EUR au 1er mai 2004, le montant total à acquitter par les dix nouveaux États membres et par l'Espagne au titre du capital et des réserves, soit 2 407 966 159 EUR (dont 682 686 850 EUR pour le capital et 1 725 279 309 EUR pour les réserves), a été réparti en huit versements constants, aux dates suivantes: 30 septembre 2004, 30 septembre 2005, 30 septembre 2006, 31 mars 2007, 30 septembre 2007, 31 mars 2008, 30 septembre 2008 et 31 mars 2009.

Les versements dus jusqu'à celui du 30 septembre 2006 compris ont été réglés en totalité.

Le montant net à recevoir des États membres est porté au bilan consolidé comme suit, à la rubrique *Fraction appelée mais non versée du capital souscrit et des réserves à recevoir*:

| En milliers d'euros | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|
| Fraction appelée mais non versée du capital souscrit (valeur nominale) | 426 679 | 512 015 |
| Ajustement valeur actuelle nette | -17 090 | -34 528 |
| Fraction appelée mais non versée du capital souscrit (valeur comptable) | 409 589 | 477 487 |
| Fraction appelée mais non versée des réserves à recevoir (valeur nominale) | 1 078 300 | 1 293 960 |
| Ajustement valeur actuelle nette | -43 189 | -87 259 |
| Fraction appelée mais non versée des réserves à recevoir (valeur comptable) | 1 035 111 | 1 206 701 |
| | 1 444 700 | 1 684 188 |

Note W – Taux de conversion

Les taux de conversion retenus pour l'établissement des bilans consolidés au 31 décembre 2006 et au 31 décembre 2005 étaient les suivants:

| | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|---------------------------------------------|------------|------------|
| MONNAIES DES ÉTATS MEMBRES HORS EURO | | |
| Livre sterling | 0,6715 | 0,68530 |
| Couronne danoise | 7,4560 | 7,46050 |
| Couronne suédoise | 9,0404 | 9,388500 |
| Livre chypriote | 0,57820 | 0,57350 |
| Couronne tchèque | 27,485 | 29,000 |
| Couronne estonienne | 15,6466 | 15,6466 |
| Forint hongrois | 251,77 | 252,87 |
| Litas lituanien | 3,4528 | 3,4528 |
| Lats letton | 0,6972 | 0,6962 |
| Lire maltaise | 0,4293 | 0,4293 |
| Zloty polonais | 3,8310 | 3,8600 |
| Tolar slovène | 239,64 | 239,50 |
| Couronne slovaque | 34,435 | 37,880 |
| MONNAIES NON COMMUNAUTAIRES | | |
| Dollar des États-Unis | 1,3170 | 1,1797 |
| Franc suisse | 1,6069 | 1,5551 |
| Yen japonais | 156,93 | 138,90 |
| Dollar canadien | 1,5281 | 1,3725 |
| Dollar australien | 1,6691 | 1,6109 |
| Dollar de Hong Kong | 10,2409 | 9,1474 |
| Dollar néo-zélandais | 1,8725 | 1,7270 |
| Couronne islandaise | 93,13 | 74,57 |
| Dirham marocain | 11,1256 | 10,8861 |
| Ouguiya mauritanien | 351,51 | 323,13 |
| Couronne norvégienne | 8,2380 | 7,9850 |
| Rand sud-africain | 9,2124 | 7,4642 |

Note X – Événements postérieurs à la date de clôture

Au 1^{er} janvier 2007, le capital souscrit est passé de 163 653 737 000 EUR à 164 808 169 000 EUR sous l'effet des contributions des deux nouveaux États membres, la Bulgarie et la Roumanie.

En vertu de cette augmentation de capital, les deux nouveaux États membres sont tenus de libérer leur quote-part du capital versé (57 721 600 EUR) ainsi que leur quote-part des Réserves et des Provisions générales (172 931 917 EUR) au titre des montants en cours au 31 décembre 2006. Le montant total à acquitter, soit 230 653 517 EUR, a été réparti en huit versements constants, aux dates suivantes : 31 mai 2007, 31 mai 2008, 31 mai 2009, 30 novembre 2009, 31 mai 2010, 30 novembre 2010, 31 mai 2011 et 30 novembre 2011.

Sur proposition du Comité de direction, le Conseil d'administration a, le 13 mars 2007, examiné les présents états financiers consolidés et décidé de les soumettre pour approbation au Conseil des gouverneurs à sa séance du 5 juin 2007.

INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE
SITUATION DE LA SECTION SPÉCIALE ⁽¹⁾ AU 31 DÉCEMBRE 2006
(en milliers d'euros)

| ACTIF | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|----------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|
| Turquie | | |
| <i>Sur ressources des États membres</i> | | |
| Prêts en cours versés ⁽²⁾ | 17 657 | 19 653 |
| Pays méditerranéens | | |
| <i>Sur ressources de la Communauté européenne</i> | | |
| Prêts en cours versés | 161 441 | 171 803 |
| Opérations sur capitaux à risques | | |
| – montants à verser | 151 609 | 120 128 |
| – montants versés | 210 891 | 223 893 |
| | 362 500 | 344 021 |
| Total ⁽³⁾ | 523 941 | 515 824 |
| Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et pays et territoires d'outre-mer | | |
| <i>Sur ressources de la Communauté européenne</i> | | |
| • Conventions de Yaoundé | | |
| Prêts versés | 18 700 | 23 860 |
| Contribution à la formation de capitaux à risques | | |
| – montants versés | 419 | 611 |
| Total ⁽⁴⁾ | 19 119 | 24 471 |
| • Conventions de Lomé | | |
| Opérations sur capitaux à risques: | | |
| – montants à verser | 260 064 | 338 831 |
| – montants versés | 1 147 689 | 1 263 070 |
| | 1 407 753 | 1 601 901 |
| Opérations sur autres ressources | | |
| – montants à verser | 9 838 | 4 707 |
| – montants versés | 3 908 | 2 941 |
| | 13 746 | 7 648 |
| Total ⁽⁵⁾ | 1 421 499 | 1 609 549 |
| TOTAL | 1 982 216 | 2 169 497 |

| PASSIF | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|-----------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|
| Fonds en gestion fiduciaire | | |
| <i>Sur mandat des Communautés européennes</i> | | |
| – Protocoles financiers avec les pays méditerranéens | 372 332 | 395 696 |
| – Conventions de Yaoundé | 19 119 | 24 471 |
| – Conventions de Lomé | 1 147 689 | 1 263 070 |
| – Autres ressources au titre des Conventions de Lomé | 3 908 | 2 941 |
| | 1 543 048 | 1 686 178 |
| <i>Sur mandat des États membres</i> | 17 657 | 19 653 |
| Total | 1 560 705 | 1 705 831 |
| Fonds à verser | | |
| Sur prêts et opérations sur capitaux à risques dans les pays méditerranéens | 151 609 | 120 128 |
| Sur opérations sur capitaux à risques au titre des Conventions de Lomé | 260 064 | 338 831 |
| Sur opérations sur autres ressources au titre des Conventions de Lomé | 9 838 | 4 707 |
| Total | 421 511 | 463 666 |
| TOTAL | 1 982 216 | 2 169 497 |

Pour information :

Total des montants versés et non encore remboursés sur les prêts à conditions spéciales accordés par la Commission et pour lesquels la Banque a accepté, sur mandat de la CE, d'assurer le recouvrement du principal et des intérêts :

a) dans le cadre des Conventions de Lomé I, II et III : au 31.12.2006 = 835 003 000 EUR (au 31.12.2005 : 986 536 000 EUR) ;

b) dans le cadre des protocoles financiers signés avec les pays méditerranéens : au 31.12.2006 = 122 412 000 EUR (au 31.12.2005 : 137 706 000 EUR).

Note (1) : La Section spéciale a été créée par le Conseil des gouverneurs le 27 mai 1963 ; son but a été redéfini par décision du 4 août 1977 comme étant de comptabiliser les opérations de financement que la Banque européenne d'investissement effectue pour compte et sur mandat de tiers. Des états financiers séparés sont toutefois présentés pour la Facilité d'investissement de l'Accord de Cotonou. Par ailleurs, depuis 2005, la BEI établit également des états financiers de nature différente pour d'autres mandats.

La situation de la Section spéciale reflète les montants décaissés ou à décaisser, déduction faite des annulations et remboursements, sur mandat des Communautés européennes et des États membres. Il n'est pas tenu compte dans la situation de la Section spéciale de provisions ou ajustements de valeur qui pourraient être requis pour couvrir les risques associés aux opérations concernées. Les montants en devises sont convertis aux parités du 31 décembre.

Note (2) : Montant initial des contrats signés pour le financement de projets en Turquie, sur mandat, pour le compte et aux risques des États membres :

| | |
|-----------------------------------|------------------|
| Montant initial : | 405 899 |
| À ajouter : ajustements de change | 22 867 |
| À déduire : annulations | 215 |
| remboursements | 410 894 |
| | <u>- 411 109</u> |
| | 17 657 |

Note (3) : Montant initial des contrats signés pour le financement de projets dans les pays du Maghreb et du Machrek, ainsi qu'à Malte, à Chypre, en Turquie et en Grèce (10 millions d'EUR accordés à cette dernière avant son adhésion à l'UE le 1^{er} janvier 1981), sur mandat, pour le compte et aux risques de la Communauté européenne.

| | |
|-----------------------------------|------------------|
| Montant initial : | 794 557 |
| À déduire : ajustements de change | 11 166 |
| annulations | 59 255 |
| remboursements | 200 195 |
| | <u>- 270 616</u> |
| | 523 941 |

Note (4) : Montant initial des contrats signés pour le financement de projets dans les États africains, malgache et mauricien associés et dans les pays, territoires et départements d'outre-mer (EAMMA-PTDOM), sur mandat, pour le compte et aux risques de la Communauté européenne :

| | |
|-----------------------------------------------------|------------------|
| – prêts à conditions spéciales | 139 483 |
| – contribution à la formation de capitaux à risques | 2 503 |
| Montant initial : | 141 986 |
| À ajouter : intérêts capitalisés | 1 178 |
| ajustements de change | 9 838 |
| | <u>11 016</u> |
| À déduire : annulations | 1 758 |
| remboursements | 132 125 |
| | <u>- 133 883</u> |
| | 19 119 |

Note (5) : Montant initial des contrats signés pour le financement de projets dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, ainsi que dans les pays et territoires d'outre-mer (ACP/PTOM), sur mandat, pour le compte et aux risques de la Communauté européenne :

| | |
|--------------------------------------|--------------------|
| Prêts sur capitaux à risques : | |
| – prêts conditionnels et subordonnés | 3 121 877 |
| – prises de participation | 120 984 |
| Montant initial : | 3 242 861 |
| À ajouter : intérêts capitalisés | 7 088 |
| À déduire : annulations | 515 601 |
| remboursements | 1 274 131 |
| ajustements de change | 52 464 |
| | <u>- 1 842 196</u> |
| | 1 407 753 |
| Prêts sur autres ressources | |
| Montant initial : | 16 500 |
| À déduire : annulations | 1 436 |
| remboursements | 1 318 |
| | <u>- 2 754</u> |
| | 13 746 |
| | 1 421 499 |

RAPPORT DES RÉVISEURS INDÉPENDANTS

Au Président du Comité de vérification
BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT
Luxembourg

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Banque européenne d'investissement, ci-joints, lesquels font état d'un résultat à affecter de 3 234,612 millions d'EUR et d'un total de bilan de 304 432,951 millions d'EUR; ils comprennent le bilan consolidé au 31 décembre 2006, le compte de résultat consolidé, l'état des mouvements des capitaux propres consolidés, le tableau des flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date et l'annexe aux états financiers consolidés, qui contient un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives sur les états financiers consolidés.

Responsabilité du Comité de direction dans l'établissement et la présentation des états financiers consolidés

Le Comité de direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière et aux principes généraux des directives de l'Union européenne concernant les comptes annuels et les comptes consolidés de certains types d'entreprises, de banques et autres établissements financiers ainsi que des compagnies d'assurance. Cette responsabilité comprend: la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et à la présentation sincère d'états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, le choix et l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité du réviseur d'entreprises

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit telles qu'adoptées par l'Institut luxembourgeois des réviseurs d'entreprises. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, le réviseur d'entreprises prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité, relatif à l'établissement et à la présentation sincère des états financiers consolidés afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de ce contrôle interne.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Comité de direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés. Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent une image fidèle de la situation financière consolidée de la Banque européenne d'investissement au 31 décembre 2006 ainsi que de sa performance financière sur une base consolidée, des mouvements de ses capitaux propres consolidés et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel des Normes internationales d'information financière (IFRS) et aux principes généraux des directives de l'Union européenne concernant les comptes annuels et les comptes consolidés de certains types d'entreprises, de banques et autres établissements financiers ainsi que des compagnies d'assurance.

ERNST & YOUNG
Société Anonyme
Réviseur d'Entreprises



Bernard LHOEST



Alain KINSCH

Le 13 mars 2007

LE COMITÉ DE VÉRIFICATION

Le Comité de vérification fait rapport au Conseil des gouverneurs qui, avant d'approuver le Rapport annuel et les états financiers de l'exercice écoulé, a pris connaissance de la déclaration ci-après.

Déclaration du Comité de vérification sur les états financiers consolidés de la BEI

Le Comité institué en vertu de l'article 14 des Statuts et de l'article 25 du Règlement intérieur de la Banque européenne d'investissement pour vérifier la régularité de ses opérations et de ses livres,

- ayant désigné Ernst & Young comme réviseurs externes, étudié leurs procédures de planification d'audit, examiné et discuté leurs rapports,
- ayant noté qu'ils ont émis un avis sans réserve sur les états financiers consolidés de la Banque européenne d'investissement pour l'exercice clos le 31 décembre 2006,
- s'étant réuni régulièrement avec les chefs des directions et autres services concernés, ayant rencontré régulièrement le chef de l'Audit interne et discuté avec lui les rapports d'audit interne pertinents, et ayant étudié les documents qu'il jugeait nécessaires à l'exercice de son mandat;
- ayant reçu les assurances du Comité de direction concernant l'efficacité de la structure de contrôle interne et de l'administration interne;

et

- vu les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2006, tels qu'ils ont été établis par le Conseil d'administration à sa réunion du 13 mars 2007,
- considérant que ce qui précède fournit une base raisonnable à l'expression de son opinion,
- vu les articles 22, 23 & 24 du Règlement intérieur,

pour autant qu'il sache et puisse en juger,

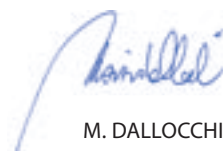
confirme que les états financiers consolidés, composés du bilan consolidé, du compte de résultat consolidé, de l'état des mouvements des capitaux propres consolidés, du tableau des flux de trésorerie consolidés et de l'annexe aux états financiers consolidés, donnent une image fidèle de la situation financière de la Banque au 31 décembre 2006, à l'actif comme au passif, ainsi que des résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date.

Luxembourg, le 13 mars 2007

Le Comité de vérification



R. POVEDA ANADÓN



M. DALLOCCHIO

BEI

États financiers

LES RÉSULTATS DE L'EXERCICE

L'année 2006 a été marquée par une augmentation du résultat de l'exercice et par la stabilité du total du bilan. Le résultat au titre de l'exercice 2006 s'établit en effet à 2 566 millions d'EUR, soit une progression de 1 177 millions d'EUR (+ 85 %). Il inclut toutefois un montant exceptionnel de 975 millions d'EUR, dû à la reprise du Fonds pour risques bancaires généraux, montant qu'il est proposé au Conseil des gouverneurs d'affecter à la Réserve supplémentaire (voir ci-dessous et Note M).

Si l'on exclut ce poste spécial, le résultat avant reprise du Fonds pour risques bancaires généraux se chiffre pour 2006 à 1 591 millions d'EUR, soit une progression de 202 millions d'EUR (15 %) par rapport au résultat enregistré pour l'exercice 2005.

Plusieurs facteurs ont exercé une influence, positive ou négative, sur les résultats, les principaux étant les suivants :

- Le taux d'intérêt moyen sur l'encours des prêts a augmenté de 0,40 % pour s'établir à 4,28 %, tandis que le taux d'intérêt moyen sur l'encours des emprunts a progressé de 0,53 % pour passer à 4,03 %.
- Le taux d'intérêt moyen sur l'encours des avoirs en trésorerie a progressé de 0,81 % pour s'établir à 3,90 %.
- Les ajustements de valeur sur prêts se sont chiffrés à 3,8 millions d'EUR, en recul par rapport à 2005 (37 millions d'EUR) (voir Note D.3).
- Un montant de 189,2 millions d'EUR a fait l'objet d'une reprise suite à la cession, en 2006, d'actifs pour lesquels une provision spécifique avait été constituée. Ce montant est à comparer avec la perte comptable de 110 millions d'EUR résultant de cette cession.
- L'ajustement de valeur sur opérations de capital-risque a dégagé un excédent de 2,2 millions d'EUR, contre une perte de 23 millions d'EUR en 2005 (voir Note E).
- Le total des postes *Charges administratives générales et Dépréciations et amortissements* a augmenté de 6 % pour s'établir à 356 millions d'EUR (voir Notes F et P).

Autres faits marquants :

- Le volume des signatures de prêts a enregistré une baisse de 3 %, à 45,8 milliards d'EUR.
- Par rapport à 2005, le volume des emprunts avant échanges signés en 2006 a fléchi de 14 %, à 45,2 milliards d'EUR.
- Le revenu d'exploitation a augmenté de 30,4 millions d'EUR pour s'établir à 1 566 millions d'EUR.

Affectation en 2007 du résultat de l'exercice 2006 :

Sur la base des comptes statutaires de la BEI et agissant sur proposition du Comité de direction, le Conseil d'administration recommande au Conseil des gouverneurs d'affecter à la Réserve supplémentaire, d'une part, le solde du compte de profits et pertes pour l'exercice clos le 31 décembre 2006, à savoir 2 565 910 664 EUR, montant obtenu après reprise de 975 000 000 EUR sur le Fonds pour risques bancaires généraux, et, d'autre part, la contribution de la Bulgarie et de la Roumanie au solde du résultat à affecter, soit 18 115 329 EUR. Cette décision porte la Réserve supplémentaire à 5 272 897 061 EUR.

De plus, un montant de 27 116 291 EUR sera transféré de la Réserve supplémentaire au Fonds pour les opérations de capital-risque, pour tenir compte de l'augmentation de la valeur comptable de ces opérations. Compte tenu de ce transfert, le Fonds pour les opérations de capital-risque se monte à 1 690 940 071 EUR et la Réserve supplémentaire à 5 245 780 770 EUR.

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2006 (en milliers d'euros)

| ACTIF | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
| 1. Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux | 14 676 | 13 168 |
| 2. Effets publics admissibles au refinancement auprès des banques centrales (Note B) | 2 551 274 | 2 627 125 |
| 3. Prêts et avances aux établissements de crédit | | |
| a) à vue | 139 428 | 260 538 |
| b) autres prêts et avances (Note C) | 14 497 629 | 23 440 276 |
| c) prêts (Notes D) | 114 581 860 | 113 100 211 |
| | 129 218 917 | 136 801 025 |
| 4. Prêts et avances à la clientèle | | |
| a) prêts (Notes D) | 140 034 385 | 131 047 212 |
| b) provisions spécifiques (Notes A.8.1 et D.3) | - 86 917 | - 272 000 |
| | 139 947 468 | 130 775 212 |
| 5. Obligations et autres titres à revenu fixe (Notes B) | | |
| a) d'émetteurs publics | 548 751 | 1 403 966 |
| b) d'autres émetteurs | 10 278 098 | 11 106 443 |
| | 10 826 849 | 12 510 409 |
| 6. Actions et autres titres à revenu variable (Note E.1) | 1 223 151 | 1 058 681 |
| 7. Participations (Note E.2) | 276 989 | 280 157 |
| 8. Actifs incorporels (Note F) | 5 131 | 6 146 |
| 9. Actifs corporels (Note F) | 214 597 | 174 375 |
| 10. Autres actifs | | |
| a) débiteurs divers (Note H) | 589 321 | 512 938 |
| | 589 321 | 512 938 |
| 11. Fraction appelée mais non versée du capital souscrit et des réserves à recevoir (Note X) | 1 504 979 | 1 805 975 |
| 12. Comptes de régularisation (Note I) | 2 784 222 | 2 465 661 |
| | 289 157 574 | 289 030 872 |

| POSTES HORS BILAN | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|------------------------------------------------|------------|------------|
| Engagements | | |
| - Capital BERD (Note E) | | |
| · non appelé | 442 500 | 442 500 |
| - Capital FEI (Note E) | | |
| · non appelé | 979 200 | 990 400 |
| - Prêts non décaissés (Note D et U) | | |
| · établissements de crédit | 11 247 729 | 11 313 668 |
| · clientèle | 42 324 173 | 36 954 573 |
| | 53 571 902 | 48 268 241 |
| - Opérations de capital-risque non décaissées | 1 255 633 | 985 374 |
| - Fonds pour les infrastructures non décaissés | 121 283 | 0 |
| Garanties (Note D) | | |
| - au titre de prêts accordés par des tiers | 48 500 | 116 702 |
| - au titre d'opérations de capital-risque | 19 056 | 18 468 |
| Gestion de la trésorerie du FEI | 543 168 | 533 347 |
| Gestion de la trésorerie du Fonds de garantie | 1 379 698 | 1 324 664 |

Les notes entre parenthèses renvoient à l'annexe aux états financiers.

| PASSIF | | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|------------------|--------------------|
| 1. Dettes envers des établissements de crédit (Note J) | | | |
| a) à terme ou à préavis | 218 927 | 393 025 | |
| | 218 927 | | 393 025 |
| 2. Dettes représentées par des titres (Note K) | | | |
| a) bons et obligations en circulation | 245 485 435 | 247 144 963 | |
| b) autres | 1 090 202 | 1 138 266 | |
| | 246 575 637 | | 248 283 229 |
| 3. Autres éléments du passif | | | |
| a) bonifications d'intérêt reçues d'avance (Note G) | 209 438 | 237 765 | |
| b) créditeurs divers (Note H) | 1 335 969 | 1 443 281 | |
| c) autres exigibilités | 15 332 | 13 917 | |
| d) ajustements contrats d'échange de monnaies (Note K) | 3 062 164 | 2 372 585 | |
| | 4 622 903 | | 4 067 548 |
| 4. Comptes de régularisation (Note I) | | 4 153 356 | 4 400 785 |
| 5. Provisions pour risques et charges | | | |
| a) fonds de pension du personnel (Note L) | 903 676 | 793 106 | |
| b) provisions pour garanties émises au titres d'opérations de capital-risque | 5 781 | 6 796 | |
| | 909 457 | | 799 902 |
| 6. Fonds pour risques bancaires généraux (Note M) | | 0 | 975 000 |
| 7. Capital (Note X) | | | |
| - souscrit | 163 653 737 | 163 653 737 | |
| - non appelé | - 155 471 050 | - 155 471 050 | |
| | 8 182 687 | | 8 182 687 |
| 8. Réserves | | | |
| a) fonds de réserve | 16 365 374 | 16 365 374 | |
| b) réserve supplémentaire | 2 649 498 | 1 995 112 | |
| | 19 014 872 | | 18 360 486 |
| 9. Fonds pour le Mécanisme de financement structuré | | 1 250 000 | 500 000 |
| 10. Fonds pour les opérations de capital-risque | | 1 663 824 | 1 679 333 |
| 11. Résultat de l'exercice | | 2 565 911 | 1 388 877 |
| | 289 157 574 | | 289 030 872 |
| POSTES HORS BILAN | | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
| Dépôts spéciaux pour service d'emprunts (Note Q) | | 193 872 | 121 199 |
| Portefeuille de titres - titres à recevoir | | 146 285 | 16 639 |
| Valeur nominale des contrats d'échange de taux d'intérêt (Note T) | | 241 204 991 | 219 849 460 |
| Valeur nominale des contrats d'échange de monnaies à payer | | 67 706 110 | 66 249 027 |
| Valeur nominale des contrats d'échange de monnaies à recevoir | | 64 658 046 | 63 908 357 |
| Valeur nominale de l'option de vente émise en faveur des actionnaires minoritaires du FEI (Note E.2) | | 237 141 | 223 490 |
| Emprunts lancés mais non encore signés | | 313 396 | 122 707 |
| Contrats d'échange conclus mais non encore signés | | 0 | 359 |
| Prêt de titres (Note B) | | 842 740 | 799 081 |
| Contrats à terme normalisés (Note T) | | 540 000 | 429 361 |
| Contrats de garantie de taux d'intérêt (Note T) | | 822 861 | 839 450 |
| Contrats de change à terme (Note T) | | 234 647 | 226 318 |

SITUATION DE LA SECTION SPÉCIALE ⁽¹⁾ AU 31 DÉCEMBRE 2006
(en milliers d'euros)

| ACTIF | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|----------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|
| Turquie | | |
| <i>Sur ressources des États membres</i> | | |
| Prêts en cours versés ⁽²⁾ | 17 657 | 19 653 |
| Pays méditerranéens | | |
| <i>Sur ressources de la Communauté européenne</i> | | |
| Prêts en cours versés | 161 441 | 171 803 |
| <i>Opérations sur capitaux à risques</i> | | |
| – montants à verser | 151 609 | 120 128 |
| – montants versés | 210 891 | 223 893 |
| | 362 500 | 344 021 |
| Total ⁽³⁾ | 523 941 | 515 824 |
| Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et pays et territoires d'outre-mer | | |
| <i>Sur ressources de la Communauté européenne</i> | | |
| • Conventions de Yaoundé | | |
| Prêts versés | 18 700 | 23 860 |
| Contribution à la formation de capitaux à risques | | |
| – montants versés | 419 | 611 |
| Total ⁽⁴⁾ | 19 119 | 24 471 |
| • Conventions de Lomé | | |
| <i>Opérations sur capitaux à risques</i> | | |
| – montants à verser | 260 064 | 338 831 |
| – montants versés | 1 147 689 | 1 263 070 |
| | 1 407 753 | 1 601 901 |
| <i>Opérations sur autres ressources</i> | | |
| – montants à verser | 9 838 | 4 707 |
| – montants versés | 3 908 | 2 941 |
| | 13 746 | 7 648 |
| Total ⁽⁵⁾ | 1 421 499 | 1 609 549 |
| TOTAL | 1 982 216 | 2 169 497 |

| PASSIF | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|-----------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|
| Fonds en gestion fiduciaire | | |
| <i>Sur mandat des Communautés européennes</i> | | |
| – Protocoles financiers avec les pays méditerranéens | 372 332 | 395 696 |
| – Conventions de Yaoundé | 19 119 | 24 471 |
| – Conventions de Lomé | 1 147 689 | 1 263 070 |
| – Autres ressources au titre des Conventions de Lomé | 3 908 | 2 941 |
| | 1 543 048 | 1 686 178 |
| <i>Sur mandat des États membres</i> | 17 657 | 19 653 |
| Total | 1 560 705 | 1 705 831 |
| Fonds à verser | | |
| Sur prêts et opérations sur capitaux à risques dans les pays méditerranéens | 151 609 | 120 128 |
| Sur opérations sur capitaux à risques au titre des Conventions de Lomé | 260 064 | 338 831 |
| Sur opérations sur autres ressources au titre des Conventions de Lomé | 9 838 | 4 707 |
| Total | 421 511 | 463 666 |
| TOTAL | 1 982 216 | 2 169 497 |

Pour information :

Total des montants versés et non encore remboursés sur les prêts à conditions spéciales accordés par la Commission et pour lesquels la Banque a accepté, sur mandat de la CE, d'assurer le recouvrement du principal et des intérêts :

a) dans le cadre des Conventions de Lomé I, II et III : au 31.12.2006 = 835 003 000 EUR (au 31.12.2005 : 986 536 000 EUR) ;

b) dans le cadre des protocoles financiers signés avec les pays méditerranéens : au 31.12.2006 = 122 412 000 EUR (au 31.12.2005 : 137 706 000 EUR).

Note (1) : La Section spéciale a été créée par le Conseil des gouverneurs le 27 mai 1963 ; son but a été redéfini par décision du 4 août 1977 comme étant de comptabiliser les opérations de financement que la Banque européenne d'investissement effectue pour compte et sur mandat de tiers. Des états financiers séparés sont toutefois présentés pour la Facilité d'investissement de l'Accord de Cotonou. Par ailleurs, depuis 2005, la BEI établit également des états financiers de nature différente pour d'autres mandats.

La situation de la Section spéciale reflète les montants décaissés ou à décaisser, déduction faite des annulations et remboursements, sur mandat des Communautés européennes et des États membres. Il n'est pas tenu compte dans la situation de la Section spéciale de provisions ou ajustements de valeur qui pourraient être requis pour couvrir les risques associés aux opérations concernées. Les montants en devises sont convertis aux parités du 31 décembre.

Note (2) : Montant initial des contrats signés pour le financement de projets en Turquie, sur mandat, pour le compte et aux risques des États membres :

| | |
|-----------------------------------|------------------|
| Montant initial : | 405 899 |
| À ajouter : ajustements de change | 22 867 |
| À déduire : annulations | 215 |
| remboursements | 410 894 |
| | <u>- 411 109</u> |
| | 17 657 |

Note (3) : Montant initial des contrats signés pour le financement de projets dans les pays du Maghreb et du Machrek, ainsi qu'à Malte, à Chypre, en Turquie et en Grèce (10 millions d'EUR accordés à cette dernière avant son adhésion à l'UE le 1^{er} janvier 1981), sur mandat, pour le compte et aux risques de la Communauté européenne.

| | |
|-----------------------------------|------------------|
| Montant initial : | 794 557 |
| À déduire : ajustements de change | 11 166 |
| annulations | 59 255 |
| remboursements | 200 195 |
| | <u>- 270 616</u> |
| | 523 941 |

Note (4) : Montant initial des contrats signés pour le financement de projets dans les États africains, malgache et mauricien associés et dans les pays, territoires et départements d'outre-mer (EAMMA-PTDOM), sur mandat, pour le compte et aux risques de la Communauté européenne :

| | |
|-----------------------------------------------------|------------------|
| – prêts à conditions spéciales | 139 483 |
| – contribution à la formation de capitaux à risques | 2 503 |
| Montant initial : | 141 986 |
| À ajouter : intérêts capitalisés | 1 178 |
| ajustements de change | 9 838 |
| | <u>11 016</u> |
| À déduire : annulations | 1 758 |
| remboursements | 132 125 |
| | <u>- 133 883</u> |
| | 19 119 |

Note (5) : Montant initial des contrats signés pour le financement de projets dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, ainsi que dans les pays et territoires d'outre-mer (ACP/PTOM), sur mandat, pour le compte et aux risques de la Communauté européenne :

| | |
|--------------------------------------|--------------------|
| Prêts sur capitaux à risques : | |
| – prêts conditionnels et subordonnés | 3 121 877 |
| – prises de participation | 120 984 |
| Montant initial : | 3 242 861 |
| À ajouter : intérêts capitalisés | 7 088 |
| À déduire : annulations | 515 601 |
| remboursements | 1 274 131 |
| ajustements de change | 52 464 |
| | <u>- 1 842 196</u> |
| | 1 407 753 |
| Prêts sur autres ressources | |
| Montant initial : | 16 500 |
| À déduire : annulations | 1 436 |
| remboursements | 1 318 |
| | <u>- 2 754</u> |
| | 13 746 |
| | 1 421 499 |

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

Exercice clos le 31 décembre 2006 (en milliers d'euros)

| | 31.12.2006 | | 31.12.2005 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|-----------|-------------|
| 1. Intérêts et produits assimilés (Note N) | 12 297 048 | | 10 288 931 |
| 2. Intérêts et charges assimilées (Note N) | - 10 533 970 | | - 8 542 980 |
| 3. Revenus sur titres à rendement variable | 33 343 | | 16 717 |
| a) revenus de participations | 10 376 | 6 472 | |
| b) revenus sur actions et titres à rendement variable | 22 967 | 10 245 | |
| 4. Revenus de commissions (Note O) | 53 443 | | 56 116 |
| 5. Frais de commissions (Note O) | - 9 046 | | - 8 545 |
| 6. Résultat sur opérations financières | - 3 030 | | 1 076 |
| 7. Autres produits d'exploitation | 23 598 | | 13 278 |
| 8. Charges administratives générales (Note P) | - 338 847 | | - 317 722 |
| a) frais de personnel (Note L) | - 269 481 | - 253 658 | |
| b) autres charges administratives | - 69 366 | - 64 064 | |
| 9. Dépréciations et amortissements (Note F) | - 17 193 | | - 17 100 |
| a) sur actifs incorporels | - 3 250 | - 3 558 | |
| b) sur actifs corporels | - 13 943 | - 13 542 | |
| 10. Résultat sur cessions de prêts et avances | - 109 816 | | 0 |
| 11. Ajustements de valeur sur prêts et avances (Note D.3) | 185 404 | | - 37 000 |
| 12. Ajustements de valeur sur actions, autres titres à revenu variable et participations (Note E) | 8 374 | | - 22 818 |
| 13. Reprise sur provisions pour garanties émises | 1 603 | | 18 924 |
| 14. Fonds pour risques bancaires généraux (Note M) | 975 000 | | - 60 000 |
| 15. Résultat de l'exercice | 2 565 911 | | 1 388 877 |

Les notes entre parenthèses renvoient à l'annexe aux états financiers.

CAPITAUX PROPRES ET AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE

(en milliers d'euros)

À sa séance annuelle du 7 juin 2006, le Conseil des gouverneurs a décidé d'affecter comme suit le solde du compte de profits et pertes pour l'exercice clos le 31 décembre 2005, soit, après transfert de 60 000 000 EUR au Fonds pour risques bancaires généraux, 1 388 877 000 EUR :

- 888 877 000 EUR à verser à la Réserve supplémentaire
- 500 000 000 EUR à verser au Fonds pour le Mécanisme de financement structuré.

Par ailleurs, un montant de 15 509 000 EUR, obtenu après ajustement de la valeur d'opérations de capital-risque, a été transféré du Fonds pour les opérations de capital-risque à la Réserve supplémentaire. Le 28 avril 2006, le Conseil des gouverneurs a décidé de transférer 250 000 000 EUR de la Réserve supplémentaire au Fonds pour le Mécanisme de financement structuré. Compte tenu de ces transferts, le Fonds pour les opérations de capital-risque se monte à 1 663 824 000 EUR, le Fonds pour le Mécanisme de financement structuré à 1 250 000 000 EUR et la Réserve supplémentaire à 2 649 498 000 EUR.

| ÉTAT DES MOUVEMENTS DES CAPITAUX PROPRES (EN MILLIERS D'EUROS) | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|----------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Capital-actions | | |
| – Capital souscrit | 163 653 737 | 163 653 737 |
| – Non appelé | - 155 471 050 | - 155 471 050 |
| – Capital appelé | 8 182 687 | 8 182 687 |
| – À déduire: capital appelé mais non versé | - 426 679 | - 512 015 |
| – Capital versé | 7 756 008 | 7 670 672 |
| Réserves et résultat de l'exercice : | | |
| Fonds de réserve | | |
| – Solde à la clôture de l'exercice | 16 365 374 | 16 365 374 |
| – À déduire: montants à recevoir des États membres | - 1 078 300 | - 1 293 960 |
| – Solde versé à la clôture de l'exercice | 15 287 074 | 15 071 414 |
| Réserve supplémentaire | | |
| – Solde à l'ouverture de l'exercice | 1 995 112 | 538 361 |
| – Affectation du résultat de l'exercice précédent | 888 877 | 1 381 017 |
| – Reprise sur le Fonds pour les opérations de capital-risque | 15 509 | 75 734 |
| – Dotation au Fonds pour le Mécanisme de financement structuré | - 250 000 | 0 |
| – Solde à la clôture de l'exercice | 2 649 498 | 1 995 112 |
| Fonds pour risques bancaires généraux | | |
| – Solde à l'ouverture de l'exercice | 975 000 | 915 000 |
| – Affectation du résultat de l'exercice | 0 | 60 000 |
| – Dotation au résultat de l'exercice | - 975 000 | 0 |
| – Solde à la clôture de l'exercice | 0 | 975 000 |
| Fonds pour le Mécanisme de financement structuré | | |
| – Solde à l'ouverture de l'exercice | 500 000 | 500 000 |
| – Affectation du résultat de l'exercice précédent | 500 000 | 0 |
| – Reprise sur la Réserve supplémentaire | 250 000 | 0 |
| – Solde à la clôture de l'exercice | 1 250 000 | 500 000 |
| Fonds pour les opérations de capital-risque | | |
| – Solde à l'ouverture de l'exercice | 1 679 333 | 1 755 067 |
| – Dotation à la Réserve supplémentaire | - 15 509 | - 75 734 |
| – Solde à la clôture de l'exercice | 1 663 824 | 1 679 333 |
| Résultat de l'exercice | 2 565 911 | 1 388 877 |
| Réserves et résultat de l'exercice | 23 416 307 | 21 609 736 |
| Total des capitaux propres | 31 172 315 | 29 280 408 |

ÉTAT DES SOUSCRIPTIONS AU CAPITAL DE LA BANQUE

AU 31 DÉCEMBRE 2006 (en euros)

| ÉTATS MEMBRES | Capital souscrit | Capital non appelé ^(*) | Capital versé et à verser au 31.12.2006 ^(**) |
|--------------------|------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------------------------|
| ALLEMAGNE | 26 649 532 500 | 25 316 065 017 | 1 333 467 483 |
| FRANCE | 26 649 532 500 | 25 316 065 017 | 1 333 467 483 |
| ITALIE | 26 649 532 500 | 25 316 065 017 | 1 333 467 483 |
| ROYAUME-UNI | 26 649 532 500 | 25 316 065 017 | 1 333 467 483 |
| ESPAGNE | 15 989 719 500 | 15 191 419 977 | 798 299 523 |
| PAYS-BAS | 7 387 065 000 | 7 018 606 548 | 368 458 452 |
| BELGIQUE | 7 387 065 000 | 7 018 606 548 | 368 458 452 |
| SUÈDE | 4 900 585 500 | 4 655 556 231 | 245 029 269 |
| DANEMARK | 3 740 283 000 | 3 553 721 865 | 186 561 135 |
| AUTRICHE | 3 666 973 500 | 3 483 624 843 | 183 348 657 |
| POLOGNE | 3 411 263 500 | 3 240 700 325 | 170 563 175 |
| FINLANDE | 2 106 816 000 | 2 001 475 188 | 105 340 812 |
| GRÈCE | 2 003 725 500 | 1 903 781 233 | 99 944 267 |
| PORTUGAL | 1 291 287 000 | 1 226 879 033 | 64 407 967 |
| RÉPUBLIQUE TCHÈQUE | 1 258 785 500 | 1 195 846 225 | 62 939 275 |
| HONGRIE | 1 190 868 500 | 1 131 325 075 | 59 543 425 |
| IRLANDE | 935 070 000 | 888 429 814 | 46 640 186 |
| SLOVAQUIE | 428 490 500 | 407 065 975 | 21 424 525 |
| SLOVÉNIE | 397 815 000 | 377 924 250 | 19 890 750 |
| LITUANIE | 249 617 500 | 237 136 625 | 12 480 875 |
| LUXEMBOURG | 187 015 500 | 177 687 377 | 9 328 123 |
| CHYPRE | 183 382 000 | 174 212 900 | 9 169 100 |
| LETTONIE | 152 335 000 | 144 718 250 | 7 616 750 |
| ESTONIE | 117 640 000 | 111 758 000 | 5 882 000 |
| MALTE | 69 804 000 | 66 313 800 | 3 490 200 |
| TOTAL | 163 653 737 000 | 155 471 050 150 | 8 182 686 850 |

^(*) Le Conseil d'administration peut en exiger le versement dans la mesure où cela devient nécessaire pour permettre à la Banque de faire face à ses obligations à l'égard de ses bailleurs de fonds.

^(**) Se reporter à la Note X pour plus de précisions sur le calendrier de versement du capital à verser.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE AU 31 DÉCEMBRE 2006

(en milliers d'euros)

| | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|---------------------|
| A. Flux de trésorerie attribuables aux activités d'exploitation : | | |
| Résultat de l'exercice | 2 565 911 | 1 388 877 |
| Ajustements : | | |
| Fonds pour risques bancaires généraux | - 975 000 | 60 000 |
| Ajustements de valeur sur actifs corporels et incorporels | 17 193 | 17 100 |
| Ajustements de valeur sur actions, autres titres à revenu variable et participations | - 8 374 | 22 818 |
| Variation comptes de régularisation – passif | - 247 429 | 196 060 |
| Variation comptes de régularisation – actif | - 318 561 | - 7 837 |
| Décote/prime portefeuille d'investissement | - 17 886 | 19 406 |
| Résultat des activités d'exploitation | 1 015 854 | 1 696 424 |
| Versements de prêts nets | -35 391 121 | - 38 532 747 |
| Remboursements | 21 143 605 | 22 997 158 |
| Effets des variations de change sur les prêts | 3 778 695 | - 6 636 861 |
| Variation portefeuilles de trésorerie | 6 445 | - 1 656 631 |
| Variation opérations de capital-risque | - 132 330 | - 132 421 |
| Provisions spécifiques sur prêts et avances | - 185 083 | 37 000 |
| Variation actions et autres titres à revenu variable | - 23 766 | - 1 268 |
| Variation autres éléments d'actif | - 76 383 | - 96 787 |
| Flux de trésorerie nets attribuables aux activités d'exploitation | - 9 864 084 | - 22 326 133 |
| B. Flux de trésorerie attribuables aux activités d'investissement : | | |
| Libération de titres BERD [Note E] | 0 | - 8 437 |
| Acquisitions/Cessions de titres du FEI | 3 168 | - 17 325 |
| Cessions de titres | 395 894 | 292 587 |
| Acquisitions de titres | - 249 029 | - 314 549 |
| Variation titres adossés à des actifs | - 937 679 | - 865 105 |
| Variation actifs corporels | - 54 165 | - 55 095 |
| Variation actifs incorporels | - 2 235 | - 3 135 |
| Flux de trésorerie nets attribuables aux activités d'investissement | - 844 046 | - 971 059 |
| C. Flux de trésorerie attribuables aux activités de collecte de ressources : | | |
| Émissions d'emprunts | 45 549 825 | 52 627 352 |
| Remboursements d'emprunts | - 39 904 317 | - 32 061 496 |
| Effets des variations de change sur les emprunts et les échanges de monnaies | - 4 709 148 | 7 796 711 |
| Variation échanges de monnaies à payer | - 1 747 097 | - 1 844 093 |
| Versements d'États membres | 300 996 | 297 637 |
| Variation papier commercial | - 207 278 | 2 734 713 |
| Variation dettes envers les établissements de crédit | - 174 098 | 5 420 |
| Variations autres éléments de passif | - 24 668 | 355 634 |
| Flux de trésorerie nets attribuables aux activités de collecte de ressources | - 915 785 | 29 911 878 |
| État résumé de la trésorerie | | |
| Liquidités et équivalents de liquidités à l'ouverture de l'exercice | 29 745 700 | 23 131 014 |
| Flux de trésorerie nets attribuables aux | | |
| (1) activités d'exploitation | - 9 864 084 | - 22 326 133 |
| (2) activités d'investissement | - 844 046 | - 971 059 |
| (3) activités de collecte de ressources | - 915 785 | 29 911 878 |
| Liquidités et équivalents de liquidités à la clôture de l'exercice | 18 121 785 | 29 745 700 |
| Analyse des disponibilités (hors portefeuilles d'investissement et de couverture) | | |
| Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux | 14 676 | 13 168 |
| Effets avec échéance à l'émission de trois mois au maximum [Note B ; portefeuille A1] | 3 470 052 | 6 031 718 |
| Prêts et avances aux établissements de crédit : | | |
| Comptes à vue | 139 428 | 260 538 |
| Comptes de dépôts à terme | 14 497 629 | 23 440 276 |
| | 18 121 785 | 29 745 700 |

Les notes entre parenthèses renvoient à l'annexe aux états financiers.

BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT

ANNEXE AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2006

Note A – Principes comptables essentiels

A.1. Normes comptables

Les états financiers non consolidés («les états financiers») de la Banque européenne d'investissement («la Banque» ou «la BEI») ont été établis en conformité avec les principes généraux de la directive 86/635/CEE du Conseil des Communautés européennes du 8 décembre 1986 concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers («la directive»), telle que modifiée par la directive 2001/65/CE du 27 septembre 2001 et par la directive 2003/51/CE du 18 juin 2003 concernant les comptes annuels et les comptes consolidés de certaines formes de sociétés ainsi que ceux des banques et autres établissements financiers et ceux des entreprises d'assurances («les directives»). Aucun rapport de gestion ne figure toutefois dans ces états financiers. La Banque établit un rapport d'activité qui est présenté séparément des états financiers et dont la cohérence avec ceux-ci n'est pas auditée.

Sur proposition du Comité de direction, le Conseil d'administration a décidé, le 13 mars 2007, de soumettre les états financiers pour approbation au Conseil des gouverneurs à sa séance du 5 juin 2007.

La préparation des états financiers exige que le Comité de direction retienne des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants inscrits au titre des produits, charges, éléments d'actif et de passif et sur les renseignements fournis quant aux actifs et aux passifs éventuels. Établir des estimations suppose d'utiliser les informations disponibles et d'exercer un jugement. Les résultats effectifs constatés ultérieurement peuvent différer de ces estimations et les différences peuvent être significatives pour les états financiers.

La Banque publie également des états financiers consolidés.

A.2. Bases de conversion

Conformément à l'article 4(1) de ses Statuts, la Banque emploie l'euro, monnaie unique des États membres participant à la troisième phase de l'Union économique et monétaire, comme unité de mesure des comptes de capital des États membres et pour la présentation de ses états financiers.

La Banque effectue ses opérations dans les monnaies de ses États membres, en euros et dans des monnaies non communautaires.

Ses ressources proviennent de son capital, de ses emprunts et de ses revenus cumulés dans différentes monnaies et sont détenues, investies ou prêtées dans ces mêmes monnaies.

Les transactions en monnaies étrangères sont converties au taux de change en vigueur à la date de la transaction.

Les éléments de l'actif et du passif de la Banque libellés dans des monnaies autres que l'euro sont convertis sur la base des taux de change de clôture en vigueur à la date du bilan. Les gains ou pertes résultant de la conversion sont enregistrés en résultat.

Les éléments du compte de profits et pertes sont convertis en euros mensuellement sur la base des taux de conversion de fin de mois.

A.3. Produits dérivés

La Banque a recours aux produits dérivés, principalement des contrats d'échange de monnaies et de taux d'intérêt, dans le cadre de ses activités de gestion actif-passif, à des fins de couverture de positions de taux d'intérêt et de change, y compris pour la couverture de transactions prévues.

La majeure partie des contrats d'échange conclus par la Banque sont destinés à la couverture d'emprunts obligataires spécifiques. La Banque conclut des opérations d'échange de monnaies, principalement dans le cadre de la collecte de ses ressources, de sorte que le produit d'un emprunt dans une monnaie donnée soit converti dès le départ dans une autre monnaie, et elle se procure ultérieurement les montants nécessaires au service financier de l'emprunt dans la monnaie d'origine. Les montants correspondant à ces opérations sont inscrits dans des postes hors bilan à la date de la transaction.

La Banque conclut également des contrats d'échange de monnaies et de taux d'intérêt dans le cadre d'opérations de couverture de ses prêts ou pour les besoins de sa position globale de gestion actif-passif (GAP). Les intérêts y afférents sont comptabilisés selon la méthode prorata temporis. Les montants nominaux de ces opérations d'échange sont enregistrés dans des postes hors bilan à la date de la transaction.

La Banque passe aussi des contrats d'échange de monnaies à court terme pour ajuster les positions en devises sur sa trésorerie opérationnelle par rapport à sa monnaie de référence, l'euro, mais également pour faire face à la demande de monnaies liée aux déboursements de prêts.

Des contrats d'échange de défaut de paiement sont en outre conclus par la Banque dans le cadre de sa politique d'atténuation du risque de crédit. Les montants correspondant à ces opérations sont inscrits dans des postes hors bilan à la date de la transaction.

A.4. Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés sur la base de la date de règlement.

A.5. Caisse et éléments assimilés

La Banque assimile à des avoirs en caisse les titres à court terme très liquides et les dépôts porteurs d'intérêts d'une durée initiale maximale de 90 jours.

A.6. Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès des banques centrales et obligations et autres titres à revenu fixe

Dans le but de clarifier la gestion de ses liquidités et de renforcer sa solvabilité, la Banque a défini les catégories de portefeuilles suivantes :

A.6.1. Portefeuille d'investissement

Le portefeuille d'investissement est composé de titres acquis dans l'intention de les conserver jusqu'à leur échéance. Ce sont des titres émis ou garantis par :

- des États de l'Union européenne, des pays du G10 ou des organismes publics de ces pays ;
- des institutions publiques supranationales, y compris des banques de développement multinationales.

Ces titres sont initialement enregistrés à leur coût d'acquisition ou, plus exceptionnellement, à leur coût de transfert. La différence entre le prix d'entrée et la valeur de remboursement est étalée prorata temporis sur la durée de vie restante des titres.

Dans le courant de 2006, la Banque a décidé de clore le portefeuille d'investissement. Elle n'abondera plus ce portefeuille et conservera les positions existantes jusqu'à échéance finale, après quoi elle investira le produit des remboursements des titres parvenus à échéance dans les portefeuilles opérationnels décrits au point A.6.2.

A.6.2. Portefeuilles opérationnels

- *Portefeuilles opérationnels monétaires A1 et A2*

Pour s'assurer un niveau de liquidité suffisant, la Banque achète des produits du marché monétaire dont l'échéance est de douze mois au maximum, notamment des bons du Trésor et des titres de créances négociables d'établissements de crédit. Les titres du portefeuille A1 sont détenus jusqu'à l'échéance finale et présentés dans les états financiers à leur valeur nominale. Les titres du portefeuille A2 sont disponibles à la vente et comptabilisés à la moins élevée des deux valeurs suivantes : coût d'acquisition ou valeur de marché. Les ajustements de valeur sont enregistrés au poste 6. *Résultat sur opérations financières* du compte de profits et pertes. Dans le courant de 2005, les titres qui composaient précédemment le portefeuille A2, arrivés à échéance, avaient été réinvestis dans le portefeuille A2-AFS, lequel avait été renommé «A2» au 31 décembre 2005 (voir la Note B).

Les bons du Trésor figurent à l'actif du bilan au poste 2. *Effets publics admissibles au refinancement auprès des banques centrales.*

Les titres de créances négociables d'établissements de crédit figurent à l'actif du bilan au poste 5. *Obligations et autres titres à revenu fixe - b) d'autres émetteurs.*

- *Portefeuilles opérationnels obligataires B1, B2 et B3*

Le portefeuille B1 *Credit Spread* comprend des obligations à taux variable et à taux fixe émises ou garanties par des États, des institutions supranationales, des établissements financiers et des sociétés et dont la durée résiduelle est de 5 ans au maximum. Jusqu'au 31 décembre 2005, les titres de ce portefeuille étaient présentés dans les états financiers à leur coût amorti et étaient conservés jusqu'à leur échéance finale. Au 1^{er} juillet

2006, ils ont été convertis en titres disponibles à la vente et le produit de la conversion a été enregistré au poste 6. *Résultat sur opérations financières* du compte de profits et pertes. Les titres sont présentés dans les états financiers soit à leur valeur d'acquisition, soit à leur valeur de marché, la valeur la moins élevée étant retenue. Les ajustements de valeur sont enregistrés au poste 6. *Résultat sur opérations financières* du compte de profits et pertes.

Le portefeuille B2 Placements alternatifs comprend des titres à capital garanti d'émetteurs qui répondent aux critères d'admissibilité de la Banque pour ses portefeuilles de trésorerie, assortis de coupons liés aux performances de fonds de fonds spéculatifs sous-jacents, et d'une durée initiale approximative de cinq ans. Les titres du portefeuille B2 sont disponibles à la vente et comptabilisés à la moins élevée des deux valeurs suivantes : coût d'acquisition ou valeur de marché. Les ajustements de valeur sont enregistrés au poste 6. *Résultat sur opérations financières* du compte de profits et pertes.

Le portefeuille B3 *Global Fixed Income* comprend des titres cotés d'une durée résiduelle maximale de 10 ans, émis et garantis par des institutions financières. Les titres détenus dans ce portefeuille sont portés au bilan à leur valeur de marché; l'ajustement de valeur correspondant est enregistré au poste 6. *Résultat sur opérations financières* du compte de profits et pertes.

A.7. Emprunt et prêt de titres

En avril 2003, la Banque a signé une convention de prêt de titres avec Northern Trust Global Investment, qui intervient en qualité d'agent pour le prêt de titres du portefeuille d'investissement, du portefeuille B1 *Credit Spread* et du portefeuille B3 *Global Fixed Income*.

Les titres empruntés et les titres prêtés sont enregistrés sur la base du montant de l'instrument liquide fourni ou reçu en garantie, augmenté des intérêts échus. Les titres empruntés et les titres reçus en nantissement dans le cadre d'opérations de prêt de titres ne sont pas inscrits au bilan, à moins que le contrôle des droits contractuels liés aux titres reçus ne soit transféré à la BEI. Les titres prêtés et les titres fournis en nantissement dans le cadre d'opérations d'emprunt de titres ne sont pas retirés du bilan, à moins que le contrôle des droits contractuels liés aux titres transférés ne soit abandonné. La Banque surveille journalièrement la valeur de marché des titres empruntés et prêtés et fournit ou exige une sûreté complémentaire en fonction des accords sous-jacents.

Les commissions et intérêts reçus ou versés sont enregistrés en produits ou charges d'intérêts selon le principe de l'étalement.

A.8. Prêts et avances aux établissements de crédit et à la clientèle

A.8.1. Prêts et avances

Les prêts et avances sont présentés dans les actifs de la Banque sur la base du montant décaissé net. Des ajustements de valeur spécifiques ont été effectués sur les prêts et avances en cours à la fin de l'exercice qui présentent des risques de non-recouvrement sur une partie ou sur la totalité de leur montant. Ces ajustements de valeur sont maintenus dans la même monnaie que l'actif auquel ils se rapportent. Les ajustements de valeur sont comptabilisés en résultat à la rubrique Ajustements de valeur sur prêts et avances et sont portés en déduction aux postes d'actif appropriés du bilan.

A.8.2. Intérêts sur prêts

Les intérêts sur prêts sont enregistrés en résultat selon le principe de l'étalement, c'est-à-dire sur la durée de vie des prêts. Au bilan, les intérêts échus sont inscrits à l'actif au *Compte de régularisation*. Les ajustements de valeur relatifs aux intérêts sur ces prêts sont déterminés au cas par cas par la direction de la Banque et enregistrés à l'actif du bilan dans les *Provisions spécifiques* en regard de la ligne correspondante.

A.8.3. Opérations de prise en pension (*Reverse repo*) et de mise en pension (*Repo*)

La Banque conclut des opérations de pension tripartites afin d'optimiser sa gestion du risque de crédit inhérent aux actifs détenus dans les portefeuilles opérationnels.

Dans une opération de pension tripartite, un dépositaire ou un organisme de compensation prennent des dispositions pour assurer la conservation, la compensation et le règlement des transactions de pension entre la Banque et une tierce partie. Ils opèrent sur la base d'un contrat-cadre global standard et organisent la livraison contre paiement, la substitution des titres, l'évaluation automatique aux cours du marché, l'information financière et l'administration courante, toutes opérations effectuées par un intermédiaire unique qui prend lui-même en charge le risque et les renouvellements automatiques, sans qu'il y ait divulgation de l'identité des contreparties.

La Banque assimile les opérations de ce type à un prêt (un emprunt) à taux d'intérêt garanti. Elles sont comptabilisées, sur la base du montant des liquidités fournies ou reçues augmenté des intérêts échus, à l'actif du bilan au poste 3. *Prêts et avances aux établissements de crédit – b) autres prêts et avances* (au passif du bilan au poste 1. *Dettes envers les établissements de crédit – b) à terme ou à préavis*).

Les intérêts perçus au titre des accords de prise en pension et les intérêts versés au titre des accords de mise en pension sont comptabilisés en produits ou charges d'intérêts, sur la durée de vie de chaque accord.

A.8.4. Bonifications d'intérêt

Les bonifications d'intérêt reçues d'avance (voir la Note G) sont différées et reconnues dans le compte de profits et pertes sur la période allant du versement au remboursement du prêt bonifié concerné.

A.9. Actions, autres titres à revenu variable et participations

A.9.1. Actions et autres titres à revenu variable

Les actions et autres titres à revenu variable sont enregistrés à leur coût d'acquisition. À la date du bilan, leur valeur comptable est ajustée par rapport à la moins élevée des deux valeurs suivantes : coût d'acquisition ou valeur de marché. La Banque acquiert des actions et autres titres à revenu variable dans le cadre des opérations de capital-risque ou des fonds d'investissement dans les infrastructures auxquels elle participe en vertu du Mécanisme de financement structuré (voir la Note A.15).

Les investissements dans des sociétés de capital-risque et des fonds d'infrastructure représentent des actions et autres titres à revenu variable acquis pour de longues durées dans le cours normal des activités de la Banque; ils figurent au bilan à leur coût d'acquisition initial. Sur la base des évaluations fournies par les gestionnaires de fonds jusqu'à la date du bilan, les portefeuilles d'investissements sont enregistrés ligne par ligne à la moins élevée des deux valeurs suivantes : la valeur d'acquisition ou la valeur nette d'inventaire (VNI) attribuable, ce qui exclut du calcul toute plus-value latente attribuable au titre de ce portefeuille. On détermine la valeur nette d'inventaire attribuable en rapportant à la VNI qui figure dans le rapport le plus récent soit la quotité de capital de l'instrument sous-jacent détenue par la Banque, soit, dans la mesure où elle est disponible, la valeur de la participation à la même date telle que calculée par le gestionnaire de fonds concerné. Pour l'évaluation finale, la VNI attribuable est ajustée en fonction des événements qui se sont produits entre la date de la dernière VNI fournie et la date du bilan, dans la mesure où ils sont considérés comme ayant une incidence notable. Les pertes latentes imputables uniquement à des charges administratives et des commissions de gestion liées à des fonds de capital-risque ou des fonds d'infrastructure ayant moins de deux ans d'existence à la date du bilan ne sont pas prises en compte dans le calcul de la VNI attribuable.

A.9.2. Participations

Les participations détenues représentent des investissements à moyen et long terme et sont comptabilisées à leur prix d'acquisition. Les réductions de valeur sont comptabilisées dans la mesure où elles présentent un caractère durable.

A.10. Actifs corporels

Les actifs corporels comprennent les terrains, les immeubles occupés par la Banque ainsi que des installations et équipements.

Les terrains et immeubles sont enregistrés à leur valeur d'acquisition diminuée du cumul des amortissements. La valeur de l'immeuble du siège de la Banque à Luxembourg-Kirchberg et de ses immeubles de Luxembourg-Hamm, Luxembourg-Weimershof et Lisbonne fait l'objet d'un amortissement linéaire comme exposé ci-dessous.

Les installations et le matériel de bureau étaient, jusqu'à la fin de 1997, amortis intégralement l'année d'acquisition. Depuis 1998, les équipements permanents, les agencements et accessoires, le mobilier, le matériel de bureau et les véhicules figurent au bilan à leur coût d'acquisition diminué de l'amortissement cumulé.

L'amortissement est calculé linéairement sur la durée de vie estimative de chaque bien acquis, comme ci-après :

| | |
|------------------------------------------------------------|--------|
| – Immeubles de Kirchberg, Hamm et Weimershof..... | 30 ans |
| – Immeuble de Lisbonne | 25 ans |
| – Équipements permanents, agencements et accessoires | 10 ans |
| – Mobilier | 5 ans |
| – Matériel de bureau et véhicules | 3 ans |

Le patrimoine artistique est amorti intégralement l'année d'acquisition.

A.11. Actifs incorporels

Les actifs incorporels comprennent les logiciels informatiques. Les coûts de développement de logiciels sont capitalisés dès lors que les produits répondent à certains critères concernant leur identifiabilité, la probabilité qu'ils procureront à la Banque des avantages économiques futurs et la fiabilité de la mesure de leur coût.

Les logiciels mis au point par les services de la Banque et remplissant les critères susmentionnés sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué de l'amortissement cumulé calculé linéairement sur trois ans à compter de leur achèvement.

Les logiciels achetés font l'objet d'un amortissement linéaire sur leur durée de vie estimative (2 à 5 ans).

A.12. Fonds de pension du personnel et régime d'assurance-maladie

A.12.1. Fonds de pension

Le régime général de retraite de la Banque est un régime à prestations définies alimenté par les cotisations des membres du personnel et de la Banque et couvrant l'ensemble du personnel. Les cotisations de la Banque et de son personnel sont intégralement investies dans les actifs de la Banque. Ces contributions annuelles sont accumulées et reconnues dans un compte de provision spécifique inscrit au passif du bilan de la Banque, de même que les intérêts annuels.

Les engagements en matière de prestations de retraite sont évalués au moins une fois chaque année sur la base de la méthode des unités de crédit projetées («*projected unit credit method*»), l'objectif étant de s'assurer que la provision comptabilisée est adéquate. La dernière évaluation porte sur la situation au 30 septembre 2006. Les principales hypothèses actuarielles utilisées par l'actuaire sont exposées à la Note L. Les gains actuariels n'ont pas d'incidence sur le niveau des provisions et les pertes donnent lieu à une provision spécifique supplémentaire.

Le régime général de pension du Fonds européen d'investissement (FEI) est un régime à prestations définies alimenté par les cotisations du personnel et du FEI et couvrant l'ensemble du personnel. Il a pris effet en mars 2003, remplaçant le régime précédent de retraite à contributions définies. Les ressources affectées au fonds de pension du FEI sont conservées et investies par la BEI conformément aux règles et principes qu'elle applique pour son propre régime de pension.

A.12.2. Régime d'assurance-maladie

La Banque a institué au profit des membres du personnel son propre régime d'assurance-maladie, au financement duquel contribuent la Banque et le personnel. Le régime d'assurance-maladie est géré selon les mêmes principes que le régime de pension. La dernière évaluation porte sur la situation au 30 septembre 2006.

A.13. Dettes représentées par des titres

Les dettes représentées par des titres sont présentées dans ce compte à leur valeur de remboursement. Les coûts de transaction et les primes ou décotes sont amortis linéairement en résultat sur la durée de vie des dettes en tant qu'ajustement du compte de régularisation à l'actif et au passif.

Les charges d'intérêts sur les titres de créance sont enregistrées en résultat au compte *Intérêts et charges assimilées*.

A.14. Fonds pour risques bancaires généraux et provision pour garanties émises

A.14.1. Fonds pour risques bancaires généraux

Jusqu'au 31 décembre 2005, la Banque identifiait dans un poste distinct du bilan les montants qu'elle décidait d'affecter à la couverture des risques associés aux opérations de prêt et autres opérations financières, eu égard aux risques particuliers inhérents à ces opérations.

À compter de 2006, la Banque ne distingue plus dans son bilan un tel poste séparé. Cette décision n'influe en rien sur la capacité de la BEI à couvrir ses risques. Elle continuera de calculer le montant correspondant aux risques bancaires généraux, pour ses propres besoins et à des fins de communication externe (voir la Note M), conformément à la méthode existante (voir les Notes S et T).

Le montant correspondant aux risques bancaires généraux relatifs aux opérations du Mécanisme de financement structuré est présenté au bilan dans le *Fonds pour le Mécanisme de financement structuré*.

A.14.2. Provision pour garanties émises

Cette provision est destinée à couvrir les risques inhérents à l'activité d'émission de garanties de la Banque en faveur d'intermédiaires financiers ou au bénéfice de prêts accordés par des tierces parties. Une provision pour pertes sur crédits est constituée s'il existe une indication objective que la Banque aura à subir une perte au titre de telle ou telle garantie donnée.

A.15. Fonds pour le Mécanisme de financement structuré et pour les opérations de capital-risque

A.15.1. Fonds pour le Mécanisme de financement structuré

Ce poste comprend le montant cumulé des affectations du résultat annuel de la Banque déterminé chaque année par le Conseil des gouverneurs en faveur de la mise en œuvre d'opérations à caractère plus risqué pour ce nouveau type d'instrument.

A.15.2. Fonds pour les opérations de capital-risque

Ce poste comprend le montant cumulé des affectations du résultat annuel de la Banque déterminé chaque année par le Conseil des gouverneurs en faveur de mécanismes de fourniture de capital-risque dans le cadre de la mise en œuvre de la résolution du Conseil européen sur la croissance et l'emploi.

Les ajustements de valeur sur les opérations de capital-risque et de financement structuré sont enregistrés en résultat. Lors de l'affectation du résultat de la Banque, ces ajustements de valeur sont pris en compte pour déterminer les montants à porter au Fonds pour le Mécanisme de financement structuré et au Fonds pour les opérations de capital-risque.

A.16. Imposition

Le protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes annexé au traité du 8 avril 1965 instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes dispose que les avoirs, revenus et autres biens de la Banque sont exonérés de tous impôts directs.

A.17. Comptes de régularisation (actif - passif)

Ces comptes comprennent :

À l'actif : les charges comptabilisées durant l'exercice mais qui concernent un exercice ultérieur, ainsi que les produits se rapportant à l'exercice qui ne seront exigibles que postérieurement à la clôture de ce dernier (principalement intérêts sur prêts).

Au passif : les produits perçus avant la date de clôture du bilan mais imputables à un exercice ultérieur, ainsi que les charges qui, bien que se rapportant à l'exercice, ne seront dues qu'au cours d'un exercice ultérieur (principalement intérêts sur emprunts).

A.18. Intérêts et produits assimilés

Outre les produits d'intérêts et de commissions sur prêts et sur dépôts et les autres produits du portefeuille de titres, la rubrique *Intérêts à recevoir et produits assimilés* comprend les indemnités perçues par la Banque sur les remboursements anticipés effectués par ses emprunteurs. Afin de maintenir une équivalence de traitement comptable entre le revenu sur prêts et le coût des emprunts, la Banque étale sur la durée restant à courir des prêts concernés les indemnités de remboursement anticipé perçues.

A.19. Gestion de fonds de tiers

A.19.1. Trésorerie du FEI

La gestion de la trésorerie du FEI est assurée par les services de la Banque, conformément à l'accord à cet effet signé entre les deux parties en décembre 2000.

A.19.2. Trésorerie du Fonds de garantie

La Commission a confié la gestion financière du Fonds de garantie à la BEI dans le cadre d'une convention signée entre les deux parties en novembre 1994.

A.20. Retraitements concernant l'exercice précédent

Afin d'assurer la comparabilité avec le présent exercice, certains chiffres concernant l'exercice précédent ont été retraités.

Note B – Portefeuille de titres (en milliers d'euros)

Outre les titres adossés à des actifs, qui correspondent à l'acquisition de participations dans des portefeuilles de prêts ou de créances à recevoir en relation avec des opérations de titrisation, le portefeuille de titres se compose du portefeuille d'investissement, des portefeuilles opérationnels monétaires A1 et A2 et des portefeuilles opérationnels obligataires B1 *Credit Spread*, B2 *Placements alternatifs* et B3 *Global Fixed Income*. Au 1^{er} juillet 2006, les titres du portefeuille opérationnel B1 ont été convertis en titres disponibles à la vente (Note A.6.2). Le détail de ces portefeuilles et leur répartition au 31 décembre 2006 et 2005 se présentent comme suit :

| | | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|-------------------|-------------------|
| Effets publics admissibles au refinancement auprès des banques centrales (dont 12 711 000 EUR non cotés en 2006 et 12 701 000 EUR en 2005) | | 2 551 274 | 2 627 125 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe (admis à la cote) | | 10 826 849 | 12 510 409 |
| | | 13 378 123 | 15 137 534 |

| Au 31.12.2006 | | Répartition | Valeur d'acquisition | Valeur comptable | Prime ou décote à amortir | Valeur à l'échéance finale | Valeur de marché |
|------------------------------------------------------|--|-----------------------------------|----------------------|-------------------|---------------------------|----------------------------|-------------------|
| Portefeuille d'investissement | | Conservés jusqu'à l'échéance | 2 427 072 | 2 386 442 | - 38 510 | 2 347 932 | 2 455 978 |
| Portefeuilles opérationnels monétaires : | | | | | | | |
| – A1:titres monétaires à échéance maximum de 3 mois | | Conservés jusqu'à l'échéance | 3 470 052 | 3 470 052 | 0 | 3 470 052 | 3 470 052 |
| – A2:titres monétaires à échéance maximum de 18 mois | | Disponibles à la vente | 2 673 394 | 2 672 224 | 0 | 2 672 010 | 2 672 530 |
| Portefeuilles opérationnels obligataires : | | | | | | | |
| – B1: Credit Spread | | Disponibles à la vente | 1 297 378 | 1 296 718 | 0 | 1 296 677 | 1 297 022 |
| – B2: Placements alternatifs | | Disponibles à la vente | 150 000 | 150 000 | 0 | 150 000 | 155 315 |
| – B3: Global Fixed Income | | Détenus à des fins de transaction | 689 674 | 680 290 | 0 | 684 300 | 680 290 |
| Titres adossés à des actifs (Note D) | | Conservés jusqu'à l'échéance | 2 722 397 | 2 722 397 | 0 | 2 722 397 | 2 718 430 |
| TOTAL | | | 13 429 967 | 13 378 123 | - 38 510 | 13 343 368 | 13 449 617 |

| Au 31.12.2005 | | Répartition | Valeur d'acquisition | Valeur comptable | Prime ou décote à amortir | Valeur à l'échéance finale | Valeur de marché |
|------------------------------------------------------|--|-----------------------------------|----------------------|-------------------|---------------------------|----------------------------|-------------------|
| Portefeuille d'investissement | | Conservés jusqu'à l'échéance | 2 573 937 | 2 515 421 | - 51 488 | 2 463 933 | 2 692 153 |
| Portefeuilles opérationnels monétaires : | | | | | | | |
| – A1:titres monétaires à échéance maximum de 3 mois | | Conservés jusqu'à l'échéance | 6 031 718 | 6 031 718 | 0 | 6 031 718 | 6 031 718 |
| – A2:titres monétaires à échéance maximum de 18 mois | | Disponibles à la vente | 3 093 938 | 3 093 938 | 0 | 3 092 164 | 3 093 938 |
| Portefeuilles opérationnels obligataires : | | | | | | | |
| – B1: Credit Spread | | Conservés jusqu'à l'échéance | 1 106 482 | 1 106 122 | - 443 | 1 105 679 | 1 108 124 |
| – B2: Placements alternatifs | | Disponibles à la vente | 150 000 | 150 000 | | 150 000 | 150 655 |
| – B3: Global Fixed Income | | Détenus à des fins de transaction | 463 244 | 455 617 | 0 | 446 800 | 455 617 |
| Titres adossés à des actifs (Note D) | | Conservés jusqu'à l'échéance | 1 784 718 | 1 784 718 | 0 | 1 784 718 | 1 784 718 |
| TOTAL | | | 15 204 037 | 15 137 534 | - 51 931 | 15 075 012 | 15 316 923 |

La Banque conclut des opérations de prêt de titres avec cautionnement qui peuvent présenter un risque si la contrepartie se trouve dans l'impossibilité de remplir ses obligations contractuelles. La Banque maîtrise les risques de crédit associés à ces activités en surveillant les encours sur ses contreparties et la valeur des instruments de cautionnement sur une base journalière, en exigeant si nécessaire qu'une sûreté réelle complémentaire lui soit fournie ou restituée. L'activité de prêt de titres représente un montant de 842 740 000 EUR à la fin de décembre 2006 (2005 : 799 081 000 EUR).

Note C – Prêts et avances aux établissements de crédit - Autres prêts et avances (en milliers d'euros)

La Banque conclut des opérations de prise en pension et de mise en pension avec cautionnement qui peuvent présenter un risque si la contrepartie se trouve dans l'impossibilité de remplir ses obligations contractuelles. La Banque maîtrise les risques de crédit associés à ces activités en surveillant les encours sur ses contreparties et la valeur des instruments de cautionnement sur une base journalière, en exigeant si nécessaire qu'une sûreté réelle complémentaire lui soit fournie ou restituée.

| | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|---------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Dépôts à terme | 8 957 707 | 12 640 381 |
| Opérations de prise en pension (Reverse repos) tripartites ^(*) | 5 539 922 | 10 799 895 |
| | 14 497 629 | 23 440 276 |

^(*) Ces opérations sont réalisées avec un dépositaire tiers qui s'engage, sur la base d'un contrat-cadre, à garantir le respect des conditions contractuelles, notamment en ce qui concerne :

- la livraison contre paiement,
- la vérification du nantissement,
- la marge de nantissement requise par le prêteur, qui doit toujours être présente et suffisante, ce qui suppose pour le dépositaire de vérifier quotidiennement la valeur des titres sur le marché,
- l'organisation de la substitution du nantissement sous réserve que toutes les exigences stipulées dans le contrat soient respectées.

Note D – État résumé des prêts et garanties

D.1. Total des prêts accordés (en milliers d'euros)

Le total des prêts accordés englobe la partie décaissée des prêts accordés et celle qui reste à décaisser. La ventilation se présente comme suit :

| | Prêts à des établissements de crédit faisant fonction d'intermédiaires | Prêts accordés directement aux bénéficiaires finals | Total 2006 | Total 2005 |
|-----------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| Partie décaissée | 114 581 860 | 140 034 385 | 254 616 245 | 244 147 423 |
| Prêts non décaissés | 11 247 729 | 42 324 173 | 53 571 902 | 48 268 241 |
| Total des prêts accordés | 125 829 589 | 182 358 558 | 308 188 147 | 292 415 664 |
| Titres adossés à des actifs (Note B) | | | 2 722 397 | 1 784 718 |
| Total des prêts y compris titres adossés à des actifs (Note U) | | | 310 910 544 | 294 200 382 |

D.2. Limite statutaire relative aux opérations de prêt et de garantie (en millions d'euros)

En vertu de l'article 18 (5) des Statuts, l'encours total des prêts et des garanties accordés par la Banque ne peut excéder 250 % du capital souscrit. Compte tenu du niveau actuel du capital, le plafond se situe à 409 milliards d'EUR pour un total actuel des prêts et garanties accordés de 314 milliards d'EUR, qui se répartit comme suit :

| | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|
| Total des prêts accordés | 308 188 | 292 416 |
| Total des opérations de capital-risque | 2 605 | 2 204 |
| Total des garanties au titre de prêts accordés par des tiers et d'opérations de capital-risque | 68 | 135 |
| Total des titres adossés à des actifs | 2 722 | 1 785 |
| Total des fonds d'infrastructure | 145 | 0 |
| | 313 728 | 296 540 |

D.3. Provision spécifique sur prêts (en milliers d'euros)

Cette provision spécifique a évolué comme suit :

| | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|-----------------------------------------------|--------------------------|-----------------------|
| Provision à l'ouverture de l'exercice | 272 000 | 235 000 |
| Utilisation de la provision durant l'exercice | - 189 171 ^(*) | 0 |
| Dotation durant l'exercice | 3 767 | 37 000 ^(*) |
| Ajustements de change | 321 | 0 |
| Provision à la clôture de l'exercice | 86 917 | 272 000 |

^(*) Ce montant de 37 000 000 EUR se décompose comme suit : 15 000 000 EUR de provisions spécifiques complémentaires sur prêts et 22 000 000 EUR au titre d'une provision existante sur des garanties émises qui ont été converties en prêts dans le courant de 2005.

^(**) Ce montant de 189 171 000 EUR constitue une reprise suite à la cession, en 2006, d'actifs sous forme de prêts pour lesquels une provision spécifique avait été constituée antérieurement. La cession de ces actifs a donné lieu à une perte réalisée de 109 816 000 EUR.

Note E – Actions et autres titres à revenu variable et participations

E.1. Actions et autres titres à revenu variable (en milliers d'euros)

Ce poste comprend (en milliers d'euros) :

| | Opérations de capital-risque | Actions BERD | Actions acquises pour garantir le recouvrement de prêts et avances | Fonds d'infrastructure | TOTAL |
|---------------------------------|------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------------------------------------|------------------------------|------------------|
| <i>Coût</i> | | | | | |
| Au 1 ^{er} janvier 2006 | 1 218 873 | 157 500 | 42 794 | 0 | 1 419 167 |
| Acquisitions nettes | 132 330 | 0 | 0 | 23 447 | 155 777 |
| Ajustements de change | 0 | 0 | 319 | 0 | 319 |
| Au 31 décembre 2006 | 1 351 203 | 157 500 | 43 113 | 23 447 | 1 575 263 |
| <i>Ajustements de valeur</i> | | | | | |
| Au 1 ^{er} janvier 2006 | - 333 181 | 0 | - 27 305 | 0 | - 360 486 |
| Acquisitions nettes | 2 227 | 0 | 6 147 | 0 | 8 374 |
| Au 31 décembre 2006 | - 330 954 | 0 | - 21 158 | 0 | - 352 112 |
| <i>Valeur comptable nette</i> | | | | | |
| Au 31 décembre 2006 | 1 020 249 | 157 500 ⁽¹⁾ | 21 955 ⁽²⁾ | 23 447 ⁽³⁾ | 1 223 151 |
| Au 31 décembre 2005 | 885 692 | 157 500 | 15 489 | 0 | 1 058 681 |

⁽¹⁾ Ce montant de 157 500 000 EUR (2005 : 157 500 000 EUR) représente le capital libéré par la Banque au 31 décembre 2006 au titre de sa souscription de 600 000 000 EUR au capital de la BERD.

La Banque détient 3,03 % du capital souscrit.

Au 31 décembre 2006, la part de la Banque dans les fonds propres nets de la BERD atteignait 298 500 000 EUR (2005 : 208 500 000 EUR). Ces chiffres sont obtenus à partir des états financiers audités de 2005, établis conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS).

| (en millions d'euros) | % du capital détenu | Total des capitaux propres | Total résultat net | Bilan |
|-----------------------|---------------------|----------------------------|--------------------|----------|
| BERD (31.12.2004) | 3,03 | 6 882,7 | 401,6 | 22 031,5 |
| BERD (31.12.2005) | 3,03 | 9 852,8 | 1 525,6 | 28 378,5 |

(2) Le nombre total des actions Eurotunnel détenues par la Banque au 31 décembre 2006 est de 58 971 193, ce qui correspond à 21 955 000 EUR.

(3) Les 23 447 000 EUR d'acquisitions nettes en 2006 comprennent un montant de 850 000 EUR qui était auparavant comptabilisé au poste Prêts et avances aux établissements de crédit.

E.2. Participations

Le poste *Participations* (276 989 000 EUR, contre 280 157 000 EUR pour 2005) représente le capital libéré par la Banque au titre de sa souscription de 1 224

000 000 EUR au capital du Fonds européen d'investissement, lequel a son siège social à Luxembourg.

La Banque détient 61,20 % (61,90 % en 2005) du capital souscrit du FEI.

En 2006, la Banque a vendu au total 14 actions du FEI. Suite au renouvellement de l'engagement de rachat concernant les 776 actions restantes du FEI, la BEI propose aux autres actionnaires du FEI de leur racheter ces actions au prix unitaire de 306 000 EUR. Ce prix correspond à la quotité de capital appelé du FEI représentée par chaque action, augmenté de la prime d'émission d'actions, des réserves statutaires, des plus-values latentes reconnues sur opérations de capital-risque, du report à nouveau et du résultat de l'exercice. Compte tenu du fait que le dividende de l'exercice restera dû aux autres actionnaires, le montant du dividende qu'il sera décidé de distribuer sera déduit du prix obtenu comme indiqué ci-dessus.

La valeur nominale de l'option de vente émise en faveur des actionnaires minoritaires du FEI, reconnue hors bilan pour 237 141 000 EUR, est calculée sur la base des comptes statutaires 2005 audités du FEI.

Note F – Actifs corporels et incorporels (en milliers d'euros)

| | Terrains | Immeubles Luxembourg | Immeuble Lisbonne | Installations et matériel | Total actifs corporels | Total actifs incorporels |
|---------------------------------|---------------|----------------------|-------------------|---------------------------|------------------------|--------------------------|
| <i>Coût historique</i> | | | | | | |
| Au 1 ^{er} janvier 2006 | 10 085 | 207 141 | 349 | 43 686 | 261 261 | 11 155 |
| Acquisitions | 0 | 40 709 | 0 | 13 456 | 54 165 | 2 235 |
| Cessions | 0 | 0 | 0 | - 4 643 | - 4 643 | - 6 350 |
| Au 31 décembre 2006 | 10 085 | 247 850 | 349 | 52 499 | 310 783 | 7 040 |
| <i>Amortissements cumulés</i> | | | | | | |
| Au 1 ^{er} janvier 2006 | 0 | - 70 953 | - 280 | - 15 653 | - 86 886 | - 5 009 |
| Amortissements | 0 | - 4 734 | - 14 | - 9 195 | - 13 943 | - 3 250 |
| Cessions | 0 | 0 | 0 | 4 643 | 4 643 | 6 350 |
| Au 31 décembre 2006 | 0 | - 75 687 | - 294 | - 20 205 | - 96 186 | - 1 909 |
| <i>Valeur comptable nette</i> | | | | | | |
| Au 31 décembre 2006 | 10 085 | 172 163 | 55 | 32 294 | 214 597 | 5 131 |
| Au 31 décembre 2005 | 10 085 | 136 188 | 69 | 28 033 | 174 375 | 6 146 |

L'ensemble des terrains et immeubles est utilisé par la Banque pour ses propres activités. Le poste *Immeubles Luxembourg* comprend des coûts (105 843 000 EUR, contre 65 134 000 EUR en 2005) relatifs à la construction du nouveau bâtiment, dont l'achèvement est prévu en 2008.

Note G – Bonifications d'intérêt reçues d'avance (en milliers d'euros)

Une partie des montants reçus de la Commission européenne dans le cadre du SME (Système monétaire européen) a fait l'objet d'une avance à long terme qui est enregistrée au passif au poste 3. *Autres éléments du passif – a) bonifications d'intérêt reçues d'avance*, comprenant :

- les montants des bonifications d'intérêt relatives aux prêts accordés pour des projets à l'extérieur de l'Union au titre des conventions signées avec les États ACP et des protocoles conclus avec les pays méditerranéens ;
- les bonifications d'intérêt afférentes à certaines opérations de prêt sur ressources propres de la BEI à l'intérieur de l'Union, mises à sa disposition dans le cadre du Système monétaire européen conformément au règlement (CEE) n° 1736/79 du Conseil des Communautés européennes du 3 août 1979 et dans le cadre du mécanisme financier établi par les États de l'AELE conformément à l'accord AELE signé le 2 mai 1992 ;
- les montants reçus à titre de bonifications d'intérêt pour les prêts accordés sur ressources de la CE dans le cadre des décisions du Conseil des Communautés européennes 78/870 du 16 octobre 1978 (Nouvel instrument communautaire), 82/169 du 15 mars 1982 et 83/200 du 19 avril 1983, ainsi qu'en application du règlement (CEE) n° 1736/79 du Conseil des Communautés européennes du 3 août 1979, modifié par le règlement (CEE) n° 2790/82 du Conseil des Communautés européennes du 18 octobre 1982.

Note H – Débiteurs divers et créditeurs divers (en milliers d'euros)

| Débiteurs divers | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------|
| Prêts immobiliers et avances accordés | | |
| au personnel (*) | 26 406 | 31 533 |
| Échéances à recevoir sur prêts | 167 797 | 76 182 |
| Échéance finale à recevoir sur contrats d'échange | 305 989 | 325 051 |
| Compte courant Capital-risque | 44 528 | 35 280 |
| Avances sur traitements et émoluments | 10 492 | 10 078 |
| Divers | 34 109 | 34 814 |
| 589 321 | 512 938 | |
| Créditeurs divers | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
| – Comptes de la Communauté européenne : | | |
| • pour les opérations dans le cadre de la Section spéciale et divers montants y afférents à régulariser | 416 478 | 589 147 |
| • comptes de dépôts | 428 025 | 514 019 |
| Régime complémentaire volontaire de prévoyance (Note L) | 187 532 | 184 176 |
| Régime d'assurance-maladie (Note L) | 76 151 | 67 671 |
| Contrats d'échange à payer | 115 341 | 36 810 |
| Revenus sur prêts à identifier | 95 694 | 36 317 |
| Divers | 16 748 | 15 141 |
| 1 335 969 | 1 443 281 | |

(*) La Banque a conclu avec une institution financière extérieure un accord aux termes duquel les membres du personnel employés à titre permanent peuvent bénéficier de prêts selon les dispositions du règlement du personnel de la Banque. Les mêmes taux d'intérêt, modalités et conditions s'appliquent à tous les employés dans cette situation.

Note I – Comptes de régularisation actif-passif (en milliers d'euros)

| | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|-------------------------------------------------------|------------------|------------------|
| À l'actif: | | |
| Intérêts et commissions à recevoir | 2 209 892 | 2 076 357 |
| Charges sur emprunts à répartir | 538 062 | 354 413 |
| Commission à recevoir de la Facilité d'investissement | 33 912 | 32 455 |
| Divers | 2 356 | 2 436 |
| | 2 784 222 | 2 465 661 |

| | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|---------------------------------|------------------|------------------|
| Au passif: | | |
| Intérêts et commissions à payer | 2 889 142 | 3 088 445 |
| Produits sur prêts à répartir | 258 232 | 332 074 |
| Produits d'emprunts à répartir | 919 042 | 892 569 |
| Initiative PPTE | 50 460 | 55 145 |
| Frais de personnel à régler | 5 266 | 4 443 |
| Charges pour mobilité externe | 0 | 654 |
| Divers | 31 214 | 27 455 |
| | 4 153 356 | 4 400 785 |

Note J – Dettes envers des établissements de crédit à terme ou à préavis (en milliers d'euros)

| | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|------------------------------------------------------------|----------------|----------------|
| Emprunts à court terme | 212 852 | 382 900 |
| Billets à ordre de la BERD détenus pour libérer le capital | 6 075 | 10 125 |
| | 218 927 | 393 025 |

Note K – Dettes représentées par un titre au 31 décembre (en milliers d'euros)

L'un des objectifs de la Banque dans le cadre de son activité de collecte de ressources est de faire concorder sa stratégie en la matière avec les caractéristiques des fonds nécessaires pour les prêts qu'elle accorde, notamment sur le plan des monnaies. Le tableau ci-dessous donne les encours d'emprunts par monnaie au 31 décembre 2006, ainsi que le montant notionnel cumulé des échanges de monnaies y associés, lesquels ont pour but de convertir la monnaie d'une émission dans la monnaie du prêt qu'elle sert à financer. La dernière colonne de ce tableau indique le montant total des emprunts par monnaie, compte tenu de l'effet économique engendré par les échanges de monnaies afin de présenter l'encours net par monnaie des emprunts existants au 31 décembre 2006.

| Payables en | EMPRUNTS | | | | | ÉCHANGES DE MONNAIES MONTANTS | | | | | MONTANT NET | |
|--------------|-----------------------|------------|-----------------------|------------|-----------|---------------------------------|------------|-------------------|------------|-------------|-----------------------|-----------------------|
| | Encours au 31.12.2005 | Taux moyen | Encours au 31.12.2006 | Taux moyen | Échéances | à payer (+) / ou à recevoir (-) | | | | | Encours au 31.12.2005 | Encours au 31.12.2006 |
| | | | | | | 31.12.2005 | Taux moyen | 31.12.2006 | Taux moyen | 31.12.2005 | | |
| EUR | 97 603 483 | 4,30 | 101 037 680 | 4,12 | 2007/2045 | 38 997 550 + | 2,51 | 48 677 053 + | 3,50 | 136 601 033 | 149 714 733 | |
| GBP | 58 797 480 | 5,40 | 58 233 751 | 5,28 | 2007/2054 | 16 770 035 - | 5,25 | 17 192 832 - | 5,40 | 42 027 445 | 41 040 919 | |
| DKK | 53 616 | 5,00 | 402 360 | 2,40 | 2010/2026 | 510 722 + | 2,16 | 252 499 + | 3,52 | 564 338 | 654 859 | |
| SEK | 954 892 | 4,34 | 1 235 012 | 4,31 | 2007/2025 | 809 960 + | 1,67 | 563 888 + | 3,01 | 1 764 852 | 1 798 900 | |
| USD | 67 957 589 | 4,03 | 60 291 687 | 4,40 | 2007/2045 | 10 975 898 - | 4,19 | 12 528 476 - | 5,05 | 56 981 691 | 47 763 211 | |
| CHF | 2 958 009 | 3,35 | 3 288 692 | 3,12 | 2007/2036 | 368 555 - | 0,00 | 1 063 521 - | 0,00 | 2 589 454 | 2 225 171 | |
| JPY | 7 082 923 | 1,87 | 6 619 308 | 1,15 | 2007/2036 | 1 856 928 - | 0,17 | 5 826 549 - | 0,27 | 5 225 995 | 792 759 | |
| NOK | 425 798 | 6,03 | 782 957 | 4,99 | 2007/2025 | 226 675 - | 2,41 | 410 529 - | 3,56 | 199 123 | 372 428 | |
| CAD | 400 729 | 6,20 | 261 763 | 5,80 | 2008/2045 | 69 289 - | 0,00 | 55 625 - | 0,00 | 331 440 | 206 138 | |
| AUD | 2 365 138 | 5,29 | 3 592 062 | 5,45 | 2007/2021 | 2 325 719 - | 0,00 | 3 545 929 - | 0,00 | 39 419 | 46 133 | |
| CZK | 1 232 383 | 4,73 | 1 193 006 | 4,68 | 2007/2030 | 1 177 699 + | 2,01 | 1 837 287 + | 2,43 | 2 410 082 | 3 030 293 | |
| HKD | 714 961 | 5,57 | 1 038 975 | 4,24 | 2007/2019 | 714 961 - | 0,00 | 1 030 698 - | 0,00 | 0 | 8 277 | |
| NZD | 1 576 144 | 6,22 | 2 142 056 | 6,25 | 2007/2014 | 1 576 144 - | 0,00 | 2 142 056 - | 0,00 | 0 | 0 | |
| ZAR | 1 501 592 | 9,36 | 1 254 633 | 8,97 | 2007/2018 | 846 867 - | 9,53 | 697 015 - | 10,64 | 654 725 | 557 618 | |
| HUF | 1 265 472 | 7,59 | 1 187 592 | 7,57 | 2007/2015 | 966 721 - | 6,09 | 725 837 - | 7,98 | 298 751 | 461 755 | |
| PLN | 621 526 | 6,43 | 594 075 | 6,12 | 2008/2026 | 116 726 + | 4,40 | 307 098 + | 4,04 | 738 252 | 901 173 | |
| MXN | 190 973 | 9,25 | 135 967 | 9,13 | 2007/2015 | 190 973 - | 0,00 | 135 967 - | 0,00 | 0 | 0 | |
| TWD | 693 026 | 2,25 | 375 134 | 1,03 | 2007/2013 | 693 026 - | 0,00 | 375 134 - | 0,00 | 0 | 0 | |
| TRY | 1 449 861 | 12,70 | 2 034 897 | 12,64 | 2007/2016 | 1 449 861 - | 0,00 | 2 034 897 - | 0,00 | 0 | 0 | |
| ISK | 241 384 | 7,17 | 563 728 | 7,53 | 2007/2011 | 241 384 - | 0,00 | 563 728 - | 0,00 | 0 | 0 | |
| BGN | 51 117 | 4,88 | 153 390 | 4,14 | 2009/2009 | 51 117 - | 0,00 | 153 390 - | 0,00 | 0 | 0 | |
| MTL | 23 294 | 3,80 | 23 294 | 3,80 | 2009/2009 | 23 294 - | 0,00 | 23 294 - | 0,00 | 0 | 0 | |
| SIT | 16 701 | 4,75 | 16 692 | 4,75 | 2014/2014 | 16 701 - | 0,00 | 16 692 - | 0,00 | 0 | 0 | |
| SKK | 105 138 | 4,90 | 116 926 | 4,84 | 2023/2028 | 124 076 + | 8,29 | 53 492 - | 0,00 | 229 214 | 63 434 | |
| Total | 248 283 229 | | 246 575 637 | | | 2 372 585+ | | 3 062 164+ | | | | |

Le remboursement de certains emprunts est indexé sur des indices boursiers (valeur historique: 30 millions d'EUR). Tous ces emprunts sont entièrement couverts par des opérations d'échange.

Note L – Provisions pour risques et charges - fonds de pension du personnel et régime d'assurance-maladie (en milliers d'euros)

L'obligation au titre des prestations futures de retraite et d'assurance-maladie (prestations définies) a été évaluée au 30 septembre 2006 par un actuair indépendant selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette évaluation actuarielle a été révisée au 31 décembre 2006 sur la base d'une extrapolation pour les trois derniers mois de l'année 2006 effectuée

à partir des taux en vigueur sur le marché au 31 décembre 2006 et des hypothèses suivantes (pour le fonds de pension et le régime d'assurance-maladie du personnel):

- un taux d'actualisation de 4,76 % (2005: 4,31 %) pour la détermination de la valeur actuelle des prestations acquises au titre des régimes de pension et d'assurance-maladie, correspondant à une durée de 14,9 ans (2005: 15,4);

- un âge de départ à la retraite de 62 ans (2005 : idem);
- une évolution moyenne combinée de l'augmentation du coût de la vie et de l'effet de carrière de 3,5 % (2005 : idem);
- une probabilité de démission de 3 % jusqu'à l'âge de 55 ans (2005 : idem);
- un taux d'adaptation des pensions de 1,5 % par an (2005 : idem);
- à la lumière de l'expérience acquise, la Banque estime la rémunération globale attendue des réserves des régimes de prestations postérieures à l'emploi à un taux supérieur de 1,5 % au taux d'actualisation (2005 : idem);
- l'utilisation des tables actuarielles LPP 2000 (2005 : idem);
- un taux d'inflation des frais médicaux de 3,5 % par an (2005 : idem).

Si nécessaire, les provisions pour risques et charges au titre de ces régimes sont ajustées (Note A.12.1) en fonction de l'évaluation actuarielle, comme indiqué dans les tableaux ci-après. Ces ajustements ont été comptabilisés en 2006 et figurent au poste *Frais de personnel* du compte de profits et pertes.

La provision pour fonds de pension du personnel a évolué comme suit (en milliers d'euros) :

| | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|--------------------------------------------------------|----------------|----------------|
| Régime de pension du personnel : | | |
| Provision à l'ouverture de l'exercice | 764 628 | 647 724 |
| Paievements effectués au cours de l'exercice | - 28 191 | - 25 791 |
| Provision pour déficit actuariel | 0 | 53 612 |
| Contribution concernant des mesures à caractère social | 10 800 | 11 300 |
| Contributions et intérêts pour l'exercice | 125 264 | 77 783 |
| Sous-total | 872 501 | 764 628 |
| Régime de pension du Comité de direction | 31 175 | 28 478 |
| Provision au 31 décembre | 903 676 | 793 106 |

Les montants ci-dessus ne reprennent pas la dette envers les membres du personnel au titre du Régime complémentaire volontaire de prévoyance (régime à prestations définies alimenté par les cotisations de ses membres). Celle-ci est classée dans la rubrique *Créditeurs divers* (Note H) pour un montant de 188 millions d'EUR (2005 : 184 millions d'EUR).

La provision correspondant au régime d'assurance-maladie a évolué comme suit (en milliers d'euros) :

| | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|--------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| Provision à l'ouverture de l'exercice | 67 671 | 60 829 |
| Paievements effectués au cours de l'exercice | - 6 474 | - 6 887 |
| Provision pour déficit actuariel | 0 | 1 337 |
| Contribution concernant des mesures à caractère social | 1 000 | 0 |
| Contributions et intérêts pour l'exercice | 13 954 | 12 392 |
| Provision au 31 décembre | 76 151 | 67 671 |

Note M – Fonds pour risques bancaires généraux (en milliers d'euros)

Le Fonds pour risques bancaires généraux a évolué de la façon suivante :

| | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|------------------------------------------|----------------|----------------|
| Fonds à l'ouverture de l'exercice | 975 000 | 915 000 |
| Mouvement pour l'exercice | -975 000 | 60 000 |
| Fonds à la clôture de l'exercice | 0 | 975 000 |

Comme indiqué à la Note A.14.1, le Fonds pour risques bancaires généraux ne figure plus au bilan en tant que poste séparé, mais la Banque continue, à des fins d'informations, à en calculer le montant selon la méthode utilisée lors de l'exercice précédent.

Évaluation du montant correspondant aux risques bancaires généraux

| | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|--|--------------------------|-------------------------|
| | 1 000 000 ^(*) | 975 000 ^(**) |

(*) Dont 35 700 000 EUR pour les opérations au titre du Mécanisme de financement structuré

(**) Dont 40 000 000 EUR pour les opérations au titre du Mécanisme de financement structuré

Note N – Intérêts et produits assimilés et Intérêts et charges assimilées

N.1. Produits d'intérêts nets (en milliers d'euros)

| | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Intérêts et produits assimilés | | |
| Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux | 1 029 | 428 |
| Effets publics admissibles au refinancement auprès des banques centrales et obligations et autres titres à revenu fixe | 480 963 | 357 502 |
| Prêts et avances aux établissements de crédit et à la clientèle | 11 590 380 | 9 736 069 |
| Divers | 224 676 | 194 932 |
| TOTAL | 12 297 048 | 10 288 931 |

Intérêts et charges assimilées

| | | |
|--------------------------------------------|---------------------|--------------------|
| Dettes envers des établissements de crédit | - 9 782 | - 13 624 |
| Dettes représentées par des titres | - 10 286 744 | - 8 368 903 |
| Divers | - 237 444 | - 160 453 |
| TOTAL | - 10 533 970 | - 8 542 980 |

| | | |
|---------------------------------|------------------|------------------|
| Produits d'intérêts nets | 1 763 078 | 1 745 951 |
|---------------------------------|------------------|------------------|

N.2. Ventilation par marché géographique des intérêts et produits assimilés (en milliers d'euros)

| (poste 1 du compte de profits et pertes) | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|------------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Allemagne | 2 064 696 | 1 700 037 |
| Espagne | 1 383 077 | 1 074 982 |
| France | 1 268 043 | 1 105 099 |
| Italie | 1 109 762 | 916 899 |
| Royaume-Uni | 1 049 415 | 1 046 542 |
| Portugal | 637 323 | 589 135 |
| Grèce | 514 423 | 487 562 |
| Autriche | 231 919 | 164 940 |
| Pologne | 213 364 | 143 044 |
| Finlande | 183 542 | 148 818 |
| Danemark | 157 826 | 153 270 |
| Belgique | 156 679 | 137 666 |
| Pays-Bas | 148 943 | 128 037 |
| République tchèque | 145 099 | 117 627 |
| Irlande | 124 705 | 100 789 |
| Hongrie | 124 049 | 73 339 |
| Suède | 106 849 | 108 983 |
| Slovénie | 43 865 | 38 336 |
| Slovaquie | 41 617 | 40 898 |
| Luxembourg | 36 915 | 24 732 |
| Chypre | 25 426 | 20 969 |
| Lettonie | 11 773 | 7 126 |
| Lituanie | 7 621 | 8 150 |
| Estonie | 5 688 | 5 078 |
| Malte | 339 | 366 |
| | 9 792 958 | 8 342 424 |
| À l'extérieur de l'Union européenne | 792 035 | 719 131 |
| | 10 584 993 | 9 061 555 |
| Résultats non ventilés ⁽¹⁾ | 1 712 055 | 1 227 376 |
| | 12 297 048 | 10 288 931 |

(1) Résultats non ventilés :

| | | |
|-----------------------------------------------------|------------------|------------------|
| Produits du portefeuille de titres d'investissement | 202 150 | 176 264 |
| Produits des titres à court terme | 352 995 | 255 740 |
| Produits du marché monétaire | 1 156 910 | 795 372 |
| | 1 712 055 | 1 227 376 |

Note O – Revenus de commissions et Frais de commissions (en milliers d'euros)

| (poste 4 du compte de profits et pertes) | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|------------------------------------------|---------------|---------------|
| Revenus de commissions | | |
| Facilité d'investissement (Cotonou) | 33 912 | 32 455 |
| Autres institutions communautaires | 19 531 | 23 661 |
| | 53 443 | 56 116 |
| Frais de commissions | -9 046 | -8 545 |

Note P – Charges administratives générales (en milliers d'euros)

| (poste 8 du compte de profits et pertes) | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|------------------------------------------------------------|----------------|-------------------------|
| Traitements et émoluments ^(*) | 145 715 | 138 360 |
| Cotisations sociales et autres dépenses à caractère social | 123 766 | 115 298 ^(**) |
| Frais de personnel | 269 481 | 253 658 |
| Autres charges administratives générales | 69 366 | 64 064 |
| | 338 847 | 317 722 |

Note R – Valeur actuelle estimée des instruments financiers

La Banque enregistre les instruments financiers de bilan sur la base de leur coût historique en devises (hormis le portefeuille opérationnel), ce qui représente le montant reçu lorsqu'il s'agit d'un passif ou le montant payé pour acquérir un actif. La valeur actuelle des instruments financiers (essentiellement prêts, trésorerie, titres et emprunts après échanges à long terme de taux ou de monnaies) figurant à l'actif et au passif en comparaison de leur valeur comptable est présentée dans le tableau suivant :

| Au 31 décembre 2006 (en millions d'euros) | ACTIF | | PASSIF | |
|-------------------------------------------|------------------------|-----------------|------------------|-----------------|
| | valeur nette comptable | valeur actuelle | valeur comptable | valeur actuelle |
| Prêts | 257 339 | 256 728 | | |
| Portefeuille d'investissement | 2 386 | 2 456 | | |
| Disponibilités | 14 530 | 14 615 | | |
| Emprunts après échanges | | | 241 833 | 241 387 |
| Total 2006 | 274 255 | 273 799 | 241 833 | 241 387 |

| Au 31 décembre 2005 (en millions d'euros) | ACTIF | | PASSIF | |
|-------------------------------------------|------------------------|-----------------|------------------|-----------------|
| | valeur nette comptable | valeur actuelle | valeur comptable | valeur actuelle |
| Prêts | 245 932 | 250 767 | | |
| Portefeuille d'investissement | 2 515 | 2 692 | | |
| Disponibilités | 25 696 | 25 698 | | |
| Emprunts après échanges | | | 242 679 | 246 619 |
| Total 2005 | 274 143 | 279 157 | 242 679 | 246 619 |

La valeur actuelle des instruments financiers constituant l'actif et le passif est calculée selon une méthode fondée sur les flux de trésorerie provenant de ces instruments et de la courbe des ressources collectées de la Banque. Cette courbe reflète le coût du financement de la Banque en fin d'exercice.

Note S – Gestion des risques financiers

La présente note fournit des informations sur les risques auxquels la Banque est exposée ainsi que sur la façon dont elle les gère et les maîtrise, en particulier les risques primaires associés aux instruments financiers qu'elle utilise. Ces risques sont les suivants :

- risque de crédit
- risque de taux d'intérêt
- risque de liquidité
- risque de change.

S.1. Risque de crédit

Le risque de crédit concerne principalement les activités de prêt de la Banque et, dans une moindre mesure, les instruments de trésorerie tels que les titres à revenu fixe détenus dans les portefeuilles d'investissement ou les portefeuilles opérationnels, les certificats de dépôt ou les dépôts interbancaires à terme.

Le risque de crédit associé à l'emploi des produits dérivés sera analysé également ci-après (Note T).

La gestion du risque de crédit est basée, d'une part, sur la mesure du risque de crédit vis-à-vis des contreparties et, d'autre part, sur l'analyse de la solvabilité de ces dernières.

Pour ce qui concerne l'activité de prêt, de trésorerie et sur produits dérivés, le risque de crédit est géré par une direction «Gestion des risques» indépendante, directement placée sous la responsabilité du Comité de direction. La Banque a ainsi mis en place une structure opérationnellement indépendante pour l'identification et la surveillance du risque de crédit.

L'effectif de la Banque au 31 décembre 2006 était de 1 369 employés (1 324 au 31 décembre 2005).

^(*) dont 2 597 000 EUR au 31 décembre 2006 et 2 634 000 EUR au 31 décembre 2005 pour les membres du Comité de direction.

^(**) dont une provision de 40 520 000 EUR pour couvrir les écarts actuariels au titre des prestations postérieures à l'emploi et du régime d'assurance-maladie.

Note Q – Dépôts spéciaux pour service d'emprunts

Ce poste représente le montant des coupons et obligations échus payés par la Banque aux agents payeurs mais non encore présentés à l'encaissement par les détenteurs d'obligations émises par la Banque.

S.1.1. Prêts

Pour limiter le risque de crédit sur son portefeuille de prêts, la Banque ne prête qu'à des contreparties dont la solvabilité sur le long terme est démontrée et qui offrent des garanties solides.

Pour mesurer et gérer efficacement le risque de crédit afférent à ses prêts, la Banque opère un classement de ses opérations de prêt selon des critères généralement reconnus, basés sur la qualité de l'emprunteur, la garantie ou, le cas échéant, le garant.

La structure, en fonction des garants et des emprunteurs, du portefeuille de prêts accordés au 31 décembre 2006 s'analyse comme suit, y compris les fractions non décaissées (en millions d'euros):

À l'intérieur de l'Union européenne

| Emprunteurs \ Garants ⁽¹⁾ | États membres | Institutions publiques | Banques «zone A» | Entreprises | Total 2006 | Total 2005 |
|--------------------------------------|---------------|------------------------|------------------|---------------|------------------------------|----------------|
| États membres | 20 867 | 0 | 0 | 0 | 20 867 | 21 342 |
| Institutions publiques | 17 498 | 30 505 | 1 585 | 3 938 | 53 526 | 52 487 |
| Banques «zone A» | 12 462 | 43 809 | 43 823 | 17 023 | 117 117 | 114 015 |
| Entreprises | 16 949 | 5 498 | 28 881 | 39 269 | 90 597 | 78 785 |
| Total 2006 ⁽¹⁾ | 67 776 | 79 812 | 74 289 | 60 230 | 282 107⁽²⁾ | |
| Total 2005 ⁽¹⁾ | 67 182 | 78 354 | 68 067 | 53 026 | | 266 629 |

(1) Ce montant inclut les prêts pour lesquels aucune garantie formelle, indépendante de l'emprunteur et du prêt lui-même, n'a été requise – soit au total 73 905 millions d'EUR au 31 décembre 2006 (49 108 millions d'EUR pour 2005) – compte tenu du degré de solvabilité de l'emprunteur, qui représente par lui-même une garantie adéquate. Des clauses contractuelles appropriées garantissent les droits d'accès de la Banque à des sûretés indépendantes lors du déclenchement de certains événements.

(2) Ce montant inclut les prêts (2 911 millions d'EUR) accordés en vertu du deuxième alinéa de l'article 18(1) des Statuts pour des projets localisés en dehors du territoire des pays de l'Union et présentant un intérêt pour cette dernière; ils sont assimilés à des prêts à l'intérieur de celle-ci.

Il exclut par ailleurs 2 470 millions d'EUR au titre de prêts dans les dix nouveaux États membres qui restent couverts par des mandats CE (3 064 millions d'EUR pour 2005).

À l'extérieur de l'Union européenne

| Garanties données par | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|-----------------------|------------------------------|------------------------------|
| États membres | 1 339 | 1 503 |
| Budget communautaire | 24 735 ^(*) | 25 233 ^(*) |
| Mécanismes | 2 730 | 835 |
| Total | 28 804^(**) | 27 571^(**) |

(*) dont 2 763 millions d'EUR correspondent à des opérations avec partage des risques comme expliqué ci-dessous (2 862 millions d'EUR pour 2005).

(**) dont 2 470 millions d'EUR au titre de prêts dans les dix nouveaux États membres qui restent couverts par des mandats CE (3 064 millions d'EUR pour l'année 2005).

Les prêts à l'extérieur de la Communauté (à l'exception des prêts au titre du Mécanisme préadhésion et du Mécanisme de partenariat euro-méditerranéen – «les mécanismes») bénéficient en dernier ressort de la garantie du budget communautaire ou des États membres (prêts ACP et

PTOM). Pour les prêts bénéficiant d'une garantie souveraine, dans toutes les régions (Afrique du Sud, pays partenaires méditerranéens, Europe centrale et orientale, Asie et Amérique latine), à l'exception des zones ACP et PTOM, tous les risques sont couverts en dernier ressort par le budget communautaire.

Les accords décidés par le Conseil de l'Union européenne du 14 avril 1997 (Décision 97/256/CE) introduisaient le concept du partage de risques, dans le cadre duquel certains prêts de la Banque sont garantis par des sûretés de tierces parties pour le risque commercial, la garantie budgétaire s'exerçant pour les seuls risques politiques ayant pour origine le non-transfert de monnaies, l'expropriation, les conflits armés ou les troubles civils.

Les prêts accordés dans le cadre des mécanismes (2 730 millions d'EUR) ne bénéficient pas de la garantie du budget communautaire ni de celle des États membres. Ces opérations sont par conséquent financées sur les ressources propres de la BEI et à ses risques.

PRÊTS POUR INVESTISSEMENTS À L'EXTÉRIEUR DE L'UNION (en millions d'euros)

(y compris les prêts dans les nouveaux États membres avant leur adhésion)

VENTILATION DES PRÊTS PAR CATÉGORIE DE GARANTIE AU 31 DÉCEMBRE

| ACCORD FINANCIER | Encours 31.12.2006 | Encours 31.12.2005 | ACCORD FINANCIER | Encours 31.12.2006 | Encours 31.12.2005 |
|------------------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|--------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Garantie globale des États membres à 75 % | | | Garantie du budget communautaire à 70 % | | |
| – Ensemble des pays ACP/PTOM – Lomé – Convention 3 | 12 | 31 | – Afrique du Sud – 375 Mio – Décision 29.01.97 | 197 | 239 |
| – Ensemble des pays ACP/PTOM – Lomé – Convention 4 | 290 | 390 | – ALA II – 900 Mio | 313 | 428 |
| – Ensemble des pays ACP/PTOM – Lomé – Convention 4 – Protocole 2 | 657 | 862 | – ALA intérimaire (Gar. partage des risques) – 122 Mio | 35 | 52 |
| Total Garantie globale des États membres à 75 % | 959 | 1 283 | – Bosnie-Herzégovine – 100 Mio – 1999-2001 | 97 | 99 |
| Garantie des États membres à 75 % | | | – Euromed (BEI) – 2 310 Mio – Décision 29.01.97 | 1 162 | 1 355 |
| – Accord de partenariat de Cotonou | 380 | 220 | – ARYM – 150 Mio – 1998-2000 | 133 | 139 |
| Total Garantie des États membres à 75 % | 380 | 220 | – PECO – 3 520 Mio – Décision 29.01.97 | 2 022 | 2 276 |
| Total Garantie des États membres | 1 339 | 1 503 | Total Garantie du budget communautaire à 70 % | 3 959 | 4 588 |
| Garantie du budget communautaire à 100 % | | | Garantie du budget communautaire à 65 % | | |
| – Afrique du Sud – 300 Mio – Décision CG 19.06.95 | 103 | 130 | – Afrique du Sud – 825 Mio – 7/2000-7/2007 | 690 | 736 |
| – ALA I – 750 Mio | 177 | 244 | – ALA III – 2 480 Mio – 2/2000-7/2007 | 1 528 | 1 374 |
| – ALA intérimaire (Gar. 100 %) – 153 Mio | 40 | 65 | – Euromed II – 6 520 Mio – 2/2000-1/2007 | 6 024 | 6 019 |
| – PECO – 1 Mrd – Décision CG 29.11.89 | 169 | 226 | – Pays voisins du Sud-Est – 9 185 Mio – 2/2000-7/2007 | 8 458 | 7 477 |
| – PECO – 3 Mrd – Décision CG 02.05.94 | 930 | 1 092 | – Turquie Action spéciale – 450 Mio – 2001-2006 | 356 | 424 |
| – PECO – 700 Mio – Décision CG 18.04.91 | 36 | 71 | – Turquie TERRA – 600 Mio – 11/1999-11/2002 | 589 | 596 |
| – Russie – 100 Mio – 2/2002-2/2004 | 84 | 85 | Total Garantie du budget communautaire à 65 % | 17 645 | 16 626 |
| Total Garantie du budget communautaire à 100 % | 1 539 | 1 913 | Total Garantie du budget communautaire | 24 735 | 25 233 |
| Garantie du budget communautaire à 75 % | | | Mécanismes | | |
| – Protocoles méditerranéens | 1 431 | 1 906 | – Mécanisme préadhésion II – 2000/2006 | 2 730 | 835 |
| – Yougoslavie – Art. 18 (1984) | 3 | 4 | Total Mécanismes | 2 730 | 835 |
| – Yougoslavie – Protocole 1 | 6 | 7 | TOTAL | 28 804 | 27 571 |
| – Yougoslavie – Protocole 2 | 71 | 98 | | | |
| – Slovénie – Protocole 1 | 81 | 91 | | | |
| Total Garantie du budget communautaire à 75 % | 1 592 | 2 106 | | | |

Sûretés réelles relatives aux prêts (en millions d'euros)

Entre autres instruments d'atténuation des risques, la Banque utilise aussi le nantissement de titres financiers. La procédure est officialisée par un accord de nantissement, applicable sur le territoire concerné. Le portefeuille de sûretés réelles reçues en nantissement se monte à 8 940 millions d'EUR, et se répartit comme suit :

| Sûretés financières sur prêts (en millions d'euros) ⁽¹⁾ | | | | | | | | | |
|--------------------------------------------------------------------|--------------|------------------------|------------|-----------------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------|-------------------------|------------|--------------|
| Notation Moody's ou équivalent | Obligations | | | | | | Participations et fonds | Liquidités | Total 2006 |
| | État | Entité supra-nationale | «Agence» | Obligations sécurisées (Pfandbriefe, Cédulas) | Obligations de banques et d'entreprises | Titres adossés à des actifs | | | |
| Aaa | 1 192 | 6 | 77 | 139 | 336 | 610 | 0 | 0 | 2 360 |
| De Aa1 à Aa3 | 1 168 | 0 | 0 | 0 | 913 | 0 | 0 | 0 | 2 081 |
| A1 | 1 668 | 0 | 576 | 0 | 658 | 0 | 0 | 0 | 2 902 |
| Inférieure à A1 | 1 002 | 0 | 0 | 0 | 55 | 0 | 0 | 0 | 1 057 |
| Pas de notation | 0 | 0 | 0 | 0 | 236 | 0 | 151 | 153 | 540 |
| Total 2006 | 5 030 | 6 | 653 | 139 | 2 198 | 610 | 151 | 153 | 8 940 |

(1) Les obligations sont prises en compte à leur valeur de marché.

Sûretés financières sur prêts (en millions d'euros) ⁽¹⁾

| Notation Moody's ou équivalent | Obligations | | | | | | Participations et fonds | Liquidités | Total 2005 |
|--------------------------------|--------------|------------------------|------------|-----------------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------|-------------------------|------------|--------------|
| | État | Entité supra-nationale | «Agence» | Obligations sécurisées (Pfandbriefe, Cédulas) | Obligations de banques et d'entreprises | Titres adossés à des actifs | | | |
| Aaa | 1 136 | 229 | 91 | 119 | 310 | 2 397 | 0 | 0 | 4 282 |
| De Aa1 à Aa3 | 2 245 | 0 | 666 | 14 | 117 | 0 | 0 | 0 | 3 042 |
| A1 | 96 | 0 | 0 | 0 | 8 | 0 | 0 | 0 | 104 |
| Inférieure à A1 | 1 162 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 162 |
| Pas de notation | 155 | 0 | 0 | 0 | 276 | 0 | 141 | 172 | 744 |
| Total 2005 | 4 794 | 229 | 757 | 133 | 711 | 2 397 | 141 | 172 | 9 334 |

(1) Les obligations sont prises en compte à leur valeur de marché.

La répartition des prêts en cours décaissés, y compris les titres adossés à des actifs, (en millions d'EUR) au 31 décembre par secteur d'activité de l'emprunteur est présentée ci-dessous :

| Secteur: | Échéance | | | Total 2006 | Total 2005 |
|----------------------------------|---------------|-----------------|----------------|----------------|------------|
| | jusqu'à 1 an | de 1 an à 5 ans | plus de 5 ans | | |
| Énergie | 2 288 | 9 464 | 12 906 | 24 658 | 24 983 |
| Transports | 3 276 | 16 486 | 60 651 | 80 413 | 75 893 |
| Télécommunications | 1 748 | 4 186 | 1 927 | 7 861 | 7 714 |
| Eau, assainissement | 1 175 | 4 744 | 9 776 | 15 695 | 14 391 |
| Infrastructures diverses | 769 | 3 553 | 11 317 | 15 639 | 15 388 |
| Agriculture, sylviculture, pêche | 19 | 113 | 106 | 238 | 295 |
| Industrie | 1 804 | 8 902 | 4 432 | 15 138 | 15 262 |
| Services | 202 | 1 829 | 6 438 | 8 469 | 7 800 |
| Prêts globaux | 5 425 | 30 470 | 39 737 | 75 632 | 72 108 |
| Santé, éducation | 175 | 2 231 | 11 190 | 13 596 | 12 098 |
| TOTAL 2006 | 16 881 | 81 978 | 158 480 | 257 339 | |
| TOTAL 2005 | 17 280 | 78 503 | 150 149 | | 245 932 |

S.1.2. Trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie (titres, papier commercial, comptes à terme, etc.) est géré rigoureusement au travers du choix de contreparties ou d'émetteurs de premier ordre.

Des limites dans la structure des portefeuilles de titres et sur les encours des instruments de trésorerie ont été définies par la direction de la Banque, notamment en fonction de la note attribuée aux contreparties par les agences de notation (ces limites sont régulièrement revues par la direction «Gestion des risques»).

Le tableau ci-dessous présente, en pourcentage, le risque de crédit associé aux portefeuilles de titres et aux instruments de trésorerie en fonction de la qualité de crédit des contreparties ou des émetteurs (au 31 décembre) :

| Notation Moody's ou équivalent | Portefeuille de titres en % | | Instruments de trésorerie en % | |
|--------------------------------|-----------------------------|------|--------------------------------|------|
| | 2006 | 2005 | 2006 | 2005 |
| Note à long terme : | | | | |
| Aaa | 53 | 57 | 2 | 5 |
| De Aa1 à Aa3 | 40 | 33 | 68 | 51 |
| A1 | 5 | 2 | 18 | 16 |
| Inférieure à A1 | 2 | 5 | 0 | 20 |
| Note à court terme : | | | | |
| A-1+P-1 | 0 | 3 | 12 | 8 |
| Total | 100 | 100 | 100 | 100 |

Dans le cadre de ses activités de gestion de trésorerie, la Banque détient des obligations à capital garanti, dont les coupons intègrent des options sur la performance d'une sélection de fonds de fonds spéculatifs. Au 31 décembre 2006, ces obligations se montaient à un total nominal de 150 millions d'EUR et faisaient partie du portefeuille de titres.

Sûretés réelles relatives aux opérations de trésorerie (millions d'euros)

Les opérations de trésorerie sont pour partie des prises en pension («*reverse repos*») tripartites, à hauteur de 5 540 millions d'EUR (10 800 millions d'EUR pour 2005). Ces transactions sont régies par un accord tripartite et l'encours est entièrement couvert par des sûretés réelles, avec appel de marge quotidien. Au 31 décembre 2006, la valeur de marché du portefeuille de sûretés se montait à 5 886 millions d'EUR (11 610 millions d'EUR pour 2005), répartie comme suit :

| Sûretés relatives à des accords tripartites (en millions d'euros) | | | | | | | |
|-------------------------------------------------------------------|-------------|-----------------------|------------|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------|--------------|
| Notation Moody's ou équivalent | Obligations | | | | | Titres adossés à des actifs | Total 2006 |
| | État | Entité supranationale | «Agence» | Obligations sécurisées (<i>Pfandbriefe, Cédulas</i>) | Obligations de banques et d'entreprises | | |
| Aaa | 281 | 699 | 68 | 40 | 806 | 1 243 | 3 137 |
| De Aa1 à Aa3 | 206 | 0 | 113 | 0 | 2 094 | 7 | 2 420 |
| A1 | 12 | 0 | 0 | 0 | 226 | 1 | 239 |
| Inférieure à A1 | 30 | 0 | 0 | 0 | 60 | 0 | 90 |
| Pas de notation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total 2006 | 529 | 699 | 181 | 40 | 3 186 | 1 251 | 5 886 |

| Sûretés relatives à des accords tripartites (en millions d'euros) | | | | | | | |
|-------------------------------------------------------------------|--------------|-----------------------|------------|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------|---------------|
| Notation Moody's ou équivalent | Obligations | | | | | Titres adossés à des actifs | Total 2005 |
| | État | Entité supranationale | «Agence» | Obligations sécurisées (<i>Pfandbriefe, Cédulas</i>) | Obligations de banques et d'entreprises | | |
| Aaa | 729 | 780 | 324 | 150 | 2 021 | 2 083 | 6 087 |
| De Aa1 à Aa3 | 927 | 0 | 520 | 22 | 2 246 | 46 | 3 761 |
| A1 | 288 | 0 | 1 | 0 | 760 | 4 | 1 053 |
| Inférieure à A1 | 603 | 0 | 0 | 0 | 104 | 2 | 709 |
| Pas de notation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total 2005 | 2 547 | 780 | 845 | 172 | 5 131 | 2 135 | 11 610 |

S.1.3. Prêts de titres

La valeur de marché des obligations prêtées dans le cadre des activités de prêt de titres se monte à 851 millions d'EUR au 31 décembre 2006 (851 millions d'EUR pour 2005). Ces transactions sont régies par un accord signé avec Northern Trust Global Investment, et l'encours est entièrement couvert par des sûretés réelles, avec appel de marge quotidien. Au 31 décembre 2006, la valeur de marché du portefeuille de sûretés se montait à 877 millions d'EUR (861 millions d'EUR pour 2005), répartie comme suit :

| Sûretés sur prêts de titres (en millions d'euros) | | | | | | | |
|---------------------------------------------------|-------------|-----------------------|----------|--------------------------------------------------------|----------------------|------------|------------|
| Notation Moody's ou équivalent | Obligations | | | | Dépôts à terme | | Total 2006 |
| | État | Entité supranationale | «Agence» | Obligations sécurisées (<i>Pfandbriefe, Cédulas</i>) | Certificats de dépôt | | |
| Au 31.12.2006 | | | | | | | |
| Aaa | 457 | 0 | 0 | 0 | 27 | 9 | 493 |
| De Aa1 à Aa3 | 13 | 0 | 0 | 0 | 18 | 224 | 255 |
| A1 | 2 | 0 | 0 | 0 | 27 | 100 | 129 |
| Inférieure à A1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pas de notation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total 2006 | 472 | 0 | 0 | 0 | 72 | 333 | 877 |

| Sûretés sur prêts de titres (en millions d'euros) | | | | | | | |
|---------------------------------------------------|-------------|-----------------------|----------|--------------------------------------------------------|----------------------|----------------|------------|
| Notation Moody's ou équivalent | Obligations | | | | Dépôts à terme | | Total 2005 |
| | État | Entité supranationale | «Agence» | Obligations sécurisées (<i>Pfandbriefe, Cédulas</i>) | Certificats de dépôt | Dépôts à terme | |
| Au 31.12.2005 | | | | | | | |
| Aaa | 518 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 518 |
| De Aa1 à Aa3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 65 | 254 | 319 |
| A1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 24 | 0 | 24 |
| Inférieure à A1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pas de notation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total 2005 | 518 | 0 | 0 | 0 | 89 | 254 | 861 |

5.2. Risque de taux d'intérêt

La Banque a mis en place une organisation générale de la fonction actif-passif qui observe les meilleures pratiques du secteur financier et comprend notamment un comité de gestion actif-passif (ALCO), placé sous la responsabilité directe du Comité de direction. À cet effet, elle a décidé une stratégie de gestion actif-passif qui consiste à maintenir la durée des fonds propres à environ 5 ans, ce qui protège la Banque contre une variation importante de ses revenus sur le long terme.

Compte tenu de l'objectif susmentionné d'une durée des fonds propres égale à environ 5 ans, une augmentation des taux d'intérêt de 0,01 % sur l'ensemble des monnaies se traduirait par une diminution de 15,5 millions d'EUR de la valeur actualisée nette des fonds propres de la Banque.

Le tableau ci-après illustre l'exposition de la Banque au risque de taux. Il présente, pour les principaux postes du bilan soumis à réindexation, les montants nominaux en fonction des échéances subissant l'influence de changements de taux d'intérêt :

Intervalle de réindexation (en millions d'euros) :

| Au 31.12.2006 | jusqu'à 3 mois | de 3 mois à 6 mois | de 6 mois à 1 an | de 1 an à 5 ans | plus de 5 ans | Total 31.12.2006 |
|---------------------------------|----------------|-----------------------|---------------------|--------------------|------------------|-----------------------------|
| Actif: | | | | | | |
| Prêts | 162 379 | 6 169 | 5 075 | 33 479 | 50 237 | 257 339 |
| Trésorerie nette | 14 050 | - 322 | 161 | 1 865 | 1 162 | 16 916 |
| | 176 429 | 5 847 | 5 236 | 35 344 | 51 399 | 274 255 |
| Passif: | | | | | | |
| Emprunts après échanges | 177 230 | 4 381 | 1 791 | 24 168 | 34 263 | 241 833 |
| Risque de taux d'intérêt | - 801 | 1 466 | 3 445 | 11 176 | 17 136 | |

| Au 31.12.2005 | jusqu'à 3 mois | de 3 mois à 6 mois | de 6 mois à 1 an | de 1 an à 5 ans | plus de 5 ans | Total 31.12.2005 |
|---------------------------------|----------------|-----------------------|---------------------|--------------------|------------------|-----------------------------|
| Actif: | | | | | | |
| Prêts | 155 467 | 3 709 | 6 138 | 35 651 | 44 967 | 245 932 |
| Trésorerie nette | 25 865 | - 586 | 179 | 1 619 | 1 134 | 28 211 |
| | 181 332 | 3 123 | 6 317 | 37 270 | 46 101 | 274 143 |
| Passif: | | | | | | |
| Emprunts après échanges | 177 675 | 3 610 | 4 858 | 27 215 | 29 321 | 242 679 |
| Risque de taux d'intérêt | 3 657 | - 487 | 1 459 | 10 055 | 16 780 | |

5.3. Risque de liquidité

Le tableau ci-après présente une analyse des actifs et des passifs regroupés par échéance en fonction de la durée restante à courir entre la date de clôture de l'exercice et la date contractuelle d'échéance.

Les actifs et passifs pour lesquels il n'existe pas de date contractuelle d'échéance sont regroupés dans la catégorie *Échéance non définie*.

Risque de liquidité (en millions d'euros)

| Échéance (au 31.12.2006) | jusqu'à 3 mois | de 3 mois à 1 an | de 1 an à 5 ans | plus de 5 ans | Échéance non définie | Total 2006 |
|-----------------------------------------------------------------------------|----------------|---------------------|--------------------|------------------|-------------------------|-----------------------|
| ACTIF | | | | | | |
| Caisse, banques centrales et offices des chèques postaux | 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 15 |
| Effets publics admissibles au refinancement auprès des banques centrales | 100 | 142 | 1 191 | 1 118 | 0 | 2 551 |
| Autres prêts et avances : | | | | | | |
| – Comptes courants | 139 | 0 | 0 | 0 | 0 | 139 |
| – Divers | 14 470 | 28 | 0 | 0 | 0 | 14 498 |
| | 14 609 | 28 | 0 | 0 | 0 | 14 637 |
| Prêts : | | | | | | |
| – Établissements de crédit | 2 226 | 6 051 | 41 002 | 65 303 | 0 | 114 582 |
| – Clientèle | 1 555 | 7 046 | 39 935 | 91 411 | 0 | 139 947 |
| | 3 781 | 13 097 | 80 937 | 156 714 | 0 | 254 529 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 4 149 | 1 508 | 2 955 | 2 215 | 0 | 10 827 |
| Autres éléments de l'actif | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 599 | 6 599 |
| TOTAL de l'actif | 22 654 | 14 775 | 85 083 | 160 047 | 6 599 | 289 158 |
| PASSIF | | | | | | |
| Dettes envers des établissements de crédit | 213 | 3 | 3 | 0 | 0 | 219 |
| Dettes représentées par des titres | 20 123 | 21 579 | 97 551 | 107 323 | 0 | 246 576 |
| Ajustement de change sur contrats d'échange de monnaies | 1 325 | 35 | 919 | 783 | 0 | 3 062 |
| Capital, réserves et résultat | 0 | 0 | 0 | 0 | 32 677 | 32 677 |
| Autres éléments du passif | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 624 | 6 624 |
| TOTAL du passif | 21 661 | 21 617 | 98 473 | 108 106 | 39 301 | 289 158 |

| Échéance (au 31.12.2005) | jusqu'à 3 mois | de 3 mois à 1 an | de 1 an à 5 ans | plus de 5 ans | Échéance non définie | Total 2005 |
|-----------------------------------------------------------------------------|----------------|---------------------|--------------------|------------------|-------------------------|-----------------------|
| ACTIF | | | | | | |
| Caisse, banques centrales et offices des chèques postaux | 13 | 0 | 0 | 0 | 0 | 13 |
| Effets publics admissibles au refinancement auprès des banques centrales | 156 | 259 | 1 172 | 1 040 | 0 | 2 627 |
| Autres prêts et avances : | | | | | | |
| – Comptes courants | 261 | 0 | 0 | 0 | 0 | 261 |
| – Divers | 23 412 | 28 | 0 | 0 | 0 | 23 440 |
| | 23 673 | 28 | 0 | 0 | 0 | 23 701 |
| Prêts : | | | | | | |
| – Établissements de crédit | 1 712 | 6 013 | 38 683 | 66 692 | 0 | 113 100 |
| – Clientèle | 1 426 | 8 126 | 39 170 | 82 053 | 0 | 130 775 |
| | 3 138 | 14 139 | 77 853 | 148 745 | 0 | 243 875 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 6 679 | 1 661 | 2 721 | 1 449 | 0 | 12 510 |
| Autres éléments de l'actif | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 305 | 6 305 |
| TOTAL de l'actif | 33 659 | 16 087 | 81 746 | 151 234 | 6 305 | 289 031 |
| PASSIF | | | | | | |
| Dettes envers des établissements de crédit | 383 | 4 | 6 | 0 | 0 | 393 |
| Dettes représentées par des titres | 14 537 | 32 327 | 109 361 | 92 058 | 0 | 248 283 |
| Ajustement de change sur contrats d'échange de monnaies | 369 | 874 | 889 | 241 | 0 | 2 373 |
| Capital, réserves et résultat | 0 | 0 | 0 | 0 | 31 086 | 31 086 |
| Autres éléments du passif | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 896 | 6 896 |
| TOTAL du passif | 15 289 | 33 205 | 110 256 | 92 299 | 37 982 | 289 031 |

Le portefeuille d'investissement (Note B) est composé de titres principalement à revenu fixe émis par des contreparties de premier ordre, en grande partie des obligations émises par les États membres, et acquis dans l'intention de les garder jusqu'à leur échéance finale. Voir aussi la Note A.6.1.

Certains des emprunts et des contrats d'échange associés sont assortis de clauses de résiliation anticipée ou d'options de remboursement anticipé accordées aux investisseurs ou aux contreparties des swaps de couverture. Certains engagements pourraient donc être remboursés avant leur date d'échéance.

Si toutes ces options étaient exercées à leur prochaine date contractuelle d'exercice, le total cumulé des remboursements anticipés pour la période 2007-2009 se monterait à 12,3 milliards d'EUR.

S.4. Risque de change

Les sources du risque de change se trouvent dans les marges sur opérations et les charges générales en monnaies autres que l'euro. La Banque a pour objectif d'éliminer le risque de change en réduisant les positions nettes par monnaie grâce à des opérations conduites sur les marchés internationaux des changes.

Un programme de couverture du risque de change permet de protéger les marges sur prêts connues, libellées en dollars É.-U. et en livres sterling, sur les trois prochaines années.

Position de change (en millions d'euros)

| Monnaie (au 31.12.2006) | Euro | Livre Sterling | Dollar É.-U. | Autres monnaies | Sous-total hors euro | Total 2006 |
|--------------------------------------------------------------------------|----------------|-----------------------|---------------------|------------------------|-----------------------------|-------------------|
| ACTIF | | | | | | |
| Caisse, banques centrales et offices des chèques postaux | 1 | 14 | 0 | 0 | 14 | 15 |
| Effets publics admissibles au refinancement auprès des banques centrales | 2 551 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 551 |
| Autres prêts et avances : | | | | | | |
| – Comptes courants | 106 | 2 | 13 | 18 | 33 | 139 |
| – Divers | 8 063 | 195 | 4 740 | 1 500 | 6 435 | 14 498 |
| | 8 169 | 197 | 4 753 | 1 518 | 6 468 | 14 637 |
| Prêts : | | | | | | |
| – Établissements de crédit | 61 412 | 21 814 | 29 278 | 2 078 | 53 170 | 114 582 |
| – Clientèle | 103 540 | 17 212 | 11 684 | 7 511 | 36 407 | 139 947 |
| | 164 952 | 39 026 | 40 962 | 9 589 | 89 577 | 254 529 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 6 849 | 1 873 | 2 056 | 49 | 3 978 | 10 827 |
| Autres éléments de l'actif | 4 993 | 813 | 397 | 396 | 1 606 | 6 599 |
| TOTAL de l'actif | 187 515 | 41 923 | 48 168 | 11 552 | 101 643 | 289 158 |
| PASSIF | | | | | | |
| Dettes envers des établissements de crédit | 215 | 0 | 4 | 0 | 4 | 219 |
| Dettes représentées par des titres | | | | | | |
| – Bons et obligations en circulation | 100 733 | 57 634 | 60 292 | 26 827 | 144 753 | 245 486 |
| – Divers | 305 | 599 | 0 | 186 | 785 | 1 090 |
| | 101 038 | 58 233 | 60 292 | 27 013 | 145 538 | 246 576 |
| Ajustement de change sur contrats d'échange de monnaies | 48 677 | - 17 193 | - 12 528 | - 15 894 | - 45 615 | 3 062 |
| Capital, réserves et résultat | 32 677 | 0 | 0 | 0 | 0 | 32 677 |
| Autres éléments du passif | 4 914 | 885 | 396 | 429 | 1 710 | 6 624 |
| TOTAL du passif | 187 521 | 41 925 | 48 164 | 11 548 | 101 637 | 289 158 |
| Position nette au 31.12.2006 | - 6 | - 2 | 4 | 4 | | |
| Monnaie (au 31.12.2005) | Euro | Livre Sterling | Dollar É.-U. | Autres monnaies | Sous-total hors euro | Total 2005 |
| ACTIF | | | | | | |
| Caisse, banques centrales et offices des chèques postaux | 1 | 12 | 0 | 0 | 12 | 13 |
| Effets publics admissibles au refinancement auprès des banques centrales | 2 627 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 627 |
| Autres prêts et avances : | | | | | | |
| – Comptes courants | 225 | 2 | 15 | 19 | 36 | 261 |
| – Divers | 5 817 | 1 414 | 11 118 | 5 091 | 17 623 | 23 440 |
| | 6 042 | 1 416 | 11 133 | 5 110 | 17 659 | 23 701 |
| Prêts : | | | | | | |
| – Établissements de crédit | 58 489 | 21 686 | 31 121 | 1 804 | 54 611 | 113 100 |
| – Clientèle | 94 228 | 15 901 | 13 465 | 7 181 | 36 547 | 130 775 |
| | 152 717 | 37 587 | 44 586 | 8 985 | 91 158 | 243 875 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 7 178 | 3 089 | 1 203 | 1 040 | 5 332 | 12 510 |
| Autres éléments de l'actif | 4 979 | 717 | 464 | 145 | 1 326 | 6 305 |
| TOTAL de l'actif | 173 544 | 42 821 | 57 386 | 15 280 | 115 487 | 289 031 |
| PASSIF | | | | | | |
| Dettes envers des établissements de crédit | 393 | 0 | 0 | 0 | 0 | 393 |
| Dettes représentées par des titres | | | | | | |
| – Bons et obligations en circulation | 97 299 | 58 210 | 67 958 | 23 678 | 149 846 | 247 145 |
| – Divers | 305 | 587 | 0 | 246 | 833 | 1 138 |
| | 97 604 | 58 797 | 67 958 | 23 924 | 150 679 | 248 283 |
| Ajustement de change sur contrats d'échange de monnaies | 38 998 | - 16 770 | - 10 976 | - 8 879 | - 36 625 | 2 373 |
| Capital, réserves et résultat | 31 086 | 0 | 0 | 0 | 0 | 31 086 |
| Autres éléments du passif | 5 473 | 795 | 398 | 230 | 1 423 | 6 896 |
| TOTAL du passif | 173 554 | 42 822 | 57 380 | 15 275 | 115 477 | 289 031 |
| Position nette au 31.12.2005 | - 10 | -1 | 6 | 5 | | |

Note T – Produits dérivés

Les produits dérivés sont des contrats dont la valeur fluctue en fonction de l'évolution des actifs, des taux d'intérêt, des cours de change ou des indices sous-jacents.

T.1. Dans le cadre de la collecte de fonds et des activités de couverture

La Banque utilise principalement les produits dérivés dans sa stratégie de collecte de fonds pour, d'une part, rapprocher les caractéristiques, en termes de monnaies et de taux d'intérêt, des fonds collectés de celles des prêts octroyés et, d'autre part, abaisser le coût des fonds collectés. Elle a également recours aux contrats d'échange à long terme pour couvrir certaines opérations de trésorerie et aux fins de la GAP.

Les opérations à long terme sur produits dérivés ne sont pas utilisées à des fins de prise de position mais uniquement pour les besoins de la collecte de ressources ou pour atténuer le risque de marché.

Tous les contrats d'échange de taux d'intérêt et de monnaies liés au portefeuille d'emprunts ont des durées de même ordre que celle des emprunts correspondants et sont par conséquent conclus à long terme.

Les produits dérivés les plus utilisés sont les suivants :

- contrats d'échange de monnaies
- contrats d'échange de taux d'intérêt
- opérations d'échange d'actifs.

T.1.1. Contrats d'échange de monnaies

Les opérations d'échange de monnaies sont des contrats par lesquels il est convenu de convertir dans une autre monnaie les fonds collectés par emprunt, en concluant simultanément un contrat de change à terme de manière à obtenir un échange futur inverse des deux monnaies pour être ainsi en mesure de rembourser, aux échéances prévues, les fonds collectés.

T.1.2. Contrats d'échange de taux d'intérêt

Les opérations d'échange de taux d'intérêt sont des contrats par lesquels, en règle générale, il est convenu d'échanger des intérêts à taux variable contre des intérêts à taux fixe ou vice-versa.

T.1.3. Opérations d'échange d'actifs

Les échanges d'actifs sont prévus pour les placements en obligations (portefeuille B1) qui ne présentent pas les caractéristiques voulues en termes de cash-flows. Plus précisément, ces opérations d'échange servent à convertir certains placements en instruments à taux variable assortis d'un coupon trimestriel et d'une fréquence révisable. La Banque peut ainsi éliminer les risques de taux et de change, tout en gardant à sa charge, comme prévu, le risque de crédit.

Les contrats d'échange de taux d'intérêt ou de monnaies permettent à la Banque de modifier la structure de son portefeuille d'emprunts en termes de taux d'intérêt et de monnaies, d'une part pour répondre aux demandes de ses clients et d'autre part pour réduire le coût de sa collecte de ressources en échangeant avec des contreparties ses conditions avantageuses d'accès à certains marchés des capitaux.

– Politique d'atténuation du risque de crédit sur les produits dérivés :

Le risque de crédit est la perte que la Banque subirait si une contrepartie se trouvait dans l'incapacité d'honorer ses obligations contractuelles.

Compte tenu de la spécificité et de la complexité des opérations sur produits dérivés, une série de procédures a été mise en place pour prémunir la Banque contre les pertes liées à l'utilisation de ces produits.

– Cadre contractuel :

Toutes les opérations à long terme réalisées par la Banque sur des produits dérivés sont régies sur le plan contractuel par les Conventions-cadres relatives aux opérations de marché à terme et, lorsqu'il s'agit de structures non classiques, par les Annexes de remise en garantie, qui spécifient les conditions de constitution de sûretés au titre des engagements. Ces types de contrats sont communément acceptés et utilisés.

– Sélection des contreparties :

La note minimale de départ est fixée à A1, mais certaines contreparties notées A2/A3 peuvent aussi être admises exceptionnellement, si la totalité de l'encours à leur égard est entièrement couvert par des sûretés réelles. La Banque a le droit de mettre un terme au contrat de manière anticipée si la note tombe en deçà d'un certain niveau.

– Limites :

Des limites ont été fixées pour :

- le total de la valeur actuelle nette des engagements sur produits dérivés avec une contrepartie donnée ;
- les engagements non garantis sur une contrepartie ;
- la concentration : limites spécifiques exprimées en montants nominaux.

Toutes les limites sont adaptées de manière dynamique à la qualité de crédit des contreparties.

– Suivi :

Le portefeuille de produits dérivés est régulièrement évalué et comparé aux limites prévues.

– Constitution de sûretés :

- les engagements sur produits dérivés excédant le plafond fixé pour les engagements non garantis sont couverts par des sûretés liquides ou des obligations de premier rang ;
- les transactions très complexes et non liquides nécessitent la constitution de sûretés supérieures à la valeur de marché au moment considéré ;
- le portefeuille de produits dérivés faisant intervenir des contreparties individuelles, d'une part, et les sûretés constituées, d'autre part, font l'objet d'une évaluation régulière qui peut ensuite donner lieu à la constitution de sûretés complémentaires ou à une levée de sûreté.

Le risque de crédit associé aux produits dérivés varie en fonction de plusieurs facteurs (taux d'intérêt, cours de change, etc.), et n'est généralement représenté que par une petite partie de leur valeur notionnelle. Dans le cas de la Banque, où seuls des produits dérivés de gré à gré sont négociés, le risque de crédit est évalué d'après la méthode du risque courant recommandée par la Banque des règlements internationaux (BRI). Ainsi le risque de crédit est exprimé comme la valeur de remplacement ou « juste valeur » positive desdits contrats, majorée des risques potentiels, lesquels dépendent de la durée et du type de transaction et sont pondérés par un coefficient lié à la nature de la contrepartie (risque pondéré BRI I).

Les tableaux suivants présentent les échéances des opérations d'échange de monnaies (sauf échanges de monnaies à court terme – voir Note T.2 ci-après) et de taux, réparties en fonction de leur montant notionnel et du risque de crédit associé. Les montants notionnels figurent dans les comptes hors bilan.

| Échanges de monnaies au 31.12.2006 (en millions d'euros) | à moins d'un an | de 1 an à 5 ans | de 5 ans à 10 ans | plus de 10 ans | Total 2006 |
|-----------------------------------------------------------------|-----------------|-----------------|-------------------|----------------|-------------------|
| Montant notionnel | 8 888 | 23 471 | 15 784 | 11 148 | 59 291 |
| Valeur actualisée nette | - 1 215 | - 908 | - 447 | - 6 | - 2 576 |
| Risque de crédit (pondéré selon BRI I) | 49 | 250 | 256 | 289 | 844 |

| Échanges de monnaies au 31.12.2005 (en millions d'euros) | à moins d'un an | de 1 an à 5 ans | de 5 ans à 10 ans | plus de 10 ans | Total 2005 |
|-----------------------------------------------------------------|-----------------|-----------------|-------------------|----------------|-------------------|
| Montant notionnel | 13 951 | 24 858 | 8 144 | 9 443 | 56 396 |
| Valeur actualisée nette | -1 135 | -429 | 168 | 66 | - 1 330 |
| Risque de crédit (pondéré selon BRI I) | 81 | 416 | 166 | 251 | 914 |

| Échanges de taux au 31.12.2006 (en millions d'euros) | à moins d'un an | de 1 an à 5 ans | de 5 ans à 10 ans | plus de 10 ans | Total 2006 |
|-------------------------------------------------------------|-----------------|-----------------|-------------------|----------------|-------------------|
| Montant notionnel | 37 278 | 84 434 | 60 180 | 59 313 | 241 205 |
| Valeur actualisée nette ^(*) | 178 | 156 | - 1 175 | 2 148 | 1 307 |
| Risque de crédit (pondéré selon BRI I) | 70 | 334 | 327 | 1 085 | 1 816 |

| Échanges de taux au 31.12.2005 (en millions d'euros) | à moins d'un an | de 1 an à 5 ans | de 5 ans à 10 ans | plus de 10 ans | Total 2005 |
|-------------------------------------------------------------|-----------------|-----------------|-------------------|----------------|-------------------|
| Montant notionnel | 26 921 | 91 742 | 49 637 | 51 549 | 219 849 |
| Valeur actualisée nette | 412 | 943 | 473 | 3 271 | 5 099 |
| Risque de crédit (pondéré selon BRI I) | 105 | 470 | 479 | 1 360 | 2 414 |

(*) La valeur actualisée nette des contrats d'échange de défaut de paiement (Credit Default Swaps - CDS) est incluse dans les produits dérivés puisque, aux termes de l'IAS 39, les CDS sont traités comme des produits dérivés; cependant, ces transactions ne sont pas incluses dans les calculs BRI, car dans l'Accord de Bâle I, elles sont assimilées à des garanties et les fonds propres exigés à ce titre sont comptabilisés dans le portefeuille de prêts.

L'encours au titre des contrats à terme normalisés d'une durée inférieure à un an représentait au 31 décembre 2006 un montant notionnel de 540 millions d'EUR, pour une juste valeur de 2,6 millions d'EUR. L'encours au titre des contrats de garantie de taux d'intérêt d'une durée inférieure à un an représentait au 31 décembre 2006 un montant notionnel de 823 millions d'EUR, pour une juste valeur de 0,2 million d'EUR.

Généralement, la Banque ne conclut pas de contrats d'options dans le cadre de sa politique de couverture des risques. Toutefois, dans sa stratégie de collecte de fonds à moindre coût sur les marchés financiers, la Banque souscrit des contrats d'emprunt incluant notamment des options sur taux ou indices boursiers. Ces emprunts font intégralement l'objet d'un contrat d'échange pour couvrir le risque de marché correspondant.

Le tableau suivant présente le nombre et le montant notionnel associés aux différents types d'options intégrées aux emprunts:

| | Options intégrées | | Indice boursier | | Coupon à structure spéciale ou assimilé | |
|-----------------------------------------------|--------------------------|--------|------------------------|------|------------------------------------------------|--------|
| | 2006 | 2005 | 2006 | 2005 | 2006 | 2005 |
| Nombre de transactions | 448 | 439 | 1 | 7 | 282 | 211 |
| Montant notionnel (en millions d'euros) | 19 523 | 21 442 | 30 | 450 | 18 533 | 14 554 |
| Valeur actualisée nette (en millions d'euros) | - 739 | - 153 | 2 | 25 | - 452 | 450 |

La juste valeur des opérations d'échange classiques est leur valeur de marché. Pour les transactions structurées, on calcule la juste valeur au moyen de l'approche par le résultat, en utilisant des techniques d'évaluation pour convertir les montants futurs en un montant actuel unique (actualisé). L'estimation de la juste valeur est fondée sur la valeur indiquée par les attentes du marché au sujet de ces montants futurs. Lorsque les informations en provenance du marché ne sont pas directement accessibles, on peut utiliser des estimations et hypothèses internes dans ces techniques d'évaluation.

Tous ces contrats d'option intégrés ou adossés à des emprunts sont négociés de gré à gré. Sur l'ensemble du portefeuille d'opérations structurées avec options intégrées, 261 contrats d'échange, d'un montant notionnel de 3 791 millions d'EUR, sont des «power reverse dual currency», dont la juste valeur est de 306 millions d'EUR. Ces transactions dépendent fortement du taux de change dollar/yen. Une appréciation de 5 % du dollar par rapport au yen impliquerait une juste valeur de 330 millions d'EUR, soit une diminution de 25 millions d'EUR, et une probabilité accrue d'exercice anticipé de l'option. Le reste des transactions structurées se compose de divers types de contrats dépendant des taux d'intérêt, des taux de change, des taux d'inflation, des indices boursiers et des volatilités de taux d'intérêt.

D'une manière générale, le risque de crédit sur ces options est limité, parce qu'il existe une garantie sous forme de sûreté faisant l'objet d'un suivi régulier.

Sûretés (en millions d'euros)

Les sûretés reçues pour couvrir des transactions sur produits dérivés se montent à 2 002 millions d'EUR et se décomposent comme suit :

| Sûretés relatives à des contrats d'échange (en millions d'euros) | | | | | | |
|------------------------------------------------------------------|--------------|-----------------------|----------|--------------------------------------|------------|--------------|
| Notation Moody's ou équivalent | Obligations | | | | Liquidités | Total 2006 |
| | État | Entité supranationale | «Agence» | Obligations sécurisées (Pfandbriefe) | | |
| Aaa | 1 095 | 28 | 0 | 5 | 0 | 1 128 |
| De Aa1 à Aa3 | 21 | 0 | 0 | 0 | 0 | 21 |
| A1 | 590 | 0 | 0 | 0 | 0 | 590 |
| Inférieure à A1 | 50 | 0 | 0 | 0 | 0 | 50 |
| Pas de notation | 0 | 0 | 0 | 0 | 213 | 213 |
| Total 2006 | 1 756 | 28 | 0 | 5 | 213 | 2 002 |

| Sûretés relatives à des contrats d'échange (en millions d'euros) | | | | | | |
|------------------------------------------------------------------|--------------|-----------------------|------------|--------------------------------------|------------|--------------|
| Notation Moody's ou équivalent | Obligations | | | | Liquidités | Total 2005 |
| | État | Entité supranationale | «Agence» | Obligations sécurisées (Pfandbriefe) | | |
| Aaa | 2 491 | 21 | 381 | 19 | 0 | 2 912 |
| De Aa1 à Aa3 | 1 108 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 108 |
| A1 | 412 | 0 | 0 | 0 | 0 | 412 |
| Inférieure à A1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pas de notation | 0 | 0 | 0 | 0 | 386 | 386 |
| Total 2005 | 4 011 | 21 | 381 | 19 | 386 | 4 818 |

Tableau des risques en fonction de la notation: la majeure partie des nouvelles transactions sur produits dérivés sont signées avec des contreparties notées au minimum A1. Sous réserve de conditions exceptionnelles en matière de surcouverture, des contreparties notées A2 ou A3 sont également acceptées. Par conséquent, la majorité du portefeuille est concentrée sur des contreparties dont la note est A1 ou au-dessus.

| Tranches de notation | Pourcentage du nominal | | Valeur de marché nette (en millions d'euros) | | Équivalent risques de crédit BRI II sur échanges | |
|--------------------------------|------------------------|---------------|----------------------------------------------|------------|--------------------------------------------------|--------------|
| | 2006 | 2005 | 2006 | 2005 | 2006 | 2005 |
| Notation Moody's ou équivalent | | | | | | |
| Aaa | 5,5% | 4,6% | 0 | 80 | 186 | 425 |
| De Aa1 à Aa3 | 74,2% | 61,7% | 563 | 792 | 3 843 | 3 591 |
| A1 | 16,0% | 28,6% | 41 | 64 | 601 | 3 562 |
| De A2 à A3 | 4,3% | 5,0% | 2 | 4 | 370 | 694 |
| Pas de notation | 0,0% | 0,1% | 0 | 8 | 2 | 17 |
| Total | 100,0% | 100,0% | 606 | 948 | 5 002 | 8 289 |

La valeur de marché nette est la valeur actuelle nette d'un portefeuille de contrats d'échange, net des sûretés, si elle est positive (zéro si elle est négative). Elle donne la mesure des pertes que la Banque pourrait subir en cas de défaut de la contrepartie, après compensation et mise en jeu des sûretés.

L'équivalent risque de crédit au sens de la BRI est la valeur actuelle nette de l'opération d'échange, plus une majoration, égale au montant notionnel multiplié par un coefficient dépendant de la structure de l'opération d'échange et de son échéance (conformément à l'Accord de Bâle) ; il est destiné à couvrir l'augmentation future potentielle de l'exposition au risque du fait d'une évolution des conditions de marché sur la durée de vie restante de l'opération d'échange.

T.2. Dans le cadre de la gestion des liquidités

La Banque passe également des contrats d'échange de monnaies à court terme pour ajuster les positions en devises sur sa trésorerie opérationnelle par rapport à sa monnaie de référence, l'euro, mais également pour faire face à la demande de monnaies liée aux déboursements de prêts.

Le montant notionnel des contrats d'échange de monnaies à court terme et des contrats de change à court terme s'élevait à 5 602 millions d'EUR au 31 décembre 2006 contre 7 739 millions d'EUR au 31 décembre 2005.

De plus, la Banque a recours à des contrats à long terme normalisés pour ajuster l'exposition au risque de taux d'intérêt à moyen terme (2 ans) de ses portefeuilles obligataires de trésorerie. Le montant notionnel de ces contrats à long terme s'élevait à 540 millions d'EUR au 31 décembre 2006 (429 millions d'EUR pour 2005).

Note U – Décomposition des prêts par pays de localisation des projets (en milliers d'euros)

U.1. Prêts pour investissements à l'intérieur de l'Union et prêts assimilés

| Localisation des projets | Nombre de prêts | Total des prêts accordés | Partie non décaissée | Partie décaissée | % du total 2006 | % exercice 2005 |
|--------------------------|-----------------|--------------------------|----------------------|--------------------|-----------------|-----------------|
| Allemagne | 817 | 46 610 173 | 1 925 396 | 44 684 777 | 15,00% | 15,07% |
| France | 384 | 33 607 617 | 4 661 459 | 28 946 158 | 10,81% | 10,87% |
| Italie | 626 | 38 892 321 | 5 133 135 | 33 759 186 | 12,51% | 12,91% |
| Royaume-Uni | 214 | 27 619 656 | 6 007 019 | 21 612 637 | 8,88% | 8,76% |
| Espagne | 585 | 45 525 030 | 4 103 173 | 41 421 857 | 14,65% | 14,12% |
| Belgique | 74 | 4 752 683 | 797 080 | 3 955 603 | 1,53% | 1,50% |
| Pays-Bas | 56 | 4 577 622 | 1 600 850 | 2 976 772 | 1,47% | 1,30% |
| Suède | 82 | 3 393 690 | 924 981 | 2 468 709 | 1,09% | 1,47% |
| Danemark | 68 | 3 407 578 | 471 011 | 2 936 567 | 1,10% | 1,55% |
| Autriche | 178 | 6 429 389 | 450 000 | 5 979 389 | 2,07% | 1,92% |
| Pologne | 112 | 10 614 149 | 4 404 188 | 6 209 961 | 3,41% | 3,04% |
| Finlande | 98 | 5 515 513 | 716 910 | 4 798 603 | 1,77% | 1,76% |
| Grèce | 137 | 12 695 647 | 1 317 133 | 11 378 514 | 4,08% | 4,09% |
| Portugal | 239 | 16 695 212 | 1 572 517 | 15 122 695 | 5,37% | 5,85% |
| République tchèque | 80 | 6 602 858 | 1 730 116 | 4 872 742 | 2,12% | 1,97% |
| Hongrie | 74 | 5 334 848 | 1 785 198 | 3 549 650 | 1,72% | 1,48% |
| Irlande | 58 | 3 427 148 | 899 208 | 2 527 940 | 1,10% | 1,05% |
| Slovaquie | 35 | 1 188 719 | 454 559 | 734 160 | 0,38% | 0,45% |
| Slovénie | 33 | 1 756 282 | 552 488 | 1 203 794 | 0,56% | 0,51% |
| Lituanie | 15 | 187 158 | 62 775 | 124 383 | 0,06% | 0,06% |
| Luxembourg | 32 | 818 788 | 172 952 | 645 836 | 0,26% | 0,32% |
| Chypre | 25 | 1 249 353 | 580 000 | 669 353 | 0,40% | 0,41% |
| Lettonie | 22 | 492 104 | 155 000 | 337 104 | 0,16% | 0,18% |
| Estonie | 13 | 255 432 | 105 000 | 150 432 | 0,08% | 0,09% |
| Malte | 3 | 16 943 | 10 200 | 6 743 | 0,01% | 0,01% |
| TOTAL | 4 060 | 281 665 913 | 40 592 348 | 241 073 565 | 90,59% | 90,74% |

U.2. Prêts pour investissements à l'extérieur de l'Union

U.2.1. Pays ACP et PTOM

| Localisation des projets | Nombre de prêts | Total des prêts accordés | Partie non décaissée | Partie décaissée | % du total 2006 | % exercice 2005 |
|-------------------------------|-----------------|--------------------------|----------------------|------------------|-----------------|-----------------|
| Ghana | 6 | 147 176 | 115 000 | 32 176 | | |
| Maurice | 13 | 129 735 | 83 448 | 46 287 | | |
| Namibie | 10 | 104 660 | - | 104 660 | | |
| Nigeria | 3 | 87 903 | 30 972 | 56 931 | | |
| Mozambique | 6 | 87 826 | - | 87 826 | | |
| République dominicaine | 4 | 83 256 | 80 000 | 3 256 | | |
| Kenya | 6 | 63 813 | - | 63 813 | | |
| Barbade | 5 | 53 476 | 11 250 | 42 226 | | |
| Régional – Afrique | 3 | 48 924 | - | 48 924 | | |
| Swaziland | 3 | 48 150 | 30 944 | 17 206 | | |
| Jamaïque | 6 | 46 686 | - | 46 686 | | |
| Régional – Caraïbes | 2 | 45 821 | 40 000 | 5 821 | | |
| Botswana | 5 | 43 649 | 4 621 | 39 028 | | |
| Lesotho | 3 | 39 744 | - | 39 744 | | |
| Ensemble des pays ACP | 3 | 37 830 | - | 37 830 | | |
| Régional – Afrique de l'Ouest | 2 | 37 289 | 3 000 | 34 289 | | |
| Sénégal | 1 | 32 891 | - | 32 891 | | |
| Îles Fidji | 2 | 30 500 | 30 500 | - | | |
| Mauritanie | 2 | 27 537 | - | 27 537 | | |
| Zimbabwe | 7 | 21 332 | - | 21 332 | | |
| Cap-Vert | 1 | 20 000 | - | 20 000 | | |
| Zambie | 1 | 18 000 | 18 000 | - | | |
| Bahamas | 2 | 14 429 | - | 14 429 | | |
| Trinidad-et-Tobago | 3 | 14 389 | - | 14 389 | | |
| Saint-Vincent et Grenadines | 2 | 9 514 | 2 653 | 6 861 | | |
| Sainte-Lucie | 3 | 8 583 | 5 000 | 3 583 | | |
| Gabon | 1 | 6 071 | - | 6 071 | | |
| Côte-d'Ivoire | 3 | 4 552 | - | 4 552 | | |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | 2 | 4 348 | - | 4 348 | | |
| Polynésie française | 2 | 3 748 | - | 3 748 | | |
| Malawi | 1 | 3 339 | - | 3 339 | | |
| Îles vierges britanniques | 3 | 2 788 | - | 2 788 | | |
| Nouvelle Calédonie et dép. | 2 | 1 749 | - | 1 749 | | |
| Régional PTOM | 1 | 1 546 | - | 1 546 | | |
| Grenade | 1 | 1 435 | - | 1 435 | | |
| Îles Caïman | 1 | 980 | - | 980 | | |
| Îles Falkland (Malvinas) | 2 | 808 | - | 808 | | |
| Belize | 1 | 762 | - | 762 | | |
| Tonga | 1 | 466 | - | 466 | | |
| Antilles néerlandaises | 1 | 89 | - | 89 | | |
| SOUS-TOTAL | 126 | 1 335 794 | 455 388 | 880 406 | 0,43% | 0,51% |

U.2.2. Afrique du Sud

| Localisation des projets | Nombre de prêts | Total des prêts accordés | Partie non décaissée | Partie décaissée | % du total 2006 | % exercice 2005 |
|--------------------------|-----------------|--------------------------|----------------------|------------------|-----------------|-----------------|
| Afrique du Sud | 32 | 993 980 | 268 287 | 725 693 | | |
| SOUS-TOTAL | 32 | 993 980 | 268 287 | 725 693 | 0,32% | 0,38% |

U.2.3. Pays du Partenariat euro-méditerranéen et des Balkans

| Localisation des projets | Nombre de prêts | Total des prêts accordés | Partie non décaissée | Partie décaissée | % du total 2006 | % exercice 2005 |
|--------------------------|-----------------|--------------------------|----------------------|------------------|-----------------|-----------------|
| Turquie | 58 | 5 635 095 | 2 778 062 | 2 857 033 | | |
| Égypte | 41 | 2 628 417 | 725 632 | 1 902 785 | | |
| Maroc | 47 | 2 188 446 | 756 000 | 1 432 446 | | |
| Tunisie | 53 | 1 988 811 | 932 024 | 1 056 787 | | |
| Serbie-et-Monténégro | 36 | 1 176 217 | 710 157 | 466 060 | | |
| Croatie | 19 | 969 570 | 500 931 | 468 639 | | |
| Syrie | 10 | 929 981 | 670 196 | 259 785 | | |
| Liban | 18 | 585 940 | 255 776 | 330 164 | | |
| Bosnie-Herzégovine | 13 | 481 185 | 283 557 | 197 628 | | |
| Jordanie | 22 | 333 321 | 38 806 | 294 515 | | |
| Israël | 5 | 298 270 | 275 000 | 23 270 | | |
| Albanie | 11 | 229 607 | 149 778 | 79 829 | | |
| ARYM | 8 | 164 310 | 39 190 | 125 120 | | |
| Gaza-Cisjordanie | 7 | 81 773 | 45 000 | 36 773 | | |
| Algérie | 3 | 45 423 | - | 45 423 | | |
| SOUS-TOTAL | 351 | 17 736 366 | 8 160 109 | 9 576 257 | 5,71% | 5,41% |

U.2.4. Fédération de Russie

| Localisation des projets | Nombre de prêts | Total des prêts accordés | Partie non décaissée | Partie décaissée | % du total 2006 | % exercice 2005 |
|--------------------------|-----------------|--------------------------|----------------------|------------------|-----------------|-----------------|
| Fédération de Russie | 3 | 84 246 | 20 375 | 63 871 | | |
| SOUS-TOTAL | 3 | 84 246 | 20 375 | 63 871 | 0,03% | 0,03% |

U.2.5. Pays adhérents et pays en voie d'adhésion

| Localisation des projets | Nombre de prêts | Total des prêts accordés | Partie non décaissée | Partie décaissée | % du total 2006 | % exercice 2005 |
|--------------------------|-----------------|--------------------------|----------------------|------------------|-----------------|-----------------|
| Roumanie | 56 | 4 130 848 | 2 420 053 | 1 710 795 | | |
| Bulgarie | 25 | 813 630 | 443 782 | 369 848 | | |
| SOUS-TOTAL | 81 | 4 944 478 | 2 863 835 | 2 080 643 | 1,59% | 1,51% |

U.2.6. Pays de l'AELE

| Localisation des projets | Nombre de prêts | Total des prêts accordés | Partie non décaissée | Partie décaissée | % du total 2006 | % exercice 2005 |
|--------------------------|-----------------|--------------------------|----------------------|------------------|-----------------|-----------------|
| Norvège | 11 | 1 041 463 | 278 379 | 763 084 | | |
| Suisse | 1 | 275 686 | - | 275 686 | | |
| Islande | 9 | 248 523 | - | 248 523 | | |
| SOUS-TOTAL | 21 | 1 565 672 | 278 379 | 1 287 293 | 0,50% | 0,51% |

U.2.7. Pays d'Amérique latine et d'Asie

| Localisation des projets | Nombre de prêts | Total des prêts accordés | Partie non décaissée | Partie décaissée | % du total 2006 | % exercice 2005 |
|------------------------------|-----------------|--------------------------|----------------------|-----------------------------------|-----------------------------|-----------------|
| Brésil | 21 | 590 341 | 94 034 | 496 307 | | |
| Chine | 4 | 574 888 | 319 628 | 255 260 | | |
| Sri-Lanka | 4 | 157 522 | 94 000 | 63 522 | | |
| Indonésie | 4 | 145 625 | 38 290 | 107 335 | | |
| Philippines | 5 | 114 747 | 55 443 | 59 304 | | |
| Mexique | 3 | 107 154 | - | 107 154 | | |
| Viêt Nam | 3 | 105 555 | 39 908 | 65 647 | | |
| Argentine | 4 | 100 386 | - | 100 386 | | |
| Colombie | 1 | 100 000 | 100 000 | - | | |
| Pakistan | 4 | 91 643 | - | 91 643 | | |
| Pérou | 3 | 82 049 | 10 000 | 72 049 | | |
| Régional – Amérique centrale | 3 | 70 128 | 47 029 | 23 099 | | |
| Régional – Pacte andin | 2 | 57 103 | 40 000 | 17 103 | | |
| Maldives | 1 | 50 035 | 34 849 | 15 186 | | |
| Équateur | 1 | 40 000 | 40 000 | - | | |
| Panama | 1 | 37 965 | - | 37 965 | | |
| Thaïlande | 1 | 35 443 | - | 35 443 | | |
| Laos | 1 | 35 131 | - | 35 131 | | |
| Bangladesh | 1 | 26 575 | - | 26 575 | | |
| Costa Rica | 1 | 21 819 | - | 21 819 | | |
| Honduras | 1 | 20 000 | 20 000 | - | | |
| Inde | 1 | 18 320 | - | 18 320 | | |
| Uruguay | 1 | 1 666 | - | 1 666 | | |
| SOUS-TOTAL | 71 | 2 584 095 | 933 181 | 1 650 914 | 0,83% | 0,91% |
| Total | 685 | 29 244 631 | 12 979 554 | 16 265 077 | 9,41% ⁽¹⁾ | 9,24% |
| TOTAL | 4 745 | 310 910 544 | 53 571 902 | 257 338 642 ⁽²⁾ | 100,00% | 100,00% |

(1) 8,57% hors Mécanisme préadhésion.

(2) y compris titres adossés à des actifs (Notes B et D.1).

Note V – Information sectorielle

La Banque considère que l'activité de prêt constitue son principal métier: son organisation et l'ensemble de ses systèmes de gestion sont conçus aux fins de cette activité.

Par conséquent, les critères de segmentation ont été définis comme suit:

- critère primaire: le prêt en tant que produit principal;
- critère secondaire: sa distribution géographique.

Dès lors, les informations à fournir sur la segmentation géographique se trouvent dans les notes suivantes:

- intérêts et produits assimilés par marché géographique: Note N.2;
- prêts par pays de localisation des projets: Note U;
- actifs corporels et incorporels par pays de localisation de ceux-ci: Note F.

Note W – Taux de conversion

Les taux de conversion retenus pour l'établissement des bilans au 31 décembre 2006 et au 31 décembre 2005 étaient les suivants :

| | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|---------------------------------------------|------------|------------|
| MONNAIES DES ÉTATS MEMBRES HORS EURO | | |
| Livre sterling | 0,6715 | 0,68530 |
| Couronne danoise | 7,4560 | 7,46050 |
| Couronne suédoise | 9,0404 | 9,388500 |
| Livre chypriote | 0,57820 | 0,57350 |
| Couronne tchèque | 27,485 | 29,000 |
| Couronne estonienne | 15,6466 | 15,6466 |
| Forint hongrois | 251,77 | 252,87 |
| Litas lituanien | 3,4528 | 3,4528 |
| Lats letton | 0,6972 | 0,6962 |
| Lire maltaise | 0,4293 | 0,4293 |
| Zloty polonais | 3,8310 | 3,8600 |
| Tolar slovène | 239,64 | 239,50 |
| Couronne slovaque | 34,435 | 37,880 |
| MONNAIES NON COMMUNAUTAIRES | | |
| Dollar des États-Unis | 1,3170 | 1,1797 |
| Franc suisse | 1,6069 | 1,5551 |
| Yen japonais | 156,93 | 138,90 |
| Dollar canadien | 1,5281 | 1,3725 |
| Dollar australien | 1,6691 | 1,6109 |
| Dollar de Hong Kong | 10,2409 | 9,1474 |
| Dollar néo-zélandais | 1,8725 | 1,7270 |
| Couronne islandaise | 93,13 | 74,57 |
| Dirham marocain | 11,1256 | 10,8861 |
| Ouguiya mauritanien | 351,51 | 323,13 |
| Couronne norvégienne | 8,2380 | 7,9850 |
| Rand sud-africain | 9,2124 | 7,4642 |

Note X – Fraction appelée mais non versée du capital souscrit et des réserves à recevoir

En conséquence de l'augmentation du capital souscrit, qui est passé de 150 000 000 000 EUR à 163 654 000 000 EUR au 1^{er} mai 2004, le montant total à verser par les dix nouveaux États membres et par l'Espagne au titre du capital et des réserves, soit 2 408 000 000 EUR (dont 683 000 000 EUR pour le capital et 1 725 000 000 EUR pour les réserves), a été réparti en huit versements constants, aux dates suivantes : 30 septembre 2004, 30 septembre 2005, 30 septembre 2006, 31 mars 2007, 30 septembre 2007, 31 mars 2008, 30 septembre 2008 et 31 mars 2009.

Les versements dus jusqu'à celui du 30 septembre 2006 compris ont été réglés en totalité.

Le montant net à recevoir des États membres est porté au bilan comme suit, à la rubrique *Fraction appelée mais non versée du capital souscrit et des réserves à recevoir* :

En milliers d'euros

| | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|----------------------------------------------------------|------------------|------------------|
| Fraction appelée mais non versée des réserves à recevoir | 1 078 300 | 1 293 960 |
| Fraction appelée mais non versée du capital souscrit | 426 679 | 512 015 |
| | 1 504 979 | 1 805 975 |

Note Y – Événements postérieurs à la date de clôture

Au 1^{er} janvier 2007, le capital souscrit est passé de 163 653 737 000 EUR à 164 808 169 000 EUR sous l'effet des contributions des deux nouveaux États membres, la Bulgarie et la Roumanie.

En vertu de cette augmentation de capital, les deux nouveaux États membres sont tenus de libérer leur quote-part du capital versé (57 721 600 EUR) ainsi que leur quote-part des Réserves et des Provisions générales (172 931 917 EUR) au titre des montants en cours au 31 décembre 2006. Le montant total à verser, soit 230 653 517 EUR, a été réparti en huit versements constants, aux dates suivantes : 31 mai 2007, 31 mai 2008, 31 mai 2009, 30 novembre 2009, 31 mai 2010, 30 novembre 2010, 31 mai 2011 et 30 novembre 2011.

Sur proposition du Comité de direction, le Conseil d'administration a, le 13 mars 2007, examiné les présents états financiers et décidé de les soumettre pour approbation au Conseil des gouverneurs à sa séance du 5 juin 2007.

RAPPORT DES RÉVISEURS INDÉPENDANTS

Au Président du Comité de vérification
BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT
Luxembourg

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Banque européenne d'investissement, ci-joints, lesquels font état d'un résultat à affecter de 2 565,911 millions d'EUR et d'un total de bilan de 289 157,574 millions d'EUR; ils comprennent le bilan au 31 décembre 2006, le compte de profits et pertes, la situation de la Section spéciale, les capitaux propres et l'affectation du résultat de l'exercice, l'état des souscriptions au capital de la Banque, le tableau des flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date et l'annexe aux états financiers, qui contient un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives sur les états financiers.

Responsabilité du Comité de direction dans l'établissement et la présentation des états financiers

Le Comité de direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers conformément aux principes généraux des directives de l'Union européenne concernant les comptes annuels et les comptes consolidés de certains types d'entreprises, de banques et autres établissements financiers ainsi que des compagnies d'assurance. Cette responsabilité comprend: la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et à la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, le choix et l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité du réviseur d'entreprises

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit telles qu'adoptées par l'Institut luxembourgeois des réviseurs d'entreprises. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, le réviseur d'entreprises prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité, relatif à l'établissement et à la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de ce contrôle interne.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Comité de direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers. Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de la Banque européenne d'investissement au 31 décembre 2006 ainsi que de sa performance financière, de ses capitaux propres et de l'affectation du résultat de l'exercice, de la situation de la Section spéciale, de l'état des souscriptions au capital de la Banque, du tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes généraux des directives de l'Union européenne concernant les comptes annuels et les comptes consolidés de certains types d'entreprises, de banques et autres établissements financiers ainsi que des compagnies d'assurance.

ERNST & YOUNG
Société Anonyme
Réviseur d'Entreprises



Bernard LHOEST



Alain KINSCH

Le 13 mars 2007

LE COMITÉ DE VÉRIFICATION

Le Comité de vérification fait rapport au Conseil des gouverneurs qui, avant d'approuver le Rapport annuel et les états financiers de l'exercice écoulé, a pris connaissance de la déclaration ci-après.

Déclaration du Comité de vérification sur les états financiers non consolidés de la BEI

Le Comité institué en vertu de l'article 14 des Statuts et de l'article 25 du Règlement intérieur de la Banque européenne d'investissement pour vérifier la régularité de ses opérations et de ses livres,

- ayant désigné Ernst & Young comme réviseurs externes, étudié leurs procédures de planification d'audit, examiné et discuté leurs rapports,
- ayant noté qu'ils ont émis un avis sans réserve sur les états financiers de la Banque européenne d'investissement pour l'exercice clos le 31 décembre 2006,
- s'étant réuni régulièrement avec les chefs des directions et autres services concernés, ayant rencontré régulièrement le chef de l'Audit interne et discuté avec lui les rapports d'audit interne pertinents, et ayant étudié les documents qu'il jugeait nécessaires à l'exercice de son mandat;
- ayant reçu les assurances du Comité de direction concernant l'efficacité de la structure de contrôle interne et de l'administration interne;

et

- vu les états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2006, tels qu'ils ont été établis par le Conseil d'administration à sa réunion du 13 mars 2007,
- considérant que ce qui précède fournit une base raisonnable à l'expression de son opinion,
- vu les articles 22, 23 & 24 du Règlement intérieur,

pour autant qu'il sache et puisse en juger,

confirme que les activités de la Banque sont menées de façon appropriée, notamment en ce qui concerne la gestion des risques et le suivi;

confirme qu'il a examiné la régularité des opérations et des livres de la Banque et que, à cet effet, il a vérifié que les opérations de la Banque ont été réalisées dans le respect des formalités et des procédures prescrites par les Statuts et le Règlement intérieur;

confirme que les états financiers, composés du bilan, de la situation de la Section spéciale, du compte de profits et pertes, des capitaux propres et de l'affectation du résultat de l'exercice, de l'état des souscriptions au capital, du tableau des flux de trésorerie ainsi que de l'annexe aux états financiers, donnent une image fidèle de la situation financière de la Banque au 31 décembre 2006, à l'actif comme au passif, ainsi que des résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date.

Luxembourg, le 13 mars 2007

Le Comité de vérification



R. POVEDA ANADÓN



M. DALLOCCHIO

BILAN AU 1^{ER} JANVIER 2007 (en milliers d'euros)

| ACTIF | 01.01.2007 | 31.12.2006 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
| 1. Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux | 14 676 | 14 676 |
| 2. Effets publics admissibles au refinancement auprès des banques centrales (Note B) | 2 551 274 | 2 551 274 |
| 3. Prêts et avances aux établissements de crédit | | |
| a) à vue | 139 428 | 139 428 |
| b) autres prêts et avances (Note C) | 14 497 629 | 14 497 629 |
| c) prêts (Notes D) | 114 581 860 | 114 581 860 |
| | 129 218 917 | 129 218 917 |
| 4. Prêts et avances à la clientèle | | |
| a) prêts (Notes D) | 140 034 385 | 140 034 385 |
| b) provisions spécifiques (Notes A.8.1 et D.3) | - 86 917 | - 86 917 |
| | 139 947 468 | 139 947 468 |
| 5. Obligations et autres titres à revenu fixe (Notes B) | | |
| a) d'émetteurs publics | 548 751 | 548 751 |
| b) d'autres émetteurs | 10 278 098 | 10 278 098 |
| | 10 826 849 | 10 826 849 |
| 6. Actions et autres titres à revenu variable (Note E.1) | 1 223 151 | 1 223 151 |
| 7. Participations (Note E.2) | 276 989 | 276 989 |
| 8. Actifs incorporels (Note F) | 5 131 | 5 131 |
| 9. Actifs corporels (Note F) | 214 597 | 214 597 |
| 10. Autres actifs | | |
| a) débiteurs divers (Note H) | 589 321 | 589 321 |
| | 589 321 | 589 321 |
| 11. Fraction appelée mais non versée du capital souscrit et des réserves à recevoir (Note X) | 1 735 633 | 1 504 979 |
| 12. Comptes de régularisation (Note I) | 2 784 222 | 2 784 222 |
| | 289 388 228 | 289 157 574 |

| POSTES HORS BILAN | 01.01.2007 | 31.12.2006 |
|------------------------------------------------|------------|------------|
| Engagements | | |
| - Capital BERD (Note E) | | |
| · non appelé | 442 500 | 442 500 |
| - Capital FEI (Note E) | | |
| · non appelé | 979 200 | 979 200 |
| - Prêts non décaissés (Notes D et U) | | |
| · établissements de crédit | 11 247 729 | 11 247 729 |
| · clientèle | 42 324 173 | 42 324 173 |
| | 53 571 902 | 53 571 902 |
| - Opérations de capital-risque non décaissées | 1 255 633 | 1 255 633 |
| - Fonds pour les infrastructures non décaissés | 121 283 | 121 283 |
| Garanties (Note D) | | |
| - au titre de prêts accordés par des tiers | 48 500 | 48 500 |
| - au titre d'opérations de capital-risque | 19 056 | 19 056 |
| Gestion de la trésorerie du FEI | 543 168 | 543 168 |
| Gestion de la trésorerie du Fonds de garantie | 1 379 698 | 1 379 698 |

| PASSIF | | 01.01.2007 | 31.12.2006 |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|-------------|
| 1. Dettes envers des établissements de crédit (Note J) | | | |
| a) à terme ou à préavis | 218 927 | 218 927 | |
| | | 218 927 | 218 927 |
| 2. Dettes représentées par des titres (Note K) | | | |
| a) bons et obligations en circulation | 245 485 435 | 245 485 435 | |
| b) autres | 1 090 202 | 1 090 202 | |
| | | 246 575 637 | 246 575 637 |
| 3. Autres éléments du passif | | | |
| a) bonifications d'intérêt reçues d'avance (Note G) | 209 438 | 209 438 | |
| b) créditeurs divers (Note H) | 1 335 969 | 1 335 969 | |
| c) autres exigibilités | 15 332 | 15 332 | |
| d) ajustements contrats d'échange de monnaies (Note K) | 3 062 164 | 3 062 164 | |
| | | 4 622 903 | 4 622 903 |
| 4. Comptes de régularisation (Note I) | | 4 153 356 | 4 153 356 |
| 5. Provisions pour risques et charges | | | |
| a) fonds de pension du personnel (Note L) | 903 676 | 903 676 | |
| b) provisions pour garanties émises au titres d'opérations de capital-risque | 5 781 | 5 781 | |
| | | 909 457 | 909 457 |
| 6. Capital (Note X) | 164 808 169 | 163 653 737 | |
| - souscrit | - 156 567 760 | - 155 471 050 | |
| - non appelé | | 8 240 409 | 8 182 687 |
| 7. Réserves | | | |
| a) fonds de réserve | 16 480 817 | 16 365 374 | |
| b) réserve supplémentaire | 2 688 872 | 2 649 498 | |
| | | 19 169 689 | 19 014 872 |
| 8. Fonds pour le Mécanisme de financement structuré | | 1 250 000 | 1 250 000 |
| 9. Fonds pour les opérations de capital-risque | | 1 663 824 | 1 663 824 |
| 10. Contribution au solde du compte de profits et pertes restant à affecter | | 18 115 | |
| 11. Résultat de l'exercice | | 2 565 911 | 2 565 911 |
| | | 289 388 228 | 289 157 574 |

| POSTES HORS BILAN | | 01.01.2007 | 31.12.2006 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|-------------|-------------|
| Dépôts spéciaux pour service d'emprunts (Note Q) | | 193 872 | 193 872 |
| Portefeuille de titres | | | |
| - titres à recevoir | | 146 285 | 146 285 |
| Valeur nominale des contrats d'échange de taux d'intérêt (Note T) | | 241 204 991 | 241 204 991 |
| Valeur nominale des contrats d'échange de monnaies à payer | | 67 706 110 | 67 706 110 |
| Valeur nominale des contrats d'échange de monnaies à recevoir | | 64 658 046 | 64 658 046 |
| Valeur nominale de l'option de vente émise en faveur des actionnaires minoritaires du FEI (Note E.2) | | 237 141 | 237 141 |
| Emprunts lancés mais non encore signés | | 313 396 | 313 396 |
| Prêt de titres (Note B) | | 842 740 | 842 740 |
| Contrats à terme normalisés (Note T) | | 540 000 | 540 000 |
| Contrats de garantie de taux d'intérêt (Note T) | | 822 861 | 822 861 |
| Contrats de change à terme (Note T) | | 234 647 | 234 647 |

ÉTAT DES SOUSCRIPTIONS AU CAPITAL DE LA BANQUE

AU 1^{er} JANVIER 2007 (en euros)

Au 1^{er} janvier 2007, le capital souscrit est passé de 163 653 737 000 EUR à 164 808 169 000 EUR sous l'effet des contributions des deux nouveaux États membres, la Bulgarie et la Roumanie.

En vertu de cette augmentation de capital, les deux nouveaux États membres sont tenus de libérer leur quote-part du capital versé (57 721 600 EUR) ainsi que leur quote-part des Réserves et des Provisions générales (172 931 917 EUR) au titre des montants en cours au 31 décembre 2006. Le montant total à verser, soit 230 653 517 EUR, a été réparti en huit versements constants, aux dates suivantes: 31 mai 2007, 31 mai 2008, 31 mai 2009, 30 novembre 2009, 31 mai 2010, 30 novembre 2010, 31 mai 2011 et 30 novembre 2011.

| ÉTATS MEMBRES | Capital souscrit | Capital non appelé ^(*) | Capital versé et à verser au 01.01.2007 |
|--------------------|------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------------|
| ALLEMAGNE | 26 649 532 500 | 25 316 065 017 | 1 333 467 483 |
| FRANCE | 26 649 532 500 | 25 316 065 017 | 1 333 467 483 |
| ITALIE | 26 649 532 500 | 25 316 065 017 | 1 333 467 483 |
| ROYAUME-UNI | 26 649 532 500 | 25 316 065 017 | 1 333 467 483 |
| ESPAGNE | 15 989 719 500 | 15 191 419 977 | 798 299 523 |
| PAYS-BAS | 7 387 065 000 | 7 018 606 548 | 368 458 452 |
| BELGIQUE | 7 387 065 000 | 7 018 606 548 | 368 458 452 |
| SUÈDE | 4 900 585 500 | 4 655 556 231 | 245 029 269 |
| DANEMARK | 3 740 283 000 | 3 553 721 865 | 186 561 135 |
| AUTRICHE | 3 666 973 500 | 3 483 624 843 | 183 348 657 |
| POLOGNE | 3 411 263 500 | 3 240 700 325 | 170 563 175 |
| FINLANDE | 2 106 816 000 | 2 001 475 188 | 105 340 812 |
| GRÈCE | 2 003 725 500 | 1 903 781 233 | 99 944 267 |
| PORTUGAL | 1 291 287 000 | 1 226 879 033 | 64 407 967 |
| RÉPUBLIQUE TCHÈQUE | 1 258 785 500 | 1 195 846 225 | 62 939 275 |
| HONGRIE | 1 190 868 500 | 1 131 325 075 | 59 543 425 |
| IRLANDE | 935 070 000 | 888 429 814 | 46 640 186 |
| ROUMANIE | 863 514 500 | 820 338 775 | 43 175 725 |
| SLOVAQUIE | 428 490 500 | 407 065 975 | 21 424 525 |
| SLOVÉNIE | 397 815 000 | 377 924 250 | 19 890 750 |
| BULGARIE | 290 917 500 | 276 371 625 | 14 545 875 |
| LITUANIE | 249 617 500 | 237 136 625 | 12 480 875 |
| LUXEMBOURG | 187 015 500 | 177 687 377 | 9 328 123 |
| CHYPRE | 183 382 000 | 174 212 900 | 9 169 100 |
| LETTONIE | 152 335 000 | 144 718 250 | 7 616 750 |
| ESTONIE | 117 640 000 | 111 758 000 | 5 882 000 |
| MALTE | 69 804 000 | 66 313 800 | 3 490 200 |
| | 164 808 169 000 | 156 567 760 550 | 8 240 408 450 |

^(*) Le Conseil d'administration peut en exiger le versement dans la mesure où cela devient nécessaire pour permettre à la Banque de faire face à ses obligations à l'égard de ses bailleurs de fonds.

FACILITÉ D'INVESTISSEMENT

États financiers

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| | Notes | Au 31.12.2006 | Au 31.12.2005 |
|-------------------------------------------------------------------------------|-------|---------------|---------------|
| Intérêts et produits assimilés | | 23 816 | 12 376 |
| <i>Prêts</i> | | 21 556 | 12 117 |
| <i>Bonifications d'intérêt</i> | | 162 | - |
| <i>Trésorerie</i> | | 2 098 | 259 |
| Intérêts et charges assimilées | | (2 493) | (1 103) |
| <i>Produits dérivés</i> | | (2 483) | (1 103) |
| <i>Divers</i> | | (10) | - |
| Revenus d'intérêts nets | | 21 323 | 11 273 |
| Revenus de commissions nets | 5 | 4 366 | 708 |
| Opérations financières | | | |
| Résultat net sur opérations financières | 6 | (153) | 1 008 |
| Perte de valeur sur prêts et prises de participation | 9 | (1 823) | (1 918) |
| Contribution spéciale des États membres aux charges administratives générales | 7 | 33 913 | 32 455 |
| Charges administratives générales | 7 | (33 913) | (32 455) |
| Résultat net de l'exercice | | 23 713 | 11 071 |

Les notes renvoient à l'annexe aux états financiers.

BILAN

(en milliers d'euros)

| | Notes | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|--------------------------------------------------|-------|----------------|----------------|
| ACTIF | | | |
| Liquidités et équivalents | 8 | 190 780 | 194 916 |
| Instruments financiers dérivés | 12 | 8 473 | - |
| Prêts et prises de participation | 9 | | |
| Prêts | | 338 997 | 196 731 |
| <i>dont intérêts échus</i> | | 3 784 | 2 722 |
| Prises de participation | | 66 449 | 30 886 |
| Montant à recevoir des donateurs | 10 | 103 913 | 92 455 |
| Autres éléments de l'actif | 11 | 1 365 | 351 |
| Total de l'actif | | 709 977 | 515 339 |
| PASSIF | | | |
| Instruments financiers dérivés | 12 | - | 5 584 |
| Dettes envers les tiers | 13 | 134 425 | 115 655 |
| Comptes de régularisation | 14 | 7 908 | 186 |
| Autres éléments du passif | 15 | 1 463 | - |
| Total du passif | | 143 796 | 121 425 |
| CAPITAUX PROPRES | | | |
| Contribution des États membres, fraction appelée | 16 | 515 000 | 370 000 |
| Bénéfices non distribués | | 41 184 | 17 471 |
| Réserve juste valeur | | 9 997 | 6 443 |
| Total des capitaux propres | | 566 181 | 393 914 |
| Total du passif et des capitaux propres | | 709 977 | 515 339 |

Les notes renvoient à l'annexe aux états financiers.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

| | Au 31.12.2006 | Au 31.12.2005 |
|-------------------------------------------------------------------------------------|------------------|-----------------|
| Flux de trésorerie attribuables aux activités d'exploitation | | |
| Résultat de l'exercice | 23 713 | 11 071 |
| Ajustements pour | | |
| - dépréciation de prises de participation | 130 | 1 918 |
| - dépréciation de prêts | 1 693 | - |
| - intérêts capitalisés | (4 303) | (1 978) |
| - comptes de régularisation | 8 038 | 468 |
| Résultat des activités d'exploitation | 29 271 | 11 479 |
| Décassements de prêts nets | (157 004) | (107 817) |
| Remboursements | 3 585 | 863 |
| Variation de la juste valeur des produits dérivés | (14 057) | 5 441 |
| Variation comptes de régularisation relatifs aux prêts | (1 062) | (2 404) |
| Variation des participations | (31 965) | (5 854) |
| Produits des participations | 25 | - |
| Variation autres éléments d'actif | (1 014) | (351) |
| Variation autres éléments de passif | 1 463 | - |
| Flux de trésorerie nets attribuables aux activités d'exploitation | (170 758) | (98 643) |
| Flux de trésorerie attribuables aux activités de collecte de ressources | | |
| Versements des États membres | 145 000 | 210 000 |
| Variation du montant à recevoir des donateurs | (11 458) | (32 455) |
| Variation nette du montant dû au titre des bonifications d'intérêt | 17 312 | 78 200 |
| Variation du montant dû à des tiers | 1 458 | 32 455 |
| Flux de trésorerie nets attribuables aux activités de collecte de ressources | 152 312 | 288 200 |
| Effets des variations de change sur les prêts et les prises de participation | 14 310 | (6 431) |
| État résumé de la trésorerie | | |
| Liquidités et équivalents à l'ouverture de l'exercice | 194 916 | 11 790 |
| Flux de trésorerie nets attribuables aux activités d'exploitation | (170 758) | (98 643) |
| Flux de trésorerie nets attribuables aux activités de collecte de ressources | 152 312 | 288 200 |
| Effets des variations de change sur les prêts et les prises de participation | 14 310 | (6 431) |
| Liquidités et équivalents à la clôture de l'exercice | 190 780 | 194 916 |

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)

| Pour l'exercice clos le 31 décembre 2006 | Contribution des États membres | Bénéfices non distribués | Réserve de juste valeur sur placements disp. à la vente | Total des capitaux propres |
|----------------------------------------------------------|--------------------------------|--------------------------|---------------------------------------------------------|----------------------------|
| Au 31 décembre 2004 | 160 000 | 6 400 | (899) | 165 501 |
| Contribution des États membres appelée durant l'exercice | 230 000 | - | - | 230 000 |
| Contribution des États membres annulée durant l'exercice | (20 000) | - | - | (20 000) |
| Résultat net de l'exercice | - | 11 071 | - | 11 071 |
| Variation de juste valeur en cours d'exercice | - | - | 7 342 | 7 342 |
| Au 31 décembre 2005 | 370 000 | 17 471 | 6 443 | 393 914 |
| Contribution des États membres appelée durant l'exercice | 145 000 | - | - | 145 000 |
| Résultat net de l'exercice | - | 23 713 | - | 23 713 |
| Variation de juste valeur en cours d'exercice | - | - | 3 554 | 3 554 |
| Au 31 décembre 2006 | 515 000 | 41 184 | 9 997 | 566 181 |

FACILITÉ D'INVESTISSEMENT

ANNEXE AUX ÉTATS FINANCIERS

1 Informations d'ordre général

La Facilité d'investissement (« la Facilité ») a été établie en vertu de l'Accord de Cotonou sur la coopération et l'aide au développement (« l'Accord ») qui a été négocié entre le groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (« les États ACP »), d'une part, et l'Union européenne et ses États membres au 23 juin 2000, d'autre part; l'Accord a fait l'objet d'une première révision au 25 juin 2005.

La Facilité est gérée par la Banque européenne d'investissement (« la BEI » ou « la Banque »). Aux termes de l'Accord, un montant maximum de 2 200 millions d'EUR pour les ACP et de 20 millions d'EUR pour les PTOM (conformément à la décision du Conseil du 27 novembre 2001 relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à la Communauté européenne) peut être affecté au financement de la Facilité. Dans le cadre de l'Accord, la BEI gère aussi des prêts accordés sur ses ressources propres. L'ensemble des autres ressources et instruments financiers prévus à l'Accord sont administrés par la Commission européenne.

2 Principes comptables essentiels

2.1 Principales règles suivies

Les états financiers de la Facilité ont été établis conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'entérinées par l'Union européenne.

Les règles comptables appliquées sont conformes aux IFRS et aux principes généraux de la directive 86/635/CEE du Conseil des Communautés européennes du 8 décembre 1986 concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers, telle que modifiée par la directive 2001/65/CE du 27 septembre 2001 et par la directive 2003/51/CE du 18 juin 2003 concernant les comptes annuels et les comptes consolidés de certaines formes de sociétés ainsi que ceux des banques et autres établissements financiers et ceux des entreprises d'assurances (« les directives »).

2.2 Principaux jugements et estimations comptables

L'établissement des états financiers conformément aux IFRS implique le recours à des estimations comptables déterminantes. Il impose aussi aux organes de direction d'exercer leur jugement dans l'application des principes comptables de la Facilité. Les domaines très complexes ou impliquant une marge d'appréciation élevée, ou ceux dans lesquels les hypothèses et les estimations ont une incidence importante sur les états financiers, sont indiqués.

Les estimations et les jugements ci-après sont ceux qui ont le plus d'importance.

Juste valeur des instruments financiers

Lorsque la juste valeur d'actifs et de passifs financiers enregistrés au bilan ne peut être déterminée sur la base de marchés actifs, on a recours à une série de techniques d'évaluation qui reposent notamment sur l'utilisation de modèles mathématiques. Les données qui alimentent ces modèles sont tirées, lorsque la possibilité existe, de marchés observables; en cas contraire, déterminer les justes valeurs implique d'exercer un jugement. Cette appréciation se fonde notamment sur des questions de liquidité et de paramètres de modélisation tels que les corrélations et la volatilité pour les instruments dérivés à long terme.

Perte de valeur sur prêts et avances

La Facilité passe en revue ses prêts et avances problématiques à chaque date d'arrêté afin de déterminer si une provision pour dépréciation doit être inscrite au compte de résultat. La direction doit ainsi notamment exercer son jugement pour évaluer le montant et les dates des flux de trésorerie futurs qui permettront de définir le niveau de provision requis. Ces estimations reposent sur des hypothèses concernant plusieurs facteurs, et les résultats effectifs peuvent différer de ces estimations, ce qui donnera lieu à des variations de la provision. Outre des provisions spécifiques destinées à couvrir certains prêts ou avances significatifs, la Facilité constitue également des provisions collectives pour dépréciation au titre d'engagements qui, s'ils ne sont pas expressément identifiés comme nécessitant une provision spécifique, présentent un risque de défaut plus important que lorsque qu'ils ont été conclus. Cette dépréciation collective est établie dès lors qu'il y a détérioration de la notation interne d'un prêt ou d'une participation depuis leur conclusion. Des facteurs tels que la dégradation du risque-pays, la situation du secteur, l'obsolescence technologique ainsi que des faiblesses structurelles identifiées ou la diminution des cash-flows sont pris en considération dans ces notations internes.

Valorisation des titres non cotés

La valorisation des titres non cotés se fait normalement à l'aide de l'une des techniques suivantes :

- analyse de transactions récentes sur le marché dans des conditions de concurrence normale;
- référence à la juste valeur actuelle d'un autre instrument identique en substance;
- examen des flux de trésorerie prévisionnels actualisés en fonction des taux courants applicables à des positions assorties de modalités et de risques similaires;
- recours à d'autres modèles de valorisation.

La détermination des cash-flows, et des facteurs d'actualisation de titres non cotés nécessite un degré important d'estimation. La Facilité calibre périodiquement les techniques de valorisation et en teste la validité sur la base soit de transactions courantes observables sur le marché pour le même instrument, soit de toute autre donnée de marché observable disponible.

Dépréciation de participations

La Facilité juge que ses participations matérialisées par des titres de placement disponibles à la vente doivent faire l'objet d'une dépréciation si elles ont subi une baisse importante ou prolongée de leur juste valeur en deçà de leur coût d'acquisition ou lorsqu'existent d'autres indications objectives de perte de valeur. Pour déterminer si une baisse est importante ou prolongée, on se base sur un jugement où intervient une part d'appréciation.

2.3 Modification des principes comptables

Les principes comptables adoptés sont identiques à ceux de l'exercice précédent, sauf sur les points qui suivent.

La Facilité a adopté la modification de la norme IAS 39 *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation* relative aux contrats de garantie financière (publiée en août 2005), stipulant que les contrats de garantie financière qui ne sont pas considérés comme des contrats d'assurance doivent être initialement enregistrés en juste valeur et, par la suite, comptabilisés selon l'IAS 37 *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels* ou à leur montant initial, s'il est plus élevé, déduction faite, le cas échéant, de l'amortissement cumulé comptabilisé selon l'IAS 18 *Produits des activités ordinaires*.

Plusieurs nouvelles normes, modifications et interprétations de normes existantes ont été publiées et doivent être appliquées pour les exercices comptables de la Facilité commençant à partir du 1^{er} mars 2006 et pour les exercices ultérieurs, mais la Facilité ne les a pas adoptées de manière anticipée :

- IFRS 7 *Instruments financiers – Informations à fournir* (applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2007); cette norme impose à la Facilité de fournir des informations qui permettent aux utilisateurs de ses états financiers d'évaluer l'importance de ses instruments financiers ainsi que la nature et l'ampleur des risques qui en découlent.
- Modification de l'IAS 1 – *Présentation des états financiers* (applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2007); cette modification impose à la Facilité de fournir des informations supplémentaires qui permettent aux utilisateurs de ses états financiers d'évaluer ses objectifs, ses politiques et ses procédures de gestion de son capital.

- IFRIC 9 – *Réévaluation des dérivés incorporés* (applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juin 2006) ; aux termes de cette interprétation, la date à retenir pour évaluer si un dérivé incorporé doit être comptabilisé comme dérivé est celle à laquelle l'entité est devenue partie au contrat ; aucune révision ultérieure de l'évaluation n'est autorisée hormis dans les cas où une modification des clauses du contrat altère de manière substantielle les flux de trésorerie. L'évaluation des conséquences de cette interprétation pour la Facilité est en cours, mais on estime que son adoption, lorsqu'elle sera mise en œuvre en 2007, ne devrait pas avoir d'impact sur les états financiers de la Facilité.

2.4 Principes comptables essentiels

Le bilan présente les éléments de l'actif et du passif par ordre décroissant de liquidité et n'établit pas de distinction entre les éléments à court, moyen et long terme.

2.4.1. Bases de conversion

Les états financiers de la Facilité sont libellés en euros (EUR), monnaie opérationnelle et de présentation de la Facilité.

Les transactions en monnaies étrangères sont converties, conformément à l'IAS 21, au taux de change en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés dans des monnaies autres que l'euro sont convertis sur la base des taux de change en vigueur à la date du bilan. Les gains ou pertes résultant de la conversion sont enregistrés dans le compte de résultat.

Les postes non monétaires dont le coût historique est libellé en devises sont comptabilisés sur la base du taux de change en vigueur à la date de la transaction initiale. Les postes non monétaires dont la juste valeur est libellée en devises sont comptabilisés sur la base du taux de change en vigueur à la date de détermination de la juste valeur.

Les différences de change résultant du règlement de transactions à des taux différents de ceux en vigueur à la date de ces transactions, ainsi que les différences de change non réalisées sur des postes monétaires d'actif et de passif en devises à régulariser, sont enregistrées dans le compte de résultat.

Les éléments du compte de résultat sont convertis en euros sur la base des taux de conversion de fin de mois.

2.4.2. Liquidités et équivalents

La Facilité assimile à des équivalents de liquidités les comptes courants et les dépôts à court terme dont l'échéance initiale est égale ou inférieure à trois mois.

2.4.3. Actifs financiers autres que les produits dérivés

Les actifs financiers sont comptabilisés sur la base de la date de règlement.

- *Prêts*

Les prêts émis par la Facilité sont reconnus dans les actifs de la Facilité au moment de leur versement aux emprunteurs. Ils sont initialement comptabilisés à leur coût de revient (montants décaissés nets) – soit la juste valeur du montant versé, y inclus les coûts de transaction – et ensuite au coût restant à amortir sur la base de la méthode du taux effectif, déduction faite d'une éventuelle provision pour dépréciation ou non-recouvrabilité.

- *Prises de participation*

Après la comptabilisation initiale, les participations directes et indirectes sont classées dans les placements financiers disponibles à la vente et comptabilisées à leur juste valeur.

- a. *Fonds de capital-risque*

La juste valeur de chaque fonds de capital-risque est basée sur la valeur nette d'inventaire (VNI) déclarée par le fonds, si celle-ci a été calculée selon une norme internationale d'évaluation reconnue conforme aux IFRS. En présence de certains éléments susceptibles de modifier l'évaluation, la Facilité peut cependant décider de corriger la VNI déclarée par le fonds.

Si la VNI n'a pas été calculée selon une norme internationale reconnue, l'évaluation s'effectue sur la base du portefeuille sous-jacent.

- b. *Prises de participation directes*

La juste valeur des participations se calcule sur la base des derniers états financiers disponibles, avec, le cas échéant, réutilisation de la méthode appliquée lors de leur acquisition.

Les gains ou les pertes non réalisés sur des participations sont inscrits en capitaux propres jusqu'à ce que les placements concernés soient vendus, collectés ou cédés d'une autre manière, ou jusqu'à ce qu'ils soient considérés comme dépréciés. Lorsqu'un placement disponible à la vente est considéré comme déprécié, la perte ou le gain cumulé latent qui était jusque-là comptabilisé dans les capitaux propres est enregistré dans le compte de résultat.

Pour les participations non cotées, la juste valeur se détermine au moyen d'une technique d'évaluation reconnue. Lorsque leur juste valeur ne peut être déterminée de façon fiable, ces placements sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.

- *Garanties*

Les garanties financières sont initialement comptabilisées à leur juste valeur dans le bilan, à la rubrique *Autres éléments du passif*. Après cet enregistrement initial, les éléments de passif de la Facilité au titre de chaque garantie sont calculés au plus élevé des deux montants suivants : la prime amortie ou la meilleure estimation des dépenses requises pour exécuter toute obligation financière découlant de la garantie.

Tout accroissement du passif relatif aux garanties financières est enregistré dans le compte de résultat à la rubrique *Charges pour pertes sur crédits*. La prime perçue est comptabilisée au poste *Revenus de commissions nets* du compte de résultat, de façon linéaire pendant toute la durée de la garantie.

2.4.4. Dépréciation d'actifs financiers

La Facilité réalise à la clôture de chaque exercice comptable un test de dépréciation sur ses actifs financiers pour vérifier l'existence d'indications objectives de pertes de valeur. Un actif financier (ou un groupe d'actifs financiers) est considéré comme ayant subi une perte de valeur si et seulement s'il existe une indication objective de sa dépréciation résultant d'un (ou plusieurs) événement survenu après la comptabilisation initiale de l'actif (« événement générateur de pertes » avéré) et que cet événement générateur de pertes a sur les cash-flows futurs estimés de l'actif financier ou du groupe d'actifs financiers des conséquences qui peuvent être estimées de façon fiable. Sont notamment considérées comme indications objectives de dépréciation les situations suivantes : des difficultés financières importantes de l'émetteur ou du débiteur ; un défaut de paiement des intérêts ou une cessation de remboursement du principal ; la probabilité de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ; des données observables indiquant une diminution évaluable des cash-flows futurs estimés, telles que, par exemple, une évolution des arriérés ou de paramètres économiques généralement associée à des défaillances.

Des dépréciations sont enregistrées pour les prêts en cours à la clôture de l'exercice qui sont comptabilisés au coût amorti et pour lesquels il existe des indications objectives de risque de non-recouvrement d'une partie ou de la totalité des montants par rapport aux dispositions contractuelles initiales ou d'une valeur équivalente. S'il existe une indication objective de perte de valeur avérée, le montant de la perte est égal à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actuelle des cash-flows futurs estimés. La valeur comptable de l'actif est réduite par utilisation d'un compte de provision et le montant de la perte est porté au compte de résultat. La valeur comptable réduite continue de produire des intérêts au taux effectif de l'actif. Les prêts ainsi que la provision y afférente sont annulés lorsqu'il n'existe pas de perspective réaliste de recouvrement. Si, au cours d'un exercice ultérieur, le montant de la perte de valeur estimée augmente ou diminue du fait d'un événement survenu après l'enregistrement de la dépréciation, la perte de valeur précédemment comptabilisée est augmentée ou diminuée par ajustement correspondant du compte de provision.

La Facilité procédant à des évaluations de son risque de crédit, la constitution de provisions collectives pour dépréciation n'est pas nécessaire.

Concernant les titres de participation disponibles à la vente, la Facilité évalue à la clôture de chaque exercice s'il existe des indications objectives de dépréciation de ces actifs. Est notamment considérée comme indication objective de dépréciation une baisse importante ou prolongée de la juste valeur des instruments concernés en deçà de leur coût d'acquisition. Lorsqu'il existe une indication objective de dépréciation de l'actif, le montant de la perte cumulée (égal à la différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur actuelle, diminuée de toute perte de valeur sur cet actif

préalablement comptabilisée en résultat) est sorti des capitaux propres et comptabilisé en résultat. Les pertes de valeur sur prises de participation ne font pas l'objet de reprises au compte de résultat; les augmentations de juste valeur après dépréciation sont enregistrées directement dans les capitaux propres.

La direction «Gestion des risques» de la Banque européenne d'investissement effectue au minimum une fois par an un test de dépréciation des actifs financiers. Ce test peut conduire à la reconnaissance de la décote dans le compte de résultat sur la durée de vie de l'actif ou à tout autre ajustement rendu nécessaire par une réévaluation de la dépréciation initiale.

2.4.5. Instruments financiers dérivés

Les instruments dérivés incluent les opérations d'échange de monnaies et les opérations d'échange croisé de taux d'intérêt et de monnaies.

Dans le cours normal de ses activités, la Facilité peut conclure des contrats d'échange à des fins de couverture pour des opérations de prêt spécifiques dans des monnaies autres que l'euro faisant l'objet de transactions actives, de manière à compenser tout gain ou perte résultant de fluctuations des taux de change.

Au 31 décembre 2006 et au 31 décembre 2005, toutefois, la Facilité n'avait procédé à aucune transaction comptable de couverture aux termes des IFRS. Tous les dérivés sont par conséquent enregistrés à leur juste valeur au compte de résultat. Cette juste valeur est obtenue essentiellement à partir de modèles d'actualisation des flux financiers, de modèles d'évaluation des options et d'indications fournies par des tiers.

Les instruments dérivés sont enregistrés à leur juste valeur et comptabilisés comme des actifs quand cette valeur est positive et comme des passifs quand elle est négative. Les variations de juste valeur des instruments dérivés détenus à des fins de transaction sont portées au poste *Résultat net sur opérations financières*.

2.4.6. Contributions

Les contributions des États membres sont comptabilisées au bilan comme montants à recevoir à la date de la décision du Conseil fixant le montant des contributions financières que les États membres doivent verser à la Facilité.

2.4.7. Revenus d'intérêts sur prêts

Les intérêts sur les prêts émis par la Facilité sont enregistrés dans le compte de résultat (intérêts et produits assimilés) et dans le bilan (prêts et avances) selon le principe de l'étalement et la méthode du taux effectif, c'est-à-dire au taux qui actualise exactement les cash-flows futurs sur la durée prévue du prêt de manière à obtenir la valeur comptable nette du prêt. Lorsque la valeur enregistrée d'un prêt est réduite suite à une dépréciation, les revenus d'intérêt continuent d'être comptabilisés au taux d'intérêt effectif d'origine appliqué à la nouvelle valeur comptable.

2.4.8. Bonifications d'intérêt

Dans le cadre de son activité, la Facilité gère les bonifications d'intérêt pour le compte des États membres.

La fraction des contributions des États membres affectée au versement de bonifications d'intérêt n'est pas enregistrée dans les capitaux propres de la Facilité mais classée parmi les dettes envers les tiers.

2.4.9. Intérêts de trésorerie

Conformément aux principes de la Facilité et au Règlement financier applicable au 9^{ème} Fonds européen de développement, les fonds reçus par la BEI pour le compte de la Facilité sont portés au crédit d'un compte ouvert au nom de la Commission. Les intérêts sur ces dépôts placés par la Facilité auprès de la BEI ne sont pas comptabilisés par la Facilité, car ils sont payables directement à la Commission européenne.

Les rentrées financières, qu'il s'agisse de remboursements de principal, de paiements d'intérêts ou de commissions au titre d'opérations financières, et les intérêts sur ces rentrées sont comptabilisés par la Facilité.

2.4.10. Commissions et dividendes

Les commissions reçues au titre de services fournis pendant une certaine période sont comptabilisées comme recettes lors de la prestation desdits services. Les commissions d'engagement sont différées et comptabilisées en produits selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la période comprise entre le décaissement et le remboursement du prêt concerné.

Les dividendes liés aux titres de participation sont comptabilisés à la date où ils sont reçus.

2.4.11. Imposition

Le protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes annexé au traité du 8 avril 1965 instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes dispose que les avoirs, revenus et autres biens des institutions de l'Union sont exonérés de tous impôts directs.

2.4.12. Retraitements concernant l'exercice précédent

Le cas échéant, certains chiffres concernant l'exercice précédent ont été retraités afin d'assurer leur comparabilité compte tenu des modifications apportées à la présentation du présent exercice.

3 Gestion des risques

3.1 Risque de crédit

Cette section contient des informations financières sur les opérations réalisées par la Facilité.

Le tableau ci-dessous donne la ventilation de l'encours des décaissements de la Facilité par nature de l'emprunteur.

| Montants décaissés (en milliers d'euros) | 2006 | 2005 |
|---------------------------------------------|----------------|----------------|
| Emprunteurs privés | 378 428 | 225 174 |
| Emprunteurs publics, emprunteurs souverains | 23 234 | - |
| Total | 401 662 | 225 174 |

Le tableau ci-dessous donne la ventilation de l'encours des décaissements de la Facilité par catégorie d'instrument.

| Montants décaissés (en milliers d'euros) | 2006 | 2005 |
|------------------------------------------|----------------|----------------|
| Prêts de premier rang | 226 392 | 111 671 |
| <i>dont prêts globaux</i> | <i>96 841</i> | <i>50 314</i> |
| Prêts subordonnés et quasi-fonds propres | 108 821 | 82 617 |
| Prises de participation | 66 449 | 30 886 |
| Total | 401 662 | 225 174 |

Le tableau ci-dessous donne la ventilation de l'encours des décaissements de la Facilité par secteur d'activité.

| Montants décaissés (en milliers d'euros) | 2006 | 2005 |
|------------------------------------------|----------------|----------------|
| Infrastructures | 1 693 | 3 683 |
| Industrie | 182 783 | 140 597 |
| Énergie | 38 291 | - |
| Services | 33 618 | 11 548 |
| Agriculture | 9 349 | 6 500 |
| Services (financiers) | 39 087 | 12 532 |
| Prêts globaux | 96 841 | 50 314 |
| Total | 401 662 | 225 174 |

3.2 Risque de taux d'intérêt

Le tableau ci-dessous résume l'exposition de la Facilité au risque de taux d'intérêt associé à ses opérations d'investissement.

| Montants décaissés (en milliers d'euros) | 2006 | 2005 |
|------------------------------------------|----------------|----------------|
| Investissements à taux fixe | 170 790 | 92 150 |
| Investissements à taux variable | 164 423 | 102 138 |
| Investissements non porteurs d'intérêts | 66 449 | 30 886 |
| Total | 401 662 | 225 174 |

3.3 Risque de liquidité

Le tableau ci-dessous présente les éléments d'actif et de passif de la Facilité, regroupés selon la durée restant à courir jusqu'à la date contractuelle d'échéance.

| Exposition au risque de liquidité (montants en milliers d'euros) | Jusqu'à 3 mois | De 3 à 12 mois | De 1 à 5 ans | Plus de 5 ans | Total |
|---------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-----------------|------------------|------------------|
| ACTIF | | | | | |
| Liquidités et équivalents | 190 780 | - | - | - | 190 780 |
| Instruments financiers dérivés | - | - | 1 558 | 6 915 | 8 473 |
| Prêts et prises de participation | | | | | |
| Prêts | 1 945 | 1 518 | 15 714 | 319 820 | 338 997 |
| Prises de participation | - | - | - | 66 449 | 66 449 |
| Montants à recevoir des donateurs | 103 913 | - | - | - | 103 913 |
| Autres éléments de l'actif | 1 365 | - | - | - | 1 365 |
| Total de l'actif | 298 003 | 1 518 | 17 272 | 393 184 | 709 977 |
| PASSIF | | | | | |
| Montants dus aux États membres | (134 425) | - | - | - | (134 425) |
| Comptes de régularisation | - | - | - | (7 908) | (7 908) |
| Autres éléments du passif | (1 463) | - | - | - | (1 463) |
| Total du passif | (135 888) | - | - | (7 908) | (143 796) |
| Position de liquidité nette au 31 décembre 2006 | 162 115 | 1 518 | 17 272 | 385 276 | 566 181 |
| Position de liquidité nette au 31 décembre 2005 | 174 110 | 397 | 2 192 | 217 215 | 393 914 |

3.4 Risque de change

Le tableau ci-dessous présente les éléments d'actif et de passif de la Facilité regroupés en fonction des monnaies utilisées.

| Exposition au risque de change (montants en milliers d'euros) | EUR | USD | CAD | Monnaies ACP et PTOM | Total |
|------------------------------------------------------------------|------------------|------------------------|--------------|-------------------------|------------------|
| ACTIF | | | | | |
| Liquidités et équivalents | 190 549 | 231 | - | - | 190 780 |
| Instruments financiers dérivés | 8 473 | - | - | - | 8 473 |
| Prêts et prises de participation | | | | | |
| Prêts | 141 075 | 176 214 ^(*) | - | 21 708 | 338 997 |
| Prises de participation | 18 541 | 32 427 | 3 356 | 12 125 | 66 449 |
| Montants à recevoir des donateurs | 103 913 | - | - | - | 103 913 |
| Autres éléments de l'actif | - | 965 | - | 400 | 1 365 |
| Total de l'actif | 462 551 | 209 837 | 3 356 | 34 233 | 709 977 |
| PASSIF | | | | | |
| Dettes envers les tiers | (134 425) | - | - | - | (134 425) |
| Comptes de régularisation | (7 908) | - | - | - | (7 908) |
| Autres éléments du passif | (1 463) | - | - | - | (1 463) |
| Total du passif | (143 796) | - | - | - | (143 796) |
| Position de change au 31 décembre 2006 | 318 755 | 209 837 | 3 356 | 34 233 | 566 181 |
| Position de change au 31 décembre 2005 | 273 874 | 100 367 | - | 19 673 | 393 914 |
| ENGAGEMENTS | | | | | |
| Prêts et prises de participation non décaissés | 717 974 | 149 820 | - | - | 867 794 |
| Garanties tirées | - | - | - | 7 925 | 7 925 |
| Garanties non tirées | 63 875 | - | - | - | 63 875 |
| | 781 849 | 149 820 | - | 7 925 | 939 594 |

(*) Certains prêts libellés en USD sont couverts par des contrats d'échange, comme précisé à la note 12.

Aux termes de l'Accord de Cotonou, la Facilité peut conclure des opérations financières dans des monnaies autres que l'euro et en supporter le risque de change. Cependant, lorsqu'il existe un marché des contrats d'échange adéquat, la Facilité peut conclure un contrat de ce type afin de se prémunir contre toute fluctuation de change.

4 Information sectorielle

En application de la norme IAS 14, la Facilité communique une information financière par secteur d'activité et par secteur géographique, le premier de ces deux critères (secteur d'activité) constituant la base de segmentation de premier niveau.

Les activités de la Facilité se composent essentiellement d'opérations bancaires et d'opérations de trésorerie.

Les opérations bancaires correspondent à des investissements en faveur de projets qui sont mis en œuvre par des entreprises du secteur privé ou par des entités du secteur public gérées selon des principes commerciaux. Ces opérations revêtent principalement de la forme de prêts, de prises de participation ou de garanties.

Les opérations de trésorerie servent à investir l'excédent de liquidités et à gérer les risques de change.

Pour les besoins de la gestion interne, les activités de la Facilité sont réparties en cinq régions.

Base de segmentation de premier niveau : les secteurs d'activité (en milliers d'euros)

| Au 31 décembre 2006 | Opérations de trésorerie | Opérations bancaires | Total |
|-------------------------------|--------------------------|----------------------|----------------|
| Recettes sectorielles | 2 098 | 26 084 | 28 182 |
| Frais et charges sectoriels | (2 646) | (1 823) | (4 469) |
| Résultat de l'exercice | | | 23 713 |
| Actifs sectoriels | 200 067 | 405 997 | 606 064 |
| Actifs non répartis | | | 103 913 |
| Total de l'actif | | | 709 977 |
| Passifs sectoriels | 1 128 | 8 243 | 9 371 |
| Passifs non répartis | | | 134 425 |
| Total du passif | | | 143 796 |
| Engagements | | 939 594 | 939 594 |

Base de segmentation de second niveau : les secteurs géographiques (en milliers d'euros)

| Au 31 décembre 2006 | Recettes ^(*) | Total de l'actif | Total du passif | Engagements |
|--------------------------------------|-------------------------|------------------|-----------------|----------------|
| Caraïbes et Pacifique | 4 217 | 42 558 | - | 69 801 |
| Afrique centrale et Afrique de l'Est | 2 216 | 56 713 | 7 707 | 296 819 |
| Région Afrique et région ACP | 2 536 | 54 944 | - | 192 882 |
| Afrique australe et océan Indien | 12 990 | 161 006 | 51 | 124 241 |
| Afrique de l'Ouest et Sahel | 2 502 | 75 509 | 150 | 255 851 |
| Autres secteurs ^(**) | - | 319 247 | 135 888 | - |
| Total | 24 461 | 709 977 | 143 796 | 939 594 |

(*) Les recettes correspondent au bénéfice net réalisé sur les activités opérationnelles de la Facilité (c'est-à-dire les intérêts et revenus assimilés sur prêts et bonifications d'intérêt, le revenu net des commissions, majoré des plus-values réalisées ou diminué des pertes pour dépréciation sur prêts et prises de participation).

(**) Dans la répartition géographique, la ligne Autres secteurs regroupe les montants dus ou à recevoir des États membres et de la Banque européenne d'investissement, ainsi que le montant du poste Liquidités et équivalents de la Facilité.

5 Revenus de commissions nets (en milliers d'euros)

Les principaux éléments des revenus de commissions nets sont les suivants :

| | 2006 | 2005 |
|--------------------------------------------------|--------------|------------|
| Commissions sur prêts et prises de participation | 4 168 | 684 |
| Commissions de garantie | 198 | 24 |
| | 4 366 | 708 |

6 Résultat net sur opérations financières (en milliers d'euros)

Les principaux éléments du résultat net sur opérations financières sont les suivants :

| | 2006 | 2005 |
|------------------------------------------------------------|--------------|--------------|
| Résultat net attribuable aux variations des taux de change | (14 210) | 6 449 |
| Variation de la juste valeur des produits dérivés | 14 057 | (5 441) |
| | (153) | 1 008 |

7 Charges administratives générales (en milliers d'euros)

Les charges administratives générales représentent les coûts effectifs encourus par la Banque au titre de la gestion de la Facilité, diminués du revenu des commissions d'instruction standard recouvrées directement par la Banque auprès des clients de la Facilité.

| | 2006 | 2005 |
|-----------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| Coûts réels encourus par la Banque européenne d'investissement | 35 413 | 33 364 |
| Revenus de commissions d'instruction versées par les clients de la Facilité | (1 500) | (909) |
| Charges administratives générales nettes | 33 913 | 32 455 |

Par une décision du Conseil en date du 8 avril 2003, les États membres ont accepté de couvrir l'intégralité des coûts encourus par la Banque au titre de la gestion de la Facilité pendant les cinq premières années du 9^e Fonds européen de développement.

8 Liquidités et équivalents (en milliers d'euros)

Aux fins du tableau des flux de trésorerie, les liquidités et équivalents désignent des avoirs assortis d'une échéance à moins de trois mois à compter de la date d'acquisition.

Les liquidités et équivalents se répartissent en contributions reçues des États membres et non encore décaissées, d'une part, et en produits des activités opérationnelles et financières de la Facilité, d'autre part.

| | 2006 | 2005 |
|----------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|
| Contributions reçues des États membres et non encore décaissées | 69 720 | 155 523 |
| Produits des activités opérationnelles et financières de la Facilité | 121 060 | 39 393 |
| | 190 780 | 194 916 |

9 Prêts et prises de participation (en milliers d'euros)

| | Prêts | Prises de participation | Total |
|---------------------------------|----------------|-------------------------|----------------|
| Au 1 ^{er} janvier 2006 | 194 009 | 30 886 | 224 895 |
| Ajustement juste valeur | - | 3 554 | 3 554 |
| Dépréciation | (1 693) | (130) | (1 823) |
| Variation du coût amorti | (316) | - | (316) |
| Décaissements | 157 004 | 31 965 | 188 969 |
| Intérêts capitalisés | 4 303 | - | 4 303 |
| Remboursements | (3 585) | (25) | (3 610) |
| Variation des taux de change | (14 509) | 199 | (14 310) |
| Au 31 décembre 2006 | 335 213 | 66 449 | 401 662 |

Au 31 décembre 2006, deux opérations étaient considérées comme dépréciées pour un total de 1,8 million d'EUR, dont 1,7 million d'EUR au titre d'une opération de prêt en Mauritanie.

Les investissements dans des entreprises cotées entrent pour 15,2 millions d'EUR dans le total des participations détenues par la Facilité.

10 Montants à recevoir des donateurs (en milliers d'euros)

Les montants à recevoir des donateurs se décomposent principalement comme suit :

| | 2006 | 2005 |
|------------------------------------------------------------------|----------------|---------------|
| Contribution des États membres, fraction appelée mais non versée | 70 000 | 60 000 |
| Contribution spéciale aux charges administratives générales | 33 913 | 32 455 |
| | 103 913 | 92 455 |

11 Autres éléments de l'actif

Les autres éléments de l'actif se décomposent principalement comme suit :

| | 2006 | 2005 |
|-----------------------------------|--------------|------------|
| Intérêts à recevoir sur les prêts | 551 | 351 |
| Montants à recevoir de la BEI | 814 | - |
| | 1 365 | 351 |

12 Instruments financiers dérivés (en milliers d'euros)

| | Montant notionnel du contrat | Juste valeur positive |
|--------------------------------------------------------------|------------------------------------|--------------------------|
| Au 31 décembre 2006 | | |
| Opérations d'échange de monnaies | 114 597 | 6 046 |
| Opérations d'échange croisé de taux d'intérêt et de monnaies | 86 963 | 2 427 |
| | | 8 473 |
| | Montant notionnel du contrat | Juste valeur négative |
| Au 31 décembre 2005 | | |
| Opérations d'échange de monnaies | 59 176 | 3 979 |
| Opérations d'échange croisé de taux d'intérêt et de monnaies | 21 089 | 1 605 |
| | | 5 584 |

13 Dettes envers les tiers (en milliers d'euros)

Les dettes envers les tiers se décomposent principalement comme suit :

| | 2006 | 2005 |
|-----------------------------------------------------------|----------------|----------------|
| Charges administratives générales nettes versées à la BEI | 33 913 | 32 455 |
| Bonifications d'intérêt non encore décaissées | 100 512 | 83 200 |
| | 134 425 | 115 655 |

14 Comptes de régularisation

Les comptes de régularisation se décomposent principalement comme suit :

| | 2006 | 2005 |
|------------------------------------------------------------|--------------|------------|
| Bonifications d'intérêt différées | 7 687 | - |
| Commissions différées sur prêts et prises de participation | 221 | 186 |
| | 7 908 | 186 |

15 Autres éléments du passif

Les autres éléments du passif se décomposent principalement comme suit :

| | 2006 | 2005 |
|--------------------------------------------------------------------------------|--------------|----------|
| Rémunération remboursable à la Commission concernant le compte de contribution | 696 | - |
| Montants remboursables à la BEI | 767 | - |
| | 1 463 | - |

16 Contribution des États membres de la Facilité (en milliers d'euros)

La fraction appelée de la contribution des États membres s'élève à 625 millions d'EUR, dont 555 millions ont été versés. Sur cette contribution, 515 millions d'EUR sont affectés au financement de la Facilité en tant que telle, tandis que 110 millions d'EUR sont destinés à financer les bonifications d'intérêt.

Au 31 décembre 2006, la situation des contributions des États membres à la Facilité était la suivante :

| États membres | Contribution à la Facilité | Contribution aux bonifications d'intérêt | Contribution totale | Montant appelé mais non versé ^(*) |
|---------------|----------------------------|------------------------------------------|---------------------|----------------------------------------------|
| Autriche | 13 648 | 2 914 | 16 562 | 1 855 |
| Belgique | 20 188 | 4 312 | 24 500 | 2 744 |
| Danemark | 11 021 | 2 354 | 13 375 | 1 498 |
| Finlande | 7 622 | 1 628 | 9 250 | 1 036 |
| France | 125 145 | 26 730 | 151 875 | 17 010 |
| Allemagne | 120 304 | 25 696 | 146 000 | 16 352 |
| Grèce | 6 437 | 1 376 | 7 813 | 875 |
| Irlande | 3 193 | 682 | 3 875 | 434 |
| Italie | 64 581 | 13 794 | 78 375 | 8 778 |
| Luxembourg | 1 494 | 319 | 1 813 | 203 |
| Pays-Bas | 26 883 | 5 742 | 32 625 | 3 654 |
| Portugal | 4 995 | 1 068 | 6 063 | 679 |
| Espagne | 30 076 | 6 424 | 36 500 | 4 088 |
| Suède | 14 060 | 3 002 | 17 062 | 1 911 |
| Royaume-Uni | 65 353 | 13 959 | 79 312 | 8 883 |
| TOTAL | 515 000 | 110 000 | 625 000 | 70 000 |

(*) Le 18 décembre 2006, le Conseil a fixé le montant de la contribution financière à verser par chaque État membre avant le 19 janvier 2007.

17 Engagements (en milliers d'euros)

Les engagements de la Facilité se décomposent comme suit :

| | 2006 | 2005 |
|----------------------------------------------------------------|----------------|----------------|
| Prêts non décaissés | 779 241 | 489 310 |
| Engagements non décaissés au titre des prises de participation | 88 552 | 81 572 |
| Garanties tirées | 7 925 | 5 347 |
| Garanties non tirées | 63 876 | 36 453 |
| | 939 594 | 612 682 |

18 Événements postérieurs à la date de clôture

Il ne s'est produit, après la date de clôture de l'exercice, aucun événement significatif pouvant donner lieu à une mise à jour des informations fournies ou à des ajustements aux états financiers au 31 décembre 2006.

Sur proposition du Comité de direction, le Conseil d'administration a, le 13 mars 2007, examiné les présents états financiers et décidé de les soumettre pour approbation au Conseil des gouverneurs à sa séance du 5 juin 2007.

RAPPORT DES RÉVISEURS INDÉPENDANTS

Au Président du Comité de vérification
BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT
Luxembourg

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Facilité d'investissement, ci-joints, lesquels font état d'un résultat de 23,713 millions d'EUR et d'un total de bilan de 709,977 millions d'EUR; ils comprennent le bilan au 31 décembre 2006, le compte de résultat, l'état des variations des capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date et l'annexe aux états financiers, qui contient un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives sur les états financiers.

Responsabilité du Comité de direction dans l'établissement et la présentation des états financiers

Le Comité de direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière et aux principes généraux des directives de l'Union européenne concernant les comptes annuels et les comptes consolidés de certains types d'entreprises, de banques et autres établissements financiers ainsi que des compagnies d'assurance. Cette responsabilité comprend: la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et à la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, le choix et l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité du réviseur d'entreprises

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit telles qu'adoptées par l'Institut luxembourgeois des réviseurs d'entreprises. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, le réviseur d'entreprises prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité, relatif à l'établissement et à la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de ce contrôle interne.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Comité de direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers. Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de la Facilité d'investissement au 31 décembre 2006 ainsi que de sa performance financière, des variations de ses capitaux propres et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel des Normes internationales d'information financière (IFRS) et aux principes généraux des directives de l'Union européenne concernant les comptes annuels et les comptes consolidés de certains types d'entreprises, de banques et autres établissements financiers ainsi que des compagnies d'assurance.

ERNST & YOUNG
Société Anonyme
Réviseur d'Entreprises



Bernard LHOEST



Alain KINSCH

Le 13 mars 2007

LE COMITÉ DE VÉRIFICATION

Le Comité de vérification fait rapport au Conseil des gouverneurs qui, avant d'approuver le Rapport annuel et les états financiers de l'exercice écoulé, a pris connaissance de la déclaration ci-après.

Déclaration du Comité de vérification sur les états financiers de la Facilité d'investissement¹

Le Comité institué en vertu de l'article 14 des Statuts et de l'article 25 du Règlement intérieur de la Banque européenne d'investissement pour vérifier la régularité de ses opérations et de ses livres,

- ayant désigné Ernst & Young comme réviseurs externes, étudié leurs procédures de planification d'audit, examiné et discuté leurs rapports,
- ayant noté qu'ils ont émis un avis sans réserve sur les états financiers de la Facilité d'investissement pour l'exercice clos le 31 décembre 2006,
- s'étant réuni régulièrement avec les chefs des directions et autres services concernés, et ayant étudié les documents qu'il jugeait nécessaires à l'exercice de son mandat;
- ayant reçu les assurances du Comité de direction concernant l'efficacité de la structure de contrôle interne et de l'administration interne;

et

- vu les états financiers pour la période close le 31 décembre 2006, tels qu'ils ont été établis par le Conseil d'administration à sa réunion du 13 mars 2007,
- considérant que ce qui précède fournit une base raisonnable à l'expression de son opinion,
- vu les articles 22, 23 & 24 du Règlement intérieur,

pour autant qu'il sache et puisse en juger,

confirme que les activités de la Facilité d'investissement sont menées de façon appropriée, notamment en ce qui concerne la gestion des risques et le suivi;

confirme qu'il a examiné la régularité des opérations et des livres de la Facilité d'investissement et que, à cet effet, il s'est assuré que les opérations de la Facilité d'investissement ont été réalisées dans le respect des formalités et des procédures prescrites par les Statuts et le Règlement intérieur;

confirme que les états financiers, composés du bilan, du compte de résultat, des variations des capitaux propres, du tableau des flux de trésorerie et de l'annexe aux états financiers, donnent une image fidèle de la situation financière de la Facilité d'investissement au 31 décembre 2007, à l'actif comme au passif, ainsi que des résultats de ses opérations pour l'exercice clos à cette date.

Luxembourg, le 13 mars 2007

Le Comité de vérification



R. POVEDA ANADÓN



M. DALLOCCHIO

¹ L'Article 112 du Règlement financier applicable au 9^e Fonds européen de développement stipule que les opérations dont la Banque européenne d'investissement assure la gestion font l'objet des procédures de contrôle et de décharge prévues par les Statuts de la Banque pour l'ensemble de ses opérations. C'est sur cette base que le Comité de vérification a émis la déclaration ci-dessus.

FONDS FIDUCIAIRE DE LA FEMIP

États financiers

COMPTE DE RÉSULTAT

| pour l'exercice clos le 31 décembre 2006 | Note | Du 01.01.2006 au 31.12.2006 (en euros) | Du 01.12.2004 au 31.12.2005 (en euros) |
|-------------------------------------------------------------|------|----------------------------------------------|----------------------------------------------|
| Intérêts et produits assimilés | | 842 101 | 419 601 |
| Opérations financées | 3 | (1 090 149) | (618 710) |
| Autres charges d'exploitation | 4 | (685 999) | (575 999) |
| Perte nette pour l'exercice ou la période considérée | | (934 047) | (775 108) |

BILAN

| Au 31 décembre 2006 | Note | 31.12.2006 (en euros) | 31.12.2005 (en euros) |
|-------------------------------------------|------|--------------------------|--------------------------|
| Actif | | | |
| Liquidités et équivalents | | 29 840 795 | 27 448 843 |
| Charges payées d'avance | 5 | 0 | 575 999 |
| Total de l'actif | | 29 840 795 | 28 024 842 |
| Ressources des donateurs | | | |
| Contributions | 6 | 31 549 950 | 28 799 950 |
| Réserves et bénéfices non distribués | | (1 709 155) | (775 108) |
| Total des ressources des donateurs | | 29 840 795 | 28 024 842 |

Les notes renvoient à l'annexe aux états financiers.

TABEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

| pour l'exercice clos le 31 décembre 2006 | Du | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------|-------------------------------------------|
| | 01.01.2006 au 31.12.2006 (en euros) | 01.12.2004 au 31.12.2005 (en euros) |
| Flux de trésorerie attribuables aux activités d'exploitation | | |
| Intérêts perçus | 842 101 | 419 601 |
| Commission de gestion versée à la BEI | (110 000) | (1 151 998) |
| Décaissements sur opérations | (1 090 149) | (618 710) |
| Flux de trésorerie nets attribuables aux activités d'exploitation | (358 048) | (1 351 107) |
| Flux de trésorerie attribuables aux activités de collecte de ressources | | |
| Contributions nettes | 2 750 000 | 28 799 950 |
| Flux de trésorerie nets attribuables aux activités de collecte de ressources | 2 750 000 | 28 799 950 |
| Flux de trésorerie nets attribuables aux activités d'exploitation et de collecte de ressources | 2 391 952 | 27 448 843 |
| Variation nette des liquidités et équivalents | 2 391 952 | 27 448 843 |
| Liquidités et équivalents à l'ouverture de l'exercice ou de la période considérée | 27 448 843 | 0 |
| Liquidités et équivalents à la clôture de l'exercice ou de la période considérée | 29 840 795 | 27 448 843 |

ÉTAT DES VARIATIONS DES RESSOURCES DES DONATEURS

| pour l'exercice clos le 31 décembre 2006 | Contributions | | Total (en euros) |
|------------------------------------------|-------------------|-----------------------------|---------------------|
| | (en euros) | Perte cumulée (en euros) | |
| Solde au 31 décembre 2005 | 28 799 950 | (775 108) | 28 024 842 |
| Contributions | 2 750 000 | 0 | 2 750 000 |
| Perte pour l'exercice | 0 | (934 047) | (934 047) |
| Solde au 31 décembre 2006 | 31 549 950 | (1 709 155) | 29 840 795 |

FONDS FIDUCIAIRE DE LA FEMIP

ANNEXE AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Informations d'ordre général

En mars 2002, le Conseil européen de Barcelone a décidé de renforcer les activités existantes de la Banque européenne d'investissement («la Banque» ou «la BEI») dans les pays partenaires méditerranéens en créant la Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (la «**FEMIP**»). L'objectif global visé par le Conseil était de «stimuler le développement du secteur privé dans les pays partenaires du bassin méditerranéen afin qu'ils puissent atteindre un niveau plus élevé de croissance économique, qui corresponde à la croissance de la main-d'œuvre dans la région».

Le Conseil européen du 12 décembre 2003 a entériné les conclusions du Conseil ECOFIN du 25 novembre 2003, lequel préconisait un renforcement de la FEMIP au sein de la Banque, ce qui a conduit à la création de la «FEMIP renforcée». En particulier, le Conseil ECOFIN a décidé d'appuyer les opérations de la FEMIP par la mise en œuvre d'un certain nombre de dispositifs et d'instruments nouveaux en faveur du secteur privé, notamment un fonds fiduciaire permettant aux donateurs de compléter, sur une base volontaire, les ressources propres de la Banque ainsi que la dotation du budget de la Communauté européenne.

La Banque et plusieurs pays donateurs ont entamé des discussions dans le but de créer un fonds fiduciaire (le «**Fonds fiduciaire de la FEMIP**» ou «le Fonds»), spécialement destiné aux pays partenaires méditerranéens, qui permettrait d'acheminer des ressources vers des projets relevant de secteurs prioritaires pour ces pays, projets qui pourraient être améliorés grâce à la mise à disposition d'une assistance technique ou dont la viabilité financière pourrait être assurée par une opération sur capitaux à risques.

Par décision du 14 octobre 2004, le Conseil d'administration de la Banque a approuvé les *Règles relatives à la création et à la gestion du Fonds fiduciaire de la FEMIP* («les Règles»).

Aux termes de l'Article 6.01(b) de ces Règles, «l'exercice financier du Fonds fiduciaire de la FEMIP correspondra à l'année calendaire, à l'exception du premier exercice, qui commencera dès réception de la première contribution pour se terminer le 31 décembre 2005».

2. Principes comptables essentiels

2.1. Principales règles suivies

Les états financiers du Fonds fiduciaire ont été établis conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'entérinées par l'Union européenne.

Ils couvrent la période allant du 1^{er} janvier 2006 au 31 décembre 2006; les comparaisons ont été effectuées par rapport au premier exercice du Fonds qui a débuté le 1^{er} décembre 2004 pour se terminer le 31 décembre 2005.

Ils sont libellés en euros, monnaie opérationnelle du Fonds. Aux fins de la présentation des états financiers, les éléments d'actif et de passif libellés dans des monnaies autres que l'euro sont convertis en euros sur la base des taux de change au comptant en vigueur à la date du bilan. Les gains ou pertes résultant de la conversion sont enregistrés au compte de résultat. Les éléments du compte de résultat sont convertis en euros mensuellement sur la base des taux de conversion de fin de mois.

Le bilan présente les éléments de l'actif et du passif par ordre décroissant de liquidité et n'établit pas de distinction entre les éléments à court, moyen et long terme.

2.2. Modifications des principes comptables

Plusieurs nouvelles normes, modifications et interprétations de normes existantes qui doivent obligatoirement être appliquées pour les périodes comptables du Fonds fiduciaire de la FEMIP commençant le 1^{er} mars 2006 ou ultérieurement, ou pour des périodes postérieures, et que le Fonds n'avait pas encore adoptées, ont été publiées, à savoir:

- l'IFRS 7 – *Instruments financiers: Informations à fournir* (norme en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2007 ou ultérieurement): pour satisfaire à cette norme, le Fonds fiduciaire de la FEMIP doit fournir des informations qui permettent aux utilisateurs de ses états financiers d'évaluer l'importance de ses instruments financiers ainsi que la nature et l'ampleur des risques découlant desdits instruments financiers.
- l'Amendement à IAS 1 – *Présentation des états financiers* (en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2007 ou ultérieurement): cette modification impose au Fonds fiduciaire de la FEMIP de fournir des informations supplémentaires qui permettent aux utilisateurs de ses états financiers d'évaluer ses objectifs, ses politiques et ses procédures de gestion du capital.

2.3. Principes comptables essentiels

2.3.1. Contributions

Les contributions nettes (hors frais bancaires) sont inscrites au bilan à la date de leur réception.

2.3.2. Décaissements sur opérations

Les décaissements au titre d'opérations financées par le Fonds fiduciaire de la FEMIP sont comptabilisés en charges à la rubrique *Opérations financées* du compte de résultat au titre de l'exercice pendant lequel les services sont reçus.

2.3.3. Liquidités et équivalents

Dans le tableau des flux de trésorerie, les liquidités et équivalents désignent des avoirs assortis d'une échéance à moins de trois mois de la date d'acquisition, qui sont disponibles à bref délai et pour lesquels une variation de valeur constitue un risque insignifiant. Cette définition inclut le solde de liquidités et de comptes courants auprès de la Banque. Les liquidités du Fonds fiduciaire de la FEMIP déposées auprès de la Banque sont toutes libellées en euros et rémunérées sur la base de l'indice EONIA (*Euro Overnight Index Average*).

2.3.4. Imposition

Le protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes annexé au traité du 8 avril 1965 instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes, dispose que les avoirs, revenus et autres biens des institutions de l'Union sont exonérés de tous impôts directs.

3. Opérations financées

En 2006, huit décaissements ont été effectués à l'appui d'opérations d'assistance technique, pour un montant total de 1 090 149 EUR (en 2005, deux opérations avaient fait l'objet de décaissements à hauteur de 618 710 EUR au total):

- 106 886 EUR – Étude concernant les moyens de promouvoir l'épargne privée à long terme au Maroc
- 117 000 EUR – Étude relative aux petites entreprises et aux financements extérieurs en Algérie
- 79 140 EUR – Étude régionale sur les moyens d'améliorer les transferts financiers des travailleurs migrants méditerranéens vers leur pays d'origine
- 358 431 EUR – Étude régionale concernant le potentiel de mise en place d'un réseau de plates-formes logistiques
- 117 265 EUR – Étude régionale sur l'identification de projets susceptibles de relever du Mécanisme de développement propre dans les pays de la FEMIP
- 113 433 EUR – Étude régionale relative à un mécanisme financier en faveur du développement des énergies renouvelables
- 119 994 EUR – Étude régionale sur les stratégies et politiques en matière de tourisme dans les pays de la FEMIP
- 78 000 EUR – Étude relative aux petites entreprises et aux financements extérieurs en Algérie

4. Autres charges d'exploitation

Les autres charges d'exploitation comprennent des frais administratifs directement liés au Fonds, notamment la commission versée à la Banque à titre de rémunération pour son soutien administratif et opérationnel ainsi que pour sa gestion financière (ci-après «la commission de gestion»). Il s'agit d'une commission fixe qui se monte au total à 4% du montant cumulé des contributions nettes versées au Fonds durant la période de prestation de services se terminant en décembre 2006. Cette commission sera prélevée sur le montant net de chaque contribution au moment du versement effectif des ressources.

5. Charges payées d'avance

| | 2006 | 2005 |
|---------------------------------------|----------|----------------|
| Commission de gestion versée d'avance | 0 | 575 999 |
| Au 31 décembre | 0 | 575 999 |

6. Contributions

Les contributions reçues et à recevoir au cours des prochains exercices figurent ci-dessous :

| | Reçues à la fin de l'année (en euros) | Attendues après la fin de l'année* (en euros) | TOTAL (en euros) |
|----------------------------------------------------|---------------------------------------------|-----------------------------------------------------|---------------------|
| Autriche | 999 950 | 0 | 999 950 |
| Belgique | 1 000 000 | 0 | 1 000 000 |
| Chypre | 450 000 | 550 000 | 1 000 000 |
| Commission européenne | 1 000 000 | 0 | 1 000 000 |
| Finlande | 500 000 | 500 000 | 1 000 000 |
| France | 4 000 000 | 0 | 4 000 000 |
| Allemagne | 2 000 000 | 0 | 2 000 000 |
| Grèce | 2 000 000 | 0 | 2 000 000 |
| Irlande | 500 000 | 500 000 | 1 000 000 |
| Italie | 2 500 000 | 0 | 2 500 000 |
| Luxembourg | 1 000 000 | 0 | 1 000 000 |
| Malte | 600 000 | 400 000 | 1 000 000 |
| Pays-Bas | 2 000 000 | 0 | 2 000 000 |
| Portugal | 1 000 000 | 0 | 1 000 000 |
| Espagne | 10 000 000 | 0 | 10 000 000 |
| Royaume-Uni | 2 000 000 | 0 | 2 000 000 |
| Total des contributions au 31 décembre 2006 | 31 549 950 | 1 950 000 | 33 499 950 |
| Total des contributions au 31 décembre 2005 | 28 799 950 | 4 700 000 | 33 499 950 |

* sous réserve que l'Assemblée des donateurs décide de poursuivre les activités du Fonds fiduciaire de la FEMIP.

7. Situation de trésorerie

Le tableau ci-dessous donne une analyse des éléments d'actif et de passif ainsi que des ressources des donateurs, groupés en fonction de la durée restant à courir entre la date du bilan et la date contractuelle d'échéance. On a adopté pour ce faire une estimation très prudente des échéances. Ainsi, pour les éléments du passif, on a retenu la date de remboursement la plus proche possible, tandis que pour les éléments de l'actif, c'est la date de remboursement la plus éloignée possible qui figure ici.

Les éléments d'actif et de passif pour lesquels il n'existe pas de date contractuelle d'échéance sont regroupés dans la catégorie « Échéance non définie ».

| | Jusqu'à 3 mois (en euros) | Échéance non définie (en euros) | TOTAL (en euros) |
|---------------------------------------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------------|---------------------|
| Actif | | | |
| Dépôts auprès de la Banque | 29 840 795 | 0 | 29 840 795 |
| Total de l'actif | 29 840 795 | 0 | 29 840 795 |
| Ressources des donateurs | | | |
| Total des ressources des donateurs | 0 | (29 840 795) | (29 840 795) |
| Total des ressources des donateurs | 0 | (29 840 795) | (29 840 795) |
| Situation nette de la trésorerie au 31 décembre 2006 | 29 840 795 | (29 840 795) | 0 |
| Situation cumulée nette de la trésorerie au 31 décembre 2006 | 29 840 795 | 0 | 0 |
| Situation cumulée nette de la trésorerie au 31 décembre 2005 | 28 024 842 | 0 | 0 |

8. Risque de taux d'intérêt

L'exposition du Fonds fiduciaire de la FEMIP au risque de taux d'intérêt réside dans ses liquidités et équivalents, qui sont déposés auprès de la Banque et rémunérés sur la base de l'indice EONIA (*Euro Overnight Index Average*).

9. Événements postérieurs à la date de clôture

Il ne s'est produit, après la date de clôture du bilan, aucun événement significatif donnant lieu à une mise à jour des informations fournies ou à des ajustements aux états financiers au 31 décembre 2006.

L'Assemblée des donateurs du Fonds fiduciaire de la FEMIP a approuvé les présents états financiers par procédure tacite le 9 mars 2007 (ou avant).

Sur proposition du Comité de direction de la Banque, le Conseil d'administration de la Banque a, le 13 mars 2007, reçu les présents états financiers et décidé de les soumettre pour approbation au Conseil des gouverneurs à sa séance du 5 juin 2007.

RAPPORT DES RÉVISEURS INDÉPENDANTS

Au Président du Comité de vérification
BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT
Luxembourg

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Fonds fiduciaire de la FEMIP, ci-joints, lesquels font état d'une perte de 934 047 EUR et d'un total de bilan de 29 840 795 EUR; ils comprennent le bilan au 31 décembre 2006, le compte de résultat, l'état des variations des ressources des donateurs, le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date et l'annexe aux états financiers, qui contient un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives sur les états financiers.

Responsabilité du Comité de direction dans l'établissement et la présentation des états financiers

Le Comité de direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière et aux principes généraux des directives de l'Union européenne concernant les comptes annuels et les comptes consolidés de certains types d'entreprises, de banques et autres établissements financiers ainsi que des compagnies d'assurance. Cette responsabilité comprend: la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et à la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, le choix et l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité du réviseur d'entreprises

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit telles qu'adoptées par l'Institut luxembourgeois des réviseurs d'entreprises. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, le réviseur d'entreprises prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité, relatif à l'établissement et à la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de ce contrôle interne.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Comité de direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers. Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière du Fonds fiduciaire de la FEMIP au 31 décembre 2006 ainsi que de sa performance financière, des variations des ressources des donateurs et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel des Normes internationales d'information financière (IFRS) et aux principes généraux des directives de l'Union européenne concernant les comptes annuels et les comptes consolidés de certains types d'entreprises, de banques et autres établissements financiers ainsi que des compagnies d'assurance.

ERNST & YOUNG
Société Anonyme
Réviseur d'Entreprises



Bernard LHOEST



Alain KINSCH

Le 13 mars 2007

LE COMITÉ DE VÉRIFICATION

Le Comité de vérification fait rapport au Conseil des gouverneurs qui, avant d'approuver le Rapport annuel et les états financiers relatifs à l'exercice écoulé, a pris connaissance de la déclaration ci-après.

Déclaration du Comité de vérification sur les états financiers du Fonds fiduciaire de la FEMIP¹

Le Comité institué en vertu de l'article 14 des Statuts et de l'article 25 du Règlement intérieur de la Banque européenne d'investissement pour vérifier la régularité de ses opérations et de ses livres,

- ayant désigné Ernst & Young comme réviseurs externes, étudié leurs procédures de planification d'audit, examiné et discuté leurs rapports,
- ayant noté qu'ils ont émis un avis sans réserve sur les états financiers du Fonds fiduciaire de la FEMIP,
- s'étant réuni régulièrement avec les chefs des directions et autres services concernés, et ayant étudié les documents qu'il jugeait nécessaires à l'exercice de son mandat;
- ayant reçu les assurances du Comité de direction concernant l'efficacité de la structure de contrôle interne et de l'administration interne;

et

- vu les états financiers pour la période close le 31 décembre 2006, tels qu'ils ont été établis par le Conseil d'administration à sa réunion du 13 mars 2007,
- considérant que ce qui précède fournit une base raisonnable à l'expression de son opinion,
- vu les articles 22, 23 & 24 du Règlement intérieur,

pour autant qu'il sache et puisse en juger,

confirme que les activités du Fonds fiduciaire de la FEMIP sont menées de façon appropriée, notamment en ce qui concerne la gestion des risques et le suivi;

confirme qu'il a examiné la régularité des opérations et des livres du Fonds fiduciaire de la FEMIP et que, à cet effet, il a vérifié que les opérations du Fonds fiduciaire de la FEMIP ont été réalisées dans le respect des formalités et des procédures prescrites par les Statuts et le Règlement intérieur;

confirme que les états financiers, composés du bilan, du compte de résultat, de l'état des variations des ressources des donateurs, du tableau des flux de trésorerie et de l'annexe aux états financiers, donnent une image fidèle de la situation financière du Fonds fiduciaire de la FEMIP au 31 décembre 2006, à l'actif comme au passif, ainsi que des résultats de ses opérations pour l'exercice clos à cette date.

Luxembourg, le 13 mars 2007

Le Comité de vérification



R. POVEDA ANADÓN



M. DALLOCCIO

¹ Les conditions régissant l'approbation des états financiers du Fonds fiduciaire de la FEMIP, contenues dans les Règles relatives à la création et à la gestion du Fonds fiduciaire de la FEMIP, stipulent que les états financiers seront soumis aux procédures de présentation et d'approbation prévues par les Statuts de la Banque pour ses opérations ordinaires. C'est sur cette base que le Comité de vérification a émis la déclaration ci-dessus.

FEI

États financiers

RAPPORT DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES

Collège des Commissaires aux comptes
FONDS EUROPÉEN D'INVESTISSEMENT
43, avenue J. F. Kennedy
L-2968 Luxembourg

Rapport sur les états financiers

Suite à notre nomination par le Collège des commissaires aux comptes, nous avons vérifié les états financiers ci-joints du FONDS EUROPÉEN D'INVESTISSEMENT, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2006, le compte de résultat, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité de la direction dans l'établissement et la présentation des états financiers

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux normes d'information financière internationales telles qu'adoptées par l'Union européenne. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne adapté à l'établissement et à la présentation d'états financiers sincères et exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, le choix et l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité du réviseur d'entreprises

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué celui-ci selon les Normes internationales d'audit telles qu'adoptées par l'Institut luxembourgeois des réviseurs d'entreprises. Ces normes requièrent que l'audit soit planifié et exécuté conformément aux règles d'éthique et en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalie significative.

Une mission d'audit consiste à mettre en œuvre des procédures afin de réunir des éléments probants à l'appui des montants et informations présentés dans les états financiers. Le choix des procédures est laissé à l'appréciation du réviseur d'entreprises, de même que l'évaluation des risques d'anomalies significatives dans les états financiers, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Pour évaluer ces risques, le réviseur d'entreprises prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'institution en ce qui concerne l'établissement et la présentation d'états financiers sincères, l'objectif étant de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance et non d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne. Une mission d'audit consiste également à évaluer la pertinence des règles comptables appliquées et le caractère raisonnable des estimations comptables retenues par la direction, ainsi qu'à apprécier la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons réunis dans le cadre de notre audit sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

À notre avis, les présents états financiers donnent, en conformité avec les normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne, une image fidèle de la situation financière du FONDS EUROPÉEN D'INVESTISSEMENT au 31 décembre 2006, ainsi que de ses résultats financiers et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date.

PricewaterhouseCoopers S.à r.l.
Réviseur d'entreprises
Représenté par

Luxembourg, le 2 avril 2007



Marianne Weydert

RAPPORT DU COLLÈGE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le Collège des commissaires aux comptes, constitué en vertu de l'Article 22 des Statuts du Fonds européen d'investissement (FEI),

- ayant désigné PricewaterhouseCoopers Sàrl Réviseur d'entreprises comme réviseurs externes du FEI,
- agissant conformément aux normes habituelles de la profession de vérificateur des comptes,
- ayant étudié les états financiers et les documents qu'il jugeait nécessaires à l'exercice de son mandat,
- ayant examiné le rapport établi par PricewaterhouseCoopers Sàrl Réviseur d'entreprises, en date du 2 avril 2007,
- notant que ce rapport émet un avis sans réserve sur les états financiers du FEI pour l'exercice clos le 31 décembre 2006,

vu les articles 17, 18 et 19 du Règlement intérieur,

confirme par la présente

- que les opérations du Fonds ont été réalisées dans le respect des formalités et des procédures prescrites par les Statuts, le Règlement intérieur et les orientations et directives adoptées de manière ponctuelle par le Conseil d'administration;
- que les états financiers du Fonds européen d'investissement, qui comprennent le bilan, le compte de résultat, le tableau des flux de trésorerie, l'état des variations des capitaux propres et les notes d'accompagnement des comptes annuels, donnent une image fidèle de la situation financière du Fonds, à l'actif comme au passif, ainsi que des résultats de ses opérations pour l'exercice considéré.

Luxembourg, le 2 avril 2007

LE COLLÈGE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



CHRISTIAN RÁKOS



SYLVAIN SIMONETTI



RAIMUNDO POVEDA ANADÓN

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2006 (en euros)

| ACTIF | Note | 2006 | 2005 |
|--------------------------------------------------|------|--------------------|--------------------|
| Liquidités et équivalents de liquidités | 5.1 | 52 866 663 | 73 221 781 |
| Placements disponibles à la vente | | | |
| Titres de créance et autres titres à revenu fixe | 5.2 | 517 033 602 | 504 361 053 |
| Actions et autres titres à revenu variable | 5.3 | 133 668 178 | 104 807 251 |
| | | 650 701 780 | 609 168 304 |
| Opérations de garantie | | | |
| Garanties financières à recevoir | 5.4 | 38 281 429 | 31 342 092 |
| Produits dérivés | 5.4 | 145 529 | 140 362 |
| | | 38 426 958 | 31 482 454 |
| Immobilisations incorporelles | 5.5 | 831 630 | 1 217 367 |
| Immobilisations corporelles | 5.6 | 8 611 983 | 8 890 640 |
| Autres éléments de l'actif | 5.7 | 19 922 245 | 15 182 958 |
| TOTAL DE L'ACTIF | | 771 361 259 | 739 163 504 |

| PASSIF | Note | 2006 | 2005 |
|--------------------------------------------------|------|-------------------|-------------------|
| Exigibilités financières | 6.1 | | |
| Garanties financières | | 56 907 239 | 51 673 280 |
| Produits dérivés | | 1 289 229 | 5 313 992 |
| | | 58 196 468 | 56 987 272 |
| Obligations au titre des prestations de retraite | 6.2 | 10 178 908 | 8 104 434 |
| Autres éléments du passif | 6.3 | 10 466 196 | 6 273 746 |
| TOTAL DES EXIGIBILITÉS | | 78 841 572 | 71 365 452 |

| CAPITAUX PROPRES | Note | 2006 | 2005 |
|-----------------------------------|------|--------------------|--------------------|
| Capital-actions | 6.4 | | |
| souscrit | | 2 000 000 000 | 2 000 000 000 |
| non appelé | | (1 600 000 000) | (1 600 000 000) |
| | | 400 000 000 | 400 000 000 |
| Réserve de juste valeur | | 19 635 766 | 26 345 596 |
| Primes d'émission d'actions | | 12 770 142 | 12 770 142 |
| Réserve statutaire | 6.5 | 84 899 624 | 67 755 278 |
| Bénéfice non distribué | 6.5 | 126 638 689 | 124 179 463 |
| Résultat de l'exercice | 6.5 | 48 575 466 | 36 747 573 |
| TOTAL DES CAPITAUX PROPRES | | 692 519 687 | 667 798 052 |
| TOTAL DU PASSIF | | 771 361 259 | 739 163 504 |

Les notes d'accompagnement font partie intégrante des présents états financiers.

COMPTE DE RÉSULTAT pour l'exercice clos le 31 décembre 2006 (en euros)

| | Note | 2006 | 2005 |
|----------------------------------------------------------------------|------|-------------------|-------------------|
| Intérêts et produits assimilés nets | 9.1 | 23 645 288 | 22 816 676 |
| Revenus d'opérations sur titres | | | |
| Revenus sur placements en actions et autres titres à revenu variable | | 6 902 149 | 1 893 192 |
| Revenus nets sur opérations de garantie | 9.2 | 16 288 735 | 12 174 548 |
| Revenus de commissions | 9.3 | 26 277 510 | 17 923 659 |
| Résultat net sur opérations financières | 9.4 | (524 335) | 479 201 |
| Autres produits d'exploitation | | 9 062 | 25 329 |
| Charges administratives générales | 9.5 | | |
| Frais de personnel : | | | |
| - salaires et traitements | | (14 614 519) | (10 828 562) |
| - cotisations sociales | | (1 123 415) | (408 167) |
| | | (15 737 934) | (11 236 729) |
| Autres charges administratives | | (5 862 253) | (4 758 224) |
| | | (21 600 187) | (15 994 953) |
| Dépréciation d'immobilisations corporelles et incorporelles | | (1 277 236) | (1 150 118) |
| Pertes de valeur sur placements disponibles à la vente | | (1 145 520) | (1 419 961) |
| Résultat de l'exercice | | 48 575 466 | 36 747 573 |

Les notes d'accompagnement font partie intégrante des présents états financiers.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE pour l'exercice clos le 31 décembre 2006
(en euros)

| | 31.12.2006 | 31.12.2005 |
|-------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| A - Flux de trésorerie attribuables aux activités d'exploitation | | |
| Résultat de l'exercice ^(*) | 48 575 466 | 36 747 573 |
| Variation intérêts échus sur titres de créance | (409 283) | (670 072) |
| Intérêts perçus sur titres de créance | (11 590 400) | (11 095 994) |
| Variation actions et autres titres à revenu variable | (18 381 494) | (17 825 837) |
| Perte de valeur sur actions et autres titres à revenu variable | 1 121 222 | 1 180 036 |
| Dépréciation d'immobilisations incorporelles et corporelles | 1 277 236 | 1 150 118 |
| Variation autres éléments de l'actif | (4 739 287) | (3 691 057) |
| Variation obligations au titre des prestations de retraite | 2 074 474 | 1 082 138 |
| Variation intérêts effectifs sur portefeuille de titres de créance | (269 688) | 2 488 243 |
| Variation autres éléments du passif | 4 192 453 | (2 228 570) |
| Variation amortissement de garanties financières | (1 705 378) | (2 157 772) |
| Variation juste valeur de dérivés | (4 029 930) | 1 380 069 |
| Flux de trésorerie nets attribuables aux activités d'exploitation | 16 115 391 | 6 358 875 |
| B - Flux de trésorerie attribuables aux activités d'investissement | | |
| Acquisitions d'immobilisations incorporelles | (292 856) | (414 973) |
| Acquisition d'immobilisations corporelles | (319 987) | (290 981) |
| Intérêts perçus sur titres de créance | 11 590 400 | 11 095 994 |
| Variation nette titres de créance et autres titres à revenu fixe | (30 304 066) | (19 052 033) |
| Flux de trésorerie nets attribuables aux activités d'investissement | (19 326 509) | (8 661 993) |
| C - Flux de trésorerie attribuables aux activités de collecte de ressources | | |
| Dividendes versés | (17 144 000) | (10 880 000) |
| Flux de trésorerie nets attribuables aux activités de collecte de ressources | (17 144 000) | (10 880 000) |
| État résumé de la trésorerie | | |
| Liquidités et équivalents de liquidités à l'ouverture de l'exercice | 73 221 781 | 86 404 899 |
| Flux de trésorerie nets attribuables aux: | | |
| activités d'exploitation | 16 115 391 | 6 358 875 |
| activités d'investissement | (19 326 509) | (8 661 993) |
| activités de collecte de ressources | (17 144 000) | (10 880 000) |
| Liquidités et équivalents de liquidités à la clôture de l'exercice | 52 866 663 | 73 221 781 |

(*) Sont inclus dans le résultat de l'exercice des dividendes perçus à hauteur de 6 902 149 EUR (2005: 1 893 192 EUR).

ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES (en euros)

| | Capital souscrit | Capital appelable | Capital- actions | Primes d'émission d'actions | Écart de réévaluation | Réserve statutaire | Bénéfice non distribué | Résultat de l'exercice avant affectation du résultat | Total des capitaux propres |
|-------------------------------------------------|---------------------|----------------------|---------------------|--------------------------------|--------------------------|-----------------------|---------------------------|---------------------------------------------------------|-------------------------------|
| Solde au 1.1.2005 en GAAP | 2 000 000 000 | (1 600 000 000) | 400 000 000 | 12 770 142 | 0 | 62 314 590 | 84 298 631 | 27 203 439 | 586 586 802 |
| Première application des IFRS | 0 | 0 | 0 | 0 | 23 619 986 | 0 | 28 998 081 | 0 | 52 618 067 |
| Solde au 1.1.2005 en IFRS | 2 000 000 000 | (1 600 000 000) | 400 000 000 | 12 770 142 | 23 619 986 | 62 314 590 | 113 296 712 | 27 203 439 | 639 204 869 |
| Affectation du résultat de l'exercice précédent | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 440 688 | 10 882 751 | (27 203 439) | (10 880 000) |
| Réserve de juste valeur | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 725 610 | 0 | 0 | 0 | 2 725 610 |
| Résultat de l'exercice | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 36 747 573 | 36 747 573 |
| Solde au 31.12.2005 | 2 000 000 000 | (1 600 000 000) | 400 000 000 | 12 770 142 | 26 345 596 | 67 755 278 | 124 179 463 | 36 747 573 | 667 798 052 |
| Affectation du résultat de l'exercice précédent | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 17 144 346 | 2 459 226 | (36 747 573) | (17 144 000) |
| Réserve de juste valeur | 0 | 0 | 0 | 0 | (6 709 830) | 0 | 0 | 0 | (6 709 831) |
| Résultat de l'exercice | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 48 575 466 | 48 575 466 |
| Solde au 31.12.2006 | 2 000 000 000 | (1 600 000 000) | 400 000 000 | 12 770 142 | 19 635 766 | 84 899 624 | 126 638 689 | 48 575 466 | 692 519 687 |

Les notes d'accompagnement font partie intégrante des présents états financiers.

FONDS EUROPÉEN D'INVESTISSEMENT

NOTES D'ACCOMPAGNEMENT DES COMPTES ANNUELS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2006 (en euros)

1. Généralités

Le FONDS EUROPÉEN D'INVESTISSEMENT (ci-après «le Fonds» ou le «FEI») est une institution financière internationale qui a été créée à Luxembourg le 14 juin 1994. Son siège social est situé 43, avenue J.F. Kennedy à Luxembourg.

La mission première du Fonds est de contribuer, tout en assurant une rentabilité adéquate de ses fonds propres, à la réalisation des objectifs communautaires au travers des activités suivantes :

- l'octroi de garanties à des institutions financières pour couvrir des crédits aux PME;
- l'acquisition, la détention, la gestion et la cession de participations en capital;
- l'administration de ressources spéciales qui lui sont confiées par des tierces parties;
- des activités connexes.

Le Fonds est un partenariat dont les membres sont la Banque européenne d'investissement (ci-après «la BEI»), l'Union européenne représentée par la Commission des Communautés européennes (ci-après «la Commission»), et un groupe d'institutions financières des États membres de l'Union européenne et d'un pays adhérent. Les membres du Fonds ne sont responsables des obligations de celui-ci qu'à concurrence de leur quote-part du capital souscrit non versé.

L'exercice financier du Fonds court du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année.

La BEI détient la majorité des parts du capital du FEI. Le Fonds est par conséquent inclus dans les comptes consolidés du groupe BEI. Pour obtenir ces comptes consolidés, prière de s'adresser au siège de la BEI, 100, boulevard Konrad Adenauer, L-2950 Luxembourg.

La publication des comptes annuels du Fonds a été autorisée par le Conseil d'administration le 26 mars 2007.

2. Principales méthodes comptables et bases de préparation de l'information financière

2.1 Bases de préparation des états financiers

Jusqu'au 31 décembre 2005, les comptes annuels du FEI étaient établis en conformité avec les principes généraux de la directive 86/635/CEE du Conseil des Communautés européennes du 8 décembre 1986, telle que modifiée par la directive 2001/65/CE du 27 septembre 2001 concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers, c'est-à-dire selon les principes comptables généralement reconnus ou «GAAP». Les comptes annuels 2006 ont été établis conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles que publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) et homologuées par l'Union européenne. Les rapprochements effectués et les descriptions de l'impact du passage des GAAP aux IFRS sur les capitaux propres du Fonds et sur son résultat et ses flux de trésorerie sont présentés à la note 3.

Les états financiers ont été établis selon la méthode du coût historique telle que modifiée sur la base de la réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente, des actifs et des passifs financiers en juste valeur par le compte de résultat, y compris tous les contrats dérivés évalués à leur juste valeur.

L'établissement des états financiers selon le référentiel IFRS implique le recours à des estimations comptables déterminantes. Il impose aussi aux organes de direction d'exercer leur jugement dans l'application des principes comptables du Fonds. Les domaines qui laissent la place à une plus grande marge d'appréciation ou qui présentent un degré de complexité plus élevé, ou encore ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations retenues ont une incidence importante sur les états financiers, sont présentés plus en détail ci-après. Établir des estimations suppose d'utiliser les informations disponibles et d'exercer un jugement. Les résultats effectifs constatés ultérieurement peuvent différer de ces estimations et les différences peuvent être significatives pour les états financiers.

2.2 Première application des IFRS

L'IFRS 1 *Première application des normes d'information financière internationale* impose aux entités qui adoptent les IFRS pour la première fois une application rétroactive de ce référentiel. Toutefois, afin de faciliter la mise en œuvre de ces normes, il est prévu, outre les quatre exceptions obligatoires, douze exemptions optionnelles. Le Fonds européen d'investissement a décidé d'adopter les exemptions suivantes :

- Exemption relative à l'utilisation de la juste valeur comme coût présumé : cette exemption permet à une entité de mesurer un actif corporel à sa juste valeur à la date du passage aux IFRS et d'utiliser cette juste valeur en tant que coût présumé à cette date. Le FEI a décidé de tirer avantage de cette exemption et d'utiliser le montant réévalué en 2005 de son immeuble en tant que coût présumé, pour en mesurer par la suite la valeur sur la base du modèle de coût.
- Avantages du personnel : l'IAS 19 *Avantages du personnel* donne la possibilité à une entité d'appliquer la méthode dite «du corridor» qui permet, dans des limites précises, la non-comptabilisation d'une partie des écarts actuariels. Pour appliquer rétroactivement cette approche, l'entité doit ventiler les écarts actuariels cumulés entre la date de création d'un régime et la date du passage au référentiel IFRS en une part comptabilisée et une part non comptabilisée. Une entité peut toutefois choisir de comptabiliser l'intégralité des écarts actuariels cumulés à la date du passage aux IFRS. Le FEI a décidé d'adopter l'exemption *Avantages du personnel* et de reconnaître en totalité les écarts actuariels cumulés à la date du passage aux IFRS. Les gains et les pertes ultérieurs sont amortis sur la durée moyenne estimée de service restant à accomplir par les employés du FEI, variante plus rapide et autorisée de l'approche du corridor.
- Désignation d'instruments financiers comptabilisés antérieurement : l'IAS 39 *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation* permet de désigner un instrument financier, lors de sa comptabilisation initiale, soit comme étant un actif ou passif financier à la juste valeur par le biais du compte de résultat, soit comme étant disponible à la vente. Un premier adoptant est autorisé à opérer une telle désignation à la date du passage aux IFRS. Le FEI a recours à cette exemption pour désigner comme étant disponibles à la vente, à la date de la transition, des actifs financiers comptabilisés antérieurement.

2.3 Date d'adoption du référentiel

Le Fonds a choisi de ne pas adopter par anticipation l'IFRS 7 *Instruments financiers : informations à fournir*, ni l'amendement à l'IAS 1 *Présentation des états financiers – Informations à fournir concernant le capital*, qui était déjà publié mais n'avait pas encore pris effet pour l'exercice comptable débutant le 1^{er} janvier 2006.

L'application des nouvelles normes et interprétations publiées mais non encore effectives n'aura pas d'incidence majeure sur les états financiers de l'institution pour la période de leur première adoption.

2.4 Bases de conversion

L'euro (EUR) est la monnaie opérationnelle et l'unité de compte utilisée pour la présentation des états financiers.

Les postes non monétaires, qui comprennent les immobilisations incorporelles et les immobilisations corporelles libellées en devises, sont comptabilisés sur la base du taux de change en vigueur à la date de la transaction (coût historique). Les différences de change sur des actifs financiers non monétaires sont un facteur de la variation de leur juste valeur. En fonction de la classification des actifs financiers non monétaires, les différences de change sont reconnues soit dans le compte de résultat, soit dans les réserves.

Les postes monétaires, qui comprennent tous les autres postes de l'actif et du passif libellés dans une monnaie autre que l'euro, sont comptabilisés sur la base du taux de change indiqué par la Banque centrale européenne à la date de la clôture des états financiers. Les différences de change sont inscrites au compte de résultat pour la période où elles sont constatées.

Les produits et les charges en devises sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date de transaction.

2.5 Placements disponibles à la vente

2.5.1 Classification et évaluation

Classification

Le Fonds classe ses placements dans des titres et actions dans la catégorie des actifs financiers disponibles à la vente. Cette classification est établie lors de la comptabilisation initiale des placements.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont soit des instruments financiers non dérivés classés dans cette catégorie au moment de leur comptabilisation initiale, soit des actifs qui ne peuvent être classés dans aucune autre catégorie.

Comptabilisation initiale et décomptabilisation

Les acquisitions et les cessions d'actifs financiers disponibles à la vente sont initialement comptabilisées à la date de la transaction. Elles sont évaluées initialement à leur juste valeur majorée des coûts de transaction. La question de la juste valeur est développée ci-après.

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits sur les flux de trésorerie liés à ces actifs financiers sont arrivés à expiration ou lorsque le FEI a transféré la majeure partie des risques et avantages liés à la propriété de ces actifs.

Évaluation ultérieure

Les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués ultérieurement à leur juste valeur. Les variations de la juste valeur d'actifs financiers classés comme étant disponibles à la vente sont enregistrées directement en fonds propres, et ce jusqu'à ce que ces actifs soient décomptabilisés ou dépréciés. Le montant cumulé des gains ou des pertes préalablement comptabilisés dans les fonds propres doit alors être reporté dans le compte de résultat.

Les intérêts sur les titres de créance disponibles à la vente et sur d'autres titres à revenus fixes sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif et reconnus en résultat. Les dividendes sur les titres de capitaux propres sont enregistrés en résultat dès lors que le droit du FEI à percevoir ces paiements est établi.

Les différences de change résultant de la conversion d'instruments non monétaires, tels que des titres de participation, sont comptabilisées en fonds propres dans la Réserve de juste valeur.

Dépréciation d'actifs financiers

À chaque date de bilan, le FEI procède à un examen visant à détecter les signes objectifs de dépréciation sur des actifs financiers ou des groupes d'actifs financiers. Le FEI considère les titres de participation comme étant dépréciés lorsqu'ils ont subi une baisse importante ou prolongée de leur juste valeur en deçà de leur coût d'acquisition. En présence d'une indication objective dans ce sens concernant un actif financier disponible à la vente, la perte cumulée – c'est-à-dire la différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur actuelle, déduction faite de toute perte de valeur sur cet actif enregistrée antérieurement en résultat – est sortie des réserves et portée au compte de résultat. Les pertes de valeur sur des instruments de fonds propres comptabilisés antérieurement en résultat ne sont pas reprises par le biais du compte de résultat. En revanche, si la juste valeur d'un instrument de dette classé comme étant disponible à la vente s'accroît lors d'un exercice ultérieur, et si la hausse peut être objectivement associée à un événement postérieur à la comptabilisation d'une perte de valeur, celle-ci fait l'objet d'une reprise en résultat.

2.5.2 Placements en actions et autres titres à revenu variable

Les participations dans des fonds de capital-risque sont incluses dans le poste *Actions et autres titres à revenu variable*. Elles sont acquises dans une perspective à relativement long terme dans le cours normal des activités du Fonds.

Juste valeur

Pour déterminer la juste valeur de fonds de capital-risque, le FEI applique la méthode de la valeur nette d'inventaire (VNI) globale. Cette méthode présuppose que, si la VNI des fonds sous-jacents peut être considérée comme équivalente à la juste valeur telle que déterminée conformément à l'IAS 39, alors le total cumulé des VNI de l'ensemble des fonds est lui-même équivalent à la juste valeur déterminée aux termes de l'IAS 39. Si l'on n'a pas opté pour l'IAS 39, d'autres procédés sont acceptables (les nouvelles règles de l'EVCA, par exemple), mais un suivi et un examen plus détaillés sont alors nécessaires. En conséquence, les fonds sont classés selon trois catégories :

- Catégorie I : fonds qui ont adopté les critères de juste valeur de l'IAS 39 ou les nouvelles règles de valorisation de l'EVCA pour lesquelles un examen spécifique est effectué afin de vérifier si la VNI représente bien une estimation fiable de la juste valeur.
- Catégorie II : fonds qui ont adopté d'autres modes de valorisation (règles de l'AFIC ou du BVCA ou anciennes règles de l'EVCA) ou des normes pouvant être considérées comme équivalentes à l'IAS 39 pour lesquelles un examen spécifique est effectué afin de vérifier si la VNI représente une estimation fiable de la juste valeur.
- Catégorie III : fonds qui n'ont adopté ni les dispositions de l'IAS 39 en matière de juste valeur ni une autre norme équivalente.

Pour les catégories I et II, les gains latents résultant de l'évaluation des justes valeurs sont reconnus dans les réserves, et les pertes latentes font l'objet de tests de dépréciation visant à déterminer si elles doivent être comptabilisées en tant que pertes de valeur en résultat ou en tant que variations de juste valeur dans les réserves.

Les investissements répondant aux critères de la catégorie III sont évalués au coût d'acquisition diminué des pertes de valeur.

On détermine la juste valeur de la valeur nette d'inventaire attribuable en rapportant à la VNI qui ressort du compte rendu le plus récent du gestionnaire concerné soit la quotité de capital de l'instrument sous-jacent détenue par le Fonds, soit, dans la mesure où elle est disponible, la valeur exacte de la participation du FEI à la date de ce compte rendu. Afin de couvrir l'intervalle entre la date de la dernière VNI et celle de la présentation des comptes de clôture d'exercice, une procédure de suivi est mise en œuvre et la VNI enregistrée est ajustée si nécessaire.

2.5.3 Placements en titres de créance et autres titres à revenu fixe

Les titres de créance et autres titres à revenu fixe se décomposent comme suit :

- les obligations à taux variable dont l'échéance est supérieure à un an et les bons à taux fixe autres que le papier commercial sont inclus dans le *Portefeuille d'investissement* ;
- les obligations à taux variable et le papier commercial dont l'échéance est inférieure à un an sont inclus dans le *Portefeuille court terme*.

Les titres détenus par le Fonds sont tous inscrits à une cote officielle. La juste valeur des instruments financiers repose par conséquent sur des prix offerts à la date du bilan.

Les primes et les décotes sur la valeur des titres à l'échéance ainsi que les intérêts sur les titres sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif et enregistrés en résultat.

2.6 Classification et évaluation des opérations de garantie

Comptabilisation initiale et classification

Le FEI a passé en revue la classification de chacun de ses contrats de garantie de façon à s'assurer qu'ils répondent à la définition des garanties financières aux termes de l'IAS 39.9. Un contrat de garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser le titulaire d'une perte qu'il encourt en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié à effectuer un paiement à l'échéance aux termes de l'instrument d'emprunt. Si l'un des critères de la définition n'est pas rempli, le contrat est considéré comme étant un dérivé.

En conséquence de ce qui précède, les contrats de garantie sont classés soit en tant que garanties financières, soit en tant que dérivés.

Évaluation des garanties financières

Les garanties financières sont initialement reconnues à leur juste valeur augmentée des coûts de transaction directement liés à leur émission. Au moment de la comptabilisation initiale, la juste valeur correspond à la valeur actuelle nette (VAN) des primes attendues. Le FEI s'est doté d'un modèle d'évaluation de la VAN. Le calcul est effectué à la date de lancement de chaque transaction et la VAN est reconnue à l'actif dans les *Garanties financières à recevoir* et au passif dans les *Engagements financiers*.

Après cet enregistrement initial, les éléments de passif du FEI au titre de chaque garantie sont évalués au plus élevé des deux montants suivants :

- le montant déterminé conformément à l'IAS 37 *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, ou
- le montant comptabilisé initialement, déduction faite, le cas échéant, de l'amortissement cumulé comptabilisé selon l'IAS 18 *Produits des activités ordinaires*.

L'amortissement du montant initialement reconnu pratiqué par le FEI est conforme au profil de risque des transactions puisqu'il s'agit d'un amortissement linéaire «lent» sur les deux premiers tiers de la durée de vie moyenne pondérée d'une transaction, suivi d'un amortissement linéaire «accéléré» jusqu'à l'extinction de l'engagement à la date d'échéance escomptée.

Conformément à l'IAS 37 *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire au règlement des obligations. Les provisions pour garanties correspondent au coût d'exécution des obligations (perte attendue), qui est évalué sur la base de l'ensemble des facteurs et informations pertinents connus à la date du bilan.

Tout accroissement ou réduction des engagements relatifs aux garanties financières est enregistré dans le compte de résultat à la rubrique *Revenus nets sur opérations de garantie*.

Évaluation des dérivés

Les opérations de garantie qui ne répondent pas aux critères de la définition des garanties financières sont considérées comme étant des dérivés aux termes de l'IAS 39. Un dérivé est un instrument financier ou un autre contrat qui présente les trois caractéristiques suivantes : a) sa valeur fluctue en fonction de l'évolution d'un sous-jacent spécifié ; b) il ne requiert aucun placement net initial ou alors un placement net initial inférieur à celui qui serait nécessaire pour d'autres types de contrats dont on pourrait attendre des réactions similaires aux évolutions des conditions de marché ; et c) il est réglé à une date future. Lors de leur comptabilisation initiale et ultérieurement, les dérivés sont évalués en juste valeur. La meilleure approche de la juste valeur sera dans le cas présent le prix du marché. Cependant, les opérations dans le cadre desquelles le FEI agit en qualité de garant ont généralement pour caractéristique de n'être pas liquides. Le FEI a donc recours à une autre technique d'évaluation qui repose sur l'utilisation du plus grand nombre possible d'informations de marché. La juste valeur des dérivés correspond à la VAN des flux de primes attendus ajustée en fonction du coût de liquidation des positions.

Lors de l'évaluation initiale, la juste valeur est égale à zéro. Après cette évaluation initiale, la juste valeur des dérivés est recalculée à chaque date de bilan. Tous les dérivés sont comptabilisés comme actifs financiers dès lors que leur juste valeur est positive et comme passifs financiers dès lors qu'elle est négative. Les gains et les pertes résultant de variations de la juste valeur des dérivés sont immédiatement enregistrés en résultat.

2.7 Immobilisations corporelles et incorporelles

2.7.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent les logiciels développés en interne et les logiciels informatiques achetés ; elles sont comptabilisées au coût d'acquisition net des amortissements cumulés et des pertes de valeur.

Les coûts directs afférents au développement d'un logiciel sont capitalisés pour autant qu'ils soient séparément identifiables, que le logiciel présente un avantage futur pour le Fonds et que son coût puisse être mesuré avec fiabilité. Les coûts de maintenance sont enregistrés en charges pour la période à laquelle ils se rapportent. Toutefois, les coûts engagés au titre du développement de fonctionnalités supplémentaires sont comptabilisés séparément dans les immobilisations incorporelles. Celles-ci font l'objet de tests de dépréciation à la date du bilan.

Les immobilisations incorporelles sont soumises à un amortissement linéaire sur la durée estimative de leur vie économique utile, à savoir :

| | |
|---------------------------------|-----------|
| logiciels développés en interne | 3 ans |
| logiciels achetés | 2 à 5 ans |

2.7.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles comprennent les immeubles, les installations et le matériel ; elles sont enregistrées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur. Elles font l'objet de tests de dépréciation à la date du bilan et sont soumises à un amortissement linéaire sur la durée estimative de leur vie économique utile, comme suit :

| | |
|------------------------------------|------------|
| immeubles | 30 ans |
| installations et matériel | 3 à 10 ans |
| matériel de bureau | 3 à 5 ans |
| matériel informatique et véhicules | 3 ans |

2.8 Avantages du personnel

2.8.1 Prestations postérieures à l'emploi

Fonds de pension

Le FEI s'est doté d'un régime non financé au sens des IFRS, à prestations définies et assurant des prestations de retraite calculées sur la base du dernier traitement des affiliés. Le coût de ces prestations est déterminé selon la méthode d'évaluation actuarielle des unités de crédit projetées.

Les gains et les pertes actuariels ont été comptabilisés selon une méthode plus rapide que l'approche dite du corridor ; ils sont en effet amortis, par le biais du compte de résultat, sur la durée résiduelle moyenne de service des employés.

Le régime de retraite à prestations définies du FEI a été instauré en mars 2003 en remplacement du régime précédent à contributions définies. Il est alimenté par les cotisations du personnel et du FEI. Ces cotisations sont transférées à la BEI qui en assure la gestion avec ses propres actifs et elles apparaissent à l'actif du bilan du Fonds dans les montants à recevoir.

Les montants inscrits en charge pour l'exercice, les gains et pertes actuariels, et le total des obligations au titre des prestations définies sont calculés annuellement par des actuaires externes compétents.

Régime d'assurance-maladie

Le Fonds a souscrit auprès d'une compagnie d'assurance, au profit de son personnel à l'âge de la retraite, une couverture médicale qui est financée par les cotisations du FEI et de ses employés. Le bénéfice de cet avantage est réservé aux employés demeurant en service jusqu'à l'âge de la retraite et ayant accompli une durée minimum de service. Les coûts prévisionnels de cette prestation sont accumulés sur la période de service selon une méthode similaire à celle que l'on utilise pour calculer le coût des régimes de retraite à prestations définies. Les engagements au titre du régime d'assurance-maladie font l'objet d'évaluations actuarielles aux mêmes dates que les engagements au titre du fonds de pension.

2.8.2 Avantages à court terme

Les droits à congé payé sont constatés lorsqu'ils sont acquis par les employés. Une provision est constituée au titre des charges prévisionnelles pour congés annuels acquis à payer résultant de services rendus par les employés jusqu'à la date du bilan.

2.8.3 Autres avantages à long terme

Un ajustement au titre des coûts des autres engagements à long terme envers le personnel afférents à la période est enregistré en résultat dans les frais de personnel, ce qui donne lieu à la constitution d'une provision au titre de l'obligation prévisionnelle à la date du bilan.

2.9 Produits et charges d'intérêts

Les produits et charges d'intérêts sont reconnus en résultat pour tous les instruments porteurs d'intérêts selon le principe de l'étalement et la méthode du taux effectif, sur la base du coût d'acquisition effectif incluant les coûts directs de transaction. On détermine ainsi le coût amorti d'un actif financier et l'on répartit les produits d'intérêts sur la période correspondante. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les flux de trésorerie futurs estimés sur la durée escomptée de l'instrument financier par rapport à la valeur comptable nette de cet actif.

2.10 Revenus sur opérations de garantie

Les revenus sur opérations de garantie se décomposent essentiellement comme suit :

- commissions de garantie perçues au titre de dérivés et produit net résultant de variations de la juste valeur de dérivés ;
- produits d'intérêts sur amortissement des primes attendues et toute réduction des engagements relatifs aux garanties financières (du fait de l'amortissement du montant initialement reconnu).

2.11 Revenus d'honoraires et de commissions

Ce poste comprend pour l'essentiel les honoraires et commissions afférents aux activités sur mandat et de conseil.

Les honoraires et commissions sont généralement comptabilisés selon le principe de l'étalement dès que le service a été fourni. Les honoraires relatifs aux prestations de services de gestion de portefeuille et de conseil sont comptabilisés sur la base des contrats de service en vigueur, habituellement en proportion de la durée des prestations. Les honoraires relatifs à la gestion des actifs des fonds d'investissement sont reconnus selon le principe de l'étalement sur la période durant laquelle le service est fourni.

2.12 Revenus de dividendes

Les dividendes sont enregistrés en résultat dès qu'est établi le droit du FEI à en recevoir le paiement.

2.13 Opérations de crédit-bail

Les crédits-bails conclus par le FEI en tant que preneur sont des contrats de location-exploitation dans le cadre desquels l'ensemble des risques et avantages se rattachant à la propriété des actifs sont effectivement conservés par le bailleur. Les paiements effectués au titre d'opérations de location-exploitation sont inscrits en résultat sur la base d'un étalement linéaire sur la durée de la location.

Lorsqu'un contrat de location-exploitation est résilié avant la fin de la période de location, tout versement dû au bailleur à titre de pénalité est comptabilisé en charge pour la période au cours de laquelle la résiliation intervient.

2.14 Estimations comptables et appréciations

L'établissement des états financiers selon le référentiel IFRS implique le recours à certaines estimations comptables. Le FEI procède à des estimations et retient des hypothèses qui ont une incidence sur les montants inscrits au titre des actifs et des passifs pour l'exercice financier suivant. Estimations et appréciations sont révisées de façon continue et s'appuient, entre autres facteurs, sur l'expérience du passé. Les résultats effectivement enregistrés peuvent différer de ces estimations et des jugements qui ont été portés.

Les appréciations et estimations concernent principalement les domaines suivants :

- dépréciation des instruments de fonds propres disponibles à la vente (voir la note 2.5.1) ;
- détermination de la juste valeur des instruments de fonds propres (voir la note 2.5.2) ;
- détermination de la valeur des garanties financières et de la juste valeur des dérivés (voir la note 2.6) ;
- hypothèses actuarielles relatives à l'évaluation des obligations au titre des retraites (voir la note 6.2).

3. Impact du passage aux IFRS

3.1 Principes régissant la transition

Jusqu'au 31 décembre 2005, les comptes annuels du Fonds étaient établis selon les principes comptables généralement reconnus (*Generally Accepted Accounting Principles*, ou «GAAP») qui sont décrits à la note 2.1. Aux fins de l'élaboration des états financiers 2006, la direction a modifié certaines des méthodes de comptabilité, d'évaluation et d'information qui étaient appliquées selon les GAAP afin de garantir la conformité avec les IFRS. La date de transition aux IFRS pour le Fonds est le 1^{er} janvier 2005 et les états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2006 sont les premiers comptes annuels établis conformément à ces normes, selon la méthode décrite à la note 2.2. Pour faciliter la comparaison, les chiffres de 2005 ont été retraités selon les IFRS. La présente note fournit un complément d'information sur l'impact du passage aux IFRS.

3.2 Rapprochement des capitaux propres

Le rapprochement présenté ci-dessous permet de quantifier l'effet du passage aux IFRS. Le tableau suivant résume l'effet sur les capitaux propres du passage aux IFRS le 1^{er} janvier 2005 et présente le rapprochement des capitaux propres au 31 décembre 2005 :

Rapprochement des capitaux propres (en euros)

| | | 31.12.2005 | | | 01.01.2005 | | |
|--------------------------------------------------|------|--------------------|---------------------------|--------------------|--------------------|---------------------------|--------------------|
| | Note | En GAAP | Effet du passage aux IFRS | En IFRS | En GAAP | Effet du passage aux IFRS | En IFRS |
| ACTIF | | | | | | | |
| Liquidités et équivalents de liquidités | a | 73 162 133 | 59 648 | 73 221 781 | 86 350 979 | 53 920 | 86 404 899 |
| Placements disponibles à la vente | | | | | | | |
| Titres de créance et autres titres à revenu fixe | b | 477 804 919 | 26 556 134 | 504 361 053 | 458 819 917 | 30 059 380 | 488 879 297 |
| Actions et autres titres à revenu variable | c | 89 766 315 | 15 040 935 | 104 807 251 | 70 355 318 | 13 328 414 | 83 683 732 |
| | | 567 571 234 | 41 597 069 | 609 168 304 | 529 175 235 | 43 387 794 | 572 563 029 |
| Opérations de garantie | | | | | | | |
| Garanties financières à recevoir | d | 0 | 31 342 092 | 31 342 092 | 0 | 29 607 993 | 29 607 993 |
| Produits dérivés | d | 0 | 140 362 | 140 362 | 0 | 212 015 | 212 015 |
| | | 0 | 31 482 454 | 31 482 454 | 0 | 29 820 008 | 29 820 008 |
| Immobilisations incorporelles | | 1 217 367 | 0 | 1 217 367 | 1 393 078 | 0 | 1 393 078 |
| Immobilisations corporelles | e | 4 520 456 | 4 370 184 | 8 890 640 | 4 575 816 | 4 583 277 | 9 159 093 |
| Autres éléments de l'actif | f | 28 444 438 | (13 261 479) | 15 182 958 | 23 445 908 | (11 954 008) | 11 491 900 |
| TOTAL DE L'ACTIF | | 674 915 628 | 64 247 876 | 739 163 504 | 644 941 016 | 65 890 991 | 710 832 007 |
| PASSIF | | | | | | | |
| Provisions pour garanties | d | 29 953 934 | (29 953 934) | 0 | 30 656 978 | (30 656 978) | 0 |
| Exigibilités financières | d | | | | | | |
| Garanties financières | | 0 | 51 673 280 | 51 673 280 | 0 | 52 096 952 | 52 096 952 |
| Produits dérivés | | 0 | 5 313 992 | 5 313 992 | 0 | 4 005 576 | 4 005 576 |
| | | 0 | 56 987 272 | 56 987 272 | 0 | 56 102 528 | 56 102 528 |
| Obligations au titre des prestations de retraite | g | 6 551 001 | 1 553 433 | 8 104 434 | 4 644 296 | 2 378 000 | 7 022 296 |
| Autres éléments du passif | h | 19 843 027 | (13 569 281) | 6 273 746 | 23 052 940 | (14 550 626) | 8 502 314 |
| TOTAL DES EXIGIBILITÉS | | 56 347 962 | 15 017 490 | 71 365 452 | 58 354 214 | 13 272 924 | 71 627 138 |
| CAPITAUX PROPRES | | | | | | | |
| Capital-actions | | 2 000 000 000 | 0 | 2 000 000 000 | 2 000 000 000 | 0 | 2 000 000 000 |
| souscrit | | (1 600 000 000) | 0 | (1 600 000 000) | (1 600 000 000) | 0 | (1 600 000 000) |
| non appelé | | 400 000 000 | 0 | 400 000 000 | 400 000 000 | 0 | 400 000 000 |
| Réserve de juste valeur | i | 0 | 26 345 596 | 26 345 596 | 0 | 23 619 986 | 23 619 986 |
| Primes d'émission d'action | | 12 770 142 | 0 | 12 770 142 | 12 770 142 | 0 | 12 770 142 |
| Réserve statutaire | | 67 755 278 | 0 | 67 755 278 | 62 314 590 | 0 | 62 314 590 |
| Bénéfice non distribué | j | 95 181 382 | 28 998 081 | 124 179 463 | 84 298 631 | 28 998 081 | 113 296 712 |
| Résultat de l'exercice | | 42 860 864 | (6 113 291) | 36 747 573 | 27 203 439 | 0 | 27 203 439 |
| TOTAL DES CAPITAUX PROPRES | | 618 567 666 | 49 230 386 | 667 798 052 | 586 586 802 | 52 618 067 | 639 204 869 |
| TOTAL DU PASSIF | | 674 915 628 | 64 247 876 | 739 163 504 | 644 941 016 | 65 890 991 | 710 832 007 |

Explication de l'effet du passage aux IFRS

a) Liquidités et équivalents de liquidités

La variation des liquidités et équivalents de liquidités est due au reclassement en liquidités et équivalents de liquidités des intérêts échus sur les dépôts à terme, auparavant traités en comptes de régularisation.

b) Titres de créance et autres titres à revenu fixe

Conformément aux IFRS, le FEI enregistre les obligations et autres titres à revenu fixe dans les actifs disponibles à la vente, qui sont détenus à leur juste valeur, les variations de cette juste valeur étant comptabilisées directement en capitaux propres. Cette méthode diffère de celle appliquée précédemment en vertu des GAAP, selon laquelle les obligations et autres titres à revenu fixe étaient enregistrés soit à leur coût amorti, soit à leur valeur d'acquisition ou, si elle était moins élevée, à leur valeur de marché. L'effet du changement de méthode se présente comme suit:

| | 31.12.2005 (en euros) | 01.01.2005 (en euros) |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Ajustement pour reclassement au coût amorti du portefeuille à court terme* | (15 886) | (73 911) |
| Ajustement pour reclassement au coût amorti du portefeuille d'investissement* | (6 692 087) | (3 993 913) |
| Ajustement pour reclassement des obligations à taux variable à long terme, de leur valeur d'acquisition/valeur de marché au coût amorti | 70 054 | 51 030 |
| Reclassement des intérêts échus, à partir des comptes de régularisation | 11 093 764 | 10 423 690 |
| Réserve de juste valeur – Capitaux propres | 21 867 880 | 23 619 986 |
| Ajustement selon la méthode du taux d'intérêt effectif | 232 409 | 32 498 |
| Effet total – Variation des obligations et autres titres à revenu fixe | 26 556 134 | 30 059 380 |

* Le reclassement au coût amorti des portefeuilles à court terme et d'investissement s'est fait à partir des comptes de régularisation.

c) Actions et autres titres à revenu variable

En vertu des IFRS, le FEI enregistre ses participations dans des fonds de capital-risque dans les actifs disponibles à la vente détenus à leur juste valeur, les variations de cette juste valeur étant comptabilisées directement en capitaux propres. Sous le régime des GAAP, ces investissements étaient enregistrés à leur coût d'acquisition ou, si elle était moins élevée, à leur valeur nette d'inventaire (VNI), ce qui excluait du calcul toute plus-value latente attribuable au titre de ce portefeuille. Les pertes latentes sur les investissements ayant moins de deux ans d'existence à la date du bilan étaient ignorées.

À l'ouverture du bilan 2005, la valeur comptable a servi de meilleure estimation pour déterminer la juste valeur.

L'effet de la nouvelle méthode d'évaluation se chiffre à 15 040 934 EUR au 31 décembre 2005; il provient de la reprise de l'ajustement de valeur de 2005 en GAAP, d'un montant de 269 899 EUR, et de la comptabilisation de (15 310 833) EUR d'ajustement de valeur en IFRS.

d) Opérations de garantie

Aux termes des IFRS, les opérations de garantie du FEI sont classées en garanties financières ou en produits dérivés et sont donc traitées selon les modalités décrites à la note 2.6. Le traitement de ces opérations en IFRS diffère de celui prévu par les GAAP. En conséquence, les provisions et les commissions et produits à recevoir sur garanties comptabilisées en GAAP ont fait l'objet d'une reprise constatée en bénéfice non distribué afin de prendre en considération la valeur des nouvelles garanties financières et des nouveaux produits dérivés.

e) Immobilisations corporelles

Le FEI a appliqué l'exemption relative à l'utilisation de la juste valeur comme coût supposé pour son immeuble. L'évaluation réalisée en 2005 estimait la juste valeur du bâtiment à 8 150 000 EUR, contre une valeur comptable en GAAP de 3 566 723 EUR. L'effet de ce calcul sur le solde d'ouverture du bénéfice non distribué est de 4 583 277 EUR. L'effet au 31 décembre 2005 est de 4 370 184 EUR, montant qui comprend la variation de la charge d'amortissement annuelle.

f) Autres éléments d'actif

Les variations relatives aux autres éléments d'actif découlent principalement du reclassement de montants calculés en GAAP aux fins de conformité avec les IFRS.

| | 31.12.2005 (en euros) | 01.01.2005 (en euros) |
|------------------------------------------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Reclassement d'intérêts à recevoir sur dépôts à terme | (59 648) | (53 920) |
| Reclassement d'intérêts à recevoir sur titres de créance | (11 093 764) | (10 423 690) |
| Reprise sur commissions à recevoir au titre des garanties | (2 108 067) | (1 476 398) |
| Effet total – Variation des autres éléments d'actif | (13 261 479) | (11 954 008) |

g) Obligations au titre des prestations de retraite

| | 31.12.2005 (en euros) | 01.01.2005 (en euros) |
|----------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Régime de pension | 303 433 | 1 128 000 |
| Régime d'assurance-maladie | 1 250 000 | 1 250 000 |
| | 1 553 433 | 2 378 000 |

Le FEI a retenu l'option prévue par les IFRS qui permet d'imputer en capitaux propres, à la date de transition, les écarts actuariels relatifs au régime de pension qui n'ont pas encore été intégralement enregistrés au compte de résultat. L'application de cette option se traduit par une augmentation de 1 128 000 EUR de l'obligation comptabilisée en capitaux propres. L'effet au 31 décembre 2005 est une augmentation de 303 433 EUR de la charge correspondant à cette obligation.

À l'ouverture du bilan 2005, la meilleure estimation du passif correspondant aux avantages postérieurs à l'emploi associés au régime d'assurance-maladie est de 1 250 000 EUR.

h) Autres éléments du passif

Les variations relatives aux autres éléments du passif découlent principalement du reclassement de montants calculés en GAAP aux fins de conformité avec les principes comptables IFRS.

| | 31.12.2005 (en euros) | 01.01.2005 (en euros) |
|------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Ajustement pour reclassement au coût amorti du portefeuille à court terme | (15 886) | (72 571) |
| Ajustement pour reclassement au coût amorti du portefeuille d'investissement | (6 692 087) | (3 993 913) |
| Reprise de produits à recevoir sur garanties | (8 108 754) | (11 436 028) |
| Comptabilisation des autres avantages du personnel | 1 247 446 | 951 886 |
| Effet total – Variation des autres éléments de passif | (13 569 281) | (14 550 626) |

i) Réserve de juste valeur

Ce poste comprend les réserves constituées pour les titres de créance et autres titres à revenu fixe et pour les actions et autres titres à revenu variable évalués à leur juste valeur aux termes des IFRS, avec enregistrement des variations de cette juste valeur dans la réserve Capitaux propres :

| | 31.12.2005 (en euros) | 01.01.2005 (en euros) |
|-------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|----------------------------------------|
| Réserve de juste valeur pour titres de créance et autres titres à revenu fixe | 21 867 880 | 23 619 986 |
| Réserve de juste valeur pour actions et autres titres à revenu variable | 4 477 716 | 0 |
| | 26 345 596 | 23 619 986 |

j) Bénéfice non distribué

La première application des IFRS a donné lieu à des ajustements du bénéfice non distribué à la date du 1er janvier 2005. L'effet total net est une augmentation de 28 998 081 EUR du solde d'ouverture.

| | 01.01.2005 (en euros) |
|------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|
| Utilisation du montant réévalué comme coût supposé de l'immeuble | 4 583 277 |
| Titres de créance et autres titres à revenu fixe | 82 188 |
| Actions et autres titres à revenu variable | 13 328 414 |
| Opérations de garantie | 14 334 090 |
| Obligations au titre des prestations de retraite | (2 378 000) |
| Autres éléments du passif | (951 888) |
| | 28 998 081 |

3.3 Rapprochement du résultat de l'exercice en GAAP et en IFRS

Le tableau ci-dessous fait apparaître la différence pour l'exercice 2005 entre le résultat selon les GAAP et le résultat selon les IFRS.

| | Note | 2005 (en euros) |
|-------------------------------------------------------------|-------------|----------------------------------|
| Résultat de l'exercice en GAAP | | 42 860 864 |
| Intérêts et produits assimilés nets | a | 218 777 |
| Opérations de garantie | b | (3 884 287) |
| Ajustements de valeur sur placements disponibles à la vente | c | (2 763 697) |
| Frais de personnel – avantages du personnel | d | (295 558) |
| Frais de personnel – prestations postérieures à l'emploi | e | 824 567 |
| Amortissement des immobilisations corporelles | f | (213 093) |
| Résultat de l'exercice en IFRS | | 36 747 573 |

(a) Intérêts et produits assimilés nets

Les IFRS prévoient la comptabilisation des titres de créance à leur juste valeur. L'effet induit par le passage aux IFRS découle de l'utilisation de la méthode du taux d'intérêt effectif, en remplacement de la méthode linéaire employée sous le régime des GAAP.

(b) Effet sur les opérations de garantie

La méthode de classement et de calcul des opérations de garantie en IFRS diffère de celle précédemment utilisée en GAAP. Cette différence induit les opérations ci-dessous.

| | 2005 (en euros) |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|
| Reprise des revenus de commissions comptabilisés en GAAP en garanties financières à recevoir | (17 583 510) |
| Reprise de la correction en GAAP en engagements financiers | (2 140 063) |
| Reprise de la provision en capitaux propres | 3 664 738 |
| Commissions de garantie nettes sur produits dérivés | 3 990 416 |
| Ajustement pour variation de juste valeur sur produits dérivés | (1 380 069) |
| Produit d'intérêts sur amortissement de la VAN | 772 027 |
| Variation nette des contrats de garantie financière | 8 792 174 |
| | (3 884 287) |

(c) Pertes de valeur sur placements disponibles à la vente

Selon les GAAP, les participations dans des fonds de capital-risque étaient ajustées ligne par ligne, les variations de l'ajustement de valeur et des cours de change entrant dans le compte de résultat. En IFRS, ces investissements sont classés en placements disponibles à la vente et les variations de la juste valeur sont enregistrées directement en écart de réévaluation. Seules les pertes de valeur et les variations de change correspondant aux fonds de capital-risque qui ont subi une réduction de valeur sont portées au compte de résultat.

| | 2005 (en euros) |
|-------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|
| Reprise de l'ajustement de valeur en GAAP | (269 899) |
| Pertes de valeur | (1 419 961) |
| Reprise des gains de change en GAAP | (1 315 262) |
| Gain de change sur les fonds de capital-risque ayant subi une perte de valeur | 239 925 |
| Autres reclassements | 1 500 |
| | (2 763 697) |

(d) Frais de personnel – avantages du personnel

Ce poste contient les charges annuelles découlant d'engagements relatifs aux avantages à court terme et à long terme du personnel qui n'étaient pas comptabilisés auparavant.

(e) Frais de personnel – prestations postérieures à l'emploi

Lors du passage aux IFRS, l'augmentation de l'obligation au titre des prestations de retraite a un effet, à la date de transition, sur le bénéfice non distribué; l'excédent de charges fait par conséquent l'objet d'une reprise dans le compte de résultat.

(f) Amortissement des immobilisations corporelles

Le FEI a appliqué l'exemption relative à l'utilisation de la juste valeur comme coût supposé pour son bâtiment principal. L'accroissement de la valeur d'actif se traduit par une augmentation de la charge d'amortissement, enregistrée dans le compte de résultat.

3.4 Principales différences dans le tableau des flux de trésorerie

Les différences entre les tableaux des flux de trésorerie en IFRS et en GAAP résultent essentiellement:

- de différences dans le classement des éléments d'actif, des éléments de passif et des transactions qui ont un effet sur les flux de trésorerie attribuables aux activités d'exploitation, aux activités d'investissement ou aux activités de collecte de ressources;
- de changements dans l'évaluation des actions et autres titres à revenu variable, du portefeuille de titres de créance et des opérations de garantie.

4. Gestion des risques financiers

Les paragraphes qui suivent contiennent des informations sur les risques auxquels le Fonds est exposé dans le cadre de ses activités d'investissement, ainsi que sur la façon dont il les gère et les maîtrise, à savoir:

- garanties du portefeuille,
- capital-risque,
- opérations de trésorerie.

Le Fonds dispose de systèmes spécifiques pour maîtriser les principaux risques inhérents à ses opérations sous les angles financier et opérationnel et communiquer sur ces risques. Les risques financiers sont surveillés par une division indépendante «Gestion et suivi des risques» (*Risk Management and Monitoring – RMM*) qui rend directement compte au Directeur général. Cette séparation des tâches ainsi que le «principe des quatre yeux» garantissent un examen impartial des activités d'affaires du FEI.

D'une manière générale, le FEI cherche à maîtriser ses risques financiers en constituant un portefeuille bien diversifié, dans le respect des contraintes imposées par ses actionnaires ou par ses mandats. Les risques existants et les nouvelles prises de risque sont contrôlés par rapport à des seuils de tolérance prédéterminés, qui sont définis par le Conseil d'administration et la direction ou qui résultent des mandats. La base, pour une gestion efficace des risques, est l'identification et l'analyse des risques – existants et potentiels – inhérents à tout produit ou instrument. Le FEI adapte ses systèmes de gestion des risques pour tenir compte de l'évolution de l'environnement économique et réglementaire, les alignant en permanence sur les «meilleures pratiques du secteur». La division RMM passe régulièrement en revue les activités de capital-risque et de garantie du Fonds, surveille les risques inhérents aux transactions individuelles et aux portefeuilles, et évalue les transactions nouvelles et existantes. À cette fin, RMM:

- examine les méthodes, procédures et instruments de gestion des risques utilisés par les services chargés des investissements;
- émet une opinion indépendante sur toutes les propositions de transaction;
- examine en toute indépendance les notations (pour les garanties du portefeuille) et les notes (pour le capital-risque) internes attribuées par les services chargés des investissements;
- surveille les limites.

L'évaluation des risques se fondant sur des modèles, RMM – dans le cadre du processus consistant à fournir un avis indépendant et conformément à la procédure d'examen des modèles – passe en revue les modèles pour chaque nouvelle notation et effectue des contrôles par sondage sur les notations actualisées. Le but de cette procédure est de réduire le risque associé au modèle, en fixant des lignes directrices pour l'utilisation de tous les outils et modèles quantitatifs destinés à l'estimation et à l'évaluation des risques au sein du FEI. Les fondements de cet exercice sont notamment que chaque modèle de base doit être examiné indépendamment au sein du FEI et que les hypothèses proposées pour adapter les modèles de base à des transactions individuelles doivent être documentées et examinées par RMM.

4.1 Risque de crédit

Toutes les activités du Fonds font appel à des instruments, des politiques et des procédures appropriés pour gérer le risque de crédit.

Les garanties du portefeuille du FEI sont surtout exposées au risque de crédit survenant lorsqu'un client ou une contrepartie n'est plus en mesure de faire face à ses obligations au titre de son contrat. Pour gérer la concentration du risque de crédit, les lignes directrices de la politique régissant l'activité de garantie du portefeuille servent de base pour la mise sur pied de nouvelles opérations de garantie et pour le suivi permanent du portefeuille de garanties existant. Grâce à cette approche, le FEI continue de diversifier son portefeuille de garanties, tant en termes de gamme de produits que de couverture géographique, d'encours par contrepartie, d'encours par débiteur, de concentration par secteur, etc.

Les lignes directrices en matière de capital-risque définissent les principaux critères visant à limiter l'encours du FEI par contrepartie.

Le FEI ne couvre pas ses encours en capital-risque. Les investissements de capital-risque sont des placements à long terme assortis d'une grande incertitude concernant le calendrier des flux de trésorerie.

Le risque de crédit existe aussi, quoique dans une moindre mesure, pour les titres à revenu fixe du portefeuille de trésorerie. Par conséquent, le Fonds a mis en place des procédures visant à garantir que toutes les transactions de trésorerie sont réalisées avec des contreparties présentant une qualité de crédit élevée. De plus, le Fonds applique des politiques qui limitent les concentrations sur les contreparties et sur les catégories de titres, de façon que l'encours pondéré pour chaque contrepartie ne dépasse pas la limite autorisée.

Les tableaux ci-dessous détaillent la qualité de crédit des investissements du Fonds matérialisés par des titres de créance, présentés par catégorie de notation externe, au 31 décembre 2005 et au 31 décembre 2006. Les chiffres ne comprennent pas les intérêts échus.

| 2005 | Titres de créance et autres titres à revenu fixe disp. à la vente | |
|--------------|----------------------------------------------------------------------|----------------|
| | En euros | En pourcentage |
| Notation | | |
| AAA | 306 327 522 | 62,10% |
| AA1 | 52 900 765 | 10,72% |
| AA2 | 54 932 760 | 11,14% |
| AA3 | 11 916 000 | 2,42% |
| AA+ | 5 680 000 | 1,15% |
| A2 | 38 528 660 | 7,81% |
| A3 | 10 506 750 | 2,13% |
| P1** | 12 474 833 | 2,53% |
| Total | 493 267 290 | 100% |

| 2006 | Titres de créance et autres titres à revenu fixe disp. à la vente | |
|--------------|----------------------------------------------------------------------|----------------|
| | En euros | En pourcentage |
| Notation | | |
| AAA | 348 853 074 | 69,01% |
| AA1 | 17 609 306 | 3,48% |
| AA2 | 54 620 328 | 10,80% |
| AA3 | 15 303 760 | 3,03% |
| AA+ | 5 488 722 | 1,09% |
| A2 | 38 915 833 | 7,70% |
| A3 | 10 026 260 | 1,98% |
| NR* | 4 743 997 | 0,94% |
| P1** | 9 969 276 | 1,97% |
| Total | 505 530 556 | 100% |

(*) Pas de notation

(**) Équivalent de la note à court terme (Aaa/A2)

4.2 Risque de liquidité:

Le risque de liquidité est étroitement lié à la solvabilité du Fonds et à la confiance que les créanciers ont dans sa capacité à respecter ses engagements. La trésorerie est gérée de manière à protéger la valeur du capital versé, à assurer au Fonds un niveau de liquidité suffisant pour faire face aux éventuels appels de garantie, aux engagements en matière de capital-investissement et aux charges administratives, et à obtenir une rentabilité du capital raisonnable sur les fonds investis en tenant dûment compte de l'objectif de minimisation des risques.

À l'heure actuelle, l'adéquation actif/passif est peu importante pour les investissements de capital-risque. Dans le cadre de la gestion des ressources propres, le FEI ne peut avoir aucun surengagement et il n'émet pas de dette pour financer ce type d'investissements.

Le tableau ci-dessous présente les éléments d'actif et de passif du Fonds, classés selon la durée restant à courir jusqu'à la date contractuelle d'échéance. Cette présentation est fondée sur le recours à l'estimation la plus prudente des échéances. Ainsi, pour les éléments du passif, on a retenu la date de remboursement la plus proche possible, tandis que pour les éléments de l'actif, c'est la date de remboursement la plus éloignée possible qui a été choisie. Les éléments pour lesquels on ne dispose d'aucune échéance spécifiée figurent dans la colonne «Échéance non définie» et sont considérés comme une source de financement centrale relativement stable.

| Durée en 2006 | Moins de 1 an | De 1 à 5 ans | Plus de 5 ans | Échéance non définie | Total |
|-------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-------------------------|--------------------|
| Liquidités et équivalents de liquidités | 52 866 663 | 0 | 0 | 0 | 52 866 663 |
| Titres de créance et autres titres à revenu fixe disp. à la vente | 98 224 430 | 196 824 802 | 221 984 370 | 0 | 517 033 602 |
| Actions et autres titres à revenu variable disp. à la vente | 1 521 924 | 73 273 251 | 58 873 003 | 0 | 133 668 178 |
| Montants à recevoir au titre des opérations de garantie | | | | | |
| Garanties financières | 725 230 | 20 903 330 | 16 652 869 | 0 | 38 281 429 |
| Produits dérivés | 0 | 58 355 | 87 174 | 0 | 145 529 |
| Autres éléments de l'actif | 7 749 909 | 4 080 764 | 17 535 185 | 0 | 29 365 858 |
| Total de l'actif | 161 088 156 | 295 140 502 | 315 132 601 | | 771 361 259 |
| Exigibilités financières | | | | | |
| Garanties financières | 1 727 078 | 37 139 439 | 18 040 722 | 0 | 56 907 239 |
| Produits dérivés | 28 375 | 742 001 | 518 853 | 0 | 1 289 229 |
| Prises de participation | 0 | 0 | 0 | 692 519 687 | 692 519 687 |
| Autres éléments du passif | 8 532 812 | | 12 112 292 | 0 | 20 645 104 |
| Total du passif | 10 288 265 | 37 881 440 | 30 671 867 | 692 519 687 | 771 361 259 |
| Position de liquidité nette au 31 décembre 2006 | 150 799 891 | 257 259 062 | 284 460 734 | (692 519 687) | 0 |
| Situation cumulée nette de la trésorerie au 31 décembre 2006 | 150 799 891 | 408 058 953 | 692 519 687 | | |

| Durée en 2005 | Moins de 1 an | De 1 à 5 ans | Plus de 5 ans | Échéance non définie | Total |
|--------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-------------------------|--------------------|
| Total de l'actif | 152 338 265 | 294 863 687 | 288 153 208 | 3 808 344 | 739 163 504 |
| Total du passif | 5 874 317 | 33 295 520 | 32 195 615 | 667 798 052 | 739 163 504 |
| Position de liquidité nette au 31 décembre 2005 | 146 463 948 | 261 568 167 | 255 957 593 | (663 989 708) | 0 |
| Situation cumulée nette de la trésorerie au 31 décembre 2005 | 146 463 948 | 408 032 115 | 663 989 708 | | |

Le Fonds assume le risque suivant sur les opérations de garanties:

| | 2006 (en euros) | 2005 (en euros) |
|-------------------|----------------------|----------------------|
| Garanties émises | | |
| Portion tirée | 2 943 419 253 | 2 253 381 793 |
| Portion non tirée | 107 896 455 | 84 500 177 |
| | 3 051 315 708 | 2 337 881 970 |

Le montant déclaré des garanties émises représente l'engagement total, lequel correspond aux tranches tirées et non tirées du principal des prêts sous-jacents ainsi que, le cas échéant, la valeur actualisée du flux des paiements d'intérêts futurs couverts par les garanties.

Les garanties émises pour le compte du FEI sont ventilées ci-dessous en fonction de leur échéance :

| | Portion tirée | Portion non tirée | Total 2006 (en euros) | Total 2005 (en euros) |
|------------------|----------------------|--------------------|-----------------------|-----------------------|
| 5 ans au maximum | 456 879 525 | 12 955 731 | 469 835 256 | 177 345 185 |
| De 5 à 10 ans | 1 070 133 566 | 79 940 724 | 1 150 074 290 | 562 800 129 |
| De 10 à 15 ans | 727 670 397 | 15 000 000 | 742 670 397 | 946 271 002 |
| Plus de 15 ans | 688 735 765 | 0 | 688 735 765 | 651 465 654 |
| | 2 943 419 253 | 107 896 455 | 3 051 315 708 | 2 337 881 970 |

Le total ci-dessus comprend des garanties à hauteur de 3 304 323 EUR (2005 : 10 582 915 EUR) émises en faveur de la BEI.

La portion tirée des garanties émises comprend un montant de 1 106 129 EUR (2005 : 1 286 849 EUR) qui représente la valeur actuelle des intérêts futurs pour des contrats de garantie faisant l'objet de défauts de paiement.

4.3 Risques de marché

Risque de taux d'intérêt

Plus de la moitié des revenus et des flux de trésorerie attribuables aux activités d'exploitation du Fonds sont indépendants des variations des taux d'intérêt sur le marché. Le risque de taux supporté par le Fonds provient principalement de ses positions en liquidités et équivalents de liquidités ainsi que de ses investissements dans des titres de créance. Environ 50 % de ces actifs détenus sont assortis d'une durée moyenne de 5 ans au maximum, ce qui protège le Fonds contre une variation importante de ses revenus sur le long terme.

De plus, les opérations à caractère spéculatif ne sont pas autorisées. Les décisions d'investissement sont fondées sur les taux d'intérêt disponibles sur le marché au moment de l'opération. Les estimations de taux d'intérêt futurs ne sont pas prises en considération.

Le tableau ci-dessous illustre l'exposition du Fonds au risque de taux d'intérêt. (Les montants sont présentés à leur juste valeur).

| | Taux fixe | | | Taux variable | | Total |
|-------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|--------------------|--------------------|-------------------|--------------------|
| | Moins de 3 mois | De 3 mois à 1 an | De 1 à 5 ans | Plus de 5 ans | | |
| 2005 | | | | | | |
| Liquidités et équivalents de liquidités | 73 221 781 | 0 | 0 | 0 | 0 | 73 221 781 |
| Titres de créance et autres titres à revenu fixe disponibles à la vente | 12 474 833 | 58 833 590 | 170 011 247 | 214 165 212 | 48 876 171 | 504 361 053 |
| Total | 85 696 614 | 58 833 590 | 170 011 247 | 214 165 212 | 48 876 171 | 577 582 834 |
| Pourcentage | 14,84% | 10,19% | 29,43% | 37,08% | 8,46% | 100% |

| | Taux fixe | | | Taux variable | | Total |
|-------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|--------------------|--------------------|-------------------|--------------------|
| | Moins de 3 mois | De 3 mois à 1 an | De 1 à 5 ans | Plus de 5 ans | | |
| 2006 | | | | | | |
| Liquidités et équivalents de liquidités | 52 866 663 | 0 | 0 | 0 | 0 | 52 866 663 |
| Titres de créance et autres titres à revenu fixe disponibles à la vente | 36 514 743 | 37 176 930 | 172 822 899 | 219 928 170 | 50 590 860 | 517 033 602 |
| Total | 89 381 406 | 37 176 930 | 172 822 899 | 219 928 170 | 50 590 860 | 569 900 265 |
| Pourcentage | 15,68% | 6,52% | 30,33% | 38,59% | 8,88% | 100% |

Le taux d'intérêt effectif moyen sur les dépôts à terme en euros est de 2,89 % pour 2006 (2005 : 2,11 %). Le taux d'intérêt effectif moyen sur le portefeuille d'obligations et autres titres à revenu fixe disponibles à la vente libellés en euros est de 4,55 % pour 2006 (2005 : 4,73 %).

Risque de change

La section ci-dessous fournit des informations sur le risque de fluctuation des justes valeurs et des flux de trésorerie futurs des actifs financiers sous l'effet de variations des cours de change.

L'objectif du Fonds est de réduire le risque de change en limitant ses investissements en devises. Le capital du Fonds est libellé en euros, de même que la majorité de ses éléments d'actif et de passif. Le Fonds ne prend aucun risque de change au regard de son portefeuille de titres, tous les investissements en titres de créance et autres titres à revenu fixe étant libellés en euros.

Pour ce qui est du portefeuille de capital-risque, le risque lié aux variations de change est relativement insignifiant. Du point de vue du fonctionnement du Fonds, l'approche la plus appropriée est celle d'un système fixant des limites par zone monétaire.

Le tableau ci-dessous présente les actifs financiers à leur valeur comptable, classés par monnaie, et montre bien que le risque de change effectivement encouru par le Fonds est insignifiant.

Tous les montants sont exprimés en euros.

| 2005 | EUR | USD | GBP | SEK | DKK | Total |
|-------------------------------------------------------------------------|--------------------|------------------|-------------------|------------------|------------------|--------------------|
| Liquidités et équivalents de liquidités | 61 984 589 | 1 741 203 | 8 908 685 | 557 311 | 29 993 | 73 221 781 |
| Titres de créance et autres titres à revenu fixe disponibles à la vente | 504 361 053 | 0 | 0 | 0 | 0 | 504 361 053 |
| Actions et autres titres à revenu variable disponibles à la vente | 65 724 756 | 4 176 480 | 31 517 713 | 1 835 825 | 1 552 477 | 104 807 251 |
| Total | 632 070 398 | 5 917 683 | 40 426 398 | 2 393 136 | 1 582 470 | 682 390 085 |
| Pourcentage | 92,63% | | 7,37% | | | 100% |

Tous les montants sont exprimés en EUR.

| 2006 | EUR | USD | GBP | SEK | DKK | Total |
|-------------------------------------------------------------------------|--------------------|------------------|-------------------|------------------|------------------|--------------------|
| Liquidités et équivalents de liquidités | 46 462 655 | 2 881 511 | 3 155 448 | 212 723 | 154 326 | 52 866 663 |
| Titres de créance et autres titres à revenu fixe disponibles à la vente | 517 033 602 | 0 | 0 | 0 | 0 | 517 033 602 |
| Actions et autres titres à revenu variable disponibles à la vente | 87 248 494 | 5 140 994 | 36 176 214 | 2 734 572 | 2 367 905 | 133 668 178 |
| Total | 650 744 751 | 8 022 505 | 39 331 662 | 2 947 295 | 2 522 231 | 703 568 443 |
| Pourcentage | 92,49% | | 7,51% | | | 100% |

S'agissant de l'activité de garantie de portefeuille, le FEI surveille l'encours des opérations en devises hors euro et se fait une opinion sur les mesures pertinentes requises pour maîtriser le risque de change. Pour les opérations de fiducie, le risque de change est habituellement supporté par les contreparties du Fonds. Dans certains cas, des dotations budgétaires spécifiques peuvent être décidées afin d'atténuer le risque pris par l'intermédiaire. En aucun cas le FEI n'engage de passifs éventuels au titre de ses activités de garantie fiduciaire.

4.4 Plafond statutaire applicable à l'ensemble des engagements au titre des opérations

Aux termes de l'article 26 des statuts du FEI, les engagements globaux du Fonds au titre d'opérations de garantie, à l'exclusion des engagements contractés pour le compte de tiers, ne peuvent excéder trois fois le montant du capital souscrit.

Compte tenu du niveau actuel du capital souscrit, ce plafond s'établit à 6 000 000 000 EUR, pour un encours total de garanties qui est actuellement de 3 051 315 708 EUR (2005 : 2 337 881 970 EUR).

Les garanties RTE gérées par le Fonds pour le compte de la BEI (567 211 551 EUR; 2005 : 719 188 476 EUR) ne sont pas incluses dans le montant de garanties en cours susmentionné, le risque y afférent ayant été pris en charge par la BEI.

Sur décision de l'Assemblée générale, prise conformément aux articles 12 et 26 des statuts du FEI, le plafond appliqué actuellement pour les propres opérations de capital-risque du Fonds est de 50 % de ses ressources propres. Compte tenu des résultats de 2006, ce plafond se situe à 336 544 844 EUR (déduction faite du dividende proposé pour 2006) et le montant des engagements au titre d'opérations de capital-risque s'élève à 352 506 358 EUR (2005 : 267 765 296 EUR).

5. Précisions sur les postes d'actif

5.1 Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités sont définis comme étant des actifs à court terme très liquides. Ils comprennent l'encaisse et les dépôts bancaires à vue, les autres placements à court terme très liquides assortis d'échéances initiales inférieures ou égales à 90 jours, ainsi que les découverts bancaires. Les découverts bancaires sont inscrits au passif en tant que dettes financières courantes, dans les exigibilités financières.

Les encours de liquidités et équivalents de liquidités se présentent comme suit :

| | 2006 (en euros) | 2005 (en euros) |
|-------------------------|--------------------|--------------------|
| À vue | 25 796 170 | 24 662 133 |
| À trois mois au maximum | 27 070 493 | 48 559 648 |
| | 52 866 663 | 73 221 781 |

Le taux d'intérêt effectif sur les dépôts à court terme est de 2,89 % (2005 : 2,11 %) ; ces dépôts ont une durée moyenne de 29 jours.

5.2 Titres de créance et autres titres à revenu fixe

Le portefeuille du Fonds comprend des fonds et d'autres instruments du marché monétaire, ainsi des instruments de dette à long terme tels que des obligations, des billets et d'autres titres de créance.

Les titres de créance et autres titres à revenu fixe se décomposent comme suit :

| | 2006 (en euros) | 2005 (en euros) |
|-------------------------------|--------------------|--------------------|
| Portefeuille court terme | 14 456 143 | 12 474 833 |
| Portefeuille d'investissement | 502 577 459 | 491 886 220 |
| dont intérêts échus | 11 503 046 | 11 093 763 |
| | 517 033 602 | 504 361 053 |

Les titres de créance et autres titres à revenu fixe détenus par le Fonds sont tous inscrits à la cote d'un marché actif. Les montants ci-dessus sont présentés à leur juste valeur.

Le Fonds participe en tant que prêteur au programme de prêt et d'emprunt de titres organisé par trois contreparties ; la valeur de marché des titres prêtés se montait à la clôture de l'exercice à 85 091 001 EUR (2005 : 39 466 869 EUR). Les critères de décomptabilisation prévus par l'IAS 39 ne sont pas remplis.

Variation des titres de créance et autres titres à revenu fixe

| | 2006 (en euros) | 2005 (en euros) |
|-----------------------------------------|--------------------|--------------------|
| Juste valeur au 1 ^{er} janvier | 504 361 053 | 488 879 297 |
| Acquisitions | 91 155 772 | 111 634 936 |
| Cessions | (60 851 706) | (92 582 903) |
| Taux d'intérêt effectif | 678 970 | (1 818 171) |
| Variation de la réserve de juste valeur | (18 310 487) | (1 752 106) |
| Dépréciation | 0 | 0 |
| Juste valeur au 31 décembre | 517 033 602 | 504 361 053 |

Le montant total des variations de juste valeur qui a été comptabilisé en capitaux propres durant l'exercice 2006 est de 3 557 393 EUR (2005 : 21 867 880 EUR).

Aucune perte de valeur sur les titres de créance et autres titres à revenu fixe classés comme disponibles à la vente n'a été comptabilisée en 2006 ou en 2005.

5.3 Actions et autres titres à revenu variable

Le poste *Actions et autres titres à revenu variable* comprend les investissements dans des fonds de capital-risque et se décompose comme suit :

| | 2006 (en euros) | 2005 (en euros) |
|---------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| Juste valeur au 1 ^{er} janvier | 104 807 251 | 83 683 732 |
| Acquisitions | 39 146 739 | 30 287 443 |
| Cessions | (20 765 243) | (12 461 606) |
| | 123 188 747 | 101 509 569 |
| Ajustements de valeur cumulés et variations des dépréciations | | |
| Variations de l'ajustement de valeur | 2 707 258 | (5 392 432) |
| Variations de la réserve de juste valeur | 6 895 759 | 4 127 219 |
| Variations des dépréciations | 274 441 | 3 972 471 |
| | 9 877 458 | 2 707 258 |
| Variations de change cumulées | | |
| Variations des cours de change | 590 424 | (90 050) |
| Variations de la réserve de juste valeur | 227 182 | 350 497 |
| Variations des dépréciations | (215 633) | 329 977 |
| | 601 973 | 590 424 |
| Juste valeur au 31 décembre | 133 668 178 | 104 807 251 |

Les investissements dans des fonds de capital-risque correspondent à des prises de participations dans le capital de ces sociétés et dans des structures de financement connexes.

Les variations cumulées de la juste valeur de ces investissements, inscrites en réserve de juste valeur conformément à la méthode d'évaluation décrite à la note 2.5.2, s'élève à 11 022 978 EUR (2005 : 4 127 219 EUR).

Les gains de change latents cumulés provenant de la réévaluation des fonds de capital-risque aux taux de clôture de l'exercice se montent à 577 678 EUR (2005 : 350 497 EUR).

En absence d'une juste valeur fiable, les investissements répondant aux critères de la catégorie III sont évalués au coût d'acquisition diminué des pertes de valeur ; ils se montent à 247 500 EUR (2005 : 262 500 EUR).

5.4 Opérations de garantie

Les opérations de garantie se décomposent comme suit :

| | 2006 (en euros) | 2005 (en euros) |
|-----------------------|--------------------|--------------------|
| Produits dérivés | 145 529 | 140 362 |
| Garanties financières | 38 281 429 | 31 342 092 |
| | 38 426 958 | 31 482 454 |

5.5 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont des actifs non monétaires ; elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition si l'on en attend des avantages économiques futurs et si leur coût d'acquisition peut être déterminé avec fiabilité.

Les variations des immobilisations incorporelles se décomposent comme suit :

| | Logiciels créés en interne (en euros) | Logiciels achetés (en euros) | Total (en euros) |
|-------------------------------------------------|---------------------------------------------|------------------------------------|---------------------|
| Au 1^{er} janvier 2005 | | | |
| Coût | 1 654 607 | 335 705 | 1 990 312 |
| Amortissements cumulés | (265 263) | (331 972) | (597 235) |
| Valeur comptable nette | 1 389 344 | 3 733 | 1 393 077 |
| Valeur comptable nette à l'ouverture | 1 389 344 | 3 733 | 1 393 077 |
| Acquisitions | 414 973 | 0 | 414 973 |
| Cessions | 0 | 0 | |
| Charge d'amortissement | (588 322) | (2 361) | (590 683) |
| Valeur comptable nette à la clôture 2005 | 1 215 995 | 1 372 | 1 217 367 |
| Au 1^{er} janvier 2006 | | | |
| Coût | 2 069 580 | 335 705 | 2 405 285 |
| Amortissements cumulés | (853 585) | (334 333) | (1 187 918) |
| Valeur comptable nette | 1 215 995 | 1 372 | 1 217 367 |
| Valeur comptable nette à l'ouverture | 1 215 995 | 1 372 | 1 217 367 |
| Acquisitions | 251 486 | 41 369 | 292 855 |
| Cessions | 0 | 0 | |
| Charge d'amortissement | (666 572) | (12 020) | (678 592) |
| Valeur comptable nette à la clôture 2006 | 800 909 | 30 721 | 831 630 |
| Au 31 décembre 2006 | | | |
| Coût | 2 321 066 | 377 074 | 2 698 140 |
| Amortissements cumulés | (1 520 157) | (346 353) | (1 866 510) |
| Valeur comptable nette | 800 909 | 30 721 | 831 630 |

Il n'existe aucun signe de dépréciation des immobilisations incorporelles en 2006 ou en 2005.

5.6 Immobilisations corporelles

Les variations relatives aux immobilisations corporelles se présentent comme suit :

| | Terrains et immeubles (en euros) | Installations et matériel (en euros) | Matériel de bureau (en euros) | Matériel informatique (en euros) | Véhicules (en euros) | Autres immo- bilisations (en euros) | Total (en euros) |
|-------------------------------------------------|----------------------------------------|--------------------------------------------|-------------------------------------|----------------------------------------|-------------------------|-------------------------------------------|---------------------|
| Au 1^{er} janvier 2005 | | | | | | | |
| Coût | 8 590 527 | 357 469 | 685 798 | 298 510 | 84 073 | 8 764 | 10 025 141 |
| Amortissements cumulés | (16 545) | (183 608) | (367 968) | (213 855) | (84 073) | 0 | (866 048) |
| Valeur comptable nette | 8 573 982 | 173 862 | 317 830 | 84 655 | 0 | 8 764 | 9 159 093 |
| Valeur comptable nette à l'ouverture | 8 573 982 | 173 862 | 317 830 | 84 655 | 0 | 8 764 | 9 159 093 |
| Acquisitions | 0 | 0 | 82 719 | 208 262 | 0 | 0 | 290 981 |
| Cessions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Charge d'amortissement | (374 150) | (31 473) | (72 155) | (81 655) | 0 | 0 | (559 434) |
| Valeur comptable nette à la clôture 2005 | 8 199 831 | 142 388 | 328 394 | 211 263 | 0 | 8 764 | 8 890 640 |
| Au 1^{er} janvier 2006 | | | | | | | |
| Coût | 8 590 527 | 357 469 | 768 516 | 506 773 | 84 073 | 8 764 | 10 316 122 |
| Amortissements cumulés | (390 696) | (215 081) | (440 124) | (295 509) | (84 073) | 0 | (1 425 483) |
| Valeur comptable nette | 8 199 831 | 142 388 | 328 392 | 211 263 | 0 | 8 764 | 8 890 640 |
| Valeur comptable nette à l'ouverture | 8 199 831 | 142 388 | 328 392 | 211 263 | 0 | 8 764 | 8 890 640 |
| Acquisitions | 0 | 0 | 169 882 | 150 106 | 0 | 0 | 319 988 |
| Cessions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Charge d'amortissement | (374 150) | (24 951) | (87 009) | (112 534) | 0 | 0 | (598 645) |
| Valeur comptable nette à la clôture 2006 | 7 825 681 | 117 437 | 411 266 | 248 835 | 0 | 8 764 | 8 611 983 |
| Au 31 décembre 2006 | | | | | | | |
| Coût | 8 590 527 | 357 469 | 938 398 | 656 879 | 84 073 | 8 764 | 10 636 111 |
| Amortissements cumulés | (764 846) | (240 032) | (527 133) | (408 043) | (84 073) | 0 | (2 024 127) |
| Valeur comptable nette | 7 825 681 | 117 437 | 411 266 | 248 835 | 0 | 8 764 | 8 611 983 |

Il n'existe aucun signe de dépréciation des immobilisations corporelles en 2006 ou en 2005.

5.7 Autres éléments de l'actif

Les autres éléments de l'actif se décomposent comme suit :

| | 2006 (en euros) | 2005 (en euros) |
|-----------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| À recevoir au titre des pensions gérées par la BEI | 9 709 504 | 6 844 946 |
| Versements anticipés | 26 830 | 16 500 |
| Commissions de gestion et autres revenus constatés par régularisation | 6 095 465 | 4 792 426 |
| Autres créances | 4 090 446 | 3 529 086 |
| | 19 922 245 | 15 182 958 |

Poste *À recevoir au titre des pensions gérées par la BEI* : suite à la mise en place, en 2003, d'un régime de retraite à prestations définies (voir note 2.8), les cotisations des membres du personnel et du FEI sont mises en réserve afin de couvrir les obligations futures. Les actifs du fonds de pension sont transférés à la BEI qui les gère et les investit pour le compte du Fonds. Voir aussi la note 6.2.

6. Précisions sur les postes du passif et des capitaux propres

6.1 Exigibilités financières

Les variations relatives aux exigibilités financières se décomposent comme suit :

| | 2006 (en euros) | 2005 (en euros) |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| Garanties financières | | |
| Solde à l'ouverture de l'exercice | 51 673 280 | 52 096 952 |
| Nouvelles garanties | 16 138 074 | 8 883 502 |
| Dotation à la provision pour garanties PME | 686 021 | 1 436 469 |
| Utilisation des garanties financières | (1 769 290) | (1 951 469) |
| Ajustement de l'amortissement ou de la provision, sur la base de la valeur la plus élevée | (9 820 846) | (8 792 174) |
| Solde à la clôture de l'exercice | 56 907 239 | 51 673 280 |

Le solde de 56 907 239 EUR (2005 : 51 673 280 EUR) comprend une provision d'un montant de 5 915 700 EUR (2005 : 8 258 959 EUR).

| | 2006 (en euros) | 2005 (en euros) |
|-----------------------------------------|--------------------|--------------------|
| Produits dérivés | | |
| Solde à l'ouverture de l'exercice | 5 313 992 | 4 005 576 |
| Variations de juste valeur | (4 024 763) | 1 308 416 |
| Solde à la clôture de l'exercice | 1 289 229 | 5 313 992 |

6.2 Obligations au titre des prestations de retraite

Les obligations au titre des prestations de retraite recouvrent le régime de retraite et le régime d'assurance maladie, comme suit :

| | 2006 (en euros) | 2005 (en euros) |
|----------------------------|--------------------|--------------------|
| Régime de pension | 8 928 908 | 6 854 434 |
| Régime d'assurance maladie | 1 250 000 | 1 250 000 |
| | 10 178 908 | 8 104 434 |

Ces engagements en matière de prestations de retraite au 31 décembre 2005 ont été évalués en janvier 2006 par un actuaire indépendant selon la méthode des unités de crédit projetées. Le calcul repose sur les hypothèses principales suivantes :

| Hypothèses principales | 2006 | 2005 |
|---------------------------------------------|----------------|----------------|
| Taux d'actualisation des obligations | 4,76% | 4,31% |
| Taux des augmentations futures des salaires | 3,50% | 3,50% |
| Taux des augmentations futures des pensions | 1,50% | 1,50% |
| Tables actuarielles | Swiss BVG 2000 | Swiss BVG 2000 |

Ces engagements, tels qu'inscrits dans le rapport de l'actuaire indépendant daté de février 2007, se montent à 8 929 000 EUR. En décembre 2006, le Fonds a affecté 9 208 280 EUR à la provision pour pensions afin que les engagements soient intégralement couverts.

Les variations des obligations au titre des prestations de retraite se présentent comme suit (montants arrondis au millier le plus proche) :

| Passif au titre des prestations au 31 décembre 2006 | 2006 (en euros) | 2005 (en euros) |
|-----------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| Valeur actualisée des obligations financées | 0 | 0 |
| Valeur actualisée des obligations non financées | 9 928 000 | 8 635 000 |
| Écarts actuariels nets non comptabilisés | (999 000) | (1 780 000) |
| Passif net | 8 929 000 | 6 855 000 |

| Coût net au titre des prestations périodiques pour l'exercice | 2006 (en euros) | 2005 (en euros) |
|---------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| Coût net des services rendus au cours de l'exercice | 867 000 | 444 000 |
| Coût des intérêts | 376 000 | 282 000 |
| Amortissement des écarts non comptabilisés | 133 000 | 0 |
| Charge nette au titre des prestations | 1 376 000 | 726 000 |

| Variation, durant l'exercice, de l'obligation au titre des prestations définies | 2006 (en euros) | 2005 (en euros) |
|---------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| Obligation au titre des prestations définies, à l'ouverture de l'exercice | 8 635 000 | 5 772 000 |
| Coût net des services rendus | 867 000 | 444 000 |
| Coût des intérêts | 376 000 | 282 000 |
| Contributions des affiliés | 513 000 | 375 000 |
| Prestations versées | 185 000 | (18 000) |
| Ajustement lié à l'expérience | 430 000 | 447 000 |
| Ajustement lié aux changements d'hypothèses | (1 078 000) | 1 333 000 |
| Obligation au titre des prestations définies, à la clôture de l'exercice | 9 928 000 | 8 635 000 |

6.3 Autres éléments du passif

Les autres éléments du passif se décomposent comme suit :

| | 2006 (en euros) | 2005 (en euros) |
|-------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| Dettes fournisseurs ^(*) | 4 936 054 | 930 955 |
| Autres contributions fiscales et cotisations sociales | 33 504 | 1 913 |
| Autres montants dus ^(**) | 5 496 638 | 5 340 878 |
| | 10 466 196 | 6 273 746 |

(*) Le poste Dettes fournisseurs comprend essentiellement les montants à verser au compte inter-entités BEI au titre de services tels que le détachement de personnel, le soutien informatique, l'audit interne et d'autres éléments divers.

(**) Les Autres montants dus comprennent des montants correspondant à des commissions à recevoir au titre de services professionnels, telles que les honoraires des cabinets d'audit et des agences de notation. Ce poste comprend également les commissions de gestion de trésorerie et les comptes de régularisation pour la rémunération du personnel du FEI.

6.4 Capitaux propres

Le capital autorisé se monte à 2 milliards d'EUR; il est scindé en 2 000 actions d'une valeur nominale de 1 million d'EUR chacune. Chaque action représente un droit de propriété sur l'actif du Fonds, comme le précise l'article 8 des statuts du FEI. Elle donne également droit à une quotité du résultat net, qui est toutefois limitée par les obligations en matière de réserve statutaire.

Le capital-actions autorisé et souscrit se monte à 2 milliards d'EUR, soit 2 000 actions. Le capital appelé et versé se monte à 400 millions d'EUR, soit 20 % du capital-actions autorisé et souscrit.

Les versements ultérieurs de capital souscrit doivent être approuvés par l'Assemblée générale des actionnaires.

Le capital-actions autorisé se répartit comme suit :

| | 2006 (en euros) | 2005 (en euros) |
|-----------------------------------------|----------------------|----------------------|
| Souscrit et versé (20 %) | 400 000 000 | 400 000 000 |
| Souscrit mais non encore appelé (80 %) | 1 600 000 000 | 1 600 000 000 |
| Solde à la clôture de l'exercice | 2 000 000 000 | 2 000 000 000 |

Le capital est souscrit comme suit :

| | 2006 Nombre d'actions | 2005 Nombre d'actions |
|------------------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Banque européenne d'investissement | 1 224 | 1 238 |
| Commission européenne | 600 | 600 |
| Institutions financières | 176 | 162 |
| | 2 000 | 2 000 |

6.5 Réserve statutaire et bénéfice reporté

Aux termes de l'article 27 de ses statuts, le Fonds est tenu d'affecter à une réserve statutaire 20 % au minimum de son bénéfice annuel net jusqu'à ce que le montant total de ladite réserve représente 10 % du capital souscrit. Cette réserve n'est pas disponible pour distribution.

Un montant minimum de 9 715 093 EUR devra être affecté en 2007 au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2006. Les mouvements des réserves et du bénéfice reporté sont détaillés ci-après :

| | Réserve statutaire (en euros) | Bénéfice non distribué (en euros) | Résultat de l'exercice (en euros) |
|---------------------------------------------------------|-------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------------------|
| Solde à l'ouverture de l'exercice | 67 755 278 | 124 179 463 | 36 747 573 |
| Dividende versé | | | (17 144 000) |
| Autres affectations du résultat de l'exercice précédent | 17 144 346 | 2 459 226 | (19 603 573) |
| Résultat de l'exercice | | | 48 575 466 |
| Solde à la clôture de l'exercice | 84 899 624 | 126 638 689 | 48 575 466 |

L'Assemblée générale des actionnaires du FEI du 2 mai 2006 a approuvé la distribution d'un dividende de 17 144 000 EUR au titre de l'exercice 2005 (2004: 10 880 000 EUR), soit 8 572 EUR par action.

6.6 Réserve de juste valeur

La réserve de juste valeur se décompose comme suit :

| | 2006 (en euros) | 2005 (en euros) |
|-------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| Réserve de juste valeur pour titres de créance et autres titres à revenu fixe | 3 557 393 | 21 867 880 |
| Réserve de juste valeur pour actions et autres titres à revenu variable | 16 078 373 | 4 477 716 |
| | 19 635 766 | 26 345 596 |

7. Engagements

Les engagements représentent des investissements dans des fonds de capital-risque engagés mais non encore décaissés à hauteur de 150 836 248 EUR, au taux de clôture (2005: 103 027 172 EUR).

8. Précisions sur les postes hors bilan

8.1 Garanties RTE

Les opérations de garantie au titre des infrastructures RTE, complémentaires des activités de la BEI, ont été transférées à cette dernière. Le contrat correspondant a été signé le 7 décembre 2000 avec la BEI. La Banque jouit des avantages représentés par le portefeuille transféré, mais elle assume en dernier ressort le risque de crédit sur les transactions, le Fonds continuant simplement à faire fonction de garant officiel.

| | Portion tirée (en euros) | Portion non tirée (en euros) | Total 2006 (en euros) | Total 2005 (en euros) |
|------------------|--------------------------------|------------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| 5 ans au maximum | 146 468 721 | 0 | 146 468 721 | 169 390 462 |
| De 5 à 10 ans | 166 551 353 | 16 750 000 | 183 301 353 | 254 695 063 |
| De 10 à 15 ans | 161 170 743 | 0 | 161 170 743 | 218 832 218 |
| Plus de 15 ans | 76 270 734 | 0 | 76 270 734 | 76 270 733 |
| | 550 461 551 | 16 750 000 | 567 211 551 | 719 188 476 |

La portion tirée des garanties émises comprend un montant de 19 935 442 EUR (2005: 18 599 037 EUR) qui représente la valeur actuelle des intérêts futurs couverts par des garanties.

8.2 Actifs détenus pour le compte de tiers

Les actifs détenus pour le compte de tiers tels que présentés ci-après correspondent à des comptes fiduciaires ouverts et gérés au nom du FEI mais au bénéfice de la Commission, de la BEI et du ministère fédéral allemand de l'économie et de la technologie (*Bundesministerium für Wirtschaft und Technologie - BMWi*). Les sommes déposées sur ces comptes restent la propriété de la Commission, de la BEI et du BMWi tant qu'elles ne sont pas décaissées aux fins déterminées pour chaque programme.

Au titre du Mécanisme de garantie pour les PME (*SMEG 1998 et SMEG 2001*, relevant du Programme pluriannuel pour les entreprises - MAP), le Fonds est habilité à émettre des garanties en son nom propre mais pour le compte et aux risques de la Commission.

Au titre du MET-Création d'entreprises (*ESU 1998 et ESU 2001*, relevant également du MAP), le Fonds est habilité à acquérir, gérer et céder des participations répondant aux critères de ce mécanisme, en son nom propre mais pour le compte et aux risques de la Commission.

L'action «Capital d'amorçage» vise à soutenir le recrutement à long terme par les fonds de capital-risque de nouveaux gestionnaires d'investissements afin d'accroître leur effectif en personnel qualifié et de renforcer la capacité du secteur du capital-risque et des pépinières d'entreprises à faire face aux besoins d'investissements en matière de capital d'amorçage.

Dans le cadre de ses activités de capital-risque, le FEI gère, pour le compte et aux risques de la BEI, les premier et deuxième volets du Mécanisme européen pour les technologies (MET-1 et MET-2), qu'il met en œuvre depuis 1998.

En application du Mandat capital-risque qui a fait l'objet d'une convention signée avec la BEI en 2000, le FEI a repris le portefeuille existant d'opérations de capital-risque de la BEI, les investissements complémentaires étant financés au titre de l'initiative Innovation 2000 de la BEI.

En vertu de l'accord «Dachfonds PRE-FEI», conclu en 2004, le Fonds gère des activités de capital-risque pour le compte et aux risques du BMWi.

Le Fonds administre en outre un mécanisme de la Commission européenne, l'Action préparatoire («AP 2004» et «AP 2005»), pour le compte du Groupe BEI. Ce mécanisme concerne en particulier le microcrédit et sert à financer, sous forme d'aides non remboursables qui doivent être couplées à une garantie du FEI ou à un prêt global de la BEI, des actions d'assistance technique en faveur de PME.

| | 2006 (en euros) | 2005 (en euros) |
|-----------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| Action préparatoire 2004 | 2 035 024 | 1 984 100 |
| SMEG 1998 (Garanties PME 1998) | 80 045 053 | 84 900 592 |
| ESU 1998 (MET-Création d'entreprises 1998) ^(*) | 32 566 875 | 46 989 476 |
| Action Capital d'amorçage | 185 176 | 233 967 |
| SMEG 2001 (volet Garanties du MAP) | 115 905 351 | 98 052 846 |
| ESU 2001 (volet Participations du MAP) ^(*) | 93 386 930 | 62 886 585 |
| Comptes fiduciaires Commission ^(**) | 324 124 409 | 295 047 566 |
| Comptes fiduciaires BEI | 44 528 353 | 35 281 010 |
| Compte fiduciaire BMWi | 123 742 | 116 537 |
| | 368 776 504 | 330 445 113 |

^(*) Ces données ne comprennent pas les flux de trésorerie nets sur opérations de capital-risque, soit 47 867 842 EUR pour ESU 1998 (2005 : 60 020 885 EUR) et 26 073 020 EUR pour ESU 2001 (2005 : 9 812 404 EUR), qui ont été réalisées pour le compte de la Commission et qui figurent aux postes décrits à la note 8.3.

^(**) Ces comptes comprennent les liquidités bancaires, les soldes sur opérations du marché monétaire, les investissements dans des titres à leur valeur nominale et les produits et charges correspondants. Ils ne représentent pas un chiffrage final des programmes concernés.

8.3 Opérations de fiducie

Conformément à l'article 28 de ses statuts, le Fonds peut accepter d'administrer des ressources spéciales qui lui sont confiées par des tierces parties. En exécution de cet article, le Fonds gère et cède des participations dans des fonds de capital-risque, en son nom mais pour le compte et aux risques

- de la BEI, sur la base des accords relatifs au Mécanisme européen pour les technologies, au MET-2 et au Transfert, à la mise en œuvre et à la gestion d'investissements en capital-risque (Mandat capital-risque),
- de la Commission, en vertu des accords MET-Création d'entreprises et Action «Capital d'amorçage»,
- du ministère allemand de l'économie et de la technologie (BmwI), au titre de l'accord «Dachfonds PRE-FEI».

Le FEI est également habilité à émettre des garanties en son nom propre mais pour le compte et aux risques de la Commission, dans le cadre de l'accord fiduciaire et de gestion conclu avec celle-ci (Mécanisme de garantie pour les PME). Cependant, les programmes communautaires ne représentent qu'une fraction des totaux signés indiqués ci-après, à concurrence de la dotation budgétaire approuvée.

Les opérations de fiducie réalisées en vertu des accords fiduciaires et de gestion se décomposent comme suit:

| | 2006 (en euros) | 2005 (en euros) |
|--------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|----------------------|
| Garanties engagées pour le compte de la Commission | | |
| SMEG 1998 ^(*) | | |
| Portion tirée | 2 332 846 185 | 2 408 056 772 |
| Portion non tirée | 93 010 423 | 29 657 161 |
| SMEG 2001 ^(*) | | |
| Portion tirée | 3 661 541 835 | 2 260 559 212 |
| Portion non tirée | 1 247 116 128 | 1 630 616 168 |
| Participations prises pour le compte de la Commission ^(**) | | |
| ESU 1998 | | |
| Portion tirée | 62 098 578 | 62 561 332 |
| Portion non tirée | 14 569 689 | 22 542 188 |
| ESU 2001 | | |
| Portion tirée | 28 249 549 | 11 547 921 |
| Portion non tirée | 128 076 705 | 56 095 200 |
| Action Capital d'amorçage | | |
| Portion tirée | 150 000 | 100 000 |
| Portion non tirée | 50 000 | 200 000 |
| Participations prises pour le compte de la BEI ^(**) | | |
| Mandat capital-risque BEI | | |
| Portion tirée | 1 248 520 533 | 1 134 366 738 |
| Portion non tirée | 1 204 359 297 | 940 387 112 |
| Mécanisme européen pour les technologies | | |
| Portion tirée | 130 025 976 | 117 131 315 |
| Portion non tirée | 46 173 159 | 61 977 464 |
| Participations prises pour le compte des mandataires externes ^(**) | | |
| Dachfonds PRE-FEI | | |
| Portion tirée | 30 375 557 | 13 579 987 |
| Portion non tirée | 73 855 292 | 52 930 567 |
| | 10 301 018 906 | 8 802 309 137 |

(*) Ces montants sont évalués selon la méthode décrite à la note 2.5.

(**) Ces montants sont évalués selon la méthode du taux de clôture. Les montants tirés correspondent au montant décaissé net. Le calcul d'ajustement de valeur est réalisé selon la méthode décrite à la note 2.5.

- En ce qui concerne les investissements gérés pour le compte de la BEI, l'ajustement de valeur est estimé à 195 621 038 EUR (2005 : 287 151 138 EUR), soit une valeur ajustée nette de 1 182 925 472 EUR (2005 : 964 346 915 EUR).
- En ce qui concerne les investissements effectués pour le compte de la Commission, l'ajustement de valeur est estimé à 16 407 266 EUR (2005 : 4 275 953 EUR), soit une valeur ajustée nette de 73 940 862 EUR (2005 : 69 833 290 EUR).

9. Informations détaillées sur le compte de résultat

9.1 Intérêts et produits assimilés nets

Les intérêts et produits assimilés nets se décomposent comme suit:

| | 2006 (en euros) | 2005 (en euros) |
|-------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| Intérêts à recevoir sur titres de créance | 21 344 796 | 20 599 750 |
| Intérêts à recevoir sur dépôts à terme | 900 209 | 945 793 |
| Intérêts sur comptes courants bancaires | 946 287 | 924 139 |
| Autres intérêts | 453 996 | 346 994 |
| | 23 645 288 | 22 816 676 |

Comme il est mentionné à la note 2.9, les décotes et les primes sont calculées selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les chiffres ci-dessus ont fait l'objet d'une compensation. Les décotes se montent à 1 149 607 EUR (2005 : 1 229 633 EUR) et les primes à 1 945 169 EUR (2005 : 1 948 378 EUR). Aucune provision pour perte de valeur sur titres d'investissement n'a été inscrite en 2006.

9.2 Revenus nets sur opérations de garantie

Les revenus nets sur opérations de garantie se décomposent comme suit:

| | 2006 (en euros) | 2005 (en euros) |
|-----------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| Commissions de garantie nettes sur produits dérivés | | 3 990 416 |
| Ajustement pour variations de juste valeur sur produits dérivés | 4 029 930 | (1 380 069) |
| Produits d'intérêts sur amortissement de la VAN | | 772 027 |
| Variation nette des contrats de garantie financière | 9 820 846 | 8 792 174 |
| | 16 288 735 | 12 174 548 |

9.3 Revenus de commissions

Les revenus de commissions se répartissent comme suit:

| | 2006 (en euros) | 2005 (en euros) |
|-----------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| Commissions au titre de mandats relatifs à des opérations de capital-risque | 15 580 893 | 11 879 431 |
| Commissions au titre de mandats relatifs à des garanties | 7 733 288 | 5 612 594 |
| Revenu des activités de conseil | 2 953 329 | 336 423 |
| Autres commissions | 10 000 | 95 211 |
| | 26 277 510 | 17 923 659 |

9.4 Résultat net sur opérations financières

Le montant du résultat net sur opérations financières, soit une perte de 524 335 EUR (2005: gain de 479 201 EUR) découle de pertes de 548 631 EUR (2005: gain de 239 276 EUR) sur transactions en devises ou sur positions de change et d'un gain de change de 24 296 EUR sur des fonds de capital-risque ayant subi une perte de valeur (2005: gain de 239 925 EUR).

9.5 Charges relatives aux avantages du personnel

| | 2006 (en euros) | 2005 (en euros) |
|-------------------------|--------------------|--------------------|
| Salaires et traitements | 14 614 519 | 10 828 562 |
| Cotisations sociales | 1 123 415 | 408 167 |
| | 15 737 934 | 11 236 729 |

Le poste *Salaires et traitements* comprend des dépenses de 3 671 243 EUR (2005: 3 326 530 EUR) au titre du personnel en détachement de la BEI.

9.6 Opérations de location-exploitation

Le FEI loue des espaces de bureau supplémentaires dans le bâtiment qui abrite ses propres bureaux. La charge correspondant à cette activité de location-exploitation s'élève à 645 159 EUR (2005: 428 604 EUR) pour l'exercice et est comptabilisée au poste *Autres charges d'exploitation*.

10. Personnel

À la clôture de l'exercice, l'effectif – y compris les 14 agents détachés de la BEI (2005: 14 agents) – se composait comme suit:

| | 2006 | 2005 |
|--------------------------------|------------|-----------|
| Directeur général | 1 | 1 |
| Employés | 120 | 95 |
| Total | 121 | 96 |
| Effectif moyen pour l'exercice | 111 | 89 |

11. Transactions avec entités liées

La Banque européenne d'investissement est l'actionnaire majoritaire du Fonds, avec 61 % des actions. Le reste des actions est détenu par la Commission européenne (30 %) et les Institutions financières (9 %).

11.1 Banque européenne d'investissement

Les transactions avec la Banque européenne d'investissement sont principalement liées à la gestion, par le Fonds, de l'activité de capital-risque comme on le décrit à la note 8.3. La Banque européenne d'investissement, quant à elle, assure la gestion de la trésorerie, des services informatiques, du fonds de pension et d'autres services pour le compte du Fonds. Les montants inclus dans les états financiers et concernant la Banque européenne d'investissement se présentent comme suit :

| | 2006 (en euros) | 2005 (en euros) |
|-------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| ACTIF | | |
| Comptes de régularisation | 1 589 529 | 1 563 582 |
| Autres éléments de l'actif | 9 709 504 | 6 844 946 |
| PASSIF | | |
| Dettes diverses | 2 646 501 | 227 939 |
| Autres provisions | 1 571 360 | 1 861 730 |
| Comptes de régularisation | 190 000 | 200 000 |
| Capital versé | 244 800 000 | 247 600 000 |
| POSTES HORS BILAN | | |
| Garanties tirées | 503 386 265 | 609 872 484 |
| Garanties non tirées | 16 250 000 | 16 250 000 |
| Actifs détenus pour le compte de tiers | 44 528 353 | 35 281 010 |
| Investissements de capital-risque décaissés | 1 378 546 509 | 1 251 498 053 |
| Investissements de capital-risque non décaissés | 1 250 532 456 | 1 002 364 576 |
| PRODUITS | | |
| Commissions de gestion | 8 456 922 | 8 103 283 |
| CHARGES | | |
| Salaires et traitements | 2 802 613 | 2 457 900 |
| Dépenses d'informatique | 850 635 | 812 342 |
| Services | 1 884 472 | 234 637 |

11.2 Commission des Communautés européennes

Les transactions avec la Commission sont principalement liées à la gestion, par le Fonds, des activités de capital-risque et de garantie comme on le décrit à la note 8.3. La Commission, quant à elle, gère la trésorerie des programmes communautaires pour le compte du Fonds. Les montants inclus dans les états financiers et concernant la Commission des Communautés européennes se présentent comme suit :

| | 2006 (en euros) | 2005 (en euros) |
|-------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| ACTIF | | |
| À recevoir | 3 828 075 | 3 228 845 |
| PASSIF | | |
| À verser | 258 813 | 466 106 |
| Capital versé | 120 000 000 | 120 000 000 |
| POSTES HORS BILAN | | |
| Garanties tirées | 5 994 388 020 | 4 668 615 985 |
| Garanties non tirées | 1 340 126 551 | 1 660 273 329 |
| Actifs détenus pour le compte de tiers | 324 124 409 | 295 047 566 |
| Investissements de capital-risque décaissés | 90 498 127 | 74 209 253 |
| Investissements de capital-risque non décaissés | 142 696 395 | 78 828 508 |
| PRODUITS | | |
| Commissions de gestion | 12 296 812 | 7 950 238 |
| CHARGES | | |
| Commissions de gestion de trésorerie | 88 213 | 58 608 |

11.3 Rémunération des principaux cadres

La rémunération des principaux cadres du Fonds s'élève à 1 264 687 EUR pour l'exercice (2005 : 1 207 029 EUR). Ce montant inclut les salaires, les avantages à long terme et les prestations postérieures à l'emploi.

12. Imposition

Le protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes annexé au traité du 29 octobre 2004 instituant une Constitution pour l'Europe s'applique au FEI, ce qui signifie que les avoirs, revenus et autres biens du Fonds sont exonérés de tous impôts directs.

Gestion des risques

La Banque adapte ses systèmes de gestion des risques pour tenir compte de l'évolution de l'environnement économique et réglementaire, les alignant en permanence sur les meilleures pratiques du secteur. Elle a mis en place des dispositifs de contrôle et d'information pour les principales catégories de risques inhérents à ses opérations : risques de crédit, risques de marché et risques opérationnels.

La Banque applique les meilleures pratiques du secteur pour analyser et gérer les risques afin d'obtenir une protection optimale de ses actifs, de son résultat financier et, partant, de son capital. Bien qu'elle ne soit pas soumise à un organisme de réglementation bancaire, la Banque s'efforce néanmoins de respecter en substance les directives bancaires pertinentes de l'UE, ainsi que les recommandations des autorités de supervision bancaire des États membres, de la législation communautaire et des organismes supranationaux compétents comme le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire.

1 L'organisation de la gestion des risques

Depuis novembre 2003, la direction Gestion des risques (RM – Risk Management) est organisée autour de deux départements – le département Risques de crédit (CRD) et le département GAP, Produits dérivés, Risques financiers et opérationnels – et d'une division Coordination. En 2006, la BEI a formalisé sa politique en matière de risques de crédit pour les opérations sur ressources propres réalisées à l'extérieur de l'UE, élargissant ainsi la mission de CRD. Parallèlement, une nouvelle division, appelée Suivi financier et restructuration d'opérations, a été mise en place avec pour mission essentielle d'assurer le suivi des prêts signés dans l'UE et de mener à bien les opérations de restructuration financière. Travaillant de manière indépendante, selon une approche commune, exhaustive et cohérente, RM identifie, évalue, surveille et signale les risques de crédit, les risques de marché et les risques opérationnels auxquels la Banque est exposée. RM est indépendante des salles des marchés et opère dans un cadre défini en commun, qui préserve la séparation des tâches. Le directeur général de RM rend compte au vice-président ayant la compétence dans ce domaine pour ce qui concerne les risques de crédit, les risques de marché et les risques opérationnels. Le vice-président compétent rencontre régulièrement le Comité de vérification pour examiner avec lui les questions ayant trait à ces catégories de risques. Il est par ailleurs chargé de veiller à ce que le Comité de direction et le Conseil d'administration reçoivent toutes les informations pertinentes relatives aux risques.

Afin d'appuyer la mise en œuvre de sa politique en matière de risques de crédit, la Banque s'est dotée de deux instances dont la mission est axée sur la gestion des risques.

La première est le Groupe d'évaluation des risques de crédit (GERC), organe de haut niveau dont la mission est d'examiner les questions de risques de crédit pertinentes qui se posent dans le cadre des activités de la Banque et de conseiller le Comité de direction sur la réponse à y apporter. Il se compose des directeurs généraux des directions Financements, Projets, Gestion des risques, Finances, Stratégie et Affaires juridiques. Le GERC a vocation à compléter – mais non à remplacer – l'examen actuel au cas par cas des propositions de financement, lequel demeure au centre du processus d'approbation des prêts.

La deuxième instance est le Comité de gestion actif-passif (ALCO); autre organe de haut niveau, composé des directeurs généraux des directions Financements, Finances et Gestion des risques, il examine la politique de GAP de la Banque et se charge de faire des propositions dans ce domaine à l'intention du Comité de direction. L'ALCO encourage et facilite la concertation entre les directions qui y sont représentées, tout en offrant une perspective plus large sur les principaux risques financiers et en permettant d'en améliorer la compréhension.

2 La gestion des risques de crédit

2.1 La politique en matière de risques de crédit appliquée aux prêts

La politique de la BEI en matière de risques de crédit est approuvée par les instances dirigeantes de la Banque. Elle fixe, pour les emprunteurs

et les garants, les niveaux minima de qualité de crédit qu'il convient d'observer dans le cadre des opérations de prêt, et précise les types de sûretés qui sont jugées acceptables. Elle détaille également les exigences minimales auxquelles les contrats de prêt doivent satisfaire en termes de clauses juridiques et autres dispositions contractuelles clés, de façon à ce que la Banque occupe une position au moins aussi élevée que les autres bailleurs de fonds de premier rang et qu'elle ait rapidement accès aux sûretés si nécessaire. En outre, grâce à un système de limites applicables aux contreparties et aux secteurs, le respect de la politique en matière de risques de crédit assure un bon degré de diversification du portefeuille des prêts de la Banque. Ce système s'inspire des règles prudentielles traditionnelles relatives à la concentration du portefeuille et à la gestion des grands encours qui sont énoncées dans les directives bancaires de l'UE, bien que la Banque ait généralement, en matière de prise de risques, une attitude plus restrictive que les banques commerciales.

Cette politique fait l'objet d'adaptations périodiques en fonction de l'évolution des paramètres opérationnels et des nouveaux mandats qui peuvent être confiés à la Banque par ses actionnaires.

2.2 La mesure des risques de crédit

En application des meilleures pratiques en vigueur dans le secteur bancaire, la Banque a mis en place, pour ses opérations de prêt, un système de classement interne, fondé sur la méthodologie de la «perte attendue». Ce système occupe désormais une place importante dans le processus d'instruction des prêts ainsi que dans le suivi des risques de crédit, tout en offrant un cadre de référence permettant de tarifier les risques de crédit.

Le système de classement des prêts englobe les méthodologies, les processus, les bases de données et les systèmes informatiques qui permettent de procéder à l'évaluation des risques de crédit liés aux opérations de prêt et à l'estimation quantifiée de la perte attendue. Il synthétise un grand nombre de données qui servent à établir un classement relatif des risques de crédit liés aux prêts. Le système de classement des prêts adopté par la BEI tient compte de la valeur actualisée de la «perte attendue estimée», laquelle est l'expression de la probabilité de défaillance des débiteurs principaux, de l'encours à risque et de la gravité des pertes en cas de défaillance effective. Le classement des prêts remplit les fonctions suivantes :

- il aide à obtenir une évaluation plus précise et plus quantitative des risques associés aux prêts;
- il facilite la répartition des tâches de suivi;
- il offre à tout moment une image instantanée de la qualité du portefeuille de prêts;
- il sert de référence pour calculer la dotation annuelle au Fonds pour risques bancaires généraux;
- il constitue un élément de prise de décision pour la tarification des risques en fonction de la perte attendue.

Les facteurs suivants entrent en ligne de compte pour l'élaboration du classement des prêts :

- I) la solvabilité de l'emprunteur – RM/CRD examine, en toute indépendance, la situation des emprunteurs et évalue leur solvabilité à partir de méthodologies internes et de données externes ;
- II) la corrélation de défaut – qui permet de quantifier les probabilités de difficultés financières simultanées chez l'emprunteur et chez le garant ; plus la corrélation entre la probabilité de défaut de l'emprunteur et celle du garant est élevée, plus la valeur de la garantie et, par conséquent, le classement du prêt, sont bas ;
- III) la valeur des instruments de garantie et des sûretés – cette valeur est calculée à partir de la combinaison de la solvabilité de l'émetteur et du type d'instrument employé ;
- IV) le cadre contractuel – un cadre contractuel sain ajoute à la qualité des prêts et améliore leur classement interne ;
- V) la durée des prêts – toutes choses égales par ailleurs, plus la durée d'un prêt est longue, plus le risque de problèmes dans le service de la dette est élevé.

La perte attendue sur un prêt découle d'un calcul combinant les cinq éléments ci-dessus. En fonction du niveau de la perte attendue, un prêt est classé dans l'une des catégories suivantes :

- A Prêts d'excellente qualité : cette catégorie recouvre trois sous-catégories. La sous-catégorie A⁺, par exemple, comprend les risques souverains à l'intérieur de l'UE, c'est-à-dire les prêts accordés à un État membre, ou bénéficiant de sa garantie entière, explicite et inconditionnelle, et pour lesquels aucune difficulté de remboursement n'est attendue. Sont classés A+ les prêts accordés à (ou garantis par) des entités autres que les États membres et ne présentant aucune perspective de dégradation tout au long de leur durée.
- B Prêts de grande qualité : ces prêts constituent une classe d'actifs dans laquelle la BEI a confiance, même si une légère détérioration à l'avenir n'est pas à exclure. Les sous-catégories B+ et B- reflètent le degré de probabilité de cette détérioration éventuelle.
- C Prêts de bonne qualité : un exemple de prêt entrant dans cette catégorie serait un prêt non garanti consenti à une banque ou à une grande entreprise connue pour sa solidité, remboursable en intégralité à l'échéance au bout de sept ans ou remboursable par tranches à compter de la date de décaissement, sur une durée équivalente.
- D Cette catégorie du classement se trouve à la limite entre les prêts «de qualité acceptable» et ceux présentant des problèmes. Cette catégorie pivot du classement des prêts se subdivise plus précisément en deux sous-catégories, D+ et D-, les prêts notés D- étant ceux qui nécessitent le suivi le plus intensif.
- E Dans cette catégorie se rangent les prêts qui ont déjà rencontré des problèmes sérieux et pour lesquels on ne peut exclure une dégradation conduisant à une situation de perte. Ces prêts nécessitent par conséquent un suivi attentif, étroit et intensif. Les sous-catégories E+ et E- correspondent à deux gradations dans ce suivi spécial ; dans le cas des opérations classées E-, il existe une forte probabilité que le service de la dette ne soit pas assuré durablement de façon régulière et qu'il faille par conséquent recourir à une restructuration de la dette sous une forme ou une autre, voire, in fine, à la constatation d'une perte de valeur.
- F Les prêts classés dans la catégorie F présentent un niveau de risque inacceptable. Un prêt n'entre dans cette catégorie que dans le cas où une opération en cours connaît, après la signature du contrat, des problèmes imprévus, exceptionnels et graves. Toutes les opérations donnant lieu à une perte de principal pour la Banque sont classées dans la catégorie F et font l'objet d'une provision spécifique.

En général, les prêts ayant une note inférieure ou égale à D- dans le classement interne de la BEI sont inscrits sur la liste des «opérations à surveiller». Cependant, pour les prêts au titre du MFS ou de l'ESF, on peut accepter un certain montant – limité – de créances affectées d'une note initiale inférieure ou égale à D-. Une réserve spécifique de 1 250 millions d'EUR a d'ailleurs été constituée pour faire face aux risques de crédit plus élevés que comportent ces opérations.

Outre l'analyse individuelle de chaque prêt à laquelle elle procède, la Banque utilise un progiciel externe spécial pour évaluer les engagements en cours à l'échelle du portefeuille. Cette évaluation permet d'intégrer les effets de concentration et de corrélation que provoque, au sein du portefeuille des prêts de la Banque, le fait que différents encours peuvent être soumis à des facteurs de risque communs. En permettant de visualiser les risques de crédit à l'échelle du portefeuille, cet autre outil complète l'approche «opération par opération» du système de classement des prêts et fournit une évaluation plus fine et plus exhaustive des risques de crédit associés au portefeuille de prêts de la Banque. La BEI a également mis au point une méthodologie pour déterminer les notations à attribuer en interne à l'ensemble de ses contreparties. Cette méthodologie de notation interne repose sur un système de fiches d'évaluation par score.

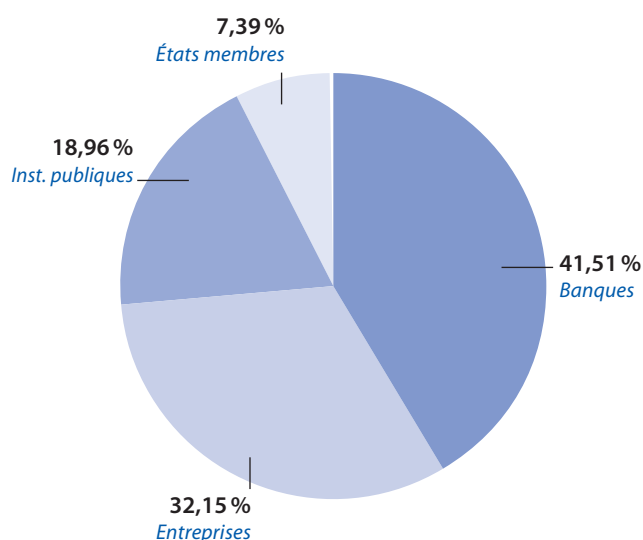
2.3 L'analyse des risques de crédit associés à l'encours de prêts de la BEI

2.3.1 La qualité de crédit

Le profil général de la qualité de crédit du portefeuille de prêts dans l'UE (et dans les pays visés par l'Article 18) reste excellent, comme en témoigne la répartition entre les différentes catégories, puisque les prêts qui figurent dans les catégories A à C du classement interne représentaient 96,9 % du total à la fin de 2006, contre 96,7 % à la fin de 2005. Parallèlement, la part des prêts classés D+, la catégorie la plus basse du classement interne où sont admises des opérations de prêt classiques, est de 2,7 % du total du portefeuille, soit 7,7 milliards d'EUR.

Le diagramme ci-dessous montre la répartition de l'encours des prêts à l'intérieur de l'UE par grand type d'emprunteurs. On constate que les encours sur les banques et les grandes entreprises représentent, respectivement, 42 % et 32 % du total du portefeuille dans l'UE.

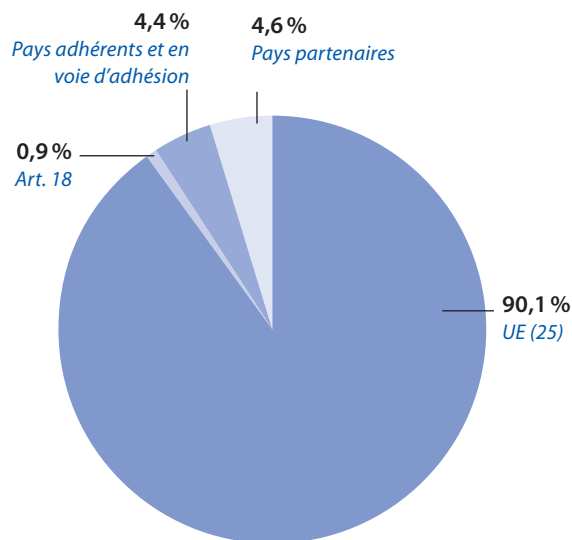
Répartition de l'encours des prêts à l'intérieur de l'UE (2006)



2.3.2 L'analyse géographique du portefeuille de la Banque

À la fin de l'exercice, les prêts composant le portefeuille de la Banque totalisaient 311 milliards d'EUR. Le diagramme ci-dessous présente l'analyse géographique de ces encours sur la base de la localisation des projets.

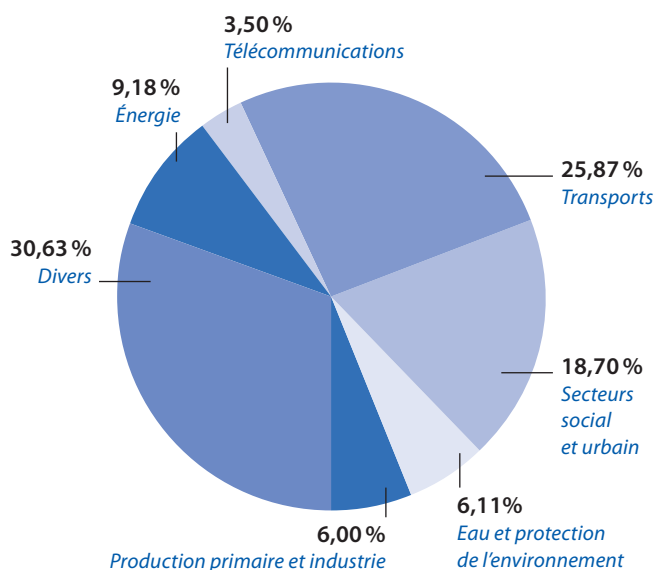
Répartition géographique des projets



2.3.3 L'analyse sectorielle du portefeuille de la Banque

Un aspect crucial de la gestion des risques consiste à assurer une diversification adéquate des risques de crédit encourus. La BEI surveille ses encours globaux par secteur, en accordant une attention particulière aux encours qui concernent des secteurs cycliques, irréguliers ou en pleine mutation. Cette classification du portefeuille par secteur d'activité est illustrée dans le diagramme ci-dessous (le secteur est celui des projets financés).

Analyse sectorielle – 2006^(*)



(*) Opérations sur mandat exclues

2.3.4 L'analyse de la concentration du portefeuille

Le principe de diversification des risques est au cœur de l'application de pratiques bancaires saines. La BEI limite le montant maximum pouvant être prêté à un seul emprunteur, groupe d'emprunteurs ou secteur. Elle suit par ailleurs l'évolution de la concentration des risques de crédit en utilisant le concept de la valeur à risque (VaR).

Le tableau ci-dessous montre que, ces dernières années, les indicateurs de concentration généralement utilisés par la Banque ont été stables ou en légère hausse, cette dernière évolution s'expliquant par les fusions intervenues dans le secteur bancaire de l'UE.

| Fin de période | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|--------|--------|--------|
| Les plus grands encours nominaux | | | | |
| Encours nominaux (en % du portefeuille de prêts de la BEI) | | | | |
| – Top 3 | 6,7 % | 7,1 % | 7,3 % | 8,5 % |
| – Top 5 | 9,9 % | 10,4 % | 10,8 % | 12,1 % |
| – Top 10 | 16,4 % | 17,3 % | 18,2 % | 19,4 % |
| Nombre d'encours (en % des fonds propres de la BEI) | | | | |
| – plus de 10 % | 13 | 13 | 15 | 13 |
| – plus de 15 % | 5 | 4 | 8 | 6 |
| – plus de 20 % | 1 | 2 | 3 | 3 |
| Les plus grands encours pondérés en fonction des risques | | | | |
| Encours pondérés (en % des fonds propres de la BEI) | | | | |
| – Top 3 | 28,9 % | 26,9 % | 27,2 % | 33,5 % |
| – Top 5 | 45,4 % | 42,1 % | 41,4 % | 48,8 % |
| Nombre d'encours pondérés (en % des fonds propres de la BEI) | | | | |
| – plus de 5 % | 13 | 12 | 13 | 11 |
| – plus de 10 % | 1 | - | - | 1 |
| Nombre d'encours sur prêts SURU à des entreprises (en % des fonds propres de la BEI) ¹⁾ | | | | |
| – plus de 5 % | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Total des grands encours (en % des fonds propres de la BEI) ²⁾ | | | | |
| | 93 % | 82 % | 91 % | 86 % |

1) Les expressions «prêts à signature unique» et «prêts à risque unique» (ou, plus brièvement, «prêts non garantis» ou prêts «SURU») désignent les opérations de prêt pour lesquelles la BEI, quel que soit le nombre de signatures fournies, n'a aucune véritable possibilité de recours à une tierce partie indépendante ou à d'autres formes de sûreté autonome.

2) La BEI qualifie de «grand encours individuel» un encours consolidé sur l'ensemble d'un groupe qui, pondéré en fonction des risques, est égal ou supérieur à 5 % des fonds propres de la Banque. Cette définition s'applique à tout encours sur un emprunteur ou un garant individuel, à l'exclusion des prêts aux États membres et des prêts intégralement couverts par la garantie explicite d'un État membre ou garantis par des obligations émises par un État membre.

2.3.5 L'analyse par durée

L'analyse du portefeuille de prêts de la Banque en fonction de la durée contractuelle résiduelle est présentée dans le tableau ci-dessous. Elle montre que, pour environ la moitié de l'encours de prêts du portefeuille de la BEI (y compris les prêts à l'extérieur de l'UE), la durée moyenne restant à courir est supérieure à dix ans, ce qui cadre bien avec la nature de financements à long terme des opérations de la Banque.

Analyse de l'encours des prêts par durée (en millions d'euros)

| Durée | Nature de l'encours | | | | |
|-----------|---------------------|-------------|-----------------|--------|---------|
| | Banques | Entreprises | Inst. publiques | États | Total |
| 0-1 an | 4 926 | 2 059 | 275 | 107 | 7 368 |
| 1-5 ans | 47 995 | 25 115 | 6 131 | 5 566 | 84 807 |
| 5-10 ans | 31 599 | 13 600 | 8 186 | 3 255 | 56 641 |
| 10-20 ans | 22 930 | 22 300 | 18 453 | 20 701 | 84 384 |
| > 20 ans | 9 668 | 24 704 | 20 312 | 23 583 | 78 267 |
| Total | 117 119 | 87 779 | 53 357 | 53 212 | 311 466 |

2.4 Estimation du ratio de fonds propres de la BEI sur la base des règles de «Bâle I»

Pour obtenir une estimation du ratio d'adéquation des fonds propres de la BEI sur la base des règles de «Bâle I», on regroupe les encours de crédit figurant au bilan et hors bilan dans des catégories qui représentent des risques de crédit analogues. On attribue alors à chacune de ces catégories

une pondération standard en fonction des risques (par exemple, 0%, 20%, 50% ou 100%), suivant le schéma de pondération qui figure dans l'accord de Bâle de 1988 sur les fonds propres («Bâle I»). Pour ce faire, on se fonde sur des hypothèses prudentes et simplificatrices.

On additionne ensuite ces différentes catégories d'encours pondérés en fonction des risques pour obtenir le total des actifs de la BEI pondérés en fonction des risques pour la période 2002-2006, comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

| Millions d'euros | Actifs pondérés en fonction des risques* | | | | |
|---------------------------------------------------|------------------------------------------|--------|--------|--------|--------|
| À la fin de l'exercice | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
| Prêts | 60 453 | 58 141 | 59 826 | 67 264 | 79 375 |
| Avoirs de trésorerie | 5 467 | 4 975 | 6 334 | 10 006 | 7 440 |
| Produits dérivés et garanties | 957 | 878 | 588 | 1 748 | 1 035 |
| Total des actifs pondérés en fonction des risques | 66 877 | 63 994 | 66 748 | 79 018 | 87 850 |
| Fonds propres | 24 615 | 25 984 | 27 534 | 29 280 | 31 172 |
| Ratio BII | 36,81% | 40,60% | 41,25% | 37,05% | 35,48% |

* Les catégories de risques pour 2003 et 2004 ont été mises en cohérence avec la classification adoptée en 2005.

Il en résulte, pour la période considérée, un «ratio Bâle I» compris entre 35% et 41% – le ratio minimum exigé étant de 8%.

Bien qu'elle n'y soit pas obligée, la Banque envisage la possibilité d'appliquer l'approche complexe fondée sur les notations internes, ou «approche NI complexe», dans le contexte de Bâle II (ou «Nouvel accord de Bâle»)⁷. Cette approche reflète l'application des meilleures pratiques bancaires et donne une mesure différenciée en fonction du risque, qui intègre le profil particulier d'institution de financement à long terme de la Banque. Cette dernière n'a toutefois pas encore pris la décision de se conformer au Nouvel accord de Bâle.

2.5 Les politiques en matière de provisions générales et de provisions spécifiques

La Banque a décidé de transférer le Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG) des fonds propres de la Banque à la Réserve supplémentaire. Elle continuera cependant à calculer les ratios prudentiels qui permettent actuellement de déterminer le niveau requis du FRBG. Le résultat de ces calculs figurera dorénavant dans l'annexe aux états financiers. Les taux de provisionnement général pour les différentes catégories du classement des prêts sont les suivants :

| Notation des prêts | Taux de provisionnement |
|--------------------|-------------------------|
| A° | 0,00 % |
| A+ | 0,10 % |
| A- | 0,20 % |
| B+ | 0,30 % |
| B- | 0,50 % |
| C | 1,00 % |
| D+ | 2,00 % |
| D- | 3,00 % |
| E+ | 10,00 % |
| E- | 25,00 % |

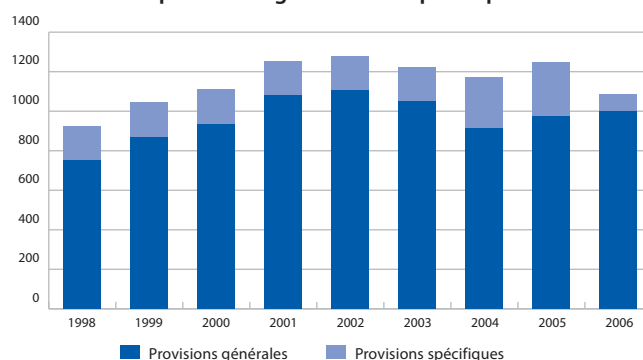
⁷ Convergence internationale de la mesure et des normes de fonds propres – dispositif révisé, Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (juin 2004).

Les provisions spécifiques

Une provision spécifique est constituée pour tous les prêts notés F, ainsi que pour ceux notés E- lorsque l'on prévoit une perte de valeur. Pour une opération donnée, le montant de cette provision correspond à la différence entre la valeur nominale du prêt et la valeur actuelle de tous les flux de trésorerie futurs que l'on attend de l'actif déprécié.

Le graphique ci-dessous illustre l'évolution des provisions générales et spécifiques.

Évolution des provisions générales et spécifiques de la BEI



2.6 Le Mécanisme de financement structuré (MFS) et l'enveloppe spéciale FEMIP (ESF)

Le Mécanisme de financement structuré (MFS) et l'enveloppe spéciale FEMIP (ESF) permettent à la Banque de financer des projets assortis d'un profil de risque plus élevé que d'ordinaire. La capacité globale de réaliser des opérations dans le cadre du MFS ou de l'ESF dépend de la taille de la réserve spécifique (actuellement de 1 250 millions d'EUR) sur laquelle sont prélevés les fonds (l'élément de capital et l'élément de perte attendue) qui sont ensuite affectés aux diverses opérations individuelles sur la base de la notation des prêts correspondants et des risques y afférents. Pour les opérations individuelles, on applique une limite qui varie en fonction de la catégorie de prêt concernée.

2.7 Opérations de capital-risque

Les ressources que le Groupe BEI (BEI + FEI) consacre aux opérations de capital-risque sont gérées par le FEI dans le cadre du Programme d'action spécial d'Amsterdam (PASA) et de l'Initiative Innovation 2010 (i2i). Le montant maximum des ressources financières dont le FEI dispose pour réaliser des investissements dans des fonds de capital-risque en vertu du mandat capital-risque (MCR) qui lui est confié par la BEI et dont celle-ci assume les risques, se calcule en appliquant le ratio de levier de capital – actuellement de 200 % – à la dotation totale effective (DTE) – environ 1,5 milliard d'EUR à la fin de 2006. Dans le cadre de ce dispositif, le FEI réalise les investissements de capital-risque au titre du MCR en veillant à ce que le portefeuille total d'opérations de ce type soit équilibré en termes de sociétés financées, de secteurs, de phases de développement, de zones géographiques et d'années d'investissement des fonds de capital-risque concernés. Le FEI a mis au point un système interne de classement des risques pour les fonds de capital-risque, auquel il se réfère avant de décider de réaliser de nouveaux investissements et pour surveiller la qualité des actifs composant ces fonds.

3 La GAP et la gestion des risques financiers

3.1 La politique en matière de risques de marché

De même que la politique en matière de risques de crédit préconise d'appliquer le principe dit «des quatre yeux» pour les activités de prêt de la BEI, la politique concernant les risques de marché stipule que RM doit donner un avis sur toutes les activités financières de la Banque qui induisent un risque de marché substantiel, et sur les transactions financières susceptibles de générer un risque de crédit, telles que les opérations de couverture de la trésorerie ou les opérations sur produits dérivés.

Les risques de marché sont identifiés, mesurés, gérés et signalés conformément à un ensemble de politiques et de procédures rassemblées sous l'intitulé «Principes directeurs en matière de risques financiers et de GAP» et actualisées à intervalles réguliers. Les principes généraux qui sous-tendent cette politique sont décrits ci-après.

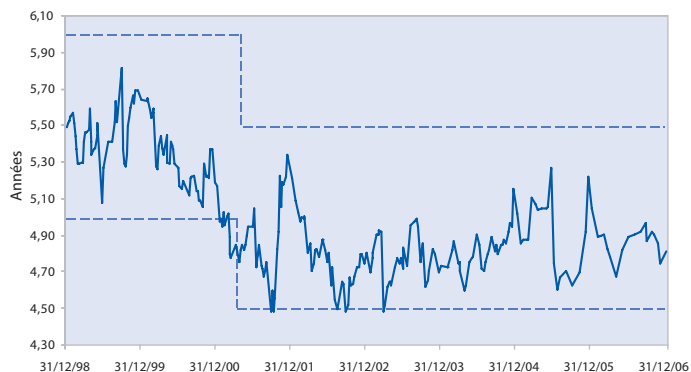
3.1.1 La pérennité des revenus et la capacité d'autofinancement

À la BEI, la politique de gestion actif-passif fait partie intégrante de la politique globale de gestion des risques financiers. Elle reflète les attentes des trois principaux groupes de partenaires de la Banque (ses actionnaires, ses emprunteurs et les marchés financiers), à savoir : préserver la stabilité de ses recettes, maintenir la valeur économique de ses fonds propres et assurer un financement autonome de sa croissance sur le long terme.

Au travers de sa stratégie de GAP, la Banque poursuit ces objectifs en recourant à une méthode d'affectation de ses fonds propres selon un profil d'investissement à moyen et long terme qui vise à promouvoir la stabilité des recettes et à améliorer le rendement global. Cette méthode d'affectation implique une certaine sensibilité aux rendements à moyen et long terme, mais elle n'est pas influencée par une vision à court terme

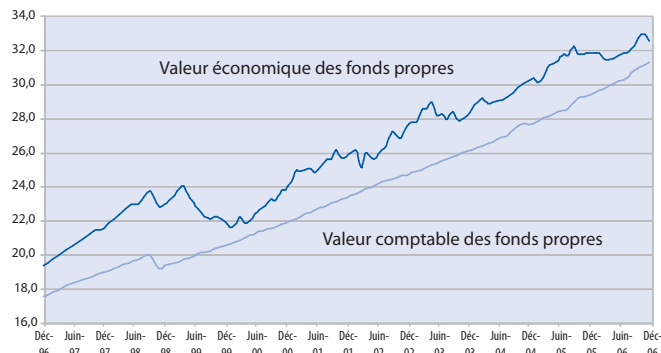
de l'évolution des taux d'intérêt. Les fonds propres de la Banque sont gérés de manière à maintenir leur duration moyenne dans une fourchette de 4,5 à 5,5 ans (jusqu'à la fin de 2000, cet objectif était de 5 à 6 ans). Le graphique ci-dessous montre l'évolution de la duration des fonds propres, élément qui reste, pour la Banque, un indicateur stratégique essentiel de la GAP.

Évolution de la duration des fonds propres de la Banque



La stabilité des recettes est mise en évidence, dans le graphique ci-après, par la hausse linéaire de la valeur comptable des fonds propres, obtenue par la mise en réserve systématique de l'excédent annuel, ce qui permet à la Banque d'autofinancer la portion libérée des augmentations ultérieures du capital souscrit.

Évolution de la valeur comptable et de la valeur économique des fonds propres



Le graphique montre aussi (courbe du haut) que la valeur économique de la Banque est exposée aux variations des taux d'intérêt. L'alternance habituelle des cycles de taux d'intérêt n'a toutefois pas empêché la valeur économique des fonds propres de la Banque de s'accroître avec le temps.

3.1.2 L'attitude de la BEI face aux risques financiers

En tant qu'institution publique, la Banque ne cherche pas à réaliser des profits par un comportement spéculatif face aux risques financiers ; elle fixe son degré de tolérance aux risques financiers à un seuil défini par des limites qui ont été approuvées, et elle applique un cadre financier prudent. La Banque ne considère donc pas ses activités de trésorerie ou de collecte de ressources comme des centres de profit, même si elle les conduit dans un souci de performance. Quant à ses activités d'investissement, elles ont pour objectif premier la préservation du capital investi. Dans le cadre de ses opérations de prêt et d'emprunt, la Banque a donc une politique de gestion des risques financiers dont le premier principe est d'assurer la couverture de tous les risques significatifs.

La BEI, suivant en cela les meilleures pratiques du marché, impose que toutes les transactions d'un type nouveau s'accompagnant de risques opérationnels ou financiers soient autorisées par le Comité de direction, après approbation par le Comité des nouveaux produits (CNP), et réalisées

dans le respect des limites approuvées. Ces transactions peuvent porter sur des activités stratégiques conformes à la mission de la Banque, telles que des opérations de capital-risque ou des prises de participations.

3.1.3 Fixation des taux d'intérêt

Un nouveau système de fixation des taux d'intérêt, approuvé par le Conseil d'administration, a été mis en œuvre en janvier 2006. Il repose sur l'utilisation d'un nouvel indicateur, le Net Funding Result (NFR), ou résultat net de la collecte de fonds, qui permet d'assurer, sous l'angle du risque financier, le suivi tant des activités d'emprunt que des activités de prêt de la Banque. Le NFR est un indicateur synthétique de la performance de la collecte de ressources de la Banque par rapport à une référence qui est l'Euribor. Il quantifie en valeur actuelle nette l'avantage financier obtenu par la Banque à travers ses opérations d'emprunt. Cet avantage financier est répercuté sur les emprunteurs au moment de la fixation des taux prêteurs de base.

3.2 La gestion des risques associés aux produits dérivés

À la BEI, l'utilisation de produits dérivés se limite aux opérations de couverture de transactions individuelles dans le domaine des activités d'emprunt et de trésorerie et, dans une moindre mesure, à la gestion actif-passif.

La politique en matière de risques applicable aux opérations sur produits dérivés se fonde sur la définition de critères d'admissibilité et de limites liées à la notation des contreparties intervenant dans les opérations

d'échange. Afin de réduire les risques sur ces encours, la BEI signe des «Annexes de remise en garantie» avec la plupart de ses contreparties intervenant dans des opérations d'échange et reçoit des sûretés lorsque les encours dépassent certaines limites contractuelles.

Vue d'ensemble des opérations sur produits dérivés

| Fin de période | (millions d'EUR) | | | |
|-----------------------------------------------------------------|------------------|---------|---------|---------|
| | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
| Valeur nominale de l'encours swaps et DRS | 194 045 | 222 505 | 267 207 | 293 624 |
| Équivalent risque de crédit au sens de la BRI (montant total) | 4 715 | 5 459 | 8 290 | 5 002 |
| Équivalent risque de crédit au sens de la BRI (montant pondéré) | 1 475 | 1 384 | 1 642 | 985 |
| Valeur de marché nette de l'encours ⁽¹⁾ | 655 | 334 | 949 | 606 |

⁽¹⁾ Encours positif, net des sûretés réelles reçues.

D'une manière générale, la valeur nominale de l'encours sur produits dérivés s'est accrue proportionnellement à la taille des opérations de la BEI. Les encours à risque (mesurés par l'équivalent risque de crédit BRI et par la valeur de marché nette) dépendent de l'évolution du marché; ils sont notamment très sensibles aux variations des taux d'intérêt et des taux de change. Ce sont la hausse des taux d'intérêt dans l'UE et la dépréciation de l'USD par rapport à l'EUR qui expliquent, pour l'essentiel, leur baisse durant l'année 2006.

3.3 La gestion des risques associés à la trésorerie

Les placements de trésorerie sont répartis en trois catégories: i) la trésorerie monétaire, dont le principal objectif est de maintenir la liquidité; ii) la trésorerie opérationnelle obligataire, qui constitue la deuxième ligne de liquidité; enfin, iii) un portefeuille d'investissement composé presque exclusivement d'obligations d'émetteurs souverains de l'UE. En septembre 2006, le Comité de direction a décidé de clore progressivement le portefeuille d'investissement (voir la Note A.6.1 pour plus de détails).

La politique en matière de risques de crédit que la Banque applique aux transactions de trésorerie est régie par les limites de crédit qui ont été fixées pour les contreparties des transactions monétaires et obligataires et des opérations sur produits dérivés à court terme. L'encours pondéré pour chaque contrepartie ne doit pas dépasser la limite autorisée. Le tableau ci-dessous présente les encours nominaux des différents portefeuilles de trésorerie de la Banque à la fin de 2006, y compris les opérations d'échange de devises et les contrats de change à terme.

| | Encours nominaux (millions d'EUR) | | | | | |
|------------------------------------------------------------|-----------------------------------|-------------------------------|-------|--------|-------|--------|
| | Notation externe à court terme | Notation externe à long terme | | | | |
| Type d'opération | A-1+/P-1 | < A or NN | A | AA | Aaa | Total |
| Total actifs monétaires | 2 852 | 46 | 4 346 | 15 731 | 397 | 23 372 |
| Total portefeuille* | 0 | 0 | 203 | 2 336 | 2 804 | 5 343 |
| Portefeuille d'investissement | 0 | 116 | 219 | 703 | 1 310 | 2 348 |
| Liquidités détenues en garantie d'opérations dérivées à LT | 0 | 0 | 4 | 209 | 0 | 213 |
| Total trésorerie (valeur nominale) | 2 852 | 161 | 4 772 | 18 979 | 4 510 | 31 275 |
| Prêts de titres | - | - | - | - | - | 1 688 |

4 La gestion des risques opérationnels

À la BEI, la gestion des risques opérationnels s'effectue à tous les niveaux et la responsabilité en incombe à tous les services concernés de la Banque. La direction RM a la charge de définir le cadre de gestion des risques opérationnels et les politiques qui s'y rapportent, tandis que la mise en œuvre de ce dispositif ainsi que la gestion courante des risques opérationnels relèvent de la responsabilité des services opérationnels.

La BEI utilise une méthode d'évaluation qui fait appel à toutes les informations disponibles, y compris, pour chaque procédure opérationnelle et pour chaque catégorie d'activité, les antécédents de

pertes, les résultats de l'auto-évaluation des risques et l'environnement de gestion des risques. Un ensemble d'indicateurs clés réunis dans un Tableau de bord des risques opérationnels et un modèle statistique fondé sur les données historiques viennent compléter les outils de gestion des risques opérationnels.

Les informations relatives à la survenance de risques opérationnels, aux pertes effectives et aux indicateurs clés ainsi que des mises à jour concernant les activités du Comité des nouveaux produits sont régulièrement communiquées aux cadres de direction et au Comité de direction de la Banque.

Audit et contrôle

Comité de vérification – Le Comité de vérification est un organe statutaire indépendant, nommé par le Conseil des gouverneurs et directement responsable devant lui. Il a pour mission de s'assurer que les opérations de la Banque ont été menées en conformité avec les formalités et procédures prescrites dans les Statuts et dans le Règlement intérieur et de vérifier la régularité de ses livres, tout en s'assurant de l'efficacité des systèmes de contrôle interne, de la gestion des risques et de l'administration interne. Le Comité de vérification a la responsabilité globale de l'audit des comptes de la Banque. Il émet chaque année un avis sur la question de savoir si les états financiers, ainsi que toute autre information figurant dans les comptes annuels établis par le Conseil d'administration, donnent une image fidèle de la situation financière de la Banque, du Groupe BEI, de la Facilité d'investissement et du Fonds fiduciaire de la FEMIP. Le Conseil des gouverneurs prend note des déclarations du Comité de vérification et des conclusions figurant dans les rapports annuels de ce dernier au moment de l'examen du Rapport annuel du Conseil d'administration.

Dans l'exercice de ses fonctions, le Comité de vérification rencontre des représentants des autres organes statutaires ainsi que des responsables de la Banque, examine les états financiers et les politiques comptables, prend note des travaux des auditeurs internes, surveille et supervise les travaux des auditeurs externes, préserve l'indépendance et l'intégrité des fonctions d'audit, coordonne le travail d'audit d'une manière générale et s'attache à comprendre et à contrôler de quelle manière la direction de la Banque veille à la pertinence et à l'efficacité des systèmes de contrôle interne, de la gestion des risques et de l'administration interne.

Auditeurs externes – Les auditeurs externes font directement rapport au Comité de vérification, qui est habilité à leur déléguer les tâches courantes relatives à l'audit des états financiers. En 2004, le Comité de vérification a désigné le cabinet Ernst & Young, après consultation avec le Comité de direction. Le contrat du cabinet en question expirera le jour où le Conseil des gouverneurs approuvera les états financiers de 2008. Les auditeurs externes ne sont autorisés à effectuer aucune tâche, qu'il s'agisse de conseil ou de tout autre travail, qui pourrait nuire à leur indépendance dans le cadre de leur mission d'audit.

Inspection générale – La création, en 2005, de l'Inspection générale, sous la forme d'un département autonome agissant au service de l'ensemble du Groupe BEI, a souligné l'importance que la Banque attache aux fonctions principales de contrôle interne ex post.

Audit interne. Fonction au service de tous les niveaux de gestion du Groupe BEI, et agissant avec les garanties d'indépendance et de normes professionnelles que lui confère sa Charte, révisée en 2001, l'Audit interne examine et évalue la pertinence et l'efficacité des systèmes de contrôle interne ainsi que les procédures y afférentes. Il met également en place un cadre de contrôle interne fondé sur les directives émises par la BRI. Les plans d'action convenus avec les services servent de catalyseur pour l'amélioration des procédures et le renforcement des contrôles. C'est ainsi que l'Audit interne analyse et teste, sur une base cyclique et sous l'angle des risques, les contrôles existant dans les secteurs critiques de l'activité bancaire, des technologies de l'information et de l'administration.

Évaluation ex post. Les évaluations ex post, qui ne portaient à l'origine que sur les activités de la BEI, ont été étendues à celles du Groupe et comprennent dorénavant également l'évaluation des opérations de capital-risque du FEI et une évaluation intérimaire du Fonds fiduciaire de la FEMIP. Les études et les rapports d'évaluation permettent au groupe BEI de tirer les leçons de l'expérience passée. Les évaluations ex post étant publiées sur le site Web de la Banque (ou sur celui du FEI), l'évaluation ex post contribue par conséquent à la transparence et à la responsabilisation du Groupe BEI.

Investigation. Dans le cadre des procédures internes de lutte contre la fraude, l'Inspecteur général a autorité pour mener des enquêtes. La Banque peut également avoir recours à une assistance ou à des experts extérieurs selon les besoins de l'enquête et travaille en étroite collaboration avec l'Office européen de lutte antifraude (OLAF). De plus, l'Inspecteur général offre, en cas de besoin, un mécanisme de recours indépendant pour l'examen de plaintes que le médiateur européen considère comme n'étant pas de son ressort.

Contrôle de gestion – Au sein de la nouvelle Direction générale de la stratégie (créée le 1^{er} janvier 2007), le département Stratégie, contrôle de gestion et contrôle financier réunit les diverses fonctions responsables du contrôle de gestion (*Contrôle financier et comptabilité, Planning, budget et contrôle*, et les unités chargées des relations avec le FEI et la Cour des comptes européenne ainsi que des aspects organisationnels couvrant l'ensemble de la Banque) et les intègre aux équipes chargées de la recherche macroéconomique ainsi que de la politique en matière de responsabilité d'entreprise et des questions liées à la gouvernance de la Banque. Cette structure couvre l'ensemble du processus consistant à définir la stratégie de la Banque, à coordonner sa mise en œuvre et, in fine, à vérifier les résultats obtenus. Les instruments clés pour y parvenir sont le Plan d'activité de la Banque, le contrôle financier et la comptabilité ainsi que le budget et les systèmes de contrôle qui y sont associés. Une série de rapports intégrés facilite l'évaluation de la situation financière et des flux financiers par rapport aux objectifs stratégiques, institutionnels et opérationnels et aux plans d'activité. Le Contrôle de gestion émet un avis sur toute proposition soumise au Comité de direction qui pourrait avoir un impact financier, comptable, budgétaire ou organisationnel.



Banque européenne d'investissement

www.bei.org – info@bei.org

100, boulevard Konrad Adenauer
L-2950 Luxembourg

☎ (+352) 43 79 1
☎ (+352) 43 77 04

Bureaux extérieurs

| | | |
|-----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|
| Allemagne | Lennéstraße 11 D-10785 Berlin | ☎ (+49-30) 59 00 47 90 ☎ (+49-30) 59 00 47 99 |
| Autriche | Mattiellistraße 2-4 A-1040 Wien | ☎ (+43-1) 505 36 76 ☎ (+43-1) 505 36 74 |
| Belgique | Rue de la loi 227 / Wetstraat 227 B-1040 Bruxelles / Brussel | ☎ (+32-2) 235 00 70 ☎ (+32-2) 230 58 27 |
| Espagne | Calle José Ortega y Gasset, 29, 5° E-28006 Madrid | ☎ (+34) 914 31 13 40 ☎ (+34) 914 31 13 83 |
| France | 21, rue des Pyramides F-75001 Paris | ☎ (+33-1) 55 04 74 55 ☎ (+33-1) 42 61 63 02 |
| Grèce | 1, Herodou Attikou & Vas. Sofias Ave GR-106 74 Athens | ☎ (+30) 210 68 24 517 ☎ (+30) 210 68 24 520 |
| Italie | Via Sardegna 38 I-00187 Roma | ☎ (+39) 06 47 19 1 ☎ (+39) 06 42 87 34 38 |
| Pologne | Plac Piłsudskiego 1 PL-00-078 Warszawa | ☎ (+48-22) 310 05 00 ☎ (+48-22) 310 05 01 |
| Portugal | Avenida da Liberdade, 190-4° A P-1250-147 Lisboa | ☎ (+351) 213 42 89 89 ☎ (+351) 213 47 04 87 |
| Royaume-Uni | 2 Royal Exchange Buildings London EC3V 3LF | ☎ (+44) 20 73 75 96 60 ☎ (+44) 20 73 75 96 99 |
| Afrique du Sud | 5 Greenpark Estates 27 George Storrar Drive Groenkloof 0181 Tshwane (Pretoria) | ☎ (+27-12) 425 04 60 ☎ (+27-12) 425 04 70 |
| Australie | Level 31, ABN AMRO Tower 88 Phillip Street Sydney NSW 2000 | ☎ (+61-2) 82 11 05 36 ☎ (+61-2) 82 11 06 88 |
| Égypte | 6, Boulous Hanna Street Dokki, 12311 Giza | ☎ (+20-2) 336 65 83 ☎ (+20-2) 336 65 84 |
| Kenya | Africa Re Centre, 5th floor Hospital Road, PO Box 40193 KE-00100 Nairobi | ☎ (+254-20) 273 52 60 ☎ (+254-20) 271 32 78 |
| Maroc | Riad Business Center, Aile sud, Immeuble S3, 4° étage Boulevard Er-Riad Rabat | ☎ (+212) 37 56 54 60 ☎ (+212) 37 56 53 93 |
| Sénégal | 3, rue du Docteur Roux BP 6935, Dakar-Plateau | ☎ (+221) 889 43 00 ☎ (+221) 842 97 12 |
| Tunisie | 70, avenue Mohamed V TN-1002 Tunis | ☎ (+216) 71 28 02 22 ☎ (+216) 71 28 09 98 |



Fonds européen d'investissement

www.eif.org – info@eif.org

43, avenue J.F. Kennedy
L-2968 Luxembourg

☎ (+352) 42 66 88 1
☎ (+352) 42 66 88 200

On trouvera sur le site Web de la Banque la liste mise à jour des bureaux existants ainsi que leurs coordonnées.